
3 1761 06560670 9

# HISTOIRE
# DE FRANCE.

Nouveau Cours d'Histoire Ancienne et Moderne, suivi de notions de géographie historique, à l'usage des colléges, des maisons d'éducation et des écoles normales, par M. J. Genouille, professeur au collége royal de Henri IV.

Histoire Ancienne, comprenant l'histoire des Juifs, des Egyptiens, des Assyriens, des Perses, des Carthaginois, des Macédoniens, des Grecs, etc. : deuxième édition revue et augmentée ; un vol. in-12.

Histoire Romaine, depuis la fondation de Rome jusqu'à la mort de Théodose et la division de l'empire Romain, précédée d'une introduction historique sur l'ancienne Italie, et suivie d'un précis sur l'histoire de l'établissement du Christianisme : deuxième édition revue et augmentée ; un vol. in-12.

Histoire du Moyen Age, depuis la division de l'empire Romain en empire d'Occident et en empire d'Orient, jusqu'à la chute de l'empire d'Orient par la prise de Constantinople : troisième édition revue et augmentée ; un vol. in-12.

Histoire Moderne, depuis la prise de Constantinople par les Turcs et la chute de l'empire d'Orient jusqu'à nos jours : deuxième édition revue et augmentée ; un vol. in-12.

Histoire de France, depuis Pharamond jusqu'à nos jours, précédée d'une introduction historique sur l'ancienne Gaule : deuxième édition revue et augmentée ; un vol. in-12.

# HISTOIRE DE FRANCE,

RÉDIGÉE

D'APRÈS LE PROGRAMME UNIVERSITAIRE,

ET SUIVIE DE NOTIONS DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE,

PAR J. GENOUILLE,

PROFESSEUR AU COLLÉGE ROYAL DE HENRI IV,
PRÉCÉDEMMENT AU COLLÉGE SAINT-LOUIS.

DEUXIÈME ÉDITION
REVUE ET AUGMENTÉE.



PARIS.
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CLASSIQUES
DE JULES DELALAIN ET Cie,
FILS ET SUCCESSEURS D'AUGUSTE DELALAIN,
RUE DES MATHURINS SAINT-JACQUES, N° 5, PRÈS DE LA SORBONNE.

M DCCC XL.

*Tout contrefacteur ou débitant de contrefaçons de cet Ouvrage sera poursuivi conformément aux lois.*

*Toutes nos Éditions sont revêtues de notre griffe.*

Jules Delalain et Cie



# AVANT-PROPOS.

Si les Français ne possèdent point encore une bonne Histoire de leur pays, au moins sont-ils riches en monuments littéraires anciens, et chaque jour une saine critique en fait jaillir quelque nouvelle lumière. Loin de nous la prétention d'être toujours remonté aux sources ! Mais nous les avons du moins consultées avec soin, chaque fois que l'importance du fait ou la divergence d'opinions entre les historiens a pu le rendre nécessaire.

Fidèle au système que nous avons précédemment suivi, nous présentons les faits avec toute l'impartialité possible, laissant à nos lecteurs le soin d'en tirer les conséquences. Dès lors il devenait à craindre de tomber dans une pâle et froide analyse, et le succès seul nous apprendra si nous avons su éviter l'écueil.

Ce précis étant spécialement destiné à la jeunesse, nous nous sommes arrêté avec le programme universitaire, à l'instant où commence la Révolution française. Il n'en est plus aujourd'hui comme au temps de Montaigne, où l'histoire contemporaine était inconnue. On l'étudie

au contraire avec ardeur, mais à un âge plus mûr et dans des ouvrages plus complets.

---

La seconde édition de l'Histoire de France, que nous présentons en ce moment au jeune public de nos écoles, a été revue avec un soin d'autant plus consciencieux qu'elle est le résumé du cours que je professe depuis deux ans au collége Henri IV. Comme pour la seconde édition de l'Histoire Ancienne, nous avons scrupuleusement suivi le programme universitaire. Il n'est aucune indication auquel l'ouvrage ne réponde. Les questions mêmes de géographie ont été traitées dans un appendice, et enfin l'on trouvera sur les différentes périodes de cette Histoire une série de questions indiquées, dont la solution exerce avec fruit la mémoire et quelquefois la sagacité de l'élève, soit en composition, soit dans les devoirs journaliers.

J. G.

---

# HISTOIRE DE FRANCE.

## INTRODUCTION.

Trois dynasties ont régné sur la France et font époque dans son histoire.

La première, dite des Mérovingiens, de Mérovée, l'un des premiers rois, commence, selon les uns, à Pharamond en 420, selon les autres, à Clovis en 481, et elle se termine à la déposition de Childéric III en 752 (332 ans). On voit se fondre en deux peuples les différentes tribus qui ont envahi la Gaule. L'ambition des maires du palais les excite à une lutte qui amène le triomphe des Francs Austrasiens ou Germains sur les Francs Neustriens ou Gaulois.

La seconde dynastie est celle des Carlovingiens, du nom de Charlemagne ou Karle le Grand, depuis Pépin le Bref en 752, jusqu'à Louis V en 987 (235 ans). L'unité fondée par Charlemagne disparaît sous ses successeurs.

La troisième dynastie est celle des Capétiens, fondée par Hugues Capet en 987, et qui subsiste encore de nos jours. Elle se subdivise en différentes branches.

La première est celle des Capétiens directs, de l'an 987 à l'an 1328 (341 ans). Les rois luttent contre la féodalité, que protégent les ducs de Normandie, devenus rois d'Angle-

terre. Le domaine de la couronne s'accroît de règne en règne, soit par la force des armes, soit par des alliances. Les communes naissent et donnent la victoire à la royauté.

La seconde branche, dite des Valois, commence à Philippe de Valois en 1328, et finit avec Charles VIII en 1498 (170 ans). La guerre contre les Anglais met la France à deux doigts de sa ruine; mais elle triomphe, et Louis XI porte au gouvernement féodal des coups multipliés sous lesquels il succombe.

La troisième branche, des Valois-Orléans, ne compte qu'un seul prince, Louis XII (1498-1515). La France se jette sur l'Italie pour la conquérir.

La quatrième branche est celle des Valois-Angoulême, depuis François Ier en 1515, jusqu'à Henri III en 1589 (74 ans). C'est d'abord la lutte avec Charles-Quint, qui rêve la domination universelle; plus tard ce sont les guerres civiles et religieuses dont le protestantisme est la cause ou le prétexte.

La cinquième branche est celle des Bourbons depuis Henri IV, en 1589, jusqu'à nos jours. La France devient une monarchie absolue. C'est une ère de gloire et de conquêtes, à laquelle se montrent fidèles et la république (1791-1804) et l'empire (1804-1814). La restauration renoue la chaîne des Capétiens un instant interrompue.

## CHAPITRE PREMIER.

Des Gaulois, depuis les temps anciens, jusqu'à l'invasion des Barbares dans les Gaules.

Le pays que les Romains appelaient *Gaules*, était situé entre l'Océan Britannique au Nord, le Rhin et les Alpes à l'Orient, la mer Méditerranée et les Pyrénées au Midi, et enfin le grand Océan à l'Occident. Il renfermait donc, outre la France actuelle, une partie de la Suisse, quelques territoires de l'Allemagne et toute la Belgique.

Pour bien comprendre l'origine des différentes populations gauloises, il faut se rappeler que les peuples des Gaules, de l'Ibérie ou Espagne, de la Germanie ou Allemagne, et de toutes les contrées du Nord, n'étaient connus des Romains et des Grecs que sous le nom générique de Celtes. Avec le temps et quand les relations s'étendirent, la grande famille des Celtes se divisa en Scythes, Germains, Gaulois et Celtibériens, chacune de ces branches possédant un pays qui lui était propre, et dont les habitants étaient indigènes. Dans les siècles suivants, on vit des émigrations nombreuses partir de différents pays et fonder des colonies nouvelles. On en garde la trace dans les traditions et le langage, et de là vient que l'on reconnaît aujourd'hui, parmi les anciens Gaulois: 1° une race indigène occupant le centre de la Gaule; 2° une race d'origine ibérienne, qui

peupla l'Aquitaine et les pays méridionaux ; 3° une race d'origine germanique, dans la Belgique et sur les bords du Rhin ; 4° les Cimbres qui abandonnèrent la Chersonnèse Taurique vers la seconde moitié du septième siècle avant notre ère, et conquirent sur les indigènes la province appelée jadis Armorique et aujourd'hui la Bretagne.

Après bien des recherches savantes, il a été démontré que les Celtes avaient un idiome particulier et national, qui fut primitivement le même dans tous les pays qu'ils peuplèrent. Le temps, l'éloignement, les conquêtes des Romains, les différentes colonies, mais surtout l'invasion des Barbares dans les premiers siècles du Christianisme, et la civilisation dans ses changements et ses progrès, en altérèrent la pureté et lui ôtèrent son originalité antique. Dès le temps de César, il fallait aller en Bretagne pour retrouver la langue et la religion des anciens Celtes. Aujourd'hui cette langue est encore parlée en France, dans la basse Bretagne, et en Angleterre, dans le pays de Galles.

Les Celtes reconnaissaient un dieu suprême, qu'ils appelaient Teut, Hésus, Taranis ou Teutatès. Après lui venait la Terre, sous le nom de Erd chez les Gaulois et de Hert dans la Germanie. Comme les Grecs et les Romains, ils avaient ensuite peuplé les cieux d'une infinité de dieux secondaires, et le monde d'une multitude innombrable d'esprits, qui devenaient également l'objet de leur culte. Ils croyaient à

la création, à l'éternité du monde, à l'immortalité de l'âme, à la métempsycose.

La Gaule n'avait ni statues des dieux ni aucun temple. C'était dans les forêts de chênes qu'avaient lieu les cérémonies sacrées. Souvent on y immolait des victimes humaines, soit des prisonniers ennemis, soit des criminels, soit des esclaves ; mais ordinairement le culte consistait dans la prière, le chant des hymnes, la danse et les festins. Les Gaulois s'y présentaient avec leurs armes, c'est-à-dire avec l'épée, le bouclier et la lance.

Les prêtres gaulois se nommaient Druides. Pendant longtemps on a fait dériver ce nom d'un mot grec (δρῦς) qui signifie chêne : aujourd'hui on le tire de deux mots celtes (*de* ou *di*, *dieu*, et *rouyddim*, *parler*, *haranguer*) qui voudraient dire *homme qui parle de Dieu*. A eux étaient confiés d'une manière exclusive le soin du culte et l'éducation de la jeunesse. Ils y joignaient une connaissance assez approfondie de la médecine. On les divisait en Druides proprement dits, qui s'occupaient des sacrifices, Eubages, qui prédisaient l'avenir, et Bardes ou poëtes, qui chantaient les dieux et les exploits des grands hommes. Leurs principales écoles étaient à Chartres, à Autun et à Toulouse ; mais souvent aussi ils enseignaient dans les forêts, où se tenaient ordinairement les assemblées.

Dans l'origine, les Druides furent les chefs de l'état. A une époque assez éloignée de notre ère, leur autorité succomba sous l'autorité des

rois, qui divisèrent la Gaule en plusieurs états. Les rois furent renversés à leur tour, parce qu'ils tyrannisaient leurs sujets, et le plus grand nombre des peuplades gauloises se gouvernèrent en républiques, mais avec autant de variété que dans la Grèce. Chez les uns, le pouvoir était confié à un magistrat annuel nommé par le sénat, et à un général élu par le peuple ; chez les autres, un sénat gouvernait la république, devenue ainsi une aristocratie ; chez d'autres enfin, le gouvernement était purement et réellement populaire. Les Druides se relevèrent à cette époque. Comme ils s'étaient déclarés contre les rois, ils obtinrent dans plusieurs cités les plus belles prérogatives, entre autres la noble mission de rendre au peuple la justice. Les guerriers formant la première caste de l'état, les Druides occupèrent au moins le second rang et s'attirèrent une vénération générale. Sous la domination romaine, plusieurs empereurs voulurent renverser leur culte et ne purent y réussir. Le Christianisme seul y parvint ; mais la lutte se prolongea quoique sourdement, s'il en faut croire certains auteurs, jusqu'au siècle de Charlemagne.

Après cet aperçu sur le gouvernement, la religion et les mœurs des anciens Gaulois, rassemblons les faits épars que leur histoire nous offre avant et depuis l'invasion des Romains sous la conduite de Jules César.

L'an 599 avant J.-C., sous le règne de Tarquin l'Ancien, une colonie de Phocéens, qui fuyaient les persécutions d'Harpalus, nommé

par Cyrus gouverneur de Phocée, abandonna l'Asie mineure et vint s'établir dans les Gaules, à l'embouchure du Rhône. Protis, qui en était le chef, plut à la fille de Nanus, roi des Ségobriges; elle l'épousa du consentement de son père, et lui apporta en dot un emplacement où il fonda la ville de Massilia, aujourd'hui Marseille. La colonie s'accrut avec tant de rapidité, que le fils même de Nanus crut devoir s'opposer à ses progrès. Il essaya d'emporter la ville par ruse et fut découvert; il l'attaqua à force ouverte, et périt dans le combat avec sept mille des siens.

Soixante ans après la fondation de Marseille, d'autres Phocéens, fuyant les vengeances de Cyrus, contre qui ils s'étaient révoltés, parcoururent la Méditerranée et se fixèrent dans l'île de Corse. Les Carthaginois et les Etrusques se liguèrent contre eux. Les Phocéens vainquirent leurs ennemis malgré le nombre : mais la perte fut si grande de leur côté, qu'ils demandèrent à leurs compatriotes un asile, et ils en furent favorablement accueillis. Marseille cependant soutenait contre les Liguriens et les Gaulois de grandes guerres, et les terminait toujours avec succès. La prise de quelques barques fit éclater une rupture avec Carthage, dont Marseille battit souvent les flottes. Pour s'assurer des défenseurs contre cette république florissante, elle s'unit aux Espagnols par des traités, et renouvela ceux qu'elle avait faits avec Rome dès l'époque même de sa fondation. Tant d'avantages redoublèrent les craintes des peuples voi-

sins. Tous se liguèrent contre elle et l'assiégèrent. Son bonheur la fit encore échapper au danger, et elle continua de chercher dans le commerce une autre gloire et des richesses.

A l'époque où les Phocéens abordaient pour la première fois dans le midi de la Gaule, apportant avec eux les arts et la civilisation de l'Orient, les Gaulois, de leur côté, envoyaient en différentes parties de l'Europe des colonies nombreuses. Ambigat, roi des Bituriges (aujourd'hui le *Berry*), voyant son pays surchargé, fit sortir de la Gaule une population guerrière, sous la conduite de ses deux neveux. Sigovèse, l'un d'eux, se fixa dans les contrées voisines de la forêt Hercynienne; l'autre, nommé Bellovèse, franchit les Alpes et fonda dans le pays des Insubres la ville de Milan. Les descendants du premier pénétrèrent d'abord dans l'Illyrie et la Pannonie; deux siècles après, ils attaquèrent (279) la Macédoine, pillèrent le temple de Delphes, parcoururent la Grèce et la Thrace en vainqueurs, et fondèrent enfin en Asie le royaume des Galates, que détruisit Manlius Vulson, l'an de Rome 564, avant J.-C. 189. Les autres, s'étant unis à des colonies nouvelles de Cénomans, de Boïens et de Lingons, s'avancèrent à différentes époques jusqu'au pied des Apennins, et firent donner à cette partie de l'Italie le nom de Gaule Cisalpine. Une dernière
391. colonie voulut pénétrer chez les Etrusques. Rome prit la défense de Clusium, vit son armée en déroute sur les rives de l'Allia, et fut elle-même saccagée. Mais bientôt Camille lui

rendit une supériorité qu'elle conserva toujours. Les Gaulois vaincus s'unirent à Annibal, et résistèrent encore après lui. Enfin domptés après une lutte opiniâtre, ils laissèrent aux Romains le libre passage dans les Gaules.

Marseille fournit à Rome un prétexte pour transporter au delà des Alpes ses armées. Lors du désastre de l'Allia, les Marseillais, en alliés fidèles, avaient envoyé aux Romains de grands secours en argent. Quand la république fut victorieuse, ils lui demandèrent qu'elle les défendît de leurs voisins, et Rome s'empressa d'accueillir leur requête. Grâce à une intervention aussi puissante, Marseille soumit à sa domination quelques tribus voisines : mais son ambition provoquait de nouvelles guerres, et déjà les Romains, par la fondation d'Aix (123), affermissaient dans le pays leur influence. Les Allobroges et les Arvernes ayant embrassé le parti des vaincus, Cn. Domitius et Fabius Maximus triomphèrent de leur résistance après de sanglants combats. Les Arvernes obtinrent la paix : mais les Allobroges, réunis à d'autres tribus formèrent la province romaine, qui comprenait tout le pays à l'orient du Rhône, depuis le lac Léman jusqu'à la Méditerranée.

Quand les Teutons et les Cimbres se jetèrent sur l'Occident, la Gaule, qu'ils ravagèrent plusieurs fois, les vit triompher des Romains, notamment auprès d'Orange, où la république
perdit 80,000 soldats. La défaite des Teutons 105.
auprès d'Aix, et des Cimbres dans les plaines de Verceil, rendit à Rome toute sa sécurité, et

la Gaule profita aussi de cette double victoire. L'histoire du pays n'offre plus d'intérêt pendant
58. un demi-siècle. L'an 58 av. J.-C., Jules César entreprit de se faire un nom en soumettant la Gaule aux Romains. Sous prétexte d'empêcher l'émigration des Helvétiens, il franchit les Alpes à la tête de cinq légions, bat l'armée helvétienne, contraint par une défaite Arioviste, roi de Germanie, à repasser le Rhin, et, par une guerre continuelle de huit années, il dompte les Gaulois en les divisant et en les faisant marcher avec ses troupes les uns contre les autres. La lutte fut longue et sanglante. Les vaincus essayèrent plus d'une fois de secouer le joug et remportèrent souvent de grands avantages. Leur tentative la plus célèbre est celle que dirigea Vercingétorix, roi des Arvernes. César dut reculer une fois devant son rival : mais il s'en vengea par la prise d'Alise, malgré une armée de 300,000 Gaulois, et Vercingétorix, qui défendait la place, orna le triomphe du vainqueur.

Marseille, à son tour, éprouva les armes romaines. Elle avait embrassé le parti de Pompée, et César l'assiégea. Sa résistance ne servit qu'à illustrer sa défaite. Mais César en lui enlevant sa puissance, lui laissa du moins ses lois et sa liberté.

Vers la fin de la république, tandis que les autres contrées étaient déchirées sans cesse par la guerre civile, la Gaule fut généralement heureuse et tranquille. Lorsqu'Auguste fut parvenu à l'empire, il la rangea parmi les provinces

dont il se réservait l'administration, sous le
nom de provinces impériales. Il fit de Lyon la
capitale de la Gaule entière, en lui accordant de
grands priviléges; il fraya des routes à travers
les Alpes, et chercha à favoriser le développement
des lettres, des arts et de l'agriculture :
mais il défendit aux Gaulois l'exercice des armes,
et leur imposa des tributs, que les exactions
des gouverneurs rendirent encore plus Ap.J.C.
odieux. Sous Tibère, deux Gaulois, Sacrovir 21.
et Florus, revendiquèrent l'indépendance de
leur patrie. Le soulèvement fut comprimé, et
ses deux chefs se virent contraints à se percer
de leur épée. Caligula, successeur de Tibère,
fit de la Gaule le théâtre de ses exactions et de
ses folies. Claude, qui vint après lui, persécuta
les Druides; mais, comme il était né à Lyon, il
ouvrit aux Gaulois l'accès aux magistratures et
l'entrée du sénat.

Sous le règne de Néron, un incendie consuma
la capitale de la Gaule. Quoique ce prince 64.
eût contribué par ses libéralités à lui rendre
tout son éclat, le pays l'abandonna à la voix de
Vindex et reconnut comme empereur le vieux
Galba. Sous Vitellius, le batave Civilis forma
le projet de rappeler la Gaule à son ancienne
indépendance. Vespasien ayant été proclamé
empereur en Orient, Civilis feignit d'embrasser
son parti, et remporta sur les généraux romains
plusieurs victoires. Les Gaulois, entraînés
par ses premiers succès, répondirent d'abord 69.
au cri de liberté, et les Romains eux-mêmes,
séduits par la générosité de leur vainqueur,

marchèrent avec leurs aigles sous les étendards de l'*empire Gaulois*. Vespasien envoya contre les Gaules Pétilius Cérialis. Ce général prudent et brave ramena les troupes romaines un instant égarées, détacha la plupart des peuples, soit par des négociations, soit par des victoires, de la confédération gauloise, et concentra la guerre dans le pays des Bataves. Civilis se défendit avec énergie. Les ressources de son génie, et les marais dont le pays était coupé en tous sens, lui valurent encore quelques succès; mais se voyant abandonné de ses alliés, il accepta la paix qu'on lui offrit, et la Gaule ne songea plus dès lors à secouer la domination romaine.

Le gaulois Sabinus avait pris les armes en même temps que Civilis, et s'était fait proclamer empereur à Langres, sa patrie. Surpris avant d'avoir même commencé ses préparatifs, il se retire chez lui, met le feu à sa demeure et se cache dans un souterrain, où il vécut neuf ans avec Eponine sa femme, qui lui donna deux fils. Sa révolte était depuis longtemps oubliée, lorsqu'il tomba enfin entre les mains de Vespasien. L'empereur pouvait user de clémence ; il fit conduire au supplice Sabinus et sa malheureuse famille, tandis qu'il avait laissé à Civilis et la vie et la liberté.

Pendant l'espace d'un siècle environ, la Gaule ne fut plus agitée que par les mouvements de l'empire. En 92, Domitien en fit arracher toutes les vignes pour punir les Gaulois de leur révolte contre son père. En 96, Nerva fut proclamé chez les Séquaniens, et Trajan, en 98,

à Cologne. Adrien, qui lui succéda, construisit le pont du Gard, sur le Gardon, aqueduc fa- 117.
meux composé de trois étages d'arcades, et destiné à conduire à Nîmes les eaux de la fontaine d'Aure, par-dessus une vallée de cent soixante pieds de profondeur. Antonin, que ce prince adopta, était originaire de Nîmes. Aussi, quand il fut parvenu à l'empire, il répara Nar- 138.
bonne détruite par un incendie, éleva des forts pour protéger les frontières, et traça des routes dans tout le pays.

Après Commode, Albinus et Septime-Sévère se disputèrent dans les Gaules, Rome et l'empire. Albinus fut défait auprès de Lyon. Comme 197.
les Gaulois avaient dû seconder Albinus de gré ou de force, puisqu'il commandait dans le pays, les soldats, dans le premier élan de leur victoire, se jetèrent sur Lyon, qui fut saccagée et livrée aux flammes. Mais avant la fin du règne de Septime-Sévère, elle s'était relevée déjà du milieu de ses ruines.

Le Christianisme avait pénétré dans les Gaules dès son origine, et y avait fait les progrès les plus rapides. Quand Marc-Aurèle commença la persécution contre les Chrétiens, la Gaule fut une des provinces qui eurent le plus à souffrir. Il en fut de même sous Septime-Sévère, sous Dèce et sous Aurélien. La Gaule donna à l'Eglise une multitude de martyrs, parmi lesquels on distingue saint Irénée, évêque de Lyon. Ces désastres et le meurtre d'Alexandre-Sévère à Mayence en 235, sont les seuls événements que nous présente l'histoire

des Gaules, jusqu'à l'époque où les Germains franchirent la barrière du Rhin, et cherchèrent, par des attaques continuelles, à y former un établissement solide.

## CHAPITRE II.

Invasion de la Gaule par les Barbares. — Etablissement des Francs, des Bourguignons et des Wisigoths (406-420).—Monarchie Franque sous les premiers Mérovingiens (420-481). — Résultats du règne de Clovis (481-511). — [5e et 6e siècles].

L'empire Romain depuis Auguste n'avait presque jamais cessé d'être en guerre avec les peuples de la Germanie. D'abord on avait voulu les soumettre; puis on s'était contenté de défendre le pays contre des incursions partielles et passagères : mais à l'époque où nous arrivons, commença une attaque générale et constante des frontières, parce que les Germains, dédaignant désormais le pillage, voulaient changer leurs forêts contre le climat tempéré des Gaules. Une confédération s'était formée sous le nom de Francs, entre les peuples qui habitaient les marais du bas Rhin et du Wéser, et dont les plus connus étaient les Saliens et les Sicambres. Ce fut sous Valérien que leur armée,
256. franchissant pour la première fois le Rhin, ravagea la Gaule entière et l'Espagne, et pénétra jusqu'en Mauritanie. Ces provinces avaient été confiées par l'empereur au César Gallien, son fils, et à Posthumus, gaulois d'origine, ministre du jeune prince. Tandis que celui-ci s'endormait dans la mollesse, Posthumus, fier

de quelques succès contre les Francs, se fit proclamer empereur dans les Gaules. Gallien ne put l'abattre malgré tous ses efforts; mais Posthumus, ayant refusé à ses soldats le pillage de Mayence, fut massacré avec son fils. Victorinus, Lollianus et Marius prétendirent lui succéder et eurent la même fortune. Tétricus, malgré de tels exemples, ne put se refuser au désir de ses troupes : mais lorsqu'après Gallien et Claude, Aurélien nommé empereur, s'avança dans les Gaules, il abdiqua volontiers entre ses mains une autorité glissante et précaire.

Les Francs furent vaincus par Aurélien auprès de Mayence et repoussés au delà du Rhin : mais l'indiscipline des légions qui défendaient la Gaule, le força de les anéantir dans une grande bataille, sous les murs de Châlons en Champagne. Aussi, dès qu'il fut allé combattre 271.
les Goths et les Perses en Orient, les Francs, s'élançant de la Germanie, et les Bourguignons qui venaient de la Silésie et des frontières de la Pologne, prirent et saccagèrent, sans trouver de résistance, soixante-dix villes dans le nord de la Gaule. Probus, élu empereur après Tacite, marcha en personne contre eux. Il désarma les Francs par quelques concessions, reprit sur les Bourguignons toutes leurs conquêtes, les rejeta de l'autre côté de l'Elbe, et ne leur accorda la paix qu'en enlevant leur jeunesse pour l'incorporer aux légions romaines, et en dispersant les autres dans divers cantons de l'empire. Bienfaiteur de la Gaule, il mit un terme aux persécutions qui

déchiraient son sein, et lui permit de replanter ses vignes.

Le règne de Dioclétien fut marqué par la révolte générale des paysans gaulois qui prirent le nom de Bagaudes. Dioclétien partagea pour
285. la première fois l'empire, en nommant Maximien son collègue, et il lui donna les Gaules à défendre. Le premier acte de Maximien montra ce qu'on devait attendre de lui. Arrivé au pied des Alpes, il fit massacrer la légion thébaine tout entière, parce qu'étant chrétienne, elle refusait de prêter serment avec les pratiques de l'idolâtrie. S'étant avancé contre les Bagaudes, il les vainquit par son activité, et satisfit, en les exterminant, son caractère cruel et sanguinaire. Il tourna ensuite ses armes contre les Bourguignons et les Francs, qu'il repoussa de l'empire : mais les Barbares ne tardèrent point à le désoler de nouveau, tandis que l'empereur ne s'occupait qu'à persécuter les Chrétiens et rougissait les fleuves du sang des martyrs.

Quand les deux empereurs subdivisèrent encore l'empire en nommant deux Césars, la Gaule échut à Constance-Chlore. Ce prince, malgré la douceur de son caractère, ne put arrêter, tant qu'il ne fut que César, la persécution violente que Maximien avait excitée : mais dès qu'il fut parvenu à l'empire par l'abdication des empereurs, il rendit le calme à l'Eglise et aux provinces qu'il gouvernait. Heureux guerrier en même temps que sage administrateur, il vainquit plusieurs fois les Barbares, les poursuivit jusqu'au delà du Rhin et

dans la Bretagne, et permit à quelques-unes de leurs colonies de s'établir dans l'empire à condition de le défendre. Son fils, Constantin le Grand, commença sa réputation militaire par les succès nombreux qu'il obtint contre les Francs. En 310, il remporta sur eux une vic- 310.
toire décisive, qu'il déshonora en exposant aux bêtes, dans l'amphithéâtre de Trèves, leurs chefs demeurés prisonniers. Une série de révolutions continuelles le rendit maître unique de l'empire, où il établit la religion chrétienne sur les ruines du Paganisme. Parmi les rivaux qu'il eut à combattre, Maximien, son beau-père, qui voulut ressaisir la couronne après l'avoir abdiquée, appela sur les Gaules les armes de Constantin. Deux fois vaincu et assiégé dans Marseille, il obtint deux fois l'oubli de ses tentatives; mais toujours ambitieux et incorrigible, il voulut assassiner son gendre qui le fit périr pour se délivrer de ses embûches.

La Gaule avait goûté quelque repos sous 337.
l'administration de Constantin et pendant les premières années du règne de ses fils. Constant, l'un des deux, en était maître, lorsque Magnence, d'origine franque, prit la pourpre à Autun, et se crut affermi dans son usurpation, l'empereur ayant été assassiné au pied des Pyrénées. Mais bientôt Constance, frère de Constant, accourut de l'Orient à la tête d'une armée nombreuse. Vaincu à Murcia, en Hongrie, dans une bataille où 60,000 hommes restèrent sur la place, Magnence fut chassé de poste en

poste et enfin assiégé dans Lyon. Comme il désespérait de sa cause, il massacra ses parents qui s'étaient enfermés avec lui, et se tua ensuite lui-même pour échapper au vainqueur.

Constance avait appelé les Francs dans les Gaules, afin que l'usurpateur ne pût concentrer toutes ses forces. Tant que dura la lutte, ils pillèrent et ravagèrent tout vers le Rhin et la Moselle; lorsque Constance eut vaincu son rival, ils durent plier devant les armées de l'empire. Mais Constance fit massacrer un chef des Francs auxiliaires qui combattaient contre leurs compatriotes en faveur des Romains. Aussitôt les uns et les autres se réunissent, emportent Cologne, et dévastent impunément toute la contrée. L'empereur, qui n'avait pas
355. d'enfants, envoya pour les combattre, Julien, son neveu, avec le titre de César. A l'approche du jeune prince, les Barbares se retirèrent comme effrayés. Mais tandis qu'il prend à Sens ses quartiers d'hiver, leur armée se rassemble autour de la ville et ne se retire qu'après un siége de deux mois. Julien reprit bientôt l'offensive. Malgré la mauvaise volonté des généraux qui devaient le seconder, mais qui voulaient faire à ses dépens leur cour au soupçonneux Constance, il repoussa les Germains, remporta sur eux une victoire éclatante auprès de Strasbourg, et ravagea trois ans de suite leur pays sans éprouver le moindre échec. Il s'appliquait à réparer les maux de la guerre, quand son armée le proclama Auguste. La

mort de Constance lui soumit tout l'empire ; mais il fut appelé contre les Perses, en Orient, où il périt dans une mêlée.

Après Jovien, Valentinien, élu par les troupes, abandonna l'Orient à son frère Valens, et se réserva les provinces occidentales. Sous son règne et sous celui de Gratien, son fils, toutes les tentatives des Germains sur la Gaule furent repoussées avec succès. On voyait à la tête des armées romaines Mérobaude et Bauton, tous deux francs, dont le premier fut honoré deux fois du consulat. Gratien surtout avait pour les Francs une prédilection particulière, et en retour ils se montraient alliés fidèles.
Aussi, quand ce prince eut péri par la trahison 383.
de Maxime, ils se rangèrent auprès de Valentinien II, son frère, sous les ordres d'Arbogaste, qui devint ministre tout-puissant. Sa renommée força les Germains à rapporter les drapeaux qu'ils avaient enlevés après une défaite des Romains, lors des guerres de Valentinien II et de Maxime : mais ses hauteurs indisposèrent contre lui l'empereur qui voulut le disgracier, et Arbogaste comptant sur l'appui des troupes, ne craignit pas de faire assassiner son maître. Théodose régnait alors en Orient. Bien loin de reconnaître Eugène, qu'Arbogaste
revêtit de la pourpre, il passe les Alpes, achète 395.
une victoire complète par deux jours d'un combat acharné, fait décapiter Eugène après la défaite de ses troupes, force l'assassin de Valentinien, par son active poursuite, à se don-

ner enfin la mort et réunit une dernière fois les deux empires.

Ce fut sous le règne de ses deux fils, Arcadius en Orient, Honorius en Occident, que les Barbares, Scythes, Sarmates ou Slaves, et Germains ou Teutons, s'élancèrent tous à la fois sur les différentes provinces. Alaric, à la tête des Wisigoths, et plus tard Radagaise, suivi de 200,000 Barbares, s'étant jetés sur l'Italie, Stilicon, ministre tout-puissant et beau-père d'Honorius, rappela les légions de la Gaule et des provinces voisines, afin de protéger plus sûrement le centre de l'empire. Alaric, vaincu à Polenza, dut ajourner ses projets; Radagaise vit ses troupes taillées en pièces, et périt lui-même : mais les frontières étaient dégarnies. Les Alains, les Suèves et les Vandales, peuples d'origine ger-
406. manique, franchissent le Rhin avec les Bourguignons, défont les Francs Ripuaires, alliés de l'empire, et ravagent pendant trois ans la Gaule entière. Les Bourguignons seuls se fixèrent dans le pays, sous la conduite de leur roi Gondicaire. Honorius lui-même reconnut leur domination sur l'Helvétie et sur les provinces que nous appelons aujourd'hui l'Alsace, le Dauphiné et la Provence. Les Alains, les Suèves et les Vandales passèrent en Espagne.

A la voix du lâche Honorius, Stilicon avait péri dans Ravenne. Les Barbares qu'il avait attirés à la solde de l'empire, se croient menacés; ils appellent à leur secours Alaric, qui prend
410. Rome, la condamne au pillage pendant six

jours, et meurt presqu'aussitôt à Cosenza, dans la Calabre. Ataulphe, son beau-frère, lui succéda. Séduit par les charmes de Placidie, sœur de l'empereur, il l'épousa et devint allié 412.
de l'empire. Honorius lui abandonna la partie méridionale de la Gaule, à la condition de la défendre à la fois contre plusieurs aventuriers qui avaient pris la pourpre, et contre les Barbares. Ataulphe, et après lui Sigéric, qui ne fit que passer, et Wallia se montrèrent fidèles au traité. Wallia surtout détruisit les Alains en Espagne, resserra les Suèves dans la Galice, et les Vandales en Andalousie, mais se chargea de défendre, avec les Wisigoths, qui s'appelaient *soldats romains*, les provinces qu'il avait reconquises ; c'est-à-dire qu'elles furent également perdues pour l'empire.

Deux ans après la mort de Wallia, qui eut pour successeur Théodoric, fils du grand Alaric, les Francs, réunis enfin sous un même chef que l'Histoire nomme Pharamond, abandon- PHARAMOND.
nèrent l'empereur, dont quelques-unes de leurs tribus étaient depuis longtemps les alliés les 420.
plus fidèles, et songèrent à former dans les Gaules un établissement solide. Rien n'a conservé le souvenir des entreprises de Pharamond, en sorte que l'on a révoqué en doute même son existence. Clodion, qui lui succéda par CLODION.
voie d'élection ou par droit de naissance, car on ignore s'il était son fils, fut repoussé deux 428.
fois par les Romains, quand il essaya d'entamer la Belgique. Plus heureux dans une troisième tentative, il prit Cambrai, s'avança jusqu'à la

Somme, et fit d'Amiens la capitale de ses états.
Mérovée. 448. Il laissa le trône à Mérovée, que l'on croit son fils.

A cette époque, la Gaule échappait de tous côtés aux Romains. L'Armorique venait encore de se révolter pour se gouverner en république, et il ne leur restait que quelques pays vers le centre. Aétius y commandait pour l'empereur avec le titre de patrice. Scythe d'origine, il fut, dans ces temps de désastres, le plus heureux et le plus habile des généraux de l'empire. C'était lui qui avait repoussé Clodion de la Gaule. Egalement en guerre avec les Bourguignons et les Wisigoths, sur lesquels il remporta de grands avantages, peut-être fût-il parvenu à leur enlever ce qu'ils avaient conquis, si une invasion nouvelle ne l'eût forcé de se réunir à eux contre l'ennemi commun. Les Huns, partis de la Chine et de la Tartarie, s'étaient fixés d'abord entre le Tanaïs et le Danube, d'où ils avaient chassé les Goths et d'autres peuples barbares, qui refluèrent alors sur l'empire Romain. Plus tard, Attila, un de leurs rois, que ses ravages firent appeler le *fléau* de Dieu, et qui se faisait gloire de ce nom, entraîna la nation entière, au nombre de 700,000 guerriers, sur les contrées méridionales. Trois victoires conduisirent les Barbares aux portes de Constantinople. Après avoir assujetti l'empire d'Orient à un tribut annuel, ils fondirent sur l'Occident, passèrent le Rhin et se jetèrent dans les Gaules. Tous les peuples, Romains et Barbares, se réunirent contre l'invasion formidable qui les me-

naçait tous. Aétius rassembla autour de lui 452.
Mérovée et les Francs, Gondicaire et les Bourguignons, Théodoric et les Wisigoths. Attila, forcé de lever le siége d'Orléans, s'était retiré dans les plaines de Châlons-sur-Marne. Ce fut là qu'Aétius sauva l'empire et surtout les Gaules par une victoire à jamais célèbre, qui coûta aux Huns trois cent mille de leurs plus braves guerriers. Attila n'en pénétra pas moins en Italie l'année suivante. Les prières du pape saint Léon l'éloignèrent de Rome. Bientôt après il mourut en Pannonie au milieu des débauches d'un festin, et les Huns désespérés regagnèrent en petit nombre leur ancienne patrie.

Aétius, pour prix de sa gloire, fut assassiné lâchement par Valentinien, qui périt à son tour sous le poignard de deux barbares. L'empire d'Occident, depuis cette époque jusqu'à la prise de Rome par Odoacre, en 476, nous offre une série de révolutions sans intérêt, qui laissèrent la Gaule exposée à toutes les entreprises des Francs et des autres peuples.

A Mérovée avait succédé Childéric, son fils, Childé-
dont la vie aventureuse a été révoquée en doute ric.
par plusieurs historiens. Suivant les autres, en- 457.
levé dans son enfance par les Huns, il aurait été délivré par un franc, nommé Viomade. Monté sur le trône, il en eût été chassé pour ses mœurs dissolues et pour son despotisme, et l'on aurait élu à sa place Egidius, gouverneur des milices romaines dans les Gaules. Mais Childéric avait laissé à Viomade la moitié d'une pièce d'or qu'ils avaient rompue, et que ce

serviteur fidèle devait lui renvoyer, dès qu'il verrait les esprits revenussur le fils de Mérovée. Celui-ci, réfugié auprès du roi de Thuringe, séduisait la femme de son hôte, quand le message convenu le rappela dans les Gaules. Quoiqu'il en soit de ces événements contestés, il est certain que Childéric, maître de Paris, poussa ses conquêtes jusqu'à la Seine et jusqu'à l'Oise, et vainquit plusieurs fois les Germains qui voulaient lui disputer cette partie de la Gaule. Il mourut comme il revenait vainqueur de ces
Clovis. peuples. Son successeur fut Clovis, qu'il avait
481. eu de Basine, femme du roi de Thuringe; car, disent les historiens, Basine, quand son amant fut rétabli, abandonna la Thuringe pour le suivre, et parvint à s'en faire épouser.

Clovis, à qui nos historiens n'accordent guère qu'une armée de quatre à cinq mille guerriers, quand il monta sur le trône, réunit d'abord contre les Romains les chefs des différentes tribus qui s'étaient établies dans le nord de la Gaule, et entre autres Ragnacaire, roi de Cambrai. Syagrius avait aussi succédé à son père Egidius. Des débris de la domination romaine, il s'était formé un état indépendant, dont Soissons était la capitale. Vaincu, chassé
486. de ville en ville, il fut contraint de chercher un asile auprès du roi des Wisigoths. Clovis le redemanda les armes à la main et le fit périr: politique cruelle, qu'il n'employa que trop souvent, mais qui lui assura sans retour les pays que le vaincu avait possédés.

Les entreprises des Allemands appelèrent

ensuite les armes de Clovis sur les bords du Rhin. Déjà il avait vaincu le roi de Thuringe et soumis les Tongriens, lorsque les Allemands, établis dans la Franconie et la Souabe, et dans une partie de l'Helvétie et de la Rhétie, voulurent encore soumettre les Gaules. Clovis fit un nouvel appel aux chefs des autres tribus des Francs. Tous se réunirent à lui. Ils rencontrèrent les ennemis à Tolbiac, aujourd'hui Zulpich, près de Cologne. Depuis longtemps, Clotilde, nièce du roi des Bourguignons et femme de Clovis, le pressait d'embrasser, avec toute la nation, le christianisme. Les Francs pliaient de toutes parts, quand soudain : *Dieu de Clotilde*, s'écrie Clovis, *donne-moi la victoire, et je te reconnais pour mon Dieu.* Au même instant le roi des Allemands tombe dans la mêlée, et ses troupes vaincues prennent la fuite. Clovis, maître de leur territoire, se montra fidèle à son vœu ; il se fit instruire par saint Remi, évêque de Reims, qui lui donna le baptême le jour de Noël 496, et trois mille de ses compa- 496.
gnons imitèrent son exemple. Cette conversion eut de grandes conséquences politiques. Les évêques se réunirent dès lors au parti de Clovis, qui était le seul roi catholique des Gaules, les Wisigoths et les Bourguignons ayant embrassé l'Arianisme. Il dut à leur concours la soumission presque immédiate de l'Armorique, et une partie de ses succès dans les guerres qui suivirent.

Clotilde engagea son mari dans la guerre contre les Bourguignons. Gondicaire, leur

premier roi, avait laissé quatre fils, Gondebaud, Chilpéric, Gondemar et Godégisile, entre lesquels il avait partagé ses états. Gondebaud, attaqué par Chilpéric et Gondemar, et d'abord vaincu, les vainquit à son tour, assiégea le premier dans Vienne et le fit périr avec tous les siens, à l'exception de Clotilde, et brûla le second dans une tour où il s'était réfugié. Il fallut toute la crainte qu'inspirait Clovis, pour que dans la suite il lui accordât sa nièce, dont il redoutait les ressentiments pour l'avenir. En effet la guerre s'étant élevée entre Gondebaud et Godégisile, Clovis arma, à l'instigation de Clotilde, contre le meurtrier de son père. Celui-ci vaincu (495-500) se reconnut tributaire des Francs et céda la Provence à Théodoric le Grand, roi d'Italie et leur allié. Mais, dès que Clovis eut retiré ses troupes, Gondebaud marcha contre son frère; vainqueur malgré sa résistance, il se vengea des précédentes défaites en le mettant à mort avec toute sa famille.

L'expédition de Bourgogne une fois terminée, Clovis tourna contre les Wisigoths, qui avaient augmenté leur puissance depuis l'invasion d'Attila. Théodoric, leur roi, était resté parmi les morts dans les plaines de Châlons. Thorismond, son fils, qui lui succéda, vainquit une seconde fois Attila qui venait sur le midi de la Gaule, et transmit le sceptre à Théodoric II, qui fut assassiné par Euric, son propre frère. Celui-ci se montra grand prince. D'un côté, il publia un code pour les Wisigoths, comme Gondebaud en avait donné un aux

Bourguignons, qui fut appelé de son nom *loi Gombette;* et d'autre part, il conquit sur les Romains et les Barbares le reste de l'Espagne, et s'empara dans les Gaules, de l'Auvergne et du Berry. Mais les Goths avaient embrassé l'Arianisme, ce qui les empêchait de se fondre avec les Gaulois vaincus. Une querelle de religion s'étant élevée entre les deux peuples, l'ambitieux Clovis prit les armes, marcha contre Alaric II, fils d'Euric, le défit complètement 507.
dans les plaines de Vouillé, où le malheureux prince trouva lui-même la mort, et soumit tout le pays, depuis la Touraine jusqu'à la ville de Carcassonne. Il assiégeait cette dernière place quand l'armée de Théodoric le Grand, roi d'Italie, vint au secours d'Amalaric, fils d'Alaric; elle remporta, auprès d'Arles, une victoire qui arrêta les Francs, mais qui ne leur enleva pas leurs conquêtes. L'empereur d'Occident, Anastase, envoya vers cette époque à Clovis les ornements consulaires. Il l'engageait à passer en Italie contre les Ostrogoths : mais ce prince, mieux conseillé, préféra aux chances d'une expédition incertaine, les avantages certains que lui donna son traité avec le roi d'Italie.

La trahison et l'assassinat déshonorèrent un règne si glorieusement commencé. Sigebert, roi de Cologne, Cararic d'Arras, Rignomer du Mans, Ragnacaire et Regnier de Cambrai, presque tous parents ou alliés de Clovis, succombèrent sous ses intrigues, ou périrent quelquefois de sa propre main ; en sorte que les Francs auparavant divisés ne reconnurent plus qu'un seul

maître. Clovis, qui fonda ainsi leur monarchie par ses victoires et par ses crimes, mourut en 511, à l'âge de 45 ans. Son gouvernement avait été militaire et despotique. Cependant il publia aussi un code de lois, qui était basé sur l'ancienne loi des Saliens, ou loi Salique. L'un des articles portait, que les femmes ne pourraient succéder à la possession des domaines, ce qui était naturel chez un peuple guerrier; et de là vint qu'elles furent exclues constamment de la couronne. Les autres articles protégeaient les propriétés et les personnes. Mais l'homicide pouvait se racheter par une somme d'argent, qui était plus ou moins considérable, selon que la victime était un Franc, un Gaulois ou un esclave.

Bien que la première race porte le nom de Mérovingienne, de Mérovée, père de Clovis, la plupart des historiens commencent à Clovis seulement l'histoire de la monarchie française. C'est lui en effet qui rétablit les Francs dans les Gaules et qui régularisa la conquête. Il enleva aux Gaulois le quart des terres et les donna aux seigneurs francs sous le titre d'*alleux* ou *terres allodiales*. Quand il eut embrassé le christianisme, il bâtit de nouvelles églises et dota richement plusieurs abbayes. L'instruction se concentrait déjà dans le clergé : il en favorisa autant que possible les développements dans toutes les classes. Enfin ce fut encore lui qui fixa sa résidence à Paris, après la victoire de Vouillé, et dès lors cette ville fut regardée comme la capitale du nouveau royaume.

Des trois royaumes formés par les Barbares dans les Gaules, celui des Francs dut à Clovis sa prépondérance sur les deux autres; et déjà l'on pouvait prévoir l'époque où il s'élèverait sur leur double ruine. L'unité de religion rattachait aux Francs les Romains et les Gaulois. Clotilde avait porté à son époux des droits sur la Bourgogne, droits que les princes savent toujours soutenir, quand l'occasion s'en présente; et les Wisigoths tendaient à franchir les Pyrénées pour se fixer à jamais en Espagne.

---

## CHAPITRE III.

Partages et guerres civiles jusqu'à la mort de Clotaire II (511-628). — Maires du palais — [6e et 7e siècles].

Clovis laissait quatre fils qui se partagèrent la France. Thierry, l'aîné de tous et né d'une femme dont le mariage avec Clovis n'est pas constaté, eut, sous le nom d'Austrasie, les pays qui bordaient l'Allemagne, et Metz pour capitale. Les trois autres, Clodomir, Childebert et Clotaire, fils de Clotilde, divisèrent le reste des états de leur père en trois royaumes, et se choisirent pour capitales, Childebert, Paris, Clodomir, Orléans, et Clotaire, Soissons. 511.

Rois de Paris. CHILDEBERT I.

Après une paix d'environ dix années, à cause de leur jeune âge, les trois frères se réunirent pour conquérir la Bourgogne. Gondebaud avait laissé le trône à son fils Sigismond. Trop faible contre les Francs, Sigismond chercha un asile dans un monastère : mais Clodomir le fit arracher par force du pied des autels, lui, ses en- 523.

fants et sa femme, et les précipita tous dans un puits, après les avoir livrés au supplice. Cette cruauté épouvantable ne demeura pas impunie. Gondemar, frère de Sigismond, entreprit de défendre la Bourgogne. Les Francs lui présentèrent la bataille à Véseronce, auprès de Vienne. Clodomir, qui les commandait, périt dans l'action. Childebert et Clotaire songèrent à s'emparer du royaume d'Orléans, soit en faisant périr les trois fils de leur frère, soit en les enfermant dans un monastère. On dit qu'ils envoyèrent à Clotilde des ciseaux et un poignard. Celle-ci s'étant écriée par un premier mouvement qu'*elle préférait les voir morts plutôt que moines*, Clotaire saisit l'aîné et l'égorge; le second implore la pitié de Childebert en embrassant ses genoux, et n'en tombe pas moins sous le poignard de son oncle; le troisième, nommé Clodoald, s'échappa, vécut dans un hermitage auprès de Paris, et est honoré par l'Eglise sous le nom de saint Cloud.

Les deux frères affermis dans leur sanglant héritage, poursuivirent la conquête de la Bourgogne. Gondemar résista dix années à leurs armes :
534. mais il fut enfin vaincu et enfermé dans un château, où il mourut de désespoir. Le royaume de Bourgogne avait duré cent vingt ans.

Trois ans auparavant, Childebert avait eu à soutenir une guerre contre les Goths. Amalaric, fils d'Alaric, vaincu et tué par Clovis, avait épousé Clotilde, sœur des rois francs. Arien zélé, il la persécutait parce qu'elle était catholique. Clotilde envoya à ses frères un mouchoir teint de son sang; aussitôt Childebert marche

contre les Goths, les défait auprès de Narbonne, et Amalaric est tué dans la fuite par ses propres sujets. Les conquêtes de Childebert dans le pays n'eurent rien de solide : mais elles forcèrent du moins les Goths de transporter leur capitale de Narbonne à Tolède.

A l'autre extrémité de la France, Thierry s'était étendu vers l'Allemagne. Après avoir repoussé l'invasion d'un roi saxon, qu'il tua dans l'action de sa propre main, il songea à conquérir la Thuringe. Trois frères se disputaient le pays; Thierry se déclare pour l'un d'eux, le défait de ses rivaux, et profite ensuite d'un manque de foi pour dépouiller le troisième (530) qui périt par trahison, et dont les enfants tombèrent sous les coups du vainqueur. Les Francs pénétrèrent alors pour la première fois dans la Saxe, qu'ils ravagèrent. Bientôt Théodebert, fils de Thierry, les conduisit en Aquitaine, où il obtint sur les Wisigoths de grands avantages. Son père mourut, âgé de cinquante ans. Childebert et Clotaire songèrent à dépouiller leur 538.
neveu : mais celui-ci revint promptement à Metz, où il déjoua facilement les projets spoliateurs de ses oncles.

C'était l'époque où les généraux de Justinien disputaient aux Ostrogoths la possession de l'Italie; les uns et les autres demandaient aux rois francs ou la neutralité ou leur appui. Théodebert, qui était parvenu, par son adroite politique, à diviser ses deux oncles, se crut assez fort pour passer les Alpes, non dans l'intention de secourir l'une des deux puissances, mais pour

établir sa domination sur leur ruine. Il écoute les ambassadeurs de Justinien et de Vitigès, fait alliance avec l'un moyennant une nouvelle cession de la Gaule, avec l'autre à condition qu'on lui cèderait Arles, Marseille et la Septimanie
539. ou la Provence, puis il entre en Italie, et défait successivement les Ostrogoths et les Grecs. La disette et la peste le contraignirent à retourner en France, tout en conservant quelques places du côté des Alpes. Il régna encore huit années, tantôt en guerre avec ses oncles, tantôt essayant, mais en vain, de donner suite à ses projets d'établissement en Italie. Il mourut
547. en 547, frappé à la chasse par une branche d'arbre, tandis qu'il se disposait à franchir l'Allemagne pour attaquer Justinien au centre même de son empire.

Childebert et Clotaire avaient profité des guerres d'Italie pour achever sur les Wisigoths la conquête de l'Aquitaine, et ils les poursuivirent même jusqu'en Espagne. Tout leur réussit d'abord : mais les Wisigoths rassemblèrent leurs forces, s'emparèrent des passages, et les deux rois couraient eux-mêmes de grands risques, s'ils n'étaient parvenus à corrompre à force d'argent le général ennemi. Peut-être Théodebalde, fils de Théodebert, dut-il à cette défaite de monter tranquillement sur le trône d'Austrasie qu'il occupa sept ans. Comme il mourut sans laisser d'enfants, Clotaire épousa sa veuve, et se crut autorisé par là à s'emparer seul de son royaume. Childebert songea à s'en venger. Il suscita contre son frère Chramne, l'aîné de ses neveux, et marcha en personne pour le sou-

tenir. Il revenait de la Champagne qu'il avait ravagée, lorsqu'il mourut à Paris, ne laissant que deux filles. Clotaire s'empara encore de son héritage, en prétextant la loi Salique; mais, pour plus de sûreté, il fit enfermer la veuve de Childebert et les deux princesses.

CLOTAIRE I.

558.

Chramne, abandonné à lui-même, s'enfuit en Bretagne : Clotaire le poursuivit jusqu'au fond de la province, et le défit dans un grand combat. Chramne eût pu se sauver par mer; mais il voulut sauver sa famille et fut pris avec elle. Son père les fit tous renfermer dans une chaumière, puis on y mit le feu, et ils périrent ainsi misérablement. On prétend que Clotaire en proie aux remords errait en insensé dans les campagnes, cherchant quelque repos auprès des hommes célèbres par leur piété. Ce qui est plus certain, c'est que la crainte lui fit bâtir nombre d'églises, expiation facile et que l'on regardait comme la plus efficace d'après les mœurs du temps. Il mourut un an après son fils, en s'écriant que *le roi du ciel était bien puissant, puisqu'il disposait ainsi des plus grands rois de la terre.*

La France fut une seconde fois partagée entre les quatre fils que laissait Clotaire Ier. Caribert eut Paris, Gontran, la Bourgogne et Orléans pour capitale, Chilpéric, Soissons et les pays voisins sous le nom de royaume de Neustrie, et Sigebert, l'Austrasie. L'ambition de s'agrandir fit naître bientôt quelques guerres. La plus importante eut lieu entre Sigebert et Chilpéric. Tandis que le premier, luttant contre les Avares, se faisait

CARIBERT.

561.

vaincre par eux, et ne recouvrait la liberté qu'en promettant de respecter leur territoire, le second ravageait impunément les terres de son frère; et s'il fut ensuite vaincu, il enleva du moins à son rival une partie de l'Aquitaine. Sur ses entrefaites, Caribert mourut. Comme il ne laissait que des filles, ses frères se partagèrent son royaume, et même Paris, où chacun d'eux s'engagea par serment à n'entrer jamais sans le consentement des deux autres : mais

Chilpéric I. 567.

bientôt Chilpéric s'empara de la ville en faisant porter devant lui, comme pour les apaiser, les reliques des saints, témoins et garants de sa promesse.

Une rivalité de femmes vint envenimer les querelles que l'ambition avait commencées. Sigebert avait épousé Brunehaut, fille d'Athanagilde, roi des Wisigoths en Espagne, princesse d'une beauté rare et d'un esprit élevé. Après avoir eu quatre enfants d'une première femme, nommée Audouère, qu'il répudia, Chilpéric demanda Galsuinte, sœur de Brunehaut, et l'obtint. Mais à peine le mariage eut-il été consommé, que le roi séduit par les charmes de Frédégonde, née de bas lieu et qui avait été attachée au service d'Audouère, renvoie, selon quelques historiens, ou selon d'autres en plus grand nombre, fait étrangler la reine, à laquelle Frédégonde succède immédiatement. Brunehaut jura de venger la disgrâce ou la mort de sa sœur. Une guerre s'élève entre l'Austrasie et la Neustrie. Le roi de Bourgogne se joint à Chilpéric, mais en vain : tous deux sont mis par les Austrasiens dans une déroute complète. Sigebert laisse

de côté Gontran, mais poursuit Chilpéric à outrance, lui enlève ses états et l'assiége avec Frédégonde dans Tournai. Celle-ci, qui venait d'accoucher d'un fils, ne trouvant aucune ressource pour échapper au vainqueur, eut recours à l'assassinat. Tandis que les Neustriens éle- 575.
vaient à Vitry Sigebert sur le pavois, deux soldats le frappèrent au milieu des seigneurs, et furent massacrés sur-le-champ : mais Frédégonde ne craignit pas de publier elle-même son forfait.

Ce coup hardi amena une révolution subite. Les Austrasiens s'éloignent en désordre; les Neustriens reviennent tous à Chilpéric, et Brunehaut est investie dans Paris avec son fils Childebert, âgé de cinq ans. On parvint à sauver le jeune prince, en le descendant par-dessus les murailles, et il trouva asile à la cour de Gontran, qui entreprit sa défense et le fit proclamer roi d'Austrasie. Brunehaut, moins heureuse, tomba au pouvoir de son ennemie : mais Frédégonde n'osa pas s'en défaire et la relégua à Rouen en captivité. Cette princesse, devenue maîtresse absolue en Neustrie, songea à perdre les enfants que Chilpéric avait eus d'Audouère, afin d'assurer aux siens la couronne. Mérovée donna prise contre lui. Pour se faire un appui des Austrasiens contre la mauvaise volonté de Frédégonde, il épouse Brunehaut dans sa prison, par l'entremise de Prétextat, évêque de Rouen : aussitôt il est poursuivi et enfin massacré par les satellites de la reine, et Prétextat est déposé dans un concile, où Grégoire, évêque de Tours, osa élever seul la voix en sa faveur.

Bientôt une maladie pestilentielle enlève à Frédégonde ses trois fils. Elle accuse de magie Clovis, frère de Mérovée, se fait livrer, par le faible Chilpéric, le jeune prince que l'on trouve mort dans son lit, et, pour s'épargner toute crainte, ordonne la mort d'Audouère dans le couvent où elle s'était renfermée. Chilpéric lui-même devint enfin sa victime. Le hasard lui fit découvrir une intrigue de la reine avec un jeune seigneur, nommé Landry : le même jour, au retour de la chasse, il fut massacré à Chelles, comme il descendait de cheval, par les émissaires de Landry et de Frédégonde.

Pendant l'intervalle qui s'était écoulé entre la mort des deux rois, il s'était élevé plusieurs guerres entre la Neustrie et l'Austrasie, et Gontran, quoique porté davantage pour le fils de Sigebert, s'allia cependant quelquefois avec Frédégonde. Lorsque Chilpéric fut assassiné, Childebert était en armes auprès de Meaux. Frédégonde se sauva d'abord à Paris, puis auprès du roi de Bourgogne qui la relégua dans un château, mais qui prit en main la défense du seul fils que Chilpéric eût laissé d'elle, et qui
Clotaire II. le fit proclamer roi de Neustrie : c'était Clotaire, à peine âgé de quatre mois. Les Austra-
584 siens exigeaient qu'on leur livrât Frédégonde, et sur le refus de Gontran, ils lui déclarèrent une guerre sans résultats ; mais le traité d'Andelot (585) qui la termina, est remarquable en ce qu'il consacra au profit des grands, l'inamovibilité des bénéfices qui leur avaient été octroyés dans l'origine par la couronne. Pendant tout le reste de son règne, Gontran eut à combattre

et à déjouer à la fois Brunehaut et Frédégonde, parce qu'il n'avait pu se résoudre, soit politique, soit plutôt bonté, à les sacrifier l'une à l'autre. Leur inimitié les porta à se déclarer contre lui dans les guerres qu'il entreprit soit en Italie avec les Lombards, à la sollicitation des empereurs de Constantinople, soit en Espagne avec Léovigilde, roi des Goths, pour venger les mauvais traitements faits à la princesse Ingunde, fille de Brunehaut et mariée à Herménigilde, que son père Léovigilde fit périr. Mais cette inimitié éclata surtout dans la guerre de Gondebaud. C'était un aventurier, qui se prétendait fils de Clotaire Ier. Chassé par Sigebert, qu'il avait jadis attaqué, il voulut profiter des troubles pour se créer un royaume, et à l'instigation surtout de Frédégonde, il conçut la pensée de dépouiller le roi de Bourgogne. Mais Childebert, que Gontran avait reconnu déjà pour son héritier, se joignit à son oncle, et Gondebaud, accablé par les forces des deux princes, périt misérablement avec quelques-uns de ses compagnons. Frédégonde y gagna du moins sa liberté. Elle se souilla encore de bien des crimes, mais elle affermit en Neustrie la puissance et l'autorité de son fils.

Quelques années après mourut Gontran, 593.
prince d'un caractère faible et de mœurs dissolues, mais qui sut cependant préserver la Bourgogne de toute incursion, notamment quand les Saxons et les Lombards (576) voulurent en détacher quelque province. Le surnom de *Bon* lui fut décerné par la reconnaissance des peuples. Sa mort rompit l'équilibre entre

les deux royaumes d'Austrasie et de Neustrie. Brunehaut avait eu à lutter contre les seigneurs. Ceux-ci prirent d'abord les armes pour la forcer à renvoyer Loup, duc de Champagne et son ministre, qui trouva asile auprès du roi de Bourgogne. La reine laissa passer l'orage; et quand les vainqueurs se furent endormis dans une sécurité trompeuse, elle les fit périr l'un après l'autre, soit par des assassinats, soit en les accusant devant les juges d'une conspiration vraie ou fausse. Cette conduite lui aliéna l'Austrasie. Aussi quand Childebert, non content de réunir, à l'exclusion de Clotaire, l'héritage entier de son oncle, entreprit de dépouiller encore de la Neustrie le fils de Frédégonde, les Austrasiens le secondèrent mal, et les Neustriens
596. demeurèrent vainqueurs près de Soissons. Childebert survécut peu à cette défaite. On a accusé de sa mort, tantôt les grands d'Austrasie, par esprit de vengeance, tantôt Brunehaut, sa mère, par ambition, plus souvent encore Frédégonde, dont la haine implacable aurait poursuivi Sigebert jusque dans son fils. Frédégonde voulut au moins en profiter pour enlever à l'Austrasie quelques provinces : mais elle mourut
597. après une première victoire, laissant à son fils la Neustrie riche, puissante, et en état de se défendre contre les deux royaumes ennemis.

Alors commença la puissance des maires du palais. On les regarde généralement comme ayant été dans l'origine les intendants des princes : mais si l'on en croit les conjectures assez probables d'un écrivain contemporain, le nom de *majordome* qu'on leur donnait, viendrait

de mots allemands corrompus, dont le sens indiquerait le premier juge de la nation. Quoi qu'il en soit de cette assertion, les seigneurs, dans les trois royaumes, les chargèrent de la régence pendant la minorité des trois rois, Clotaire II, en Neustrie, Théodebert, fils de Childebert, en Austrasie, et Thierry, frère de Théodebert, en Bourgogne. Brunehaut, qui s'était fixée à la cour d'Austrasie, ne put souffrir un homme qui mettait des bornes à son ambition, et fit assassiner le maire du palais. Aussitôt les Austrasiens se révoltèrent contre elle, et forcèrent son fils à l'exiler honteusement du royaume. La Bourgogne lui offrit un 602.
asile. Ivre de vengeance, elle excita Thierry contre son frère, en lui présentant la naissance de Théodebert comme illégitime. Déjà les armées étaient en présence; mais les seigneurs rétablirent entre les deux frères la concorde et la paix. Elle ne fut pas de longue durée. Brunehaut arma une seconde fois Thierry, qui
défit Théodebert dans deux grandes batailles et 612.
qui le poursuivit jusqu'à Cologne. Le malheureux prince y périt, soit de la main de son frère, soit sous les coups des habitants, qui auraient voulu faire ainsi leur cour au vainqueur. Sa femme et ses enfans furent cruellement massacrés, et l'Austrasie réunie une dernière fois au royaume de Bourgogne.

Un an après, Thierry mourut de mort subite, et l'on en accusa Brunehaut, parce que, dit-on, son petit-fils, apercevant enfin ses trames criminelles, songeait à gouverner lui-même. Thierry laissait quatre fils en bas âge.

Brunehaut songeait à leur conserver les deux royaumes de leur père ; mais Clotaire voulut à la fois les en dépouiller et satisfaire à la haine que sa mère lui avait inspirée pour sa rivale d'ambition et de crimes. Quand les deux armées furent en présence, les seigneurs d'Austrasie et de Bourgogne, fatigués d'une domination odieuse et séduits d'avance par le roi de Neustrie, lui livrèrent les jeunes princes au lieu de les défendre. Brunehaut, qui s'était réfugiée dans un château de la Bourgogne transjurane, fut prise et menée à Clotaire. Après avoir été livrée aux tortures pendant trois jours, et promenée ensuite dans tout le camp sur un chameau, cette reine, fille, femme et mère de rois si puissants, fut enfin attachée à la queue d'un cheval fougueux qui la mit en pièces : elle était âgée de près de quatre-vingts ans.

A peine un ou deux écrivains ont-ils essayé l'apologie de Frédégonde, tandis que Brunehaut, violemment attaquée par les chroniques qui furent écrites sous la postérité de son ennemi, a cependant mérité les éloges de Grégoire de Tours et du pape Grégoire Ier, ses contemporains; et plusieurs écrivains ont tenté de réhabiliter sa mémoire, soit en révoquant en doute les crimes qu'on lui aurait prêtés, les plus affreux ne reposant que sur de simples soupçons ; soit en faisant considérer les autres comme une suite nécessaire de la barbarie contemporaine. Des fondations pieuses, et surtout des ouvrages d'utilité publique dont les restes sont parvenus jusqu'à nous, font au moins pencher en sa faveur le jugement de la postérité.

La victoire de Clotaire le rendit souverain unique de la monarchie de Clovis. Ce prince la gouverna avec sagesse, diminuant les impôts, réprimant les abus et réparant tous les malheurs des précédents règnes. Trois maires dirigeaient sous lui la Bourgogne, l'Austrasie et la Neustrie, ne songeant qu'à contenir les grands et à faire le bonheur des peuples. Cependant il y avait toujours dans le royaume un ancien ferment de discorde. La division du pays sous les enfants de Clovis et de Clotaire Ier, les guerres continuelles qui en furent la suite, et aussi la vieille antipathie des Gaulois du midi contre les Germains du nord, avaient fait naître un esprit de rivalité national entre l'Austrasie et la Neustrie. L'Austrasie était mécontente, parce qu'elle se regardait comme province conquise, et non pas comme l'un des membres d'un puissant empire. Pour apaiser tous les murmures, Clotaire, après onze années de règne, détacha l'Austrasie de la France, et 625.
lui donna son fils Dagobert pour la gouverner. Le jeune prince n'avait que quinze ans. Afin de suppléer à son inexpérience, Clotaire mit auprès de lui deux hommes d'une vertu et d'une sagesse consommées : c'étaient Pepin de Landen, dit le Vieux, et saint Arnoul, évêque de Metz, qui avait été marié avant de s'engager dans les ordres. La Neustrie continua à vivre en paix, mais l'Austrasie eut à soutenir une rude guerre contre les Saxons. Dagobert, dans une première bataille, courut risque de la vie. A cette nouvelle, Clotaire accourt, franchit le Wéser en présence même des ennemis,

tue leur chef et remporte une éclatante victoire. Ce fut là son dernier exploit. Malgré le supplice de Brunehaut, le meurtre des enfants de Thierry et quelques exécutions sanglantes, les chroniques et quelquefois les historiens modernes l'ont surnommé Clotaire le Grand.

---

## CHAPITRE IV.

Lutte de l'Austrasie et de la Neustrie (628-687). — Puissance croissante des maires du palais. — Chute des Mérovingiens (752). — [7e et 8e siècles.] — État de l'Église sous les Mérovingiens. — Des institutions, des lettres et des arts sous les Mérovingiens.

DAGOBERT I. Dagobert, déjà affermi en Austrasie, s'empara encore de la Neustrie et de la Bourgogne,
628. au préjudice d'un autre fils, nommé Caribert, que Clotaire avait laissé : mais Caribert, soutenu de quelques seigneurs, força du moins son frère à lui abandonner l'Aquitaine, qui jusqu'alors était toujours restée indivise entre les différents princes français. Cette province elle-même revint, trois ans après, à Dagobert par la mort de son possesseur, et elle fut simplement érigée en un duché que possédèrent, sous la couronne de France, Boggis et Bertrand, fils de Caribert.

La France, sous Dagobert, fut puissante au dedans et respectée au dehors, comme sous le règne de ses prédécesseurs. Les Vascons, qui étaient descendus, en 587, des Pyrénées pour s'établir dans le pays qui de leur nom s'est appelé Gascogne, voulurent secouer la domination française et furent contraints de plier après

plusieurs défaites. En Bretagne, Judicaël se refusa au tribut qu'avaient payé les autres ducs et fit quelques incursions sur le territoire : mais il dut venir en personne reconnaître la suzeraineté du roi sur le pays. D'un autre côté, les Lombards permettaient à Dagobert d'intervenir plus d'une fois dans leurs affaires intérieures, et les Goths d'Espagne obéissaient à son influence jusque dans l'élection d'un roi. Cette prospérité était due en partie au talent avec lequel Dagobert savait choisir ses ministres. Presque tous furent des saints, et parmi eux on distingue saint Eloy, d'abord orfèvre, qui s'éleva par son intégrité et gouverna avec sagesse. Les arts donnèrent à cette époque quelques signes de vie; il y eut quelques faibles essais de commerce, et l'architecture produisit, au milieu des monastères et des églises qui surgissaient de toutes parts, la superbe basilique de St-Denis.

Une seule guerre signala le règne de Dagobert. Les Avares, peuple tartare d'origine, s'étaient fixés dans la Hongrie et la Transylvanie, d'où ils infestaient par leurs courses l'empire Grec, et quelquefois l'Austrasie. Sigebert, en 566, lutta contre eux avec une alternative de bons et d'heureux succès : mais s'ils respectèrent le territoire français, ils soumirent du moins tous les peuples qui environnaient leur conquête. On comptait parmi ceux-ci les Vénèdes ou Esclavons, peuple slave qui habitait la Bohême. Un marchand français, nommé Samon, réveilla au cœur des Esclavons la haine de l'esclavage, les délivra de leurs oppresseurs par plusieurs victoires qu'il remporta, et reçut en

récompense le titre de roi. Une alliance et des relations de commerce s'ensuivirent avec la France. Mais des marchands français ayant été insultés, Dagobert en demanda satisfaction, et ne put l'obtenir. Aussitôt il ravage, à la tête d'une armée nombreuse, le territoire des Es-
632. clavons, qui s'en vengent sur l'Austrasie, dès qu'il s'est retiré. Les Saxons offrirent de protéger les frontières, à condition qu'on leur remettrait le tribut que leur avait imposé Clotaire Ier. Dagobert y consentit, mais les Esclavons n'en continuèrent pas moins leurs courses. La Neustrie se refusait à défendre des frontières aussi éloignées, et l'Austrasie ne se portait que faiblement à cette guerre, parce qu'elle se voyait avec peine une simple province de l'empire. Dagobert fit pour Sigebert, son fils, ce que Clotaire avait fait pour lui. Il le fit pro-
634. clamer roi d'Austrasie, quoiqu'il eût à peine trois ans, et les Austrasiens, satisfaits d'une ombre d'indépendance, repoussèrent dès lors avec énergie et avec bonheur toutes les attaques des Esclavons.

Clovis II. Dagobert, le plus voluptueux des rois de la première race, mourut de vieillesse à l'âge de
638. trente-six ans, laissant deux fils en bas âge, Sigebert et Clovis II. La puissance des maires du palais s'accrut sous le règne de deux enfants et sous leurs successeurs imbécilles, à qui l'Histoire a donné le nom de rois fainéants. Pendant la minorité des fils de Brunehaut et de Frédégonde, l'on avait confié aux maires le commandement des armées. Clotaire II affermit à jamais leur puissance, et prépara la chute

des Mérovingiens en accordant, pour complaire aux seigneurs, que cette charge fût inamovible, et que le maire du palais, choisi par les seigneurs eux-mêmes, devînt ainsi le représentant de l'aristocratie. Ses petits-fils éprouvèrent les premiers effets d'une telle faute. Pepin de Landen, en Austrasie, Ega en Neustrie, gouvernèrent, il est vrai, avec sagesse, et demeurèrent fidèles à leurs rois : mais tous deux moururent, et des ambitieux abusèrent de leur place. Lorsque Sigebert mourut, après douze ans d'un règne 650.
obscur, Grimoald, qui avait succédé à Pepin de Landen, son père, fit d'abord reconnaître Dagobert, fils de Sigebert; puis se croyant assez affermi pour tout oser, il fit transporter en Irlande le jeune prince, et déclara roi son propre fils, nommé Childebert. Mais les esprits n'étaient pas encore mûrs pour une révolution semblable. Les Austrasiens se révoltent, envoient le fils et le père à Clovis, qui les condamne à mort, et se réunissent à la Neustrie, en oubliant, par haine de l'usurpation ou plutôt de l'usurpateur, une antique rivalité.

Six ans après, Clovis II laissa les deux royau- CLOTAIRE III.
mes aux trois fils de Bathilde, esclave saxonne qu'il avait épousée. Clotaire III, l'aîné, eut la 656.
Neustrie, Childéric l'Austrasie, et l'on ne tint aucun compte de Thierry, le troisième. Tout fut d'abord tranquille sous la régence de Bathilde. Bientôt les seigneurs neustriens élevèrent à la mairie Ebroïn, qui ne songea qu'à renverser l'aristocratie, soit par ambition personnelle, soit au profit du peuple ou des rois,

ce qui paraît moins probable. Sa conduite et la retraite de Bathilde dans un monastère lui attirèrent bientôt des haines puissantes. Aussi lorsqu'après la mort de Clotaire III, à peine âgé de 19 ans, il appela au trône Thierry, son frère, les Neustriens, sous la conduite de saint Léger,
Childéric II. évêque d'Autun, proclamèrent roi de la France entière Childéric II, le premier des rois fainéants.
670. Thierry et Ebroïn furent renfermés chacun un cloître. Mais saint Léger est exilé et renfermé dans le même cloître qu'Ebroïn, parce qu'il blâmait l'inconduite de son maître, crime que la flatterie et l'ambition n'ont jamais manqué d'envenimer. Un an après, Childéric II est massacré avec la reine et ses fils, excepté un, par les seigneurs de Neustrie, parce qu'il avait fait battre de verges l'un d'eux, comme un esclave. Aussitôt
Thierry I. Thierry I^er^ est tiré de son monastère, pour régner, et la liberté est rendue à Ebroïn et à
673. saint Léger qui s'étaient réconciliés en apparence. La reconnaissance devait attacher le roi au premier; le besoin qu'il eût de l'aristocratie lui fit choisir l'autre pour ministre. L'ambitieux Ebroïn prend les armes, soutenu par les Austrasiens qui avaient rappelé d'Irlande Dagobert pour le rétablir sur le trône d'Austrasie, et il gagne la bataille célèbre de St-Maxence sur son compétiteur, à qui il fait crever les yeux, et qui est condamné à mort bientôt après dans un concile d'évêques vendus au pouvoir. Ebroïn s'était appuyé sur un fantôme de roi, nommé Clovis, qu'il prétendait fils de Clotaire III. Quand Thierry l'eut reconnu pour maire, il

fit disparaître Clovis, et prit en main les rênes de l'état sous un prince plongé dans les plaisirs. Il crut un instant réunir sous ses lois l'Austrasie. Dagobert périt dans une émeute, 678.
ou fut déposé et mis à mort par les grands. La haine qu'inspirait Ebroïn empêcha de se soumettre à Thierry; on préféra laisser le trône vacant et nommer maires du palais, pour gouverner l'Austrasie, Pepin d'Héristal, neveu de Grimoald par sa mère et petit-fils de saint Arnoul, et Martin, cousin de Pepin. L'ardent Ebroïn arme soudain la Neustrie; les Austrasiens sont vaincus à Leucofao; Martin est assassiné dans une conférence; Pepin, poursuivi avec vigueur, était perdu, lorsque Ebroïn tombe sous 681.
les coups d'un seigneur dont il avait confisqué les biens avec autant d'injustice que de despotisme.

Cet événement inattendu remit le pouvoir en Austrasie aux mains de Pepin : mais son ambition n'était point encore satisfaite. Les successeurs d'Ebroïn cherchèrent à s'appuyer du roi et des peuples contre l'aristocratie austrasienne : ce fut en vain. Pepin exige de Thierry le rappel des exilés. Sur le refus du roi, il lève des troupes et vient le combattre à Testry, en Vermandois. Après une lutte achar- 637.
née de part et d'autre, la victoire, en couronnant Pepin, sanctionna l'abaissement de la royauté et du parti populaire au profit de l'aristocratie. Le vainqueur, maître désormais dans les deux royaumes, gouverna l'un et l'autre au nom de Thierry, et prit lui-même

le titre de duc et prince des Français. Cependant il dut ménager les prétentions des seigneurs qui l'avaient aidé à vaincre : ce qui imposait à son autorité certaines limites. On convoquait fréquemment de grandes assemblées pour délibérer sur les intérêts de l'état. Chacun y proposait son avis, mais celui de Pepin avait toujours la préférence, soit parce qu'il avait le talent de convaincre, soit plutôt parce que son adroite politique savait prévoir les besoins et les vœux du pays. En même temps, il cherchait à se rapprocher du peuple, en faisant épouser à l'aîné de ses fils la veuve de l'un des derniers maires qui avaient gouverné la Neustrie.

Clovis III. 691. Childebert II. 695. Dagobert II. 711. A la mort de Thierry I^er, Clovis III, puis Childebert II, ses fils, et enfin Dagobert II, fils de Childebert, reçurent des mains de Pepin une couronne avilie et qu'ils portèrent sans gloire. Les Frisons et les Allemands furent vaincus dans plusieurs campagnes : mais, à l'ouest et au midi, la Bretagne, l'Aquitaine, et même une partie de la Bourgogne se détachèrent de la Neustrie, et Pepin ne comptait pas assez sur l'appui des Austrasiens pour essayer de les réduire. La Germanie
714. remuait encore, lorsque Pepin mourut. Il avait eu de Plectrude deux fils, qui avaient succombé avant lui, l'aîné à une maladie mortelle, le second, sous le poignard d'un assassin; et d'une maîtresse, nommée Alpaïde, Charles Martel, l'un des héros de notre histoire. Son testament déshéritait complètement ce dernier

au profit des petits-fils de Plectrude, entre lesquels il avait partagé les deux royaumes. L'Austrasie reconnut d'abord ses dernières volontés; mais quand Plectrude voulut conduire à Paris son petit-fils, elle se fit battre honteusement par l'armée de Neustrie, et aussitôt l'Austrasie révoltée délivra Charles de la prison où Plectrude le tenait renfermé, pour le mettre à la tête du gouvernement et des armées. Plectrude prétendit lutter contre lui. Après avoir dissipé les trésors de Pepin, elle fut forcée d'abandonner tout espoir et de se retirer dans un cloître.

Cependant Dagobert II, prince actif et digne de régner, envahissait l'Austrasie qui refusait de le reconnaître, de concert avec les Frisons, ses alliés. Chilpéric II, fils de Childéric II, que les Neustriens tirèrent du cloître à quarante-deux ans, et qu'ils proclamèrent roi, à la mort de Dagobert, au préjudice de Thierry, son fils, poursuivit avec ardeur l'expédition commencée. Charles, défait une première fois, ne put empêcher que l'armée victorieuse ne ravageât l'Austrasie; mais tandis qu'elle se retirait en désordre, il tomba sur elle (716), la défit complètement à Stavelo, et l'année suivante remporta à Vincy une seconde victoire. Pour rallier autour de lui jusqu'aux Austrasiens qui voulaient un roi, il tira de l'obscurité un Clotaire IV, qu'il prétendit issu des Mérovingiens; puis s'étant avancé en Neustrie, il défit l'armée de Chilpéric à Soissons, malgré les secours qu'avait amenés Eudes, duc

CHILPÉRIC II. 715.

CLOTAIRE IV. 717.

d'Aquitaine, et les contraignit tous deux à se retirer au delà de la Loire, en lui abandonnant
719. le reste du pays. Sur ces entrefaites, Clotaire IV mourut. Charles offrit à Chilpéric de le reconnaître, s'il voulait à son tour lui conférer la dignité de maire dans les trois royaumes. Chilpéric accepta, mourut un an après, et Charles, qui porta au trône le fils de Dagobert II,
THIERRY II. Thierry II de Chelles, alors âgé de sept ans,
720. vit sa puissance affermie désormais sur des fondements inébranlables, et put songer à faire respecter la France par les peuples voisins.

Les Allemands, les Bavarois et les Frisons appelèrent les premiers les armes de Charles. Ces peuples avaient profité des troubles de la France pour attaquer ses frontières. Quand tout fut pacifié, ils virent les armées françaises, toujours victorieuses, pénétrer dans leur pays le fer et la flamme à la main, et le soumettre. Les Saxons opposèrent une résistance plus énergique. Charles dévasta six fois la Saxe, de l'année 718 à 739 : mais il ne parvint pas à la réduire, d'autant plus qu'un ennemi plus redoutable que les Saxons vint menacer à la fois de l'esclavage, la France et toute la chrétienté.

Mahomet avait paru en 622, date de l'Hégire. Un siècle après, ses sectateurs étaient maîtres de presque toute l'Asie, de l'Afrique et même de l'Espagne, qu'ils avaient conquise en 714 sur les Goths. Mais comme la monarchie des Goths dominait en France sur la Septimanie (Provence, Languedoc, etc.), les Sar-

rasins franchirent à plusieurs reprises les Pyrénées et voulurent s'établir aussi dans le midi de la France. Eudes, duc d'Aquitaine, avait d'abord remporté sur eux une éclatante victoire en
721, sous les murs de Toulouse. Pressé bientôt 721.
par des armées plus nombreuses, il vit tomber devant les Sarrasins les villes les plus fortes de la contrée, et ne se racheta qu'en donnant sa fille en mariage à leur émir Munuza. Celui-ci voulut garder pour son compte la province qu'il avait conquise. Aussitôt Abdérame, gouverneur de l'Espagne, descend les Pyrénées, fond sur la Septimanie, reçoit la tête sanglante du rebelle, poursuit le duc d'Aquitaine son allié, et lui fait éprouver sur les rives de la Dordogne, une défaite complète. Eudes implora le secours de Charles, son ennemi, et Charles, qui avait envahi deux fois l'Aquitaine dans les années précédentes, parce qu'elle n'avait cessé de se déclarer contre lui, ne songea, d'après les conseils d'une sage politique, qu'à repousser un ennemi dont les victoires et les conquêtes s'étaient jusqu'alors succédé avec une rapidité incroyable. Les deux armées se heur-
tèrent dans les plaines entre Tours et Poitiers. 732.
Les Sarrasins, malgré leur nombre, plièrent devant la furie française; le champ de bataille fut couvert de leurs morts; Abdérame lui-même y laissa la vie, et les Français, dit-on, décernèrent alors à Charles le surnom de *Martel*, parce que, comme un marteau, il avait écrasé l'armée ennemie.

On convient généralement que cette victoire

a sauvé la France, l'Europe et le Christianisme : car si Charles eût été vaincu, il n'était plus aucune puissance qui pût soutenir la lutte. Cependant les Sarrasins ne furent pas anéantis, comme le veulent quelques historiens. On les voit encore s'emparer d'Arles et de plusieurs villes. Après la mort de Eudes, Charles dirigea contre eux plusieurs expéditions qui lui furent favorables : mais s'il les chassa presque entièrement de la France, il le dut surtout aux dissensions qui s'élevèrent en Espagne, lorsque Abdérame, le dernier des Ommiades, la fit révolter contre les Abassides et se proclama calife d'Occident.

737. A la mort de Thierry II, Charles Martel se crut assez puissant pour n'avoir plus besoin d'un fantôme de roi, bien qu'il n'osât pas ceindre lui-même la couronne. Il y eut donc un interrègne de quatre ans. A cette époque, les papes réclamèrent pour la première fois l'intervention des Français en Italie. Rome avait jusqu'alors obéi aux empereurs grecs; mais d'un côté Léon l'Isaurien persécutait les fidèles pour les faire renoncer au culte des images, et de l'autre Luitprand, roi des Lombards, voulut s'emparer de cette ville, comme il s'était emparé de Ravenne et de l'exarchat. Pour éviter ce double danger, Grégoire III réclama la protection de la France. Charles Martel se souciait peu d'intervenir dans les affaires d'Italie. Cependant on ouvrit des négociations dont il ne vit pas le terme,
741. la mort l'ayant enlevé à la France à l'âge de cinquante ans. On lui a reproché d'avoir prodigué

à ses soldats les bénéfices et les dignités de l'Eglise, pour les récompenser de leurs services. Ce fut un tort; et de là naquirent sans doute ce relâchement de la discipline et ces abus, contre lesquels s'élevèrent Charlemagne et ses successeurs dans leurs capitulaires.

Charles Martel, par son testament, avait divisé la France entre ses trois fils, Pepin, Carloman et Griffon. Les deux premiers dépouillèrent le troisième encore trop jeune pour se défendre, et le renfermèrent dans un cloître; puis ils se partagèrent le royaume, Pepin conservant la Neustrie, et Carloman la France austrasienne. Cependant les Aquitains, les Allemands et les Bavarois croyaient le moment favorable pour se relever de leurs anciennes défaites. Les deux frères marchèrent d'abord ensemble contre les Bavarois, qu'ils vainquirent sur les bords du Lech. La guerre d'Aquitaine ayant alors éclaté, Pepin laissa Carloman soumettre lui seul la Bavière, et tourna contre Hunauld, qui avait succédé, en Aquitaine, à Eudes, son père. Hunauld fut vaincu après une résistance opiniâtre, et en conçut tant de douleur qu'il abandonna le pouvoir à son fils Gaïffre ou Waïffre, et qu'il se retira dans un couvent. D'un autre côté, Odilon, duc de Bavière, fut obligé de recourir à la clémence de Carloman. Bientôt le duc des Allemands, poursuivi à son tour, fut pris avec les principaux seigneurs de son parti, mis en jugement dans une assemblée que présidait Carloman, et dépouillé de ses domaines. Ces victoires consoli-

dérent la grandeur de la famille de Charles Martel, et forcèrent l'aristocratie, qui avait lutté avec elle dans le principe contre la démocratie et l'autorité des rois, à plier sous un pouvoir nouveau qu'elle s'indignait d'avoir fondé elle-même.

Dans la Neustrie, accoutumée à un prince de la famille de Clovis, Pepin avait dû créer
Childéric III. un fantôme de roi : ce fut Childéric III, dont
742. on ne sait ni l'âge ni l'origine, et dont le nom même serait inconnu, s'il n'eût pas été détrôné. Cette politique sauva à Pepin une lutte avec les seigneurs, et les accoutuma cependant à
747. n'obéir qu'à lui. En 747, Carloman, pénétré d'une foi vive, abandonna le monde pour se retirer au mont Cassin, où il embrassa la règle de saint Benoît dans toutes ses austérités. Il avait recommandé ses fils à la générosité de son frère, qui les fit enfermer dans un couvent et s'empara de l'Austrasie. Mais il rendait en même temps la liberté à Griffon, qui voulut en outre une part dans le gouvernement de la France. Pepin le poursuivit chez les Allemands et les Bavarois, lui accorda la ville du Mans et son territoire, puis l'en chassa et le contraignit de se retirer en Aquitaine, où il mourut assassiné, soit à l'instigation de son frère, soit par les ordres de Gaïffre qui voulut se venger d'une offense.

Cette conduite de Pepin envers ses frères et ses neveux, ne dévoilait que trop son ambition et ses projets. Mais le peuple était séduit par ses qualités rares; les grands n'osaient lutter contre

sa fortune, et le clergé mécontenté si souvent par Charles Martel, avait obtenu de ses fils, aux conciles de Soissons et de Leptine, les réformes qu'il sollicitait. Pepin franchit donc la 752.
faible distance qui le séparait du trône. On prétend qu'il envoya demander au pape Zacharie: lequel devait être roi, ou celui qui en avait le nom sans en avoir la puissance, ou celui qui en avait la puissance sans en avoir le nom, et que ce fut sur la réponse du pontife entièrement conforme à ses vues, qu'il replongea Childéric III dans l'obscurité d'où il l'avait tiré. Que cette assertion soit vraie ou fausse, Pepin n'en arracha pas moins le sceptre à la famille Mérovingienne et fut la tige des Carlovingiens, ainsi appelés de Charlemagne, son fils et son successeur. Saint Boniface, archevêque de Mayence, sanctionna l'usurpation en conférant à l'usurpateur l'onction royale.

La race Mérovingienne fonda la puissance du clergé, et le clergé était dans l'origine bien digne de cette puissance par sa sainteté et ses lumières. Presque tous ceux qui cultivèrent les lettres pendant cette période, furent évêques et ont été canonisés. Aussi les évêques siégeaient-ils dans les assemblées nationales, où leur avis était ordinairement suivi. Mais bientôt l'ambition regarda le sacerdoce comme la route la plus sûre vers le crédit et les honneurs. Il en résulta un relâchement de mœurs et de discipline, que Charles Martel augmenta encore en donnant plusieurs fois des évêchés comme récompenses des services militaires.

A l'autorité absolue des Mérovingiens et à la puissance morale du clergé, il faut ajouter comme contrepoids la prépondérance territoriale des leudes. Les Francs laissèrent aux Gaulois une partie des terres moyennant tribut, et se divisèrent le reste. Les différentes parts, tirées aux sorts, constituèrent d'abord les *alleux*, exempts d'impôts, mais non pas de toutes charges. Plus tard, les chefs des leudes, favorisés dans le partage, et en première ligne les princes Mérovingiens, cherchèrent à s'attacher les guerriers par des concessions de domaines, sous le titre de *bénéfices*. Ces concessions eurent lieu suivant certaines conditions et certaines redevances, notamment sous la promesse du service militaire. Elles furent d'abord à vie ou à titre précaire; mais les donataires arrachèrent bientôt à la faiblesse des princes l'inamovibilité et même l'hérédité de leurs bénéfices.

Quatre classes de personnes habitaient alors la France; savoir : les propriétaires d'alleux, les propriétaires de bénéfices, les possesseurs de terres tributaires, et enfin les serfs, attachés au maître et à la glèbe, qui ne possédaient rien, mais qui étaient possédés.

L'invasion des Francs et l'établissement du christianisme furent la ruine des écoles profanes de Lyon, de Marseille, de Toulouse, etc. La théologie seule fit toute la littérature. Sermons, vies des saints, poésie, tout était marqué au caractère religieux, et les chroniques mêmes devenaient plutôt l'histoire de l'Eglise que de l'état. D'ailleurs on ne parlait au peuple

et surtout on n'écrivait que dans la langue romaine, et ce n'était pas toujours sans mérite, quoique déjà cette langue eût bien dégénérée, envahie qu'elle était par les idiômes barbares.

---

## CHAPITRE V.

Avénement des Carlovingiens. — Pepin le Bref (752-768). —[8e siècle.]— Etendue de la domination des Francs à sa mort.

Sous les derniers Mérovingiens, les seigneurs avaient profité de la faiblesse du trône pour se rendre indépendants et presque héréditaires dans les gouvernements qu'on leur avait confiés. Ce fut l'origine de cette aristocratie puissante, à laquelle Pepin dut son élévation. Devenu roi, il sentit combien elle devait limiter son autorité; mais forcé par les circonstances de respecter ce qu'elle appelait ses priviléges, il chercha du moins un soutien contre elle dans le clergé. On avait vu des évêques gouverner sous la première race. Ce fut seulement au temps de Pepin qu'ils commencèrent à faire partie des assemblées législatives; leurs lumières, quelquefois leur sainteté, et le fréquent usage qu'ils firent de l'excommunication contre leurs ennemis, augmentèrent rapidement leur influence. PEPIN LE BREF. 752.

Cependant Astolphe, roi des Lombards, continuait les entreprises qui avaient forcé Grégoire III de réclamer les secours de Charles Martel. Etienne II avait succédé à Zacharie. Comme il voyait les Lombards s'approcher tous

les jours de Rome, il vint en France, suppliant et revêtu de deuil, implorer la protection du nouveau roi. Pepin le reçut avec les plus grands honneurs. Il se fit sacrer par lui une seconde fois, avec sa femme et ses deux fils, puis il s'occupa de rassembler en sa faveur une armée. Les seigneurs se déclarèrent d'abord contre l'expédition d'Italie. Dans une assemblée tenue à Chiersy sur Oise, Carloman, envoyé en France par Astolphe, représenta que ce prince, en attaquant Rome, ne s'en prenait qu'à l'empire d'Orient et nullement au pape; que cependant il était disposé, pour vivre en paix avec la France, à ne plus attaquer Rome ni inquiéter Etienne II, mais qu'il était injuste que le pontife exigeât la remise de Ravenne, puisque les Lombards avaient conquis cette ville et l'exarchat sur l'empire. Son discours fit une telle impression, que tous, d'un consentement presque unanime, se refusèrent aux désirs du pape et du roi. Pepin ne se rebuta point. Après avoir fait enfermer son frère dans le monastère de Vienne, où il mourut, il gagna si bien les seigneurs en leur offrant le pillage d'une contrée aussi riche que l'Italie, que, dans une seconde assemblée à Braine, la guerre fut enfin déclarée.

Les Lombards avaient fortifié avec soin les passages des Alpes, dans l'espoir d'arrêter aux défilés l'armée française. Il fallut en venir à une bataille qui fut sanglante. Astolphe vaincu se réfugia dans Pavie, sa capitale, où il fut assiégé. Le pape intervint alors; car s'il voulait humilier les Lombards, il n'entrait nullement

dans sa politique de voir les Français victorieux s'emparer sur eux de l'Italie. Un accord fut donc conclu, par lequel Astolphe s'engageait à remettre les villes qu'il avait conquises, et Pepin revint en France, laissant au pape la souveraineté de Rome et le gouvernement des autres villes. Mais loin d'accomplir ses promesses, Astolphe, dès qu'il le voit éloigné, court assiéger Rome et le pontife. Une lettre pathétique écrite par ce dernier au nom de saint Pierre, appelle une seconde fois Pepin et ses leudes *à la défense de l'Eglise*. Soudain l'armée française passe les Alpes, délivre Rome, détruit une seconde armée de Lombards, assiége de nouveau Astolphe dans Ravenne, et le presse si vivement qu'il est obligé de consentir à des conditions plus dures que les premières. Pepin
entra dans Rome où il fut reçu avec les plus 756.
grands honneurs. Usant du droit de conquête, il donna au saint-siége les villes de l'exarchat enlevées aux Grecs par les Lombards, et que les Lombards devaient abandonner; ce qui fut l'origine et le principe de la domination temporelle des papes en Italie. Astolphe cependant songeait à se relever d'un traité si honteux, lorsque la mort le surprit. Après quelques contestations, Didier, général d'Astolphe, fut universellement reconnu par les Lombards; il le dut en partie à l'appui du pape et de Pepin, auxquels il promit d'accomplir fidèlement les engagements de son prédécesseur.

L'éloignement de Pepin avait paru favorable aux Saxons pour recommencer leurs courses

sur les frontières. Ils n'en furent pas moins battus; et quand Astolphe eut été vaincu pour la seconde fois, Pepin tombant sur eux avec son armée victorieuse, leur fit éprouver de sanglantes défaites. Il se contenta cependant de les avoir réprimés, ses intérêts l'appelant à l'autre extrémité de la France. Dès son avénement au trône, les Wisigoths de la Septimanie lui avaient offert de se soumettre à lui, à condition qu'il les délivrerait des Maures, et qu'il respecterait leurs lois et leur liberté. Une armée française avait donc pénétré dans le pays et forcé les Maures de se renfermer dans Narbonne. Le siége dura sept ans soit par l'ignorance des Français, soit par la diversion des Saxons et des Lombards. Enfin les Wisigoths qui défendaient la place se livrèrent aux assiégeants, et la Septimanie entière obéit par cette conquête à la suzeraineté des Français.

759. Cette expédition était à peine terminée que Pepin, dans une assemblée de la noblesse, fit déclarer une nouvelle guerre à l'Aquitaine. Gaïffre était alors duc de ce pays. Ou des rivalités de famille, puisqu'il descendait des Mérovingiens par Boggis et Bertrand, fils de Caribert; ou la différence des mœurs entre les Austrasiens toujours barbares, et des peuples façonnés par le temps à la civilisation romaine, avait presque toujours armé l'Aquitaine contre Charles Martel et ses fils. La résistance fut opiniâtre pendant neuf années. Gaïffre, secondé par les comtes de Bourges et d'Auvergne, ravagea et incendia la Bourgogne, tandis que

Pepin s'en vengeait en mettant à feu et à sang l'Aquitaine, l'Auvergne et le Berry. Ce n'était de toutes parts que dévastations et massacres. Gaïffre avait démantelé ses places. Retiré sur les montagnes et défait presque à chaque combat, il n'en continuait pas moins de se défendre avec une opiniâtreté héroïque, lorsqu'il périt, 768.
soit dans une dernière affaire, soit plutôt dans une émeute, que des traîtres soudoyés par Pepin auraient excitée. L'Aquitaine fut réunie à la France, qui eut alors pour bornes les Pyrénées.

La même année vit la fin de la guerre et la mort de Pepin qui succomba à une hydropisie. Ce prince était âgé de cinquante-trois ans. Fils de Charles Martel et père de Charlemagne, si l'on considère ses exploits guerriers, il se montra digne de l'un et de l'autre. Les moines l'ont comblé d'éloges, parce qu'il bâtit et dota des monastères, et pour sa libéralité envers le saint-siége : mais si l'on se rappelle sa conduite envers ses deux frères et ses neveux, son injustice et ses cruautés dans les guerres d'Aquitaine, pour ne rien dire de son usurpation, l'on trouvera apparemment que sa gloire est bien loin d'être pure.

Pepin fut surnommé le Bref, parce qu'il était de petite taille. C'était pour les seigneurs un sujet de raillerie, dans ce temps où la force du corps était une grande partie du mérite. Pepin le sut ; et un jour qu'il assistait avec sa cour au combat d'un lion contre un taureau : *Qui de vous*, dit-il au moment que la lutte était le plus

acharnée, *qui de vous descendra dans l'arène pour les séparer?* Comme personne ne se présentait, il s'élance le sabre en main, abat le lion, coupe la tête au taureau, et revient au milieu de l'effroi général et des applaudissements de la multitude. Cette action et plus encore des qualités rares prouvèrent que, malgré sa taille, il était digne de commander.

A la mort de Pepin, la France avait les mêmes limites qu'au plus haut degré de puissance des Mérovingiens. C'était la France actuelle moins la Septimanie et quelques contrées des Pyrénées; en outre la Bretagne n'était point entièrement soumise : mais, à l'est, le royaume s'étendait jusqu'au delà du Rhin, suivant la chaîne des Alpes jusqu'au Danube, et embrassant ensuite, du sud-est au nord-ouest, la Bavière et la Thuringe.

## CHAPITRE VI.

Charlemagne (768-814). —[8e et 9e siècles.]— Résultats de ses expéditions. — Étendue et divisions de son empire. — Exposition du gouvernement, de la législation et des établissements littéraires de Charlemagne. — Etat de la religion, des lettres et des sciences sous son règne.

CHARLEMAGNE. Pepin avait laissé deux fils, Charles et Carloman, qui se partagèrent la France. Par les
768. conseils de leur mère, ils épousèrent chacun une des filles de Didier, ce qui promettait une
771. paix durable avec l'Italie; mais Carloman mourut et Charlemagne s'empara de ses états, soit

qu'il fût poussé par l'ambition, soit que les seigneurs d'Austrasie lui eussent déféré la couronne. La veuve de son frère, craignant alors pour elle et ses enfants, se retira à la cour de Didier. Là s'était réfugié précédemment Hunauld sorti de son cloître et qui avait voulu, mais en vain, reprendre à Charlemagne l'Aquitaine conquise par Pepin sur le duc Gaïffre, son fils. Le roi des Lombards crut l'occasion favorable pour exciter en France des troubles et se relever des traités qu'avaient dû subir ses prédécesseurs. Charlemagne entrevit ses intentions et lui renvoya sa fille qu'il répudia : ce fut le signal de la guerre. Didier s'en prit au pape : c'était alors Adrien Ier. Par ses courses dans l'exarchat et dans l'Ombrie, il obligea le pontife d'avoir recours à la France. Aussitôt Charlemagne partit pour l'Italie avec une nombreuse armée. Il trouva les passages des Alpes si bien gardés, que les seigneurs français, désespérant de les franchir, songeaient à retourner sur leurs pas : mais tout à coup, sans qu'on en sache la cause, il se répand dans le camp des Lombards une terreur panique ; leur armée se disperse et livre les défilés ; Didier est assiégé dans Pavie ; Adalgise, son fils, est enfermé de son côté dans Vérone. Charlemagne, laissant des troupes devant ces deux villes, alla soumettre toute l'Italie. Il fut reçu dans Rome avec respect et reconnaissance de la part du pape, auquel il confirma toutes les donations de Pepin. A son retour au camp, le siége de Pavie fut poussé avec plus de vigueur. Didier, ayant à combattre à la fois les

assiégeants au dehors, les maladies et la famine au dedans, fut contraint par les habitants et la
774. garnison de capituler avec le vainqueur. Il fut conduit en France, tandis que son fils, désespérant de tenir longtemps encore dans Vérone, allait chercher un asile et des secours à Constantinople.

Les Saxons avaient repris les armes à la mort de Pepin, et recommencé leurs incursions en France. Déjà Charlemagne, avant son expédition d'Italie, était entré dans leur pays, résolu de les dompter et de les civiliser par le christianisme. Victorieux sur les rives du Wéser, il avait pris leurs villes et abattu leur idole d'Irminsul : mais les Saxons contraints à un repos momentané, coururent aux armes, dès qu'ils le virent éloigné. Charlemagne repassa les Alpes, et tomba sur eux avant même qu'ils fussent instruits de sa marche ; vaincus par lui, ils se vengèrent sur l'un de ses généraux et cependant demandèrent quartier. Une autre révolte n'eut pas de plus heureux succès. Les Saxons furent défaits à Lipspring ; la citadelle d'Eresbourg, qu'ils avaient détruite, fut relevée ; leurs principaux chefs vinrent embrasser le christianisme et jurer fidélité à leur vainqueur. La guerre paraissait donc terminée. Mais Witikind, l'un des seigneurs les plus influents de la nation, s'était réfugié en Danemark, et devait reparaître pour soulever longtemps ses compatriotes contre la domination française.

777. Charlemagne profita des courts instants de

repos que ces peuples lui donnèrent alors, pour passer en Espagne, où l'appelaient quelques émirs Abassides révoltés contre l'Ommiade Abdérame Ier. Deux armées entrèrent à la fois 778.
dans ce pays par le Roussillon et par la Navarre. Pampelune fut d'abord assiégée, et capitula; Barcelone et Girone se rendirent; enfin Sarragosse, la plus forte place de ces contrées, ne tint pas longtemps contre les Français, qui y rétablirent l'émir chassé par Abdérame. Alors Charlemagne reprit le chemin de la France, après avoir soumis à son empire ou au tribut une partie de l'Espagne. Loup, duc de Gascogne, et petit-fils d'Hunauld, l'attendait avec des troupes au passage des Pyrénées. Il tomba sur l'arrière-garde, et lui fit éprouver, dans la vallée de Roncevaux, un échec dont le vainqueur fut bientôt la victime; car Charlemagne irrité l'accabla de ses forces et le fit pendre. C'est à Roncevaux que périt le paladin Roland, neveu du roi, et si célèbre dans les vieux romans de chevalerie.

A Auxerre, Charlemagne apprit une nouvelle révolte des Saxons. Witikind ayant rassemblé un corps d'armée, avait passé au fil de l'épée tout ce qu'il avait trouvé de Français, de Cologne à Coblentz. Les Saxons furent vaincus cette même année sur les bords de l'Eider, dans la Hesse. L'année suivante, quand ils 779.
virent Charlemagne en personne prêt à porter le fer et le feu dans leur pays, ils demandèrent encore la paix et l'obtinrent. Elle ne fut pas de longue durée. Bientôt ils reprennent les armes,

à la voix de l'indomptable Witikind, chassent les missionnaires ou les égorgent, marchent contre les généraux français et leur font subir une défaite honteuse. Leur armée victorieuse s'évanouit devant Charlemagne, qui ne trouva qu'une multitude sans armes, protestant de sa fidélité. Justement irrité de tant de révoltes, il en fit prendre 4,500 de ceux qui avaient défait ses troupes et leur fit trancher la tête à Verdun : exécution sanglante qui fit taxer le roi de cruauté et qui aigrit la nation au lieu de la soumettre. Aussi Witikind rassembla en peu de temps une nouvelle armée. Pendant trois ans, Charlemagne ne laissa point à ce peuple le temps de respirer. Il défit dans trois batailles ceux qui voulurent se mesurer à lui, poursuivit ce qui échappait à la défaite et dévasta tout sur son passage. Ce n'était partout que ravages et incendies.

Après avoir épouvanté les Saxons par de si terribles représailles, on en revint aux voies de
784. douceur. Witikind se laissa gagner. Il alla trouver Charlemagne à Attigny, se fit instruire, embrassa le christianisme, et contribua ensuite lui-même à retenir les peuples dans le devoir. Néanmoins il y eut encore depuis quelques révoltes, mais partielles. Pour les prévenir, on transporta un grand nombre de familles en différentes parties du royaume, et l'on envoya, pour les remplacer, quelques colonies. Enfin, après trente années d'une guerre sanglante et opiniâtre, ce grand pays fut heureusement acquis à la religion et à la France.

Les expéditions fréquentes que Charlemagne faisait en personne contre la Saxe, ne l'empêchaient pas de veiller sur les autres provinces. Dans les intervalles de repos, il passa plusieurs fois en Italie, où le calme était sans cesse menacé par les entreprises de la cour de Constantinople, par les troubles qu'excitèrent quelques seigneurs lombards, et par les attaques continuellement dirigées contre les papes. En 785, il abattit le duc de Frioul; en 787, il apprit qu'une ligue se formait contre lui, entre Tassillon, duc de Bavière, les Avares, quelques ducs d'Italie, Adalgise, fils de Didier, et Constantin, qui occupait alors le trône impérial, en Orient. Tassillon succomba le premier. Forcé de rendre hommage à Charlemagne, il n'en
continua pas moins ses menées, fut accusé de 788.
trahison dans une diète, et condamné à mort : mais on commua cette peine en une prison dans un monastère, où il finit ses jours. D'un autre côté, les généraux français remportèrent sur les Avares deux victoires qui les forcèrent à la paix. Le duc de Bénévent, poursuivi jusqu'à Salerne, donna ses fils en otages de sa fidélité, et mourut peu de temps après. Grimoald reçut de Charlemagne les états de son père, et s'en montra reconnaissant. Lorsque Adalgise eut abordé en Italie à la tête d'une armée d'impériaux, il contribua à la victoire remportée sur eux près de Bénévent, victoire qui enleva aux Grecs et au fils de Didier l'espoir de recouvrer jamais les provinces qu'ils avaient perdues.

Pendant les douze années qui suivirent, la tranquillité fut à peine troublée par quelques expéditions en Espagne, où les Français se maintinrent glorieusement dans leurs conquêtes, et en Allemagne, soit pour contenir les Saxons, soit contre les Avares, qui furent vaincus et exterminés, soit contre d'autres peuplades qui se soumirent à la civilisation et à la domination française, jusqu'à la mer Baltique. Charlemagne profita du calme pour faire fleurir la religion, l'agriculture, le commerce, les arts et les lettres. Il s'en était occupé déjà au milieu de ses guerres; mais quand ses fils furent devenus capables de défendre ses frontières en Italie et du côté de l'Espagne ; quand le premier bruit de sa marche réduisait au néant les faibles tentatives de ses ennemis, il s'adonna plus spécialement au gouvernement intérieur de ses états. Son vaste empire était partagé en royaumes, en légations, en comtés, en vigueries ou vicomtés, en cantons, en manses ou manoirs. De fréquentes assemblées, dites *champs de mai*, où les députés des communes s'asseyaient à côté des principaux seigneurs et des évêques, adoptaient les lois que l'empereur proposait, et qui nous sont connues sous le nom de *capitulaires*. Des *missi dominici* parcouraient quatre fois par an chaque légation, rendant à tous la justice, veillant à l'exécution des lois, et rendant compte au souverain de l'administration des provinces. Des magistrats, souvent élus par les citoyens mêmes, jugeaient les causes moins importantes.

Charlemagne, à l'exemple de son père, protégea toujours le clergé, mais en veillant sévèrement sur la discipline. Il assemblait souvent les évêques, les consultait, réglait avec eux les points de doctrine et conservait la pureté de la foi catholique. Les plus célèbres de ces conciles furent celui de Francfort en 794, et plus tard, en 809, celui d'Aix-la-Chapelle. Lui-même se piquait de théologie. Sur une traduction infidèle des actes du concile général, tenu à Nicée (787), contre les Iconoclastes, il fit composer, pour attaquer ses décisions, les *Livres Carolins*, qui tombèrent dans l'oubli, dès que la cause de l'erreur eut été reconnue. On sait aussi les efforts de ce grand prince pour arrêter la décadence des lettres. A l'âge de trente-deux ans, et déjà célèbre par ses victoires, il en apprit les premiers éléments. Ses bienfaits attirèrent en France les savants étrangers; son palais devint une académie, où ils se rassemblaient pour traiter des points de science; il y établit même une école dont il suivait autant que possible les progrès, et dont il examinait lui-même les élèves, qu'il encourageait par ses récompenses. Parmi ceux qui l'aidèrent dans de tels soins, l'Histoire distingue Alcuin, né à Yorck, aussi instruit qu'il était possible de l'être pour cette époque; Paul Warnefrid, diacre d'Aquilée, connu par son histoire des Lombards; enfin Eginard, secrétaire et gendre de Charlemagne, dont il nous a laissé la vie. Les encouragements que ce prince prodigua, relevèrent un instant les lettres et ne

purent rien pour les arts. Il voulait joindre l'Océan au Pont-Euxin, en faisant communiquer, par un canal, le Rhin et le Danube : mais on fut obligé d'abandonner l'entreprise, faute des connaissances nécessaires pour la terminer.

800. Cependant une faction avait exilé de Rome le pape Léon III, qui recourut à Charlemagne, selon l'exemple de ses prédécesseurs. C'en fut assez pour que le monarque résolût de traverser une cinquième fois les Alpes, d'autant plus qu'il apprenait que Grimoald avait pris les armes contre Pepin, son fils. Le pape rétabli se purgea par serment des accusations intentées contre lui. Pour témoigner à Charlemagne sa reconnaissance, le jour de Noël, tandis que ce prince entendait la messe avec toute sa cour et au milieu d'un concours immense de fidèles, dans la basilique de St-Pierre, le pape s'approche, lui pose sur le front une couronne et le revêt du manteau impérial ; en même temps le peuple s'écrie de toutes parts : « *Vive Charles Auguste, couronné de la main de Dieu! Vie et victoire au grand et pacifique empereur des Romains!* » Ainsi fut rétabli l'empire d'Occident, 323 ans après la déposition de Romulus Augustule.

L'Orient obéissait à l'impératrice Irène, veuve de Léon IV, qui avait régné quatre ans depuis la mort de son père, Constantin Copronyme. Pour sauver les restes de l'Italie que revendiquait Charlemagne en vertu de son nouveau titre, cette princesse habile, mais surtout ambitieuse, lui fit offrir une main souillée du

meurtre de son époux et de son fils. On dit que Charlemagne ne sut pas résister à l'ambition de réunir sous son sceptre, par un mariage, presque tout le monde connu; mais les ouvertures d'Irène n'eurent pas de suite. Odieuse au peuple et aux grands, elle fut déposée, et le patrice Nicéphore fut élu à sa place. Ce fut sous lui que l'on arrêta les limites des deux empires. Par ce traité, il ne resta aux Grecs dans l'Occident que l'extrémité méridionale de l'Italie avec quelques villes maritimes, Venise et les îles de la Dalmatie ; ce qui suffisait pour leur assurer l'empire de la Méditerranée. Quant à la France, elle était alors bornée par l'Océan à l'ouest, en Allemagne par le Danube et l'Elbe, en Italie par le royaume de Naples, et par l'Ebre au delà des Pyrénées.

Respecté de ses ennemis, recherché de ses voisins, chéri de ses peuples, Charlemagne avait toujours vu la fortune lui sourire. Les derniers heptarques de l'Angleterre sollicitaient sa protection, et le calife Haroun-Al-Raschid lui adressa plusieurs fois des ambassades et des présents, soit comme un simple gage d'estime, soit plutôt pour l'exciter contre les Ommiades d'Espagne, qui avaient enlevé au calife cette belle province. On prétend même qu'Haroun envoya de lui-même les clefs de Jérusalem, et en fit à Charlemagne une donation authentique. Les Arabes étaient alors bien plus avancés dans la civilisation que les peuples occidentaux, et ils se livraient aux arts et aux lettres. Parmi les

présents du calife se trouvait une horloge sonnante, qui fit l'admiration des Français.

806. En 806, Charlemagne fit son testament, par lequel il partageait ses états entre ses trois fils. Pepin et Louis avaient déjà été sacrés par le pape, seize ans auparavant, rois d'Italie et d'Aquitaine; Charles, leur aîné, devait succéder à l'empire. Charlemagne eut le malheur de survivre à deux d'entre eux. Pepin, roi d'Italie, mourut le premier, en 810, à l'âge de 33 ans, après avoir repoussé glorieusement, dans plusieurs guerres, les ennemis qui attaquaient ses états; et l'année suivante, l'empereur perdit encore Charles, le compagnon de ses victoires, en qui il espérait un successeur aussi prudent que brave. Leur père infortuné ressentit vivement de telles pertes. Il ne lui restait plus que Louis, qui avait jusqu'alors montré beaucoup de sagesse dans le gouvernement de l'Aquitaine, et de courage dans les guerres qu'il fit toujours avec bonheur, contre les califes d'Espagne. Il l'associa à l'empire dans une assemblée tenue à Aix-la-Chapelle : mais Pepin avait laissé un fils, nommé Bernard, et cette même assemblée lui confirma la possession de l'Italie.

814. Charlemagne survécut peu à ces dernières dispositions. Sur la fin de janvier 814, il fut pris de la fièvre en sortant du bain, et ensuite d'une pleurésie qui l'emporta en huit jours. Il expira à la 71e année de son âge, la 47e de son règne, et la 14e depuis qu'il avait été reconnu empereur d'Occident. Dans les derniers temps

de sa vie, les armées françaises eurent quelques revers à souffrir, surtout du côté du Nord. Les Danois ou Normands, peuple qui ne vivait que de pillage, se montrèrent fidèles à la haine que Witikind, dans son exil, leur avait inspirée contre les Français. Ils firent en Allemagne des incursions fréquentes, sous la conduite de Godefrid, leur chef, qui fut toujours heureux; mais son neveu Hemming l'assassina et demanda la paix. En même temps les flottes du Nord et les Sarrasins de l'Afrique reconnaissaient les côtes de France, et les pillaient quelquefois. Pour les réprimer, Charlemagne créa une marine. Plusieurs flottes devaient se porter rapidement aux endroits attaqués, et d'autres non moins nombreuses stationnaient à l'embouchure des grands fleuves pour en fermer l'entrée. Ces prudentes mesures calmaient à peine pour l'avenir les justes craintes de Charlemagne. Un jour on le trouva en pleurs, appuyé sur une fenêtre qui regardait la mer. « *Si ces pirates*, dit-il à ses courtisans, et il leur montrait une flotte du Nord, *si ces pirates ne respectent pas la France pendant ma vie et malgré ma puissance, que de maux ne réservent-ils pas à mes successeurs et à leurs peuples?* »

## CHAPITRE VII.

Louis le Débonnaire (814-840). — Guerres civiles et invasions étrangères (840-888.)—[9e siècle.]— Etablissement du système féodal.

Louis le Débonnaire. 814. A la première nouvelle de la mort de son père, Louis se rendit en hâte d'Aquitaine à Aix-la-Chapelle, dont Charlemagne avait fait la capitale de ses vastes états. Vertueux, mais faible, il commença son règne par réformer les abus, et il suscita contre lui les haines. Cependant on ne peut qu'applaudir au zèle avec lequel il sévit contre quelques hommes qui avaient prévariqué dans l'administration de la justice, et contre des scandales de mœurs dont la cour elle-même était le théâtre. Il se montra encore aussi bon politique que juste, lorsqu'il rendit aux Saxons le droit d'hériter chacun de sa famille, droit qui leur avait été enlevé par Charlemagne en punition de leurs fréquentes révoltes. Cette conduite lui concilia tellement le cœur de ces peuples, que loin de songer à remuer de nouveau, ils se distinguèrent dans la suite par leur attachement à sa famille et par une inviolable fidélité.

Couronné par le pape lui-même, c'était alors Etienne IV, le roi reçut les hommages de tous les seigneurs et les assurances d'amitié des peuples voisins. Les Normands parurent sur les côtes et furent repoussés. Un prince danois, chassé de ses états, eut recours aux Français et fut rétabli. Les ambassadeurs grecs vinrent

renouveler les traités de la part de Léon l'Arménien, qui avait succédé à Nicéphore. Les Sarrasins d'Espagne recherchaient aussi l'amitié de la France : Louis, comme Charlemagne, se trouvait l'arbitre de l'Europe entière.

Une seule démarche causa tous les malheurs de son règne. Malgré les plus sages remontrances, dans une diète à Aix-la-Chapelle, il 817.
partagea ses provinces entre les trois fils qu'il avait eus de sa première femme Hermengarde. Lothaire, l'aîné, fut associé à l'empire et eut la Neustrie; Pepin eut l'Aquitaine, et Louis, la Bavière. Charlemagne aussi avait donné de bonne heure à ses fils le titre de roi : mais il n'avait abandonné que l'Aquitaine et l'Italie, tandis que Louis se dépouillait de presque toutes ses provinces; et de plus, si Charlemagne envoya ses fils gouverner leurs états, il leur fit toujours sentir qu'ils empruntaient de lui seul leur puissance; tandis que Louis, renonçant presque à intervenir dans le gouvernement comme empereur ou même comme père, fit à peine, au profit de son autorité, quelques légères réserves.

La nouvelle de ce partage décida à la révolte Bernard, roi d'Italie. Depuis longtemps ce jeune prince, qui se croyait des droits à l'empire, comme le fils de Pepin, frère aîné de Louis, ralliait à son parti les seigneurs et les évêques de France, mécontents des nouvelles réformes. Mais l'empereur averti passe les Alpes. Bernard, surpris et abandonné des troupes, se soumet et vient se jeter à ses pieds en implorant

grâce. Condamné avec ses complices par une assemblée de seigneurs, il a les yeux crevés, et meurt de ce supplice trois jours après.

L'empereur se repentit de cette sévérité cruelle, dont il fit, à Attigny, une pénitence publique; mais il rappela ceux qu'il avait exilés en cette circonstance : imprudence qui déconsidérait la majesté royale sans guérir des cœurs ulcérés. Cependant le calme dura quelque temps encore. A l'ouest, les Bretons se révoltèrent plusieurs fois, et furent contraints de se soumettre; au midi, les Sarrasins eurent différents succès par la perfidie des émirs attachés à la France, sans pouvoir néanmoins refouler les armées françaises au delà des Pyrénées; mais au nord, les troupes de l'empereur éprouvèrent de nombreux et sanglants échecs contre les Slaves, dans la Pannonie et dans le Frioul. Cependant les frontières furent à peine entamées de ce côté, et la guerre mieux conduite remit bientôt les Français en possession de tout ce qu'ils avaient perdu.

Ici commence à se faire sentir le contre-coup des fautes de Louis. Après ne s'être réservé aucune province, pas même l'Italie, qu'il donna à Lothaire, quand Bernard en eut été dépossédé, il eut un quatrième fils, nommé Charles, de Judith, fille d'un seigneur de Bavière, qu'il avait épousée en secondes noces. Cette princesse sut captiver si bien et le cœur de son vieil époux et celui de Lothaire, que ce dernier abandonna une partie de ses états, vers l'Allemagne, la Bourgogne et la Suisse, pour en faire un apa-

nage à son jeune frère, sous le nom de royaume de Rhétie ; mais il s'en repentit bientôt. Pour se venger, il complota avec ses frères, à qui la fai- 829.
blesse de leur père avait laissé prendre dans le royaume plus d'autorité qu'il n'en avait lui-même. Les trois princes rallièrent à eux tous les mécontents, et surtout Vala, abbé de Corbie, homme remuant et audacieux, ministre d'Italie sous Charlemagne, et l'un des complices de Bernard. Pepin, roi d'Aquitaine, fut le premier à prendre les armes, sous prétexte de renverser Bernard, comte de Barcelone, ministre tout puissant et par conséquent haï, que l'on accusait d'ailleurs d'une intrigue criminelle avec l'impératrice. Louis, abandonné des troupes à Verberie, se remit avec Judith entre les mains de son fils, qui songeait à les reléguer tous deux 830.
dans un cloître ; mais il changea bientôt d'intention. Peu jaloux de contribuer à l'élévation de son frère Lothaire, et averti par les murmures des peuples qu'il avait déjà trop osé, il se réconcilia avec l'empereur, ainsi que Louis le Germanique, jusqu'alors tranquille au sein de ses états. Louis, rétabli à Nimègue, pardonne d'abord à Lothaire et punit les complices de la révolte ; puis il les rappelle, même Vala, acharné contre lui, et déclare Lothaire privé de l'empire auquel il était associé depuis tant d'années, apprenant ainsi à ses fils et aux peuples à se jouer également de sa justice et de sa clémence.

Louis se hâta de rappeler auprès de lui l'impératrice, qui avait pris le voile à Poitiers,

et le comte Bernard, qui avait cherché asile dans son gouvernement. Tous deux se disculpèrent par serment des crimes qui leur étaient imputés, mais Bernard ne recouvra pas sa puissance. Furieux de se voir supplanté par le moine Gombaud, dont les intrigues avaient causé en partie le rétablissement de l'empereur, il se retira auprès du roi d'Aquitaine dont il envenima les ressentiments. Pepin recommença donc avec ses frères de nouveaux complots contre l'autorité de leur empereur et de leur père. Louis pardonna une seconde fois, et fit tomber son courroux sur le comte de Barcelone, qui prit la fuite ; mais sa clémence ne put lui ramener le cœur de Pepin. Irrité d'une nouvelle révolte, Louis le déclara privé de son royaume d'Aquitaine et le donna au fils de Judith. Aussitôt Lothaire et Louis le Germanique prennent la défense de leur frère ; ils lèvent des troupes, et, moitié de gré, moitié de force, entraînent le pape Grégoire IV dans leur parti. On allait en venir aux mains près de Colmar. Le pape offre sa médiation. Lothaire profite des conférences pour débaucher les troupes de son père. Louis, abandonné une seconde fois, se remet avec Judith et Charles entre les mains de son fils. Il est déposé dans une assemblée tumultueuse ; et Lothaire, proclamé empereur, refuse un instant par calcul, pour en imposer aux peuples sur son ambition démesurée.

L'impératrice avait été envoyée en Italie, dans la citadelle de Tortone, et Charles au monastère de Prum, dans les Ardennes ; mais

Louis était réservé à de nouvelles ignominies. Après l'avoir traîné de ville en ville, et tenu quelque temps renfermé comme en prison dans le monastère de Saint-Médard, à Soissons, Lothaire, pour se mettre à couvert de tout retour, résolut de lui faire imposer par des évêques une pénitence canonique : ce qui rendait inhabile à exercer jamais aucune fonction ecclésiastique ou civile. On convoqua donc une 833.
assemblée à Compiègne. Louis y parut en pénitent, s'agenouilla devant l'autel, lut publiquement un écrit qu'on lui avait composé exprès et dans lequel il s'avouait coupable de plusieurs fautes, puis il déposa lui-même son épée, fut dépouillé de la pourpre par les évêques, et revêtit un cilice. Après avoir lâchement subi cette cérémonie humiliante, il fut amené par Lothaire à Aix-la-Chapelle.

Cependant les peuples avaient oublié les fautes de Louis pour ne plus songer qu'à ses malheurs, et Lothaire par ses hauteurs indisposait contre lui ses deux frères. Louis le Germanique, le dernier dans les complots, fut le premier à se repentir. Son armée se réunit près de Paris à l'armée du roi d'Aquitaine. Lothaire s'enfuit, abandonnant à Saint-Denis son père qui fut aussitôt tiré de sa captivité pour remonter sur le trône, mais qui ne consentit à régner, que lorsque les évêques, le relevant de toute censure, lui eurent rendu solennellement l'épée et la couronne impériale. Alors il marcha contre son fils et le força, les armes à la main, de re- 834.
cevoir son pardon. Il crut cependant avoir be-

soin d'une diète générale pour se réhabiliter et sanctionner un nouveau partage, dans lequel Lothaire, perdant avec justice le titre d'empereur, ne conserva que l'Italie.

838. Charles venait d'être déclaré roi de Neustrie au mécontentement de ses frères : la mort de Pepin amena de nouvelles combinaisons et ne rétablit pas l'harmonie. Sans égard aux droits de Louis le Germanique et des fils que laissait Pepin, on partagea tout l'empire, excepté la Bavière, entre Charles et Lothaire, que l'impératrice Judith voulait attacher aux intérêts de son fils. Les Aquitains protestèrent en faveur des jeunes princes. Tandis que l'empereur les soumettait, il apprit que le roi de Bavière avait également pris les armes contre le partage. Il marcha aussitôt de ce côté ; mais la douleur et les fatigues l'arrêtèrent près de Mayence, où il mourut, après avoir déclaré Lothaire son successeur à l'empire. Très-bon prince, très-bon père, très-mauvais politique, tel est le portrait fidèle que l'Histoire nous a laissé de lui. Pendant les guerres civiles qu'il dut soutenir contre ses fils, les Sarrasins ravagèrent les côtes d'Italie, d'Aquitaine et de Provence; les Normands abordèrent plusieurs fois en Neustrie; et Aznar, secouant, dans les Pyrénées, la domination française, forma le royaume de Navarre, qu'il transmit à ses descendants.

Charles le Chauve. Dès que Lothaire apprit la mort de l'empe-
reur, il conçut le dessein de dépouiller ses frè-
840. res pour réunir toutes les provinces sous son autorité. Louis le Germanique, respecté et chéri

en Bavière, arrêta ses projets ambitieux par une bonne armée. Mais Charles, qui avait à soumettre la Bretagne et l'Aquitaine, dut subir un traité désavantageux. Tandis qu'il pacifiait à la hâte la Bretagne, Lothaire, au mépris des serments, fait alliance avec les fils de Pepin d'Aquitaine et avec plusieurs seigneurs mécontents. Aidé de leurs secours, il entre en Neustrie et veut fermer à Charles le retour dans cette partie de ses états : mais il ne put y réussir. Charles lui échappe, rassemble des troupes et va joindre Louis le Germanique, qui défendait ses propres intérêts en défendant ceux d'un frère. Leurs armées combinées attaquèrent à Fonte- 841.
nay, dans l'Auxerrois, Lothaire et Pepin d'Aquitaine. Le combat fut sanglant. D'après les auteurs les plus modérés, quarante mille hommes au moins y perdirent la vie, et c'était l'élite de la France. Tandis que les vainqueurs se remettaient de leur victoire, Lothaire, plus actif ou mieux servi, reprenait ses projets à la tête d'une nouvelle armée et ne fut pas plus heureux. Ses deux frères ayant renouvelé à Strasbourg leur alliance, le poursuivirent sans relâche et le dépouillèrent de tout ce qu'il possédait en deçà des Alpes. Lothaire demanda la paix. Le traité qui intervint à Verdun, consacra le 843.
démembrement de la monarchie carlovingienne. Louis eut toute la Germanie au delà du Rhin, Charles, la France et même l'Aquitaine, personne ne défendant les fils de Pepin; et Lothaire obtint, outre l'Italie, la Provence,

une partie de la Bourgogne, et le pays qui, de son nom, fut appelé *Lotharingia*, aujourd'hui la Lorraine.

Tandis que Louis le Germanique et Lothaire retournaient chacun dans son royaume, Charles se dirigea vers l'Aquitaine, où ses neveux, Pepin et Charles, continuaient à se défendre, et vers la Septimanie, que Bernard, comte de Barcelone, voulait détacher de l'empire, ainsi que les provinces d'Espagne enlevées par Charlemagne aux Sarrasins. Charles fut livré à l'empereur par des traîtres, et Bernard tomba sous
845. le poignard d'un assassin : mais Pepin, et le fils de Bernard, nommé Guillaume, repoussèrent avec vigueur toutes les attaques. Malheureusement ils invoquèrent les secours des Normands et des Sarrasins, qui aliénèrent les peuples par leurs brigandages. Un parti se déclara pour
852. l'empereur. Guillaume fut tué dans une émeute, et un seigneur, pour venger une injure, livra Pepin, qui fut enfermé dans un couvent, comme l'avait été son frère. Après deux ans de captivité, Pepin s'échappa et erra pendant dix années dans l'Aquitaine, tantôt à la tête d'un parti assez nombreux, tantôt seul et environné d'ennemis. Ce prince, dont la constance à soutenir ses droits excite l'intérêt malgré les vices qu'on lui reproche, retomba enfin dans les mains de son ennemi et mourut en captivité.

L'une des causes qui prolongèrent la guerre d'Aquitaine, ce fut la révolte des Bretons. Louis le Débonnaire, après les avoir vaincus,

avait donné le gouvernement de la Bretagne à un seigneur du pays, Noménoé, qui prit le titre de roi à l'avénement de Charles le Chauve. On avait envoyé contre lui plusieurs armées sans pouvoir le réduire, et Charles, appelé sans cesse d'Aquitaine en Bretagne et de Bretagne en Aquitaine, pouvait empêcher à peine les rebelles de dévaster son territoire. Noménoé battit plusieurs fois les Francais, s'empara de Nantes, de Brest, du Maine et de l'Anjou, et força le roi, par de tels succès, à sanctionner l'érection de cette province en royaume sous la dépendance de la couronne.

Si Charles céda en cette circonstance, il y fut forcé par les incursions des Normands autant que par les victoires des Bretons. La marine que Charlemagne avait créée était promptement tombée sous Louis le Débonnaire : aussi les Normands envahissaient impunément la France au retour de chaque printemps, souvent même appelés par les princes et les seigneurs révoltés. Un de leurs chefs, auxiliaire des Bretons, prit Nantes et la réduisit en cendres. En 852, ils remontèrent la Seine jusqu'à Rouen, s'emparèrent de cette ville et la saccagèrent ainsi que les environs. Trois ans plus tard, ils s'avancèrent jusqu'à Paris, où ils entrèrent en vainqueurs, après avoir ravagé la Flandre, la Picardie et la Champagne. Charles, campé à St-Denis avec des troupes nombreuses, aurait pu les combattre ; mais il préféra les éloigner au poids de l'or, politique funeste qui les ramena chaque année dans un pays

où l'on montrait tant de lâcheté et de crainte. Ils s'établirent même dans l'île de Noirmoutiers, d'où ils ravageaient à leur gré la Bretagne et l'Aquitaine, et sur les bords de l'Escaut, dans la Frise que Charles leur abandonna.

Les Neustriens, peuples et seigneurs, indignés de la lâcheté nonchalante que le roi mettait à les protéger, appelèrent de l'Allemagne Louis le Germanique, qui refusa une première
856. fois la couronne, mais qui céda enfin à leurs instances. Toute la Neustrie se soumit à lui, et Charles se regarda comme perdu. Louis fit alors la faute de licencier son armée, au lieu de la conduire contre les pirates. Soit inconstance, soit haine contre la domination austrasienne, soit regret d'avoir changé de maître sans en être mieux défendus, les Neustriens rappelèrent Charles, et Louis se retira sans avoir tiré l'épée. La leçon parut au moins profiter à la France. Charles divisa les Normands, en prit quelques bandes à sa solde, et les repoussa ainsi les uns par les autres. En même temps il fit relever à l'entrée des rivières les fortifications que son aïeul avait construites, et il disposa plusieurs corps de troupes pour empêcher les descentes. Parmi les généraux qui se distinguèrent alors, l'Histoire fait mention de Robert le Fort, comte d'Anjou, qui descendait, dit-on, de Childebrand, l'un des frères de Charles Martel. Charles lui donna le gouvernement de l'Ile-de-France avec le titre de duc. Robert ne songea qu'à se montrer digne d'une

telle récompense ; mais dans une dernière action, près de Bisserte, contre les Normands et contre Salomon, duc de Bretagne, leur allié, il fut environné par les ennemis et tué au milieu de la mêlée. Robert fut la tige des rois de la troisième race. Il laissa deux fils, Eudes et Robert, qui ont régné tous deux sur la France.

Lothaire, depuis le traité de Verdun, ne s'était plus occupé qu'à défendre l'Italie contre les Sarrasins. Il mourut en 855, dans un monastère où il s'était retiré depuis six mois, après avoir partagé ses états entre ses fils. Louis II, l'aîné, eut l'Italie avec le titre d'empereur; Lothaire, la Lorraine, et Charles, le troisième, la Bourgogne et la Provence. Charles de Provence mourut pendant l'expédition de Louis le Germanique en Neustrie : ce qui permit à ses deux frères de recueillir tranquillement son héritage. Mais il n'en fut pas de même, lorsque
Lothaire succomba dans un voyage en Italie. 863.
Charles fut le plus prompt et s'empara d'abord de toutes les provinces qui lui avaient appartenu. Louis le Germanique vint ensuite revendiquer sa part, et obtint la moitié de la Lorraine, parce que le roi de Neustrie avait à se défendre contre les Normands et contre Carloman, son fils. Celui-ci avait obtenu plusieurs fois le pardon de ses nombreuses révoltes. Vaincu bientôt après, l'assemblée des seigneurs le condamna à mort : on lui creva les yeux, et il acheva ses jours dans un monastère.

L'empereur Louis II avait essayé de faire valoir contre ses deux oncles ses justes droits à l'héritage d'un frère. Comme il n'avait pas d'enfants, Louis le Germanique lui abandonna sa part de la Lorraine, dans l'espoir qu'il lui laisserait en retour sa succession entière. Mais le pape s'était déclaré pour Charles le Chauve, et plusieurs ducs qui avaient embrassé son parti, le tenaient informé de ce qui se passait en Italie.
875. Aussi quand la mort vint enlever à cette province le meilleur prince qu'elle eût eu jusqu'alors, Charles prévint aisément son frère de vitesse, se fit sacrer empereur dans Rome par le pape Jean VIII, et prit l'année suivante à Milan la couronne des Lombards.

Louis le Germanique fit des efforts inutiles pour disputer au moins une partie de l'Italie : et ses troupes et ses fils en furent constamment repoussés. Furieux de tels échecs, il se jeta en personne sur la France, y commit impunément de grands ravages, et se retira, dès qu'il sut que Charles s'avançait contre lui. Il mourut
876. à son retour, laissant ses états à ses trois fils ; Louis eut la Saxe, Carloman, la Bavière, et Charles, depuis surnommé Charles le Gros, la Souabe. Charles le Chauve crut l'occasion favorable pour s'agrandir encore. Il envahit donc la Saxe, mais il fut battu, tandis que Carloman portait la guerre au delà des Alpes et que les Normands ravageaient de nouveau ses provinces. Vainqueur de ces peuples, il courut défendre la Lombardie. Presque surpris à Verceil, il re-

cule devant son neveu, qui se retire aussi, sans que l'on en connaisse la cause. Une révolte le rappelait encore en France, lorsqu'il fut empoisonné au passage du Mont-Cenis par un médecin juif, nommé Sédécias. Agé de 54 ans, il en avait régné 38, et il avait porté deux ans la couronne impériale.

Charles le Chauve, averti par le funeste exemple de Louis le Débonnaire, s'était refusé pendant tout son règne à partager l'autorité avec ses fils. De là naquirent les révoltes de Carloman, et Louis le Bègue, son frère, avait aussi réclamé les armes à la main un apanage royal : mais Robert le Fort le vainquit et le réconcilia ensuite avec son père. Cette politique de Charles eût été sage, s'il n'eût en même temps, par l'imprévoyance la plus grande, augmenté au-delà de toute mesure la puissance des seigneurs. Par l'édit de Chiersy-sur-Oise (877), il accorda aux ducs et aux comtes, c'est-à-dire aux gouverneurs de provinces, une hérédité que rien n'assurait à la couronne. Il crut s'attacher ainsi l'aristocratie, à lui et à sa postérité, comme s'il y avait en politique et souvent dans la vie commune, quelque chose de plus mobile et de plus inconstant que la reconnaissance.

Louis le Bègue, après la mort de son père, ne tarda pas à s'apercevoir d'une faute dont il éprouva le premier les résultats funestes. Les seigneurs et, à leur tête, Boson, beau-frère de Charles le Chauve, duc de Provence et marquis de Lombardie, lui contestèrent le droit de

LOUIS II, dit LE BÈGUE. 877.

succéder au trône, s'il n'était préalablement élu. Louis convoqua donc une diète, où l'appui du clergé le fit couronner : mais il dut confirmer aux seigneurs et aux prélats tous leurs privilèges. Il voulut ensuite se faire des créatures en distribuant les abbayes, les dignités de sa cour et le gouvernement de quelques provinces: on en murmura, parce qu'*il n'avait pas*, disait-on, *le droit de conférer seul de semblables grâces.* Mais outre la sanction donnée ainsi par Charles le Chauve et par lui au système féodal, sur lequel nous reviendrons dans la suite, il morcelait sa puissance par ces imprévoyantes libéralités, et réduisait la royauté à un vain titre. Ainsi les comtés de Vermandois, de Toulouse et de Flandre, les duchés de Provence, de France et de Lorraine ne devaient plus à la couronne que les hommages d'une vassalité précaire. En même temps la Gascogne appelait de Castille pour la gouverner Sanche Mitarra, qui descendait en droite ligne des anciens ducs d'Aquitaine, et l'Italie était conquise par Carloman de Bavière, qui avait pris, à la mort de Charles le Chauve, le titre d'empereur. Jean VIII abandonna Rome, parce qu'il avait favorisé toujours le parti de la France, et il vint présider au concile de Troyes. Louis, qu'il sacra pour la seconde fois, aurait pu tirer de son appui quelque force contre les seigneurs, lors-
879. qu'il fut emporté par une maladie, à l'âge de 33 ans et après deux années de règne. Il laissait d'une première femme deux fils, Louis III

et Carloman, dont l'aîné avait à peine 17 ans; et la reine Adélaïde était enceinte d'un autre fils, qui fut nommé Charles et surnommé le Simple.

Louis III et Carloman. 879.

Les mêmes intrigues qui avaient failli enlever le trône à Louis le Bègue, se renouvelèrent à sa mort avec plus d'intensité. Un parti appela Louis de Saxe, qui renonça à ses prétentions, moyennant la partie de la Lorraine dont s'était emparé Charles le Chauve. Louis III et Carloman furent alors reconnus, et se partagèrent la France, l'un étant roi de Neustrie et l'autre d'Aquitaine : mais ils la gouvernèrent ensemble comme si elle eût été indivise; concorde rare parmi les princes, mais que les circonstances rendaient plus que jamais nécessaire.

En effet, Boson venait de fonder un nouveau royaume aux dépens de la France, en réunissant sous ses lois la Provence, la Savoie, le Dauphiné, la Franche-Comté, une partie de la Bourgogne et du Languedoc. Beau-frère de Charles le Chauve, gendre de Louis II d'Italie et beau-père de Carloman, il avait espéré longtemps la couronne d'Italie, que ses intrigues et celles de Jean VIII ne purent enlever aux princes germains. Il profita du changement de règne pour se faire déclarer par l'assemblée de Mantailles, roi de Provence ou d'Arles, parce qu'il fit ensuite de cette ville la capitale de ses états. Louis III et Carloman appelèrent contre lui les rois de Germanie : mais ils n'en tirèrent aucun secours, malgré la ligue conclue à Gondreville,

parce que Carloman de Bavière étant mort, ses deux frères eurent à recueillir son héritage, Louis de Saxe, la Bavière, et Charles le Gros l'Italie avec le titre d'empereur. Cependant une armée conduite par les deux rois vainquit les troupes de Boson, prit Mâcon et assiégea Vienne. Une nouvelle invasion des Normands arrêta ces rapides progrès. Louis quitta le siége, marcha contre eux et les battit à Saucourt. Mais on n'ob-
882. tint aucun résultat de cette victoire, parce que Louis fut emporté bientôt après par son cheval, qui lui brisa les reins contre une porte.

Carloman vint recevoir les hommages de la Neustrie, et confia à ses généraux le siége de Vienne, qui ne tarda pas à se rendre. Ce succès et quelques avantages remportés sur les Normands faisaient espérer tout d'un tel prince,
884. lorsqu'il mourut blessé à la chasse par un sanglier. Des historiens contemporains ont rapporté sa mort d'une autre manière. Suivant eux, ce serait l'un des officiers de Carloman qui l'aurait frappé à la cuisse d'un javelot qu'il dirigeait contre l'animal, et ce prince aurait répandu lui-même le bruit qu'il avait été blessé par le sanglier, afin d'épargner à l'officier des poursuites. Ce trait ferait honneur à sa bonté, comme sa conduite dans l'affaire de Lorraine en fait à sa justice. Louis de Saxe étant mort sans enfants, Charles le Gros réunit toutes les provinces de Louis le Germanique (881). La Lorraine attaquée par les Normands et ne recevant, malgré d'instantes prières, aucun se-

cours de l'empereur, offrit de rentrer sous la domination de la France, à qui elle avait jadis appartenu. Carloman envoya des troupes qui chassèrent de la province les Normands; mais il engagea lui-même les Lorrains à demeurer fidèles à leur prince.

Louis III et Carloman n'ayant point laissé d'enfants, il ne restait plus de toute la postérité directe de Charlemagne que le fils posthume de Louis le Bègue, alors âgé de six ans, et l'empereur Charles, maître de l'Allemagne et de l'Italie. Les seigneurs français jugèrent qu'il leur fallait un prince dont l'âge et la puissance pussent arrêter les invasions continuelles des Normands. Charles, dit le Gros à cause de sa taille, fut donc appelé à la couronne de France; mais aucun historien ne lui accorde un rang parmi les rois du même nom, et quelques-uns prétendent qu'il fut seulement chargé de la tutelle pendant la minorité de Charles le Simple.

CHARLES LE GROS. 884.

Toutes les provinces de l'empire fondé par Charlemagne se trouvaient pour la seconde fois réunies : mais Charles, dont le génie était loin d'égaler l'ambition, devait avoir un règne plus malheureux encore que Louis le Débonnaire. Les Normands furent le fléau qui causa tous les malheurs de la France et les siens, en mettant son incapacité et sa lâcheté dans tout leur jour. Avant la mort de Carloman, il avait essayé de défendre contre eux la Germanie; à demi vainqueur, il préféra acheter la paix par de grandes sommes et par la cession de plusieurs

provinces, de la Frise entre autres et de la Hollande. Il se repentit plus tard de cette imprudence; mais pour la réparer, il eut recours à une trahison et fit massacrer un des rois normands. Aussitôt toute la nation prend les armes. Tandis que l'empereur est occupé en Germanie et au delà des Alpes, les provinces de France sont indignement ravagées; enfin les Normands, remontant la Seine, mettent le siége devant Paris, que défendaient le comte Eudes, son gouverneur, et Goslin, son évêque. Pendant deux ans, on employa tous les moyens connus pour l'attaque et la défense des places. Les Normands toujours battus revenaient à la charge avec une étonnante opiniâtreté. Ils essayèrent souvent de changer le siége en blocus; mais les généraux de l'empereur firent entrer deux fois dans la ville des convois considérables. Charles parut
887. enfin à la tête d'une armée nombreuse. Au lieu d'attaquer les ennemis, il entra en accommodement avec eux, leur abandonna la Bourgogne, qu'ils allèrent piller dans tous les sens, et convint en outre de payer à une certaine époque sept cents livres pesant d'argent.

Ce traité, lorsqu'il fut connu, excita dans tout l'empire une indignation générale contre son auteur. De retour en Germanie, Charles fut solennellement déposé : mais l'élection immédiate d'Arnoul, bâtard de Carloman, empêcha les troubles et l'anarchie. Il n'en fut pas de même en France. Guy de Spolète, qui descendait de Charlemagne par les femmes; Louis,

fils de Boson et roi de Provence; Eudes, qui avait défendu Paris avec tant d'énergie; Rodolphe, duc de Bourgogne, et quelques autres se disputèrent un sceptre que les jeunes mains de Charles le Simple n'auraient pu encore supporter. Eudes l'emporta sur ses rivaux : mais Louis s'affermit dans la Provence; Rodolphe se déclara indépendant et forma, des pays au delà du Jura, le royaume de Bourgogne transjurane; enfin Arnoul prit en main les intérêts de Charles, et plusieurs prétendants en appelèrent aux armes de l'élection faite par les seigneurs. Au milieu de ces révolutions, et dix mois après sa déposition ignominieuse, Charles le Gros mourut, tellement abandonné et méprisé dans son infortune, qu'il ne lui était resté personne pour le servir, et qu'il avait été réduit à vivre des aumônes de l'archevêque de Mayence.

---

## CHAPITRE VIII.

Morcellement de l'Empire Carlovingien. — Progrès de la féodalité. — Chute des Carlovingiens (888-987). — [9e et 10e siècles.]

Eudes, environné d'ennemis, déploya contre eux autant d'activité que de prudence. Guy de Spolète, qui avait franchi les Alpes, retourna avec perte en Italie; l'empereur Arnoul, occupé en Allemagne, fut désarmé par quelques marques de déférence; les vassaux qui voulaient EUDES. 888.

remuer, furent réprimés avec énergie, et les Normands, repoussés de tous côtés, perdirent enfin dix-neuf mille hommes et furent mis dans une déroute complète à la sanglante journée de Montfaucon, en Argonne. De tels succès rallièrent tous les seigneurs au nouveau roi : mais ils n'en persistèrent pas moins dans leur système d'usurpations continuelles.

Les Normands avaient infesté également la Bretagne, et de plus ce malheureux pays n'avait cessé, depuis Louis le Débonnaire, d'être en proie à la guerre civile. A Noménoé succéda Hérispoé, son fils, qui fut massacré au pied des autels par Salomon, son cousin. Salomon se fit pardonner son crime par un gouvernement sage et par les nombreuses victoires qu'il remporta sur les Normands. Mais une conspiration se forma contre lui. On s'empara de sa personne, on lui creva les yeux, on le jeta dans une prison où il mourut (874), et son fils disparut aussi entre les mains des conjurés. Deux femmes se disputèrent la Bretagne, l'une fille de Salomon, l'autre d'Hérispoé, et les deux partis reconnurent pour chefs deux seigneurs du pays, Alain et Judicaël, qui avaient embrassé leur défense. Ce ne fut pendant vingt ans que ravages et qu'incendies. Les Normands joignaient leurs déprédations aux horreurs de la guerre civile, et contribuaient à la perpétuer en se rangeant tour à tour sous un drapeau ou sous un autre. Enfin les deux chefs, mieux conseillés, convinrent de se réunir pour chasser

es étrangers. Mais Judicaël impatient de com-
battre, attaqua les Normands sans attendre
son rival, et périt victime de son imprudence. 890.
Alain, généralement reconnu en Bretagne,
poursuivit l'armée victorieuse, et l'obligea de
se rembarquer en désordre et d'abandonner la
province.

Vers la même époque, Rainulfe II, duc d'Aquitaine, mourut sans enfants. Eudes se dirigea aussitôt de ce côté, vainquit les frères de Rainulfe et recueillit heureusement son riche héritage. Mais tandis qu'il était ainsi occupé au midi de la France, quelques seigneurs, mécontents de sa fermeté à défendre les droits du trône, appelèrent à eux le fils de Louis le Bègue, lui concilièrent le roi de Germanie, et le
proclamèrent roi de France. Eudes triompha 893.
plusieurs fois de son rival par les armes, et détacha souvent de lui ses protecteurs et ses alliés par des négociations adroitement conduites. Mais, pour ôter à l'ambition tout prétexte d'éterniser une guerre désastreuse, il consentit à partager avec Charles les provinces de France, et il lui abandonna toute la partie septentrionale jusqu'à la Seine. Les deux rois gouvernèrent ensemble sans rivalité. Eudes étant mort un an et quelques mois après ce partage, Charles lui succéda dans la partie méridionale et fut universellement reconnu.

CHARLES III, dit LE SIMPLE. 898.

Plusieurs historiens se sont demandé ce qui a pu mériter au fils de Louis le Bègue le surnom de Charles le Simple; et en effet, quand

on examine sa conduite, on trouve qu'elle ne fut dénuée ni de sagesse, ni de courage, ni de politique. Si les moyens lui ont manqué souvent pendant le règne de Eudes pour revendiquer sa couronne, au moins ne voyons-nous pas qu'il se soit jamais manqué à lui-même, dès que les circonstances lui furent favorables. Le commencement de son règne paraît avoir été heureux ; car l'Histoire ne nous en apprend rien, et, si elle se tait souvent sur le bien qu'un prince a pu faire, il est rare qu'elle se taise sur les fautes et sur les désastres.

Cependant les Normands reparurent. Ils étaient commandés par Rollon, fils d'un roi de Danemark, qu'une révolution avait contraint à chercher fortune loin de sa patrie. L'Angleterre et la France furent tour à tour le théâtre de ses exploits et de ses ravages. Les Français obtinrent de temps en temps quelques succès ; mais les campagnes étaient dévastées, les églises pillées, les villes emportées d'assaut. Dans cette extrémité, Charles fit un trait de bonne politique en incorporant à la France ces pirates, qui devenaient ainsi pour elle des défenseurs. Il proposa à Rollon de lui céder la partie de la Neustrie qui fut appelée depuis Normandie, et la suzeraineté de la Bretagne avec la main de la princesse Gisèle, sa fille, à la condition qu'il se fixerait en France avec ses compagnons et qu'il embrasserait le christianisme. Le traité
912. fut conclu à Saint-Clair-sur-Epte. Rollon se fit instruire, reçut le baptême avec ses principaux

officiers, et ne songea plus qu'à civiliser ses peuples. Il distribua la Normandie aux chefs qui l'avaient suivi, consacrant ainsi la féodalité dans cette province. Il y fit fleurir l'agriculture, le commerce et surtout la justice. On rapporte qu'une paire de bracelets resta suspendue une année entière au milieu d'une forêt, et qu'il suffisait d'invoquer le nom de Rollon pour se préserver de toute extorsion et de toute rapine.

Rodolphe Ier mourut l'année même du traité de Saint-Clair-sur-Epte, en laissant le royaume de Bourgogne transjurane à son fils Rodolphe II. Vers le même temps mourut encore l'empereur Louis IV, fils d'Arnoul, et, comme il n'avait pas d'enfants, en lui se termina la domination carlovingienne en Allemagne. Les princes allemands se détachèrent encore plus de la France en élisant pour les gouverner l'un d'entre eux, Conrad, duc de Franconie. Mais la Lorraine, presque toujours unie à la France, préféra se donner à Charles le Simple. Il en résulta une guerre que celui-ci fit avec bonheur.
Il s'empara même de la Saxe, qu'il rendit en- 915.
suite à Henri Ier, successeur de Conrad, et le traité de Bonn régla les prétentions des deux monarques.

Une révolution se préparait en France. Depuis longtemps Haganon, d'une naissance obscure, mais de talents supérieurs et d'une ambition sans bornes, employait à réprimer les grands, l'autorité qu'il exerçait impérieusement sous le titre de premier ministre. L'orage

919. éclata en 919 à l'assemblée de Soissons. Charles demandait quelques secours d'hommes et d'argent, parce que les Hongrois menaçaient la France d'une invasion prochaine. On lui répondit par des reproches sur ce qu'on appelait les fautes de son gouvernement, et on lui déclara d'une voix unanime que l'on renonçait à son obéissance. Quelques seigneurs intervinrent et ménagèrent une trêve d'un an pour que le roi pût montrer son repentir. Mais Charles ayant rappelé auprès de lui son ministre, on courut aux armes, on le déposa dans une assemblée solennelle, et l'on proclama Robert, frère du roi Eudes. Charles trouva quelque temps un asile dans la ville de Laon, la seule qui appartînt encore à la couronne. Abandonné de toutes parts, il fut contraint d'en sortir enfin, pour se rendre en Lorraine. Les seigneurs de cette province ayant levé une armée en sa fa-
923. veur, il s'avança rapidement contre Robert, l'attaqua près de Soissons et le tua de sa propre main dans la mêlée. La bataille n'en fut pas moins perdue pour les troupes royales. Hugues, fils de Robert, rétablit le combat et remporta la victoire. Il pouvait saisir la couronne de son père; mais il préféra la placer sur la tête de Raoul, son beau-frère, duc de Bourgogne. Ce fut, dit-on, pour contenter sa sœur qui lui avait répondu, par allusion à l'une des cérémonies de l'hommage, qu'*elle aimait mieux embrasser les genoux de son mari que ceux d'un frère*.

La guerre civile allait se ranimer plus

furieuse que jamais; car la Lorraine et l'Aquitaine armaient en faveur de Charles, et Guillaume Longue-Epée, duc de Normandie, qui avait succédé à Rollon, ainsi que d'autres chefs de bandes normandes s'étaient encore déclarés pour lui : mais l'infortuné prince vit sa ruine consommée par une trahison. Herbert, comte de Vermandois et de la famille royale par les femmes, avait embrassé tour à tour, selon ses intérêts, le parti du roi ou des seigneurs. Quand il vit Charles le Simple abattu, il voulut s'en faire un otage contre Raoul et Hugues le Grand. Il alla donc trouver le monarque, le séduisit par des offres de services et l'attira à Saint-Quentin, où il le fit prisonnier. Cette perfidie affermit le sceptre entre les mains de Raoul, qui fut reconnu de presque toute la France.

Le règne de Raoul ne fut qu'une série de guerres continuelles contre les seigneurs, tant l'autorité d'un usurpateur est toujours précaire! Ses premiers ennemis furent les Normands, qui prétendirent rester fidèles au roi prisonnier, mais qui ne songeaient en réalité qu'à profiter des conjonctures pour dévaster la France. Il en résulta une guerre longue et sanglante entre Raoul et Guillaume de Normandie; en même temps d'autres bandes, tantôt victorieuses et tantôt vaincues, tombèrent sur différentes provinces et formèrent enfin un établissement en Bretagne. Une diversion heureuse pour les Normands venait de la révolte de l'Aquitaine, qui refusa constamment, même après la mort de Charles, de se soumettre au sceptre de

RAOUL. 923.

Raoul; et le même sentiment d'aversion pour un usurpateur, fit que la Lorraine, un instant soumise, se donna ensuite à l'Allemagne.

Mais l'adversaire de Raoul le plus redouté, fut cet Herbert, qui s'était constitué le geôlier de Charles le Simple. La crainte qu'il ne rendît à son captif la liberté, lui faisait accorder toutes ses demandes. Le comté de Laon étant devenu vacant, Herbert le réclama pour son fils. Raoul se crut assez puissant pour refuser. Aussitôt le comte traita avec Guillaume de Normandie, l'empereur d'Allemagne et plusieurs vassaux, afin de rétablir Charles sur le trône. Raoul soutint pendant quelque temps la guerre, et finit par céder aux exigences d'Herbert, qui renferma
929. le malheureux monarque dans le château de Péronne. Il y mourut après six ans de captivité. Sa femme Ogive, et Louis, son fils, avaient cherché depuis longtemps un asile auprès d'Adelstan, frère d'Ogive et roi d'Angleterre.

Raoul crut pouvoir parler en maître, dès que la mort de Charles le Simple l'eut délivré d'inquiétude. Le comte de Vermandois ayant repris les armes, il le poursuivit de place en place et menaçait de le dépouiller, si les autres seigneurs ne l'avaient sauvé, dans leur intérêt, d'une ruine prochaine. Raoul tourna alors contre les Normands qu'il battit, et contre les Hongrois qui avaient envahi la Bourgogne. Leur retraite fut son dernier exploit : il fut emporté par une maladie après avoir régné treize ans avec gloire.

A la même époque, l'Italie était gouvernée

par des princes français. Après la déposition de Charles le Gros, Bérenger, duc de Frioul et petit-fils de Louis le Débonnaire par les femmes, avait été couronné empereur et roi d'Italie. Son gouvernement ferme et sage faisait le bonheur de cette contrée; mais les Italiens commençaient déjà à suivre la politique qu'ils ont fidèlement suivie jusqu'à nos jours, malgré toutes les leçons de l'expérience : politique insensée et désastreuse, qui consistait à faire ravager sans cesse leur pays par deux compétiteurs, quelquefois plus, dans l'espoir de trouver au milieu de la lutte sécurité et indépendance. C'est ainsi qu'ils appelèrent contre Bérenger le roi de Provence Louis, fils de Boson et surnommé l'Aveugle. Bérenger fut vaincu et n'en triompha pas moins du nouvel orage, parce que l'inconstance des peuples renvoya Louis au delà des Alpes, après lui avoir fait crever les yeux. Il gouverna seize ans avec gloire; puis il mourut assassiné par un homme à qui il avait sauvé la vie. Les Italiens appelèrent Rodolphe II, roi de Bourgogne. Comme ce prince ne savait pas les défendre, Hugues, qui avait succédé à Louis l'Aveugle dans le royaume de Provence, franchit les Alpes avec une armée, força Rodolphe de regagner ses états, et se défit, soit par les armes, soit par ruse, de plusieurs petits princes; en sorte que l'Italie presque entière se trouvait réunie sous ses lois. Les mécontents et les exilés eurent recours une seconde fois au roi de Bourgogne. Hugues para le coup en lui offrant d'abandonner ses états de

France, et Rodolphe, qui avait éprouvé la perfidie italienne, préféra réunir ainsi les deux Bourgognes, Hugues ne s'étant réservé que la Provence, sous la dénomination de royaume d'Arles.

Ce fut là qu'il chercha un asile, lorsque les Italiens se détachèrent de lui pour se donner à Bérenger II, sur qui Othon le Grand conquit l'Italie entière, vers l'année 963.

Louis IV, dit d'Outremer. 936.

Raoul, qui ne laissait pas d'enfants, avait légué son duché de Bourgogne à Hugues le Noir, son frère, et à Giselbert, son beau-frère. Mais Hugues le Grand déjà maître, comme duc de Neustrie et de France, des pays situés entre la Loire, la Seine et la Meuse, voulut y joindre encore une province aussi riche et aussi importante. Ce fut probablement par la crainte qu'il inspirait, que les seigneurs français, notamment Guillaume de Normandie, rappelèrent d'Angleterre Louis IV, surnommé d'Outremer, fils de l'infortuné Charles le Simple, et lui rendirent le sceptre, mais non la puissance de ses aïeux. Hugues dut plier aux circonstances. Il reconnut Louis, mais à condition qu'il aurait l'investiture de la Bourgogne; puis il se jeta sur ce pays, en réduisit une partie avec le concours même du roi, et abandonna le reste à Hugues le Noir et à Giselbert.

Une invasion des Hongrois maintint quelque temps encore la bonne intelligence entre le roi et Hugues le Grand. Leur défaite fut le premier signal des guerres civiles. Louis, qui ne manquait ni d'énergie ni de talents, voulait

s'opposer aux progrès de la féodalité et sortir 939.
de page. Aussitôt une ligue se forma contre lui, et les seigneurs appelèrent à leur tête Othon le Grand, roi de Germanie, dont les deux sœurs avaient épousé, l'une le duc de France, et l'autre Louis d'Outremer. Malgré l'appui de Hugues le Noir, Louis se vit enlever la Lorraine et l'Alsace, qu'il avait d'abord conquises, et fut vaincu près de Château-Porcien, sur l'Aisne. En Provence, le fils de Louis l'Aveugle, Charles Constantin, l'accueillit et le secourut, et Guillaume Tête-d'Etoupes, duc d'Aquitaine, se déclara pour lui. Néanmoins Othon, proclamé roi de France dans l'assemblée d'Attigny, l'aurait facilement emporté sur un prince généralement abandonné. Soit modération, soit plutôt qu'il préférât
s'agrandir en Italie, il se porta comme média- 942.
teur entre les seigneurs et leur prince, réconcilia les deux beaux-frères, et rétablit pour quelque temps l'harmonie.

Sur ces entrefaites, Guillaume Longue-Epée, duc de Normandie, succomba sous la trahison d'Arnoul, comte de Flandre, qui se vengea par un assassinat des secours que la Normandie avait accordés à l'un de ses ennemis. Guillaume ne laissant qu'un fils en bas âge et illégitime, le roi songea à faire rentrer la Normandie sous son obéissance. Il s'empara d'abord de la personne du jeune duc; mais un serviteur dévoué le lui enleva et le rendit à ses peuples. Louis fut un moment distrait par la mort du comte

de Vermandois, dont il espérait tirer quelque avantage. Trompé dans son attente, il reprit ses premières vues, et se ligua avec Hugues le Grand pour conquérir ensemble la Normandie. Les ministres du jeune duc Richard tirèrent de puissants secours du Danemark, brouillèrent ensuite les deux alliés, et firent tomber Louis dans une embuscade où il perdit la liberté. Hugues, cédant aux instantes prières de la reine, s'employa pour tirer le roi des mains des Normands; mais ce fut pour lui faire endurer une captivité injuste et rigoureuse, jusqu'à ce que l'infortuné monarque eût consenti à céder la ville de Laon, seule place de quelque importance qui fut demeurée à la couronne. Louis, devenu libre à ce prix, obtint d'Ohon quelques secours, à l'aide desquels il ravagea les duchés de France et de Normandie. En même temps il réclamait l'intervention du clergé et du pape. Le concile d'Ingelheim menaça Hugues d'excommunication, s'il continuait ses entreprises contre l'autorité royale. Il
950. en résulta un traité dans lequel le roi paraît avoir eu tout l'avantage, puisque Hugues lui rendit Laon et renouvela, avec l'hommage, ses anciens serments de fidélité. On se tourna ensuite contre les ennemis communs de la France, et les Hongrois, qui dévastaient la Bourgogne et l'Aquitaine, furent vaincus de toutes parts et repoussés.

Louis IV avait marché lui-même en Aquitaine, province qui lui avait toujours été fidèle, bien

qu'elle eût aussi des princes particuliers. Peu de temps après son retour, il fut jeté à terre par son cheval en poursuivant un loup, et il mourut de cette chute à l'âge de trente-trois ans, après dix-huit années de règne. Ce fut un prince qui ne manqua ni de politique ni de courage, et qui aurait pu relever de tutelle la royauté, s'il eût eu pour adversaire un homme moins puissant et moins actif que Hugues, ou s'il eût pu lui survivre, au lieu de succomber dans la force de l'âge à une mort malheureuse et prématurée.

La fortune semblait inviter Hugues, pour la troisième fois, à monter sur un trône qu'avait occupé son père. Mais, soit qu'il ne crût pas les circonstances favorables, soit qu'il ne pût être insensible, malgré son ambition, aux sollicitations de la reine Gerberge, sa belle-sœur, il fit proclamer et reconnaître Lothaire, l'aîné des deux fils que Louis avait laissés; et, comme le jeune prince n'avait que treize ans, il se déclara son protecteur. Il est vrai qu'en retour il demanda l'investiture du duché d'Aquitaine, que possédait alors Guillaume II. Lothaire dut même se joindre avec ses troupes à l'ambitieux Hugues, qui n'en échoua pas moins au siége de Poitiers, et qui abandonna l'Aquitaine après une victoire dont il ne put retirer aucun fruit. Le roi perdit alors, dans le duc Guillaume, un allié qui avait été utile plus d'une fois à Louis d'Outremer. Les provinces méridionales se séparèrent entièrement de la couronne pendant deux siècles, c'est-à-dire jusque sous Louis le Jeune. La seule trace de leur union à la

LOTHAIRE. 954.

France, c'est que l'on continua d'énoncer toujours dans les actes publics le nom du roi.

956. Hugues le Grand mourut l'année qui suivit son retour. Il laissa trois fils : Othon, qui eut la Bourgogne ; Hugues, surnommé depuis Hugues Capet, alors âgé de dix ans, et qui succéda à son père au duché de France ; et Henri, d'abord sans apanage, parce qu'il était au berceau, mais qui recueillit la Bourgogne en 965, par la mort de son frère Othon. Leur mère Helwige maintint l'harmonie entre eux et avec Lothaire. Celui-ci en profita pour réprimer les entreprises des vassaux neustriens. Il fut malheureux dans les tentatives qu'il fit pour reconquérir la Normandie, mais il rangea au devoir plusieurs seigneurs, et parmi eux le comte de Flandre, qui fut obligé d'abandonner au roi quelques places.

966. En 966, Lothaire épousa Emma, fille de Lothaire II, roi d'Italie, et d'Adélaïde, qui avait épousé en secondes noces Othon le Grand, empereur d'Allemagne. Cette union tendait à affermir en France le pouvoir du roi, et elle fut en effet suivie de dix années de tranquillité ; mais elle sema entre Lothaire et Charles, son frère, des inimitiés qui éclatèrent surtout dans la guerre de Lorraine.

La Lorraine, qui comprenait dans l'origine la Savoie, les Pays-Bas et les pays situés entre ces deux limites, n'était plus un royaume, mais un duché borné par le Jura, depuis la fondation du royaume de Bourgogne. Elle fut un sujet de guerres continuelles entre l'Allemagne

et la France sous les Carlovingiens, et se trouva réunie tour à tour à l'un et à l'autre des deux empires. Othon le Grand, qui la possédait après en avoir chassé plusieurs seigneurs, la donna à son frère Bruno, archevêque de Cologne, mais en reconnaissant les droits que la reine Gerberge, mère de Lothaire, avait sur certains pays, comme veuve en premières noces d'un duc de Lorraine. Bruno divisa le duché en haute et basse Lorraine ou Brabant, et le donna comme fiefs, même de son vivant, à ses créatures. Après sa mort et après celle d'Othon le Grand, en 973, Lothaire voulut profiter de la jeunesse d'Othon II, et accorda des secours aux princes qui avaient été précédemment dépouillés. Les chances de la guerre étaient défavorables aux Allemands. Othon, qui songeait à passer en Italie où son autorité était contestée, voulut donner à la Lorraine un défenseur, et, dans cette vue, il offrit le Brabant à Charles, frère de Lothaire, qui l'accepta sous la suzeraineté de l'empire. Les seigneurs français furent indignés de voir un de leurs princes vassal d'un monarque étranger, et Lothaire profita de leurs ressentiments. A la tête d'une armée nombreuse, il entre dans
Metz, soumet la haute Lorraine, marche contre 997.
l'empereur et le surprend presque à table dans Aix-la-Chapelle. Othon s'en vengea l'année suivante en dévastant la France jusqu'à Montmartre; mais il fut obligé de battre en retraite, et son arrière-garde fut complètement détruite

au passage de l'Aisne. Malgré un tel avantage, Lothaire abandonna la Lorraine par un traité contre l'avis des seigneurs français. Il reprit les armes à la mort d'Othon II, et, sous prétexte de défendre Othon III, fils de ce dernier, contre Henri de Bavière, qui lui disputait l'Allemagne, il se jeta de nouveau sur la Lorraine, où il s'empara de Verdun ; puis il tourna vers l'Aquitaine, et mourut à son retour, empoisonné, dit-on, par la reine Emma. Louis V, son fils, qu'il avait fait reconnaître de son vivant, lui succéda.

Louis V, dit le Fainéant. 986.

Louis V régna à peine quinze mois. On a peu de lumières sur les événements qui se passèrent à cette époque; mais rien ne prouve que le surnom donné au monarque ait été mérité. On le voit, au contraire, entrer victorieux dans Reims et dans Laon, malgré la résistance des évêques, accusés d'être les complices d'Emma. La réconciliation du roi avec sa mère allait ramener la paix, quand il mourut, à vingt-un ans. On accusa aussi Blanche, sa femme, de l'avoir empoisonné. Cette princesse vive et galante avait quitté la cour sous Lothaire, pour se retirer auprès de son père, l'un des seigneurs de l'Aquitaine, et ce fut probablement pour la ramener à son fils, que Lothaire porta ses pas de ce côté après la prise de Verdun. Bien que le crime n'ait point été prouvé, une semblable conduite le rend assez probable.

Il ne restait qu'un seul Carlovingien, Charles, oncle de Louis V et duc de Lorraine. Il dut se re-

pentir alors d'avoir accepté les offres de l'empereur ; car les seigneurs français, irrités de sa défection au temps de Lothaire, se réunirent au fils de Hugues le Grand, et le proclamèrent à Noyon roi des Français. Ainsi commença la troisième branche, dite la branche Capétienne.

---

## CHAPITRE IX.

Avénement des Capétiens. — Hugues Capet. — Tableau du système féodal. — Etat de l'Eglise depuis Charlemagne. — Commencement de la lutte de la royauté contre la féodalité (987-1060). — [10e et 11e siècles.]

Hugues Capet trouva la France divisée entre une multitude de seigneurs, dont chacun se prétendait maître. Cette anarchie aristocratique datait de loin : ce fut une des principales causes qui amenèrent la ruine de la race Carlovingienne. Nous avons vu comment Charles le Chauve, par l'édit de Chiersy, avait rendu héréditaires, sous le nom de fiefs, les charges de gouverneur, de comte et de duc. Ceux qui en étaient revêtus, maîtres du sol et des personnes, dispensateurs des impôts et de la justice, et chefs des troupes de leur province, jouissaient ainsi de tous les droits de la royauté, et ne rendaient à la couronne, quand l'occasion l'exigeait, qu'une obéissance précaire. Bientôt chaque province fut morcelée à son tour en fiefs et arrière-fiefs, par la nécessité où se trouva

HUGUES CAPET. 987.

chaque seigneur d'attacher des défenseurs à sa personne. Ainsi se forma naturellement la féodalité. Elle fut la ruine des Carlovingiens, parce que, sanctionnée par eux, elle contesta leur puissance et réclama le droit d'élire le souverain, comme en Allemagne; mais elle fut aussi, pendant des siècles, le fléau continuel de la France, parce que chaque vassal refusant au seigneur l'obéissance que le seigneur refusait au roi, il en résultait une foule de guerres qui faisaient couler bien du sang et qui ne produisaient aucun avantage.

Il existait cependant certaines lois d'après lesquelles les fiefs avaient été concédés dans l'origine. Ainsi le seigneur devait aide et protection à son vassal, et s'il refusait de le secourir, le vassal pouvait l'abandonner et se soumettre à un autre qui le protégerait mieux. Ainsi le vassal, de son côté, devait aider le seigneur dans toutes ses guerres, le défendre, lui et ses biens, payer sa rançon, s'il était fait prisonnier, enfin contribuer par certaines redevances et par des présents, à la magnificence de sa cour et à l'établissement de sa famille; autrement il était cité à un tribunal composé de ses pairs ou égaux, et s'il était trouvé coupable, on pouvait le déposséder de son fief. Mais dans un temps où il n'existait pas de justice publique, on ne se soumettait à remplir ses obligations qu'autant que l'on se sentait faible. Le vaincu succombait malgré la justice de sa cause. Le vainqueur se lavait par son triomphe

des accusations et des condamnations qui avaient été portées contre lui.

A l'avénement de Hugues Capet, la France était divisée, d'après le calcul des historiens, en soixante-et-un grands fiefs, parmi lesquels on distingue les comtés de Vermandois ou de Champagne, de Toulouse et de Flandre; les duchés de Bourgogne, d'Aquitaine, de Normandie et de France. Il faut y ajouter encore les possessions nombreuses que le clergé avait acquises dans les différentes provinces pendant le règne des Carlovingiens. Pepin n'avait rien omis pour le concilier à la dynastie nouvelle et lui faire oublier les spoliations de Charles Martel. Charlemagne appela de nombreux évêques à ses conseils, parce qu'en eux étaient, pour ainsi dire, concentrées toutes les lumières du siècle. Nous voyons le clergé riche, puissant, considéré, prendre une part active à toutes les révolutions des règnes suivants, mais en s'attachant d'ordinaire aux Carlovingiens, qu'il défendait contre l'aristocratie. Il leur dut en retour toute sa puissance; et cependant, il fut bientôt gagné par les prévenances de Hugues, qui confirma les immunités des clercs et les priviléges des églises.

Ce ne fut qu'un an après la mort de Louis V 988.
que Charles de Lorraine réclama ses droits à la couronne. Herbert III, comte de Vermandois, Arnoul, comte de Flandre, Guillaume Fier-à-Bras, duc d'Aquitaine, et plusieurs autres vassaux, surtout dans le Midi, favori-

saient son entreprise, soit par inimitié, soit par envie contre le nouveau roi. Aidé de leurs troupes et des Allemands, Charles prit Laon de vive force, et Reims par la trahison de l'archevêque Arnoul, fils naturel de Lothaire; puis il s'endormit dans une imprudente securité. Hugues Capet fit assez lentement ses préparatifs
990. de défense. Enfin, en 990, il marcha contre l'Aquitaine, échoua devant Poitiers, mais sortit vainqueur d'une grande bataille, et enleva ensuite à Charles, par des traités, l'utile diversion du Midi. Laon n'en résista pas moins à toutes ses attaques, et son camp fut même incendié dans une sortie. Une trahison compensa de tels
992. revers. L'évêque de Laon livra une des portes de la ville aux troupes de Hugues Capet. Charles, fait prisonnier, mourut un an après, enfermé dans une tour à Orléans, et ses deux fils vécurent ignorés en Allemagne.

Hugues Capet, délivré d'un aussi redoutable compétiteur, songea à réduire ses ennemis. La fortune le favorisa dans cette lutte; car, suivant les chroniques du temps, il remporta plusieurs victoires, et, d'un autre côté, toute la puissance des comtes de Vermandois s'anéantissait entre plusieurs héritiers. Il s'en faut néanmoins de beaucoup que Hugues ait réduit toutes les ambitions à l'obéissance. On connaît la réponse d'un seigneur. Comme Hugues lui demandait avec hauteur: *Qui vous a fait comte?—Et vous*, répliqua-t-il, *qui vous a fait roi?*

Parmi les guerres particulières que l'ambition

fit naître à cette époque, nous distinguerons celle de Foulques Néra, comte d'Anjou, et de Conan le Tort, l'un des trois comtes de la Bretagne. Malgré une victoire signalée dans les plaines de Conquéreux (992), le comte d'Anjou dut renoncer à ses desseins, et Geoffroi, successeur de Conan, prit le titre de duc, après avoir réuni sous ses lois la plus grande partie de la province. Dans le Midi, le duc d'Aquitaine voulait venger sur sa femme l'outrage qu'elle avait fait à sa maîtresse : mais la duchesse résistait avec courage et le forçait, en s'appuyant du clergé, à lui accorder enfin son pardon.

Lorsque Hugues Capet mourut en 996, Robert, son fils, qu'il avait fait reconnaître et sacrer dès son avénement à la couronne, lui succéda sans difficulté. C'était, d'après les chroniques de l'époque, le plus sensé et le plus pieux des rois, et cependant il est le premier, en France, qui ait été soumis aux anathèmes du saint-siége. Il avait épousé, du vivant même de son père, Berthe, fille de Conrad, roi des Deux-Bourgognes, et veuve de Eudes I^er^, comte de Chartres et de Blois. Comme il existait entre lui et cette princesse quelque parenté, le pape Grégoire V déclara le mariage incestueux, excommunia le monarque et mit le royaume en interdit. Il ne paraît pas qu'il en soit résulté aucun trouble; mais Robert, dans son intérieur, fut complètement abandonné, parce que les canons défendaient toute communication

ROBERT. 996.

avec les excommuniés et les hérétiques. Il ne lui resta, dit-on, que deux serviteurs; encore passaient-ils au feu tous les vases qu'il avait touchés. Une circonstance particulière donnait plus de poids aux foudres du pape. Un bruit s'était répandu que la fin du monde approchait. C'en fut assez pour mettre en jeu toutes les idées superstitieuses de l'époque. On donnait de tous côtés, pour racheter ses fautes, de l'argent et des biens aux églises, comme si l'on eût cru possible que le clergé survécût au désastre universel.

Robert lutta trois ans, puis il se soumit par conscience ou par politique, éloigna Berthe, mais en lui conservant le titre de reine, et épousa Constance, fille de Guillaume Taillefer, comte de Toulouse. Cette démarche contribua sans doute à la guerre qui s'éleva entre le roi et Eudes II, fils de Berthe, qui avait pris le titre de comte de Champagne. Malgré l'alliance de Richard II, duc de Normandie, le roi obtenait difficilement l'avantage. Lui-même proposa la paix, quand les Normands eurent appelé à leur secours des bandes de Danois, dont il craignait les ravages, et il consentit à un traité honorable pour les deux partis.

1002. Bientôt après mourut Henri, duc de Bourgogne et frère de Hugues Capet. Comme il ne laissait point d'enfants, le roi pensait à recueillir son héritage. Mais Othe Guillaume, beau-fils de Henri, se ligua avec plusieurs seigneurs, leva une armée et prétendit à la souveraineté de

la Bourgogne. Après quatorze années d'une guerre, dont l'Histoire n'a conservé aucun détail, Othe Guillaume obtint les comtés de 1016.
Dijon, de Mâcon et de Besançon, et le roi fut reconnu dans le reste de la province, qu'il donna comme apanage à son second fils.

Dans l'intervalle, Robert avait eu quelques démêlés avec Henri II, empereur d'Allemagne; mais les deux princes les terminèrent après deux années d'hostilités, et sanctionnèrent leur alliance dans une entrevue où ils se montrèrent l'un à l'autre autant de confiance que de franchise. Quand Henri II mourut, les Allemands ayant élu Conrad III, surnommé le Salique, les Italiens, de leur côté, offrirent à Robert la couronne d'Italie et le titre d'empereur. Ce prince eut la sagesse de refuser leurs offres, et les Italiens s'adressèrent à Guillaume de Toulouse, qui accepta. Robert se disposait à profiter de la lutte pour se jeter sur la Lorraine. 1026.
Quand il apprit que Guillaume renonçait à ses projets parce qu'il redoutait l'inconstance italienne, il renonça lui-même à toute conquête, et se contenta de protéger la France, autant que possible, contre les guerres presque journalières des seigneurs et notamment du comte de Champagne.

Le mariage de Robert devint pour lui une source continuelle de chagrins. Constance était belle, mais fière, capricieuse, et d'une ambition démesurée. Elle excita contre son mari Hugues, son fils aîné, que Robert avait associé au trône

dès l'année 1017 ; puis, comme il n'entrait que médiocrement dans ses projets, elle le persécuta au point de l'obliger à s'exiler de la cour. Quand ce prince mourut en 1025, Constance voulut faire tomber la couronne sur Robert, son troisième fils, au préjudice de Henri qu'elle n'aimait point; mais elle ne put y réussir. Alors elle les persécuta tous deux, l'un par haine, l'autre, parce qu'il la secondait mal contre un frère, et elle les força à la révolte. Comme ni les fils ni le père ne se portaient à cette guerre de bon cœur, elle se termina bientôt, malgré la reine, par une réconciliation sincère.

Robert mourut à Melun, âgé de soixante ans. Des historiens l'ont taxé de faiblesse. Il en eut en effet beaucoup pour la reine ; mais il intervint comme médiateur entre les querelles des vassaux, et les obligea plus d'une fois à la paix : ce qui lui conciliait l'amour des peuples. Aussi dit-on qu'à sa mort on entendait de tous côtés : *Nous avons perdu un père sous qui nous étions en sûreté, nous et nos biens, et nous ne craignions personne.*

HENRI I. Henri Ier, reconnu et sacré du vivant même
1031. de Robert, lui succéda sans autre opposition que celle de Constance. Toujours irritée contre son fils, elle s'unit avec Foulques d'Anjou et le comte de Champagne pour faire passer la couronne sur la tête de Robert. Henri, réduit à fuir de Paris, se retira auprès de Robert Ier, le Diable ou le Magnifique, qui avait succédé à

son frère Richard III, dans le duché de Normandie. Il en reçut de bonnes troupes, à l'aide desquelles il défit les rebelles dans les plaines de Villeneuve-Saint-Georges, et il les réduisit, l'un après l'autre, au devoir. La générosité avec laquelle Henri céda néanmoins à son frère le duché de Bourgogne, termina heureusement la guerre. Constance mourut un an après. *Elle n'avait plus rien à brouiller*, a dit un historien.

Henri fut délivré à la même époque d'un vassal remuant et ambitieux. Rodolphe III, le Fainéant, roi de Bourgogne, avait légué ses états à Conrad le Salique, son neveu par les femmes. Eudes de Champagne, fils de Berthe, prétendit à ce riche héritage du chef de sa mère. Il entra donc dans le royaume de Bourgogne et s'empara de plusieurs villes, tandis que Conrad se trouvait occupé en Allemagne. La lutte dura quelques années, mais toujours à l'avantage de l'empereur. On en vint
enfin à une bataille auprès de Bar. Le duc de 1037.
Lorraine, général de l'empereur, tailla l'armée ennemie en pièces, et Eudes lui-même y perdit la vie. Dès lors Conrad fut affermi dans le royaume de Bourgogne. Les comtes qui commandaient en Savoie, en Suisse, dans la Bresse, le Dauphiné et le Lyonnais, se reconnurent feudataires de l'empire; mais plusieurs d'entre eux secouèrent peu à peu cette suzeraineté et se rendirent indépendants à des époques différentes.

Le comte de Champagne avait laissé deux fils qui se partagèrent ses états. Héritiers du

caractère remuant de leur père, ils suscitèrent contre le roi un autre de ses frères nommé Eudes. Il en résulta une guerre dans laquelle Henri victorieux poursuivit Eudes, le fit prisonnier et l'envoya dans la tour d'Orléans. Il fut aidé dans cette guerre par Geoffroi Martel, fils et successeur de Foulques Néra au duché d'Anjou. Geoffroi, comme Henri, s'était jadis révolté contre son père qui l'avait obligé, après plusieurs défaites, à venir lui demander pardon en rampant et une selle sur le dos. Allié du roi, il marcha contre les fils du comte de Champagne, les battit et fit prisonnier l'un d'eux, nommé Thibaut; mais il lui rendit bientôt la liberté, et Thibaut, par la mort de son frère, réunit sous sa domination tous les pays que son père avait possédés.

Henri, libre de cette guerre, s'occupa des affaires de la Normandie. Après avoir vaincu et contraint à l'hommage Alain V, duc de Bretagne, Robert, que la voix publique accusait d'avoir fait empoisonner son frère pour régner à sa place, était parti, d'après une coutume pieuse de l'époque, pour un pèlerinage à la terre sainte. Il mourut en Asie mineure à son retour, ne laissant qu'un fils naturel, qu'il avait eu de la belle Arlette, fille d'un tanneur de Falaise. Il l'avait fait reconnaître pour son successeur par les seigneurs de Normandie: mais, quand il mourut, plusieurs rivaux n'en disputèrent pas moins au jeune Guillaume son riche héritage. Le roi se déclara d'abord contre

lui, embrassa ensuite sa défense, et, de concert avec Alain V, le délivra en personne d'un assez grand nombre de compétiteurs. Guillaume affermi régnait déjà depuis onze ans, lorsque le comte d'Arques, fils de Ri- 1045.
chard II, mais d'un second lit, entreprit de lui disputer, les armes à la main, la Normandie, et fut secondé du roi de France. Guillaume marcha soudain contre les Français, les vainquit dans une embuscade, puis tourna contre le comte d'Arques, l'assiégea, le fit prisonnier, et se contenta de l'exiler de la Normandie. Mais Henri ne pardonna jamais la défaite de ses troupes. Aussi le duc de Normandie ayant pris contre le comte d'Anjou la défense du comte du Maine, qui plus tard le fit, par reconnaissance, l'unique héritier de 1054.
ses états, Henri se déclarant le protecteur de Geoffroi, entra en Normandie à la tête de deux armées. Guillaume déploya autant de prudence que de valeur. Ayant atteint dans un lieu favorable, auprès de Mortemer, la seconde armée commandée par Eudes, auquel Henri avait rendu la liberté, il lui fit éprouver une défaite complète : ce qui obligea le roi d'abandonner la province. Guillaume remporta ensuite de nouvelles victoires sur le comte d'Anjou, sur Conan, duc de Bretagne, et sur plusieurs princes voisins : mais le roi ne songea plus à l'inquiéter davantage.

L'an 1059, Henri Ier voyant sa santé s'altérer 1059.
de jour en jour, convoqua à Reims une nombreuse assemblée, et fit déclarer roi, Philippe,

l'aîné des trois fils qu'il avait eus d'Anne, fille de Jaroslaf, duc de Russie. Il mourut en effet l'année suivante, après un règne de trente ans. Le peu de documents que les chroniques nous ont laissés sur lui, permettent à peine de le juger : mais on lui reconnaîtrait volontiers plus de valeur que de suite dans les projets. Son règne est encore célèbre par une famine qui désola la France vers l'an 1034, et par l'établissement de la *Trêve de Dieu*. Au milieu des guerres qui dévastaient toutes les provinces, les évêques ordonnèrent une suspension d'armes chaque semaine, depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin, et leur voix fut écoutée. Ils établirent en outre une espèce de droit des gens, qui ne fut pas toujours respecté, mais qui fut un grand pas vers la paix individuelle et vers la civilisation.

---

## CHAPITRE X.

Accroissement du pouvoir royal. — Origine et progrès des communes.— Commencement de la rivalité entre la France et l'Angleterre. — Première croisade. (1060-1180). — [11e et 12e siècles.]

PHILIPPE I. 1060. Philippe Ier n'étant âgé que de sept ans, son père lui avait donné pour tuteur Baudouin comte de Flandre, à l'exclusion de ses deux oncles et de la reine, sa mère. Quelques vassaux voulurent profiter d'une minorité pour s'étendre. Baudouin les réprima; mais quoique fidèle aux intérêts de son neveu, car il avait épousé une sœur de Henri Ier, il ne sut pas montrer autant de prévoyance, de politique et

même d'intégrité, qu'en auraient réclamé la France et son roi dans une circonstance bien autrement importante.

Edouard le Confesseur, roi d'Angleterre, était mort sans enfants. Harold, l'un des principaux seigneurs du pays, et Guillaume, duc de Normandie, se prévalurent, chacun en sa faveur, d'un testament réel ou supposé. Harold s'empara du trône, parce qu'il se trouvait en Angleterre. Guillaume passe aussitôt le détroit, rencontre son rival dans les plaines
d'Hastings, et lui enlève, dès la première ba- 1066.
taille, la couronne et la vie. La France eût dû s'opposer à cette conquête, qui rendait un vassal plus puissant que le souverain. Guillaume l'avait bien compris; aussi, pour détourner le coup, il avait envoyé un blanc-seing à Baudouin qui lui accorda, moyennant une rente de trois cents marcs d'argent, de l'argent, des vaisseaux et des hommes, probablement aux dépens de la France. Conan, duc de Bretagne, s'était montré meilleur politique. Petit-fils, par sa mère, de Robert le Diable, il avait réclamé la Normandie au moment où Guillaume se disposait à l'expédition d'Angleterre. Mais il mourut si à propos, que le duc de Normandie fut accusé de l'avoir fait empoisonner, et Hoël, son beau-frère, qui lui succéda, loin de marcher sur ses traces, envoya son fils Alain Fergent, servir sous Guillaume avec cinq mille Bretons.

Philippe Ier venait d'entrer dans sa quinzième 1067.
année, lorsque Baudouin mourut. Ce prince

avait laissé deux fils. Robert, l'aîné, dans son impatience du pouvoir, avait demandé et obtenu de son père une flotte et des troupes pour se créer un établissement soit en Italie, comme les Normands, soit en Espagne, aux dépens des Maures. Son expédition tourna mal; mais, à son retour en Flandre, il devint maître du comté de Frise, c'est-à-dire de la Hollande, de la Zélande et du pays d'Anvers, en épousant la veuve du dernier comte, Florent, qui n'avait pas laissé d'héritier. Baudouin avait cru dès lors qu'il pourrait laisser la Flandre à son second fils Baudouin VI. Une guerre s'alluma entre les deux frères. Baudouin VI fut tué dans un premier combat. Philippe prit en main la défense de la veuve et des deux fils; mais il fut vaincu
1071. par son imprudence; et l'aîné des deux jeunes princes ayant péri en combattant, le plus jeune se contenta du Hainaut, et abandonna à Robert dit le Frison, les autres provinces que Baudouin V avait possédées. Philippe mit le sceau à la paix en épousant Berthe, fille de Florent, et belle-fille de Robert, qui lui apporta en dot quelques terres dans l'Orléanais.

Plus le roi avançait en âge, et plus il sentait la faute que le comte de Flandre avait faite en favorisant la conquête de l'Angleterre; aussi intervint-il contre Guillaume dans toutes les guerres que ce prince eut à soutenir sur le continent. Les seigneurs bretons qui l'avaient suivi, s'étaient vu récompenser, comme les Normands, par le don des châteaux et des fiefs enlevés aux vaincus. Cependant quelques-uns

d'entre eux conspirèrent avec les Anglais; mais ils furent déjoués ou domptés par l'étonnante activité du roi, et ils cherchèrent un asile en Bretagne. Guillaume vint les assiéger dans la ville de Dol. Hoël marcha à leur secours, et 1073.
Philippe s'avança, de son côté, à la tête d'une armée nombreuse, en sorte que Guillaume se vit contraint d'abandonner le siége et de renoncer pour la première fois à une vengeance. La guerre continua entre la Normandie et la Bretagne. Mais Alain Fergent, successeur de Hoël (1074), déploya tant de vigueur et de courage, que Guillaume conclut enfin un traité, et lui accorda sa fille Constance en mariage.

Guillaume éprouva encore la mauvaise volonté de Philippe, lorsque Robert, son fils aîné, revendiqua, les armes à la main, la Normandie, qu'il avait promis de lui céder, s'il parvenait à conquérir l'Angleterre. Malgré les secours de la France et l'appui des seigneurs normands, le jeune prince, que les conseils des flatteurs avaient poussé à la révolte, plus encore que l'ambition et le désir de régner, n'en vit pas moins la fortune se déclarer sans cesse contre lui. Il se retira sur les terres de Philippe, et trouva un asile au château de Gerberoy. Guillaume vint assiéger la place. Dans une sortie 1079.
des assiégés, il fut renversé par son fils qui allait lui donner la mort, lorsqu'il le reconnut. Aussitôt il se jette à ses genoux, implore sa grâce et ne peut l'obtenir. Cependant le siége fut levé, et plus tard on obtint de Guillaume le pardon

du jeune prince : mais Robert, mal vu de son père, malgré les services qu'il lui rendit dans plusieurs expéditions contre l'Ecosse, fut contraint d'abandonner une seconde fois la cour et de se réfugier auprès de Philippe, qui ne put néanmoins l'engager à relever son étendard contre un père.

Enfin la guerre éclata directement entre les deux royaumes. Guillaume était très-gros de corps. Un jour Philippe demanda en plaisantant : *Mais quand donc ce gros homme accouchera-t-il ? — J'irai faire mes relevailles à Notre-Dame*, répliqua Guillaume, *avec dix mille lances en guise de cierges*, et il redemanda aussitôt le Vexin. Cette province, cédée à Robert le Diable par Henri I^er^, comme récompense des secours qu'il en avait reçus, et reprise ensuite par le même prince pendant la minorité de Guillaume, était devenue un repaire de pillards qui se jetaient à chaque instant
1087. sur la Normandie. Bientôt une armée anglaise parut devant Mantes. La ville fut prise et on la réduisit en cendres ; mais Guillaume mourut aussitôt d'une chute de cheval, ou, comme l'ont rapporté d'autres historiens, pour s'être échauffé outre mesure pendant le siége.

Guillaume II, dit le Roux, succéda en Angleterre à Guillaume le Conquérant, quoiqu'il ne fût que son second fils. Robert, l'aîné, eut la Normandie, et Henri, le plus jeune, n'hérita que d'une modeste somme d'argent. Robert, toujours secouru de Philippe, tenta en Angleterre une descente, qui ne réussit pas.

Guillaume, pour s'en venger, fondit sur la Normandie, neutralisa par des présents les secours de la France, poursuivit ensuite son frère, et ne lui accorda la paix, moyennant la cession de quelques pays, que pour aller étouffer plusieurs révoltes en Angleterre. La guerre recommença bientôt; mais Philippe n'y prit aucune part, embarrassé, comme il l'était, dans les anathèmes de l'Eglise. Guillaume en profita même pour envahir le Vexin et fortifier Gisors, lorsque Robert lui eut laissé la Normandie en partant pour la Terre-Sainte.

Pendant la minorité de Philippe Ier, l'Anjou s'était vu dévasté par une guerre civile entre les deux fils de Foulques Néra. Geoffroi, l'aîné, étant tué ou pris, Foulques le Réchin, son frère, se distingua dans plusieurs guerres contre ses voisins, et secourut en personne Robert de Normandie, soit contre le Maine révolté, soit contre Guillaume le Roux. Après avoir successivement épousé et répudié deux femmes, il prit en troisièmes noces Bertrade, fille de Simon de Montfort, princesse d'une rare beauté et d'une ambition non moins grande. Vers le même 1091.
temps, Philippe répudiait Berthe, dont il avait eu trois enfants, sous un prétexte frivole de parenté. Il avait déjà demandé la fille de Roger, comte de Sicile, lors qu'il vit Bertrade à Tours, en devint amoureux, et l'enleva. Rome reprochait depuis longtemps au roi une odieuse simonie. Quand on apprit son mariage avec Bertrade, Urbain II les flétrit de l'excommunication par ses légats, puis les excommunia lui-même

dans le concile de Clermont, en Auvergne, où l'on publia la première croisade. Tandis qu'à la voix de Pierre l'Ermite, des milliers de croisés se précipitaient vers Jérusalem, qu'ils emportèrent d'assaut sous la conduite de Godefroi de Bouillon, Philippe, comme insensible à ce grand mouvement de l'Europe sur l'Asie, se renferma dans son palais et brava pendant plusieurs années tous les foudres de Rome. En 1100, Pascal II, successeur d'Urbain, fit renouveler l'anathème dans le concile de Poitiers, malgré les efforts du duc d'Aquitaine, qui redoutait pour lui une condamnation semblable, et les outrages dont la populace abreuva les évêques, à son instigation. Bertrade comprit enfin ce qu'elle avait à redouter de l'indignation générale. Elle et Philippe, qui devenait scru-
1105. puleux avec l'âge, parurent en pénitents au concile de Paris, et se firent relever de toutes censures.

Quelques années auparavant, Philippe s'était associé Louis, son fils aîné. Le jeune prince rendit quelqu'éclat à la couronne de son père en réduisant, aux environs mêmes de Paris, plusieurs seigneurs qui affectaient l'indépendance. Bertrade, qui le haïssait, lui tendit plusieurs fois des piéges, et le fit enfin empoisonner. Louis, sauvé par un médecin étranger alors en France, reprit bientôt le cours de ses exploits. Le départ de plusieurs grands vassaux pour la Terre-Sainte lui laissait le champ libre, et il en profita pour l'agrandissement de l'autorité royale. Philippe I^er^ lui laissa le trône en

1108, après un règne de quarante-huit ans. Outre les conquêtes de Louis, la France s'était agrandie du comté de Bourges. Le comte Herpin l'avait vendu ou engagé au roi pour aller combattre les Infidèles. Fait prisonnier par les Sarrasins dans une bataille, il mourut en captivité, sans laisser d'enfants pour revendiquer son héritage.

Peu de temps après son avénement au trône, Louis le Gros se fit sacrer à Orléans, cérémonie passée en coutume et qui imprimait à l'autorité royale un caractère religieux. Cependant une ligue de plusieurs seigneurs se formait contre lui. A leur tête on voyait Philippe, comte de Nantes, fils de Bertrade, et un comte de Corbeil, qui tous deux prétendaient enlever à Louis la couronne. Mais ce prince actif déjoua tous leurs projets. Pendant huit ans, il ne cessa d'avoir les armes à la main pour réduire tous les petits vassaux qui environnaient ses domaines ou qui y étaient enclavés, et il eut constamment l'avantage d'être attaqué sans attaquer lui-même. Il s'empara ainsi de Mantes, de Montlhéry, de Corbeil, mais surtout du Puiset, château pris et repris, rasé et rebâti jusqu'à trois fois, et qui, tantôt possédé par des seigneurs particuliers, tantôt par le comte de Champagne, rompait toute communication entre Etampes et Orléans.

Louis VI, dit le Gros. 1108.

Les seigneurs, en prenant les armes, comptaient toujours sur le roi d'Angleterre. Tandis que Robert de Normandie, l'aîné des fils de

Guillaume le Conquérant, refusait en Palestine le nouveau trône de Jérusalem, Guillaume le Roux était mort en Angleterre, et Henri, profitant des circonstances, s'était fait reconnaître au préjudice de son aîné. Robert tenta une descente en Angleterre, mais en vain; Henri fondit à son tour sur la Normandie et s'en empara, après avoir fait prisonnier, à la bataille de Tinchebray (1106), son rival qu'il priva, dit-on, de la vue, et à qui du moins il fit essuyer, pendant dix-huit ans, la captivité la plus dure. Louis n'avait pas été assez bon politique pour ne pas favoriser cette conquête, et Henri, par reconnaissance, donna secours aux révoltés. Le roi de France réclama Gisors. Il en résulta une guerre dans laquelle le roi d'Angleterre eut pour allié Thibaut, comte de Champagne, son neveu; et le roi France, Robert II le Jérosolymitain, comte de Flandre, et Foulques V, comte d'Anjou, fils de Foulques le Réchin et de Bertrade, qui s'était emparé du
1115. Maine. Le traité de Gisors termina sans aucun résultat toutes les hostilités. Louis profita de la paix pour épouser Adélaïde de Savoie. Henri, plus politique dans ses alliances, avait déjà donné une de ses filles à l'empereur Henri; une autre épousa Conan, fils du duc de Bretagne, et Guillaume, son fils aîné, s'unit à la fille de Foulques d'Anjou : ce qui détacha ce dernier de la France dans les guerres qui suivirent.

En effet, Guillaume, surnommé Cliton, fils de Robert, s'étant échappé d'Angleterre, et re-

vendiquant la Normandie à l'aide de quelques seigneurs normands, Louis VI prit en main ses intérêts et arma pour le défendre. Les deux rois parurent à la tête de leurs troupes. Louis s'empara de plusieurs places sur les Anglais; mais au combat de Brenneville, il dut aban- 1119.
donner le champ de bataille, après avoir couru de grands dangers. Un soldat avait saisi la bride de son cheval et s'écriait : *Le roi est pris!* — *Comment*, reprit Louis en lui fendant la tête d'un coup de sabre, *ne sais-tu pas qu'on ne prend jamais le roi aux échecs?* Un instant séparé de l'armée en fuite, Louis la retrouva aux Andelys, et fit si bonne contenance, que Henri ne retira aucun avantage de sa victoire. Sur ces entrefaites, le pape Calixte II offrit sa médiation. Elle amena le second traité de Gisors, par lequel Henri cédait la Normandie à son fils aîné, nommé Guillaume, et Louis VI abandonnait son protégé.

Henri, à son retour en Angleterre, vit périr sous ses yeux toute sa famille, qui montait un vaisseau différent du sien. Cet événement ranima les espérances de Guillaume Cliton. Mais ni le dévouement de plusieurs seigneurs normands, ni les secours que lui donna Louis malgré la paix, ne le rendirent capable de résister aux troupes anglaises. Henri voulut se venger de la France, en suscitant contre elle l'empe- 1124.
reur Henri V, son gendre. Aussitôt Louis fit un appel à ses vassaux contre l'étranger, et une armée de trois cent mille hommes accourut défendre la frontière. L'empereur, assez occupé

en Allemagne et en Italie, ne crut pas devoir s'engager dans une guerre dont l'issue était difficile à prévoir. Louis VI eût bien voulu marcher en Normandie avec de si belles troupes; mais les vassaux s'en retournèrent chez eux, parce que telle était la disposition des esprits à cette époque, qu'ils regardaient tous le roi d'Angleterre comme un de leurs pairs, et on le ménageait pour en tirer au besoin des secours contre le roi. Louis se réduisit à soutenir Cliton, à qui il donna sa sœur en mariage, et le Vexin en dot. Bientôt une révolution en Brabant fit espérer au jeune prince un changement de fortune.

Baudouin VII, fils de Robert le Frison, étant mort sans enfants, le comté échut à Charles, fils de Canut IV, roi de Danemark, et d'Adèle, sœur de Baudouin. Ce prince gouverna avec autant de sagesse que de justice, et mérita le surnom de Bon. Dans une famine qui désola le pays, il mit un frein au plus odieux monopole : ce qui fut sa perte. Une conspiration s'é-
1127. tant formée contre lui, il fut assassiné en 1127 dans l'église de Bruges. A cette nouvelle, Louis VI entra en Flandre, vengea la mort de Charles par le supplice des conjurés, et profita de son ascendant pour faire élire Guillaume Cliton comte de Flandre, malgré de nombreux compétiteurs. Henri suscita de son côté Thierry d'Alsace, qui descendait de Robert au même degré que Charles le Bon. La guerre civile m e naçait la Flandre; mais Cliton étant mort par accident au siége d'Alost, Thierry prit posses-

sion de toute la province et en fit hommage au roi. Ce fut dans cette guerre que Henri, pour s'assurer les secours de l'Anjou, donna en mariage à Geoffroi, fils de Foulques, Mathilde, devenue sa fille unique et veuve de l'empereur Henri V, dont elle n'avait point eu d'enfants. Vers le même temps, Baudouin II, roi de Jérusalem, fit offrir à Foulques la couronne, s'il voulait épouser sa fille. Foulques y consentit, céda son duché à Geoffroi, dont le fils, Henri II, monta sur le trône d'Angleterre, et passa dans la Palestine, où il eut, de la fille de Baudouin, des enfants qui lui succédèrent.

Du règne de Louis le Gros date en France l'établissement des communes. On voit dès le commencement du onzième siècle quelques villes, telles qu'Amiens et Corbie, traiter comme si elles eussent été indépendantes de toute seigneurie ; mais cette indépendance était précaire et n'avait rien de légal : car un axiôme de droit à cette époque n'admettait point de terre sans seigneur. Louis le Gros favorisa les communes par politique, afin de s'en faire un appui contre ses vassaux, et il y réussit. Il commença par reconnaître, moyennant une somme d'argent, l'existence de celles qui dépendaient de ses domaines. Son exemple ayant été suivi par quelques barons, il s'établit gardien des priviléges accordés aux villes. Chaque année, des juges nommés par lui parcouraient chacune d'elles, et réformaient, selon l'équité, les arrêts des justices seigneuriales, en sorte que les peu-

ples couraient au-devant d'une autorité qui ne se faisait connaître que par ses bienfaits. Louis ne détruisait pas cependant les priviléges de la féodalité, mais il en réprimait les abus. Citant les vassaux à son tribunal, il les forçait au besoin à réparer leurs injustices et à respecter la paix publique. La puissance ne mettait pas le coupable à l'abri du châtiment mérité. Un sire de Couci ayant assassiné l'évêque de Laon, fut forcé dans Laon même, et mourut en prison de ses blessures. Un Hugues de Crécy, ayant étouffé le seigneur de Montlhéry pour s'emparer de ses domaines, fut poursuivi et dépouillé de tout fief, et n'échappa au supplice qu'en se faisant moine. Ces exemples de vigueur et de sévérité faisaient craindre et aimer en France la justice du roi. Nous verrons les successeurs de Louis le Gros s'appuyer, comme lui, sur le peuple, et abattre peu à peu toutes les seigneuries.

1131. En 1131, Louis, qui avait perdu Philippe, son fils aîné, s'associa son second fils Louis VII, surnommé le Jeune, qui fut sacré à Reims des mains du pape Innocent II. Quelques années après, mourut Guillaume IX, duc d'Aquitaine. Dans sa jeunesse, il avait voulu vendre son duché pour aller en Palestine; mais, retenu par les circonstances, il avait au moins conduit des secours aux princes d'Espagne et contribué plusieurs fois à leurs succès contre les Maures. Devenu vieux, il entreprit le pèlerinage de Saint-Jacques, en Galice. Comme il

craignait pour ses états, il les confia au roi avec sa fille Eléonore, que Louis VI fit épouser 1136. à son fils; politique heureuse, qui aurait hâté l'agrandissement du pouvoir royal, si Louis le Jeune eût su en profiter. Les noces étaient à peine terminées que son père lui laissa la couronne, après vingt-neuf années de règne. La France était alors en paix. Le comte de Champagne, Thibaut IV, s'était réconcilié avec Louis VI depuis la mort du roi d'Angleterre (1135), et l'on n'avait rien à craindre d'Etienne de Blois et de Mathilde, qui se disputaient avec acharnement la couronne de Henri I^er.

L'avénement d'un roi âgé de dix-huit ans parut aux vassaux une heureuse circonstance, pour revendiquer ce qu'ils appelaient leurs droits. Louis VII, qui avait hérité de l'activité de son père, châtia les mutins et les réduisit à l'obéissance. Il tourna ensuite vers le pays d'Aunis, qu'il soumit à sa suzeraineté comme époux d'Eléonore, puis il songea à faire valoir les droits de cette princesse sur le comté de Toulouse. Guillaume VIII, aïeul d'Eléonore, avait cédé cette ville et son territoire à son frère Raymond de Saint-Gilles, si célèbre dans l'histoire des croisades. Louis revendiqua Toulouse sur Alphonse, fils de Raymond. Sa puissance paraissait lui promettre un succès complet, mais la crainte d'exciter contre lui tous les vassaux l'obligea de renoncer à son entreprise et de se contenter de l'hommage.

Louis VII, dit le Jeune. 1137.

Thibaut IV, comte de Champagne, était celui qui s'était opposé avec le plus de fran-

chise aux vues de Louis. Pour s'en venger, le roi fit répudier au comte de Vermandois une sœur de Thibaut, et lui donna Pétronille, sœur d'Eléonore. Thibaut s'en plaignit au pape, et celui-ci excommunia le roi, le comte de Vermandois et Pétronille. Aussitôt une
1142. armée envahit la Champagne et force le comte à demander la paix. Mais l'année suivante, sur quelque nouveau mécontentement, le roi tombe encore sur la Champagne, bat les troupes de Thibaut, et saccage la ville de Vitry, en Perthois. Treize cents personnes s'étant réfugiées dans l'église, Louis VII y fit mettre le feu, et toutes périrent misérablement dans cet incendie.

L'indignation dela France et les anathèmes de Rome, appelèrent bientôt les remords dans un cœur naturellement juste et bon. C'était l'époque où saint Bernard, abbé de Clairvaux, la lumière et l'oracle de son siècle, prêchait la seconde croisade contre les Infidèles, qui menaçaient Jérusalem. Louis VII, en prenant
1146. la croix dans l'assemblée de Vézelai, entraîna après lui tous les seigneurs. Suger, abbé de Saint-Denis, homme d'une grande sagesse et d'une prudence consommée, qui avait eu la confiance de Louis le Gros, et qui conservait la direction des affaires sous son fils, fut nommé régent pendant la croisade, à laquelle il s'était opposé de tout son pouvoir, et Louis, au printemps de l'année suivante, se dirigea vers l'Asie mineure, à la tête d'une belle et nombreuse armée.

L'empereur Conrad, qui avait également pris la croix à la voix de saint Bernard, avait précédé le roi de France; mais, trahi par les Grecs, qui lui donnèrent des guides infidèles, il perdit presque toute son armée dans les défilés de l'Asie mineure. Louis ne profita pas assez de ce premier échec. Vainqueur d'une armée musulmane sur les bords du Méandre, il fut coupé avec l'arrière-garde par l'imprudence des généraux, et complètement défait au milieu des montagnes. La nuit le sauva des mains des ennemis, contre lesquels il se défendit seul pendant quelque temps, assailli sur la pointe d'un rocher. Il rejoignit enfin son avant-garde et sortit heureusement des défilés. Mais, n'ayant ni vivres ni vaisseaux, il fut contraint de gagner Antioche par mer, en abandonnant la plus grande partie de ses troupes, qui furent massacrées par les Turcs. Après avoir séjourné quelque temps dans cette ville, qui obéissait à Raymond, oncle d'Eléonore, il se rendit à Jérusalem, où régnait le fils du comte d'Anjou. Conrad s'y était rendu de Constantinople. Les trois monarques assiégèrent ensemble la ville de Damas, et durent renoncer à leur entreprise. Louis prit alors le parti de revenir dans ses 1149.
états, sans armée et sans gloire.

La France avait été heureuse et tranquille sous la régence de Suger. Louis VII, à son retour, se laissa séduire par Henri, fils du comte d'Anjou, s'unit à lui contre Etienne de Boulogne, à qui la maison d'Anjou, comme nous l'avons dit plus haut, disputait l'Angle-

terre. Bientôt la France eut à gémir sur une faute bien autrement impolitique. Eléonore, princesse vive et galante, avait suivi le roi en Palestine, où des récits contemporains l'accusent d'une coquetterie déplacée avec Raymond d'Antioche, et même avec Saladin. En France, elle lança plus d'une fois de sanglants sarcasmes sur la piété de son mari, qu'elle appelait *plutôt un moine qu'un roi.* Suger arrêta longtemps les justes ressentiments du monarque. Mais ce sage ministre étant mort, Louis
1152. fit prononcer le divorce, pour cause de parenté, dans le concile national de Beaugency. Quoiqu'il eût deux filles d'Eléonore, il lui rendit toutes les provinces qu'elle lui avait apportées en dot. Six semaines après, Henri Plantagenet l'épousa, et joignit ainsi à l'Anjou le Poitou et le vaste duché de Guyenne.

Etienne de Boulogne, ayant perdu son fils par accident, avait reconnu Henri II, fils de
1154. Mathilde, pour son successeur, et lorsqu'il mourut en 1154, Henri fut universellement proclamé en Angleterre et en Normandie. Louis VII ne vit pas sans regrets ni sans crainte l'agrandissement de son vassal. Aussi Geoffroi, frère de Henri II, ayant réclamé l'Anjou que le roi d'Angleterre prétendait retenir, malgré le testament de Mathilde, le roi de France se déclara pour lui, aussi bien que le comte de Champagne. Henri n'en dépouilla pas moins son frère de quelques villes qui lui restaient. Geoffroi se trouvait sans domaines, lorsque les Bretons, soulevés contre Conan, leur souverain, lui offrirent de se

soumettre à lui. Geoffroi accepta, et se maintint dans le comté de Nantes. A sa mort, qui arriva bientôt après, le roi d'Angleterre réclama sa succession, et fit même entrer la Bretagne dans sa famille, en faisant épouser à son troisième fils Geoffroi, Constance, fille unique de Conan. Il revendiqua sur le roi de France la possession du Vexin. Après quelques hostilités, Louis abandonna cette province, comme dot de sa fille Marguerite, qui devait épouser le fils aîné de Henri. En voyant à Paris l'intimité des deux rois, le peuple crut à une paix solide; mais elle devait être d'une bien courte durée.

Eléonore avait porté à Henri ses droits sur le comté de Toulouse. Dès que le monarque anglais se vit affermi, il assembla une belle armée et déclara la guerre à Raymond V, fils d'Alphonse, dont la France au contraire embrassa avec ardeur les intérêts. Aussi le roi
d'Angleterre assiégeant Toulouse, Louis force 1159.
les lignes, l'épée à la main, et se jette dans la place pour la défendre. Henri leva le siége, retourna dans la Normandie, et tomba sur le domaine du roi, où il commit de grands ravages. Sur ces entrefaites, le pape Alexandre III ménagea entre les deux rois une réconciliation qui ne fut pas plus durable, malgré l'accomplissement du mariage projeté; mais les troubles de l'Angleterre ne permirent pas à Henri de tirer de la guerre d'aussi grands avantages.

En même temps que Louis VII ouvrait un asile en France à Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry, qui s'était attiré la haine du roi

d'Angleterre par son opiniâtreté à défendre les immunités de l'Eglise, il resserrait son alliance avec la maison de Champagne. Veuf en secondes noces de Constance, fille d'Alphonse VIII, roi de Castille, qui ne lui laissa également que deux filles, il avait épousé en 1160, Alix ou Adélaïde, fille de Thibaut IV de Champagne. Bientôt après, il donna deux de ses filles à deux fils du même Thibaut, en sorte qu'il pouvait compter sur cette famille, jusque-là ennemie de la couronne. Cette alliance et les troubles de l'Angleterre maintinrent davantage l'équilibre dans les guerres qui suivirent. D'autre part, Henri II mécontentait en France ses vassaux. En Aquitaine, en Bretagne, les barons invoquaient l'autorité du roi, et le roi embrassait volontiers leur défense. Il y eut des trêves souvent rompues et bientôt rétablies, jusqu'à
1169. la paix de Montmirail en 1169. Le roi d'Angleterre consentit à se dépouiller des provinces de France en faveur de ses trois fils, qui en firent hommage au roi, et peu de temps après, il fit couronner son fils aîné Henri Court-Mantel, qui avait épousé la fille de Louis VII. Il ne restait plus, pour amener une paix générale, qu'à réconcilier l'archevêque de Cantorbéry avec son souverain. Louis s'entremit avec franchise et réussit, mais non sans peine. Thomas, retourné à son église, résista de nouveau. Quatre courtisans, excités par quelques paroles qui échappèrent au roi dans son courroux, l'assassinèrent au pied des autels. Ni la puissance de Henri, ni les lauriers qu'il avait récemment cueillis dans la

conquête de l'Irlande, ni le tribut qu'il imposa à l'île au profit de la cour de Rome, ne purent le soustraire aux anathèmes. On l'accusa d'avoir ordonné le crime, et il dut s'humilier d'abord à Avranche devant les légats du pape, puis faire 1172.
une pénitence publique au tombeau de l'archevêque de Cantorbéry.

Cette affaire n'était pas encore terminée, lorsque les trois fils de Henri se révoltèrent contre lui, demandant à gouverner eux-mêmes les provinces qu'il leur avait cédées par le traité de Montmirail. Le roi de France, qui avait excité Henri Court-Mantel, l'aîné d'entre eux et son gendre, les appuya et leur ménagea une diversion favorable en s'alliant avec Guillaume, roi d'Ecosse. Eléonore favorisait ses fils par jalousie contre leur père; mais elle fut arrêtée, lorsqu'elle se disposait à les joindre, et retenue en captivité. Henri, pour faire tête à l'orage, prit à sa solde dix mille des brigands appelés Brabançons, Routiers ou Cottereaux, qui ravageaient tous les pays, toujours disposés à vendre leur sang à qui les payait le plus cher. Sa pénitence lui avait ramené le clergé, et, par le clergé, le peuple anglais. Aussi une tentative des princes sur l'Angleterre n'eut aucune suite, et d'autre part, le roi d'Ecosse battu et pris, ne recouvra la liberté qu'en soumettant sa couronne au vasselage du vainqueur. Tout se trouvant pacifié de ce côté, Henri passa sur le continent pour secourir la capitale de la Normandie, assiégée par son fils et par Louis le Jeune. Son arrivée força les Français à la retraite. Bientôt on

eut recours aux négociations, et la paix fut si-
1174. gnée à Montlouis, le 29 septembre 1174. Henri pardonnait à ses fils; mais il ménageait encore le Berry à sa famille, en obtenant Alix, fille de Louis VII et de Constance de Castille, pour Richard, le troisième de ses fils. De faibles nuages troublèrent à peine la bonne harmonie pendant les six années que vécut encore Louis le Jeune. Ce prince passa même en Angleterre, pour faire un pèlerinage au tombeau de saint Thomas de Cantorbéry, et lui demander le rétablissement de Philippe, qu'il avait eu en 1165, d'Alix de Champagne. Frappé de paralysie, il fit couronner son fils, mais ne put assister à la cérémonie, non plus qu'à son mariage avec Isabelle de Hainaut, fille de Baudouin V, et issue des Carlovingiens par Charles de Lorraine.

Louis VII mourut l'année suivante, après un règne de quarante-trois ans. L'abbé Gaillard le représente comme un prince de peu de vices et de peu de vertus, qui avait le courage du cœur sans celui de l'esprit, d'une dévotion plus propre au cloître qu'au trône. On peut lui reprocher bien des fautes et peu d'équité, surtout dans sa conduite politique; mais un tel jugement est bien exagéré.

---

# CHAPITRE XI.

ouvernement de Philippe Auguste et de saint Louis. —Guerre des Albigeois. —Affaiblissement de la puissance anglaise en France. — Dernières croisades. (1180-1270). —[12e et 13e siècles.]

Philippe Auguste monta sur le trône à l'âg de quinze ans; mais une prudence prématurée le auva des fautes de la jeunesse, et son courage, oint à une sage politique, consolida les premiers ondements de cette grandeur à laquelle ses rédécesseurs avaient lentement travaillé; en orte que les rois qui vinrent après lui, purent chever l'édifice avec autant de bonheur que le gloire.

PHILIPPE II, dit AUGUSTE. 1180.

Dans les premières années du nouveau règne, plusieurs actes montrèrent pour le bien du peuple une sollicitude qui attacha pour toujours les sujets à leur prince. Des compagnies de Brabançons infestaient la France : Philippe les poursuivit et les extermina. Paris fut pavé, embelli et environné de murs. Les malheureux attaqués de la lèpre, maladie contagieuse apportée d'Orient en Europe par les croisés, furent enfermés et retenus dans les léproseries, et ne répandirent plus la contagion dans les campagnes. Enfin les Juifs, qui s'enrichissaient du malheur ou de l'inconduite, en prêtant à de grosses usures, furent dépouillés de leurs biens et exilés du royaume. Le peuple applaudit surtout à cette dernière mesure; car on accusait les Juifs d'immoler les enfants chrétiens : mais

nous reconnaîtrons dans cet acte de Philippe de l'injustice et du fanatisme.

Des querelles de famille et les prétentions des vassaux ne tardèrent pas à distraire Philippe II de ces soins intérieurs. Sa mère, Alix de Champagne, réclamait la tutelle qu'exerçait Philippe, comte de Flandre, parrain du roi et oncle d'Isabelle de Hainaut. Alix fut appuyée par ses quatre frères, les comtes de Champagne, de Blois, de Sancerre, et l'archevêque de Reims. La guerre civile ravagea la France. Henri II aurait pu en profiter : il préféra la gloire de réconcilier le fils avec la mère, et il y réussit. Alix recouvra son douaire, qui lui avait été enlevé, et les vassaux qui l'avaient soutenue, leurs villes, que Philippe avait emportées à force ouverte. Bientôt le comte de Flandre lui-même éprouva les armes du monarque. La comtesse Isabelle étant morte sans enfants, Philippe, comme suzerain, réclama le Vermandois, qu'elle avait apporté en dot, et, sur le refus du comte, il lui déclara aussitôt la guerre. Une armée flamande franchit la Somme et l'Oise, et s'avança jusqu'à neuf lieues de Paris, en ravageant tout sur son passage. Mais quand Philippe eut rassemblé ses troupes, les Flamands ne purent même empêcher le roi d'envahir leur pays. Le comte, s'avouant vaincu, rendit le Vermandois, à l'exception de Péronne et de Saint-Quentin, que le roi lui abandonna; mais il dut rendre hommage à genoux, selon la coutume, et pour ces deux villes et pour ses propres domaines. Son exemple

apprit aux vassaux à respecter un prince qui savait au besoin les forcer à l'obéissance.

Cependant les fils de Henri II ne cessaient de prendre à chaque instant les armes, soit pour s'attaquer mutuellement, soit contre leur père, et Philippe ne manquait jamais de s'immiscer à leurs querelles. Henri Court-Mantel étant mort sans postérité, le roi de France réclama le douaire de sa sœur Marguerite, et le Vexin, qui lui avait été donné en dot. Geoffroi, duc de Bretagne, troisième fils de Henri, ayant reçu à Paris, dans un tournoi, une blessure dont il mourut, Philippe demanda encore comme suzerain, la garde-noble de sa veuve Constance, alors enceinte, et plus tard la tutelle de son fils. Il en résulta quelques hostilités qui n'eurent aucune suite. Comme Richard, héritier présomptif du monarque anglais, était fiancé à Alix, sœur de Philippe, il fut convenu que le Vexin resterait aux Anglais comme dot de la princesse. Cependant le mariage ne s'accomplissait point, parce que, dit-on, Henri II, épris de la beauté d'Alix, songeait à l'épouser lui-même. Ce fut pour le roi de France une occasion de susciter de nouveaux troubles. Il fit insinuer à Richard de réclamer Alix, et d'exiger de son père qu'il lui fit prêter serment de fidélité par tous ses vassaux. Sur le refus du monarque, Richard, en sa présence, se précipita aux genoux de Philippe, lui confia ses droits, et lui rendit hommage. Henri, mal préparé à la guerre, fut forcé de fuir devant les Français, qui s'emparèrent du Mans et de la

ville de Tours. Il accédait aux demandes de son fils; mais un coup plus cruel devait encore l'atteindre. Pendant les négociations, il apprit que Jean, son quatrième fils, sur qui il avait reporté toute son affection, avait été en cette occasion d'intelligence avec son frère. Attéré par cette découverte, il se rendit à Chinon et y mourut de douleur huit jours après, en maudissant des enfants rebelles. Richard, surnommé
1189. Cœur-de-Lion, lui succéda.

La bonne intelligence qui avait régné toujours entre Richard et Philippe Auguste faisait espérer aux peuples une longue tranquillité; et en effet cette concorde ne se démentit pas dans l'origine, quoique Richard remît encore son mariage avec Alix, et n'en prétendît pas moins conserver le Vexin. Les deux princes songèrent à accomplir la croisade qui avait été prêchée en France et en Angleterre.

Le royaume de Jérusalem n'avait cessé de décliner chaque jour depuis le retour de Louis VII. Saladin, l'un des plus grands capitaines qu'aient jamais eus les musulmans, avait vaincu les Chrétiens à la sanglante bataille de Tibériade, et s'était emparé de la plus grande partie des villes qu'ils avaient conquises. Foulques, curé de Neuilly, publia en Europe une troisième croisade. Henri II et Philippe Auguste, dans un premier mouvement de zèle, prirent la croix en 1188, avec leurs principaux barons; mais retenus par une sage politique, ils se contentèrent de lever sur tous ceux bui ne s'étaient pas croisés dans les deux royau-

mes, la dixième partie des revenus et de la valeur des meubles, ce que l'on appela la *dîme saladine.* Richard, à son avénement au trône, résolut au contraire de se mettre à la tête de l'expédition, et Philippe ne voulut pas lui en céder la gloire. Ils s'embarquèrent donc tous 1190.
deux, celui-ci à Gênes, celui-là à Marseille; mais à peine furent-ils arrivés en Sicile, que la mésintelligence éclata entre eux, l'un voulant faire valoir ses droits de suzerain, et l'autre étant presque disposé à ne pas reconnaître d'égal. On put croire à une rupture, lorsque Richard, renonçant à Alix pour laquelle il avait combattu son père, épousa, sous les yeux de Philippe, Bérengère de Navarre. L'intérêt de la religion l'emporta, et les deux princes continuèrent leur route vers la Terre-Sainte.

Philippe Auguste arriva le premier à Ptolémaïs ou Saint-Jean-d'Acre, qu'assiégeait Guy de Lusignan, roi de Jérusalem. La place était presque réduite quand Richard débarqua sous ses murs, après avoir conquis en passant l'île de Chypre. Les dissensions des deux rois recommencèrent. Ils embrassèrent chacun le parti de l'un des deux compétiteurs au trône de Jérusalem, comme ils avaient embrassé en Sicile, Philippe, les intérêts de l'empereur Henri VI, légitime héritier des rois normands; Richard, la défense de Tancrède, qui disputait à l'empereur la possession de cette île. Néanmoins Saint-Jean-d'Acre, assiégée depuis trois ans, dut enfin se rendre. Bientôt après Philippe repartit pour la 1191.

France, où il arriva heureusement. Richard resta en Palestine, remporta plusieurs avantages plus brillants que solides, fit avec Saladin un traité qui ouvrait aux Chrétiens l'entrée de Jérusalem et qui leur garantissait leurs villes; puis il songea à revenir en Angleterre où des troubles exigeaient sa présence. Mais, comme il traversait l'Allemagne, il fut retenu prisonnier par l'empereur Henri VI, qui se vengeait ainsi de l'appui que le monarque anglais avait prêté à Tancrède.

Le prince Jean était demeuré en Angleterre. N'écoutant que l'ambition, il voulut profiter de l'absence de son frère pour le détrôner. Philippe lui promit des secours et sa sœur Alix en mariage; mais il ne se déclara pas ouvertement, parce qu'il y avait excommunication contre celui qui romprait la paix pendant la croisade;
1192. d'ailleurs il était occupé à recueillir l'Artois dans la succession de Philippe, comte de Flandre, mort sans enfants, et auquel succéda Baudouin, neuvième du nom, beau-frère de Philippe et père d'Isabelle, reine de France.

Mais quand on apprit la captivité de Richard, le roi en profita pour s'emparer du Vexin et envahir la Normandie. En même temps, plusieurs des contrées du Midi proclamaient le prince Jean et luttaient contre les gouverneurs qu'avaient laissés son frère. Philippe Auguste fit en Normandie de grandes conquêtes; mais la ville de Rouen résista à tous ses efforts. Bientôt Eléonore de Guyenne négocia avec

tant d'habileté, que, malgré toutes les intrigues de la France, Richard recouvra sa liberté moyennant une rançon de cent cinquante mille marcs d'argent. *Prenez garde à vous! le diable est déchaîné*, écrivit au prince Jean, Philippe Auguste quand il eut appris cette nouvelle, et celui-ci, dans sa frayeur, quitta aussitôt l'Angleterre pour se réfugier dans la Normandie. Philippe lui donna quelques places de sûreté avec des garnisons françaises. Aussi cruel que lâche, Jean, pour se réconcilier avec son frère, fit massacrer à Evreux tous les Français et reçut les Anglais dans la ville.

Cependant Richard, qui brûlait de se venger, était passé sur le continent avec de bonnes troupes. Il eut bientôt soumis les mutins, puis il marcha contre le roi de France. Malgré son alliance avec les comtes de Flandre, de Boulogne et de Champagne, et malgré l'appui de la Bretagne, la guerre n'amena aucun résultat. Les deux rois s'étaient épuisés pour la croisade, au point que Philippe fut obligé, pour avoir de l'argent, de rappeler les Juifs moyennant une somme énorme qu'ils lui donnèrent. Cette pénurie d'argent fit interrompre plusieurs fois les hostilités. Les affaires les plus vives dans cette
série de guerres furent la déroute de Fréteval, 1194.
où Richard tombant à l'improviste sur l'armée française, rompit l'arrière-garde et s'empara des archives de la couronne, que les rois traînaient alors avec eux; et l'affaire de Gisors, où
Philippe, mal escorté, attaqua cependant une 1197.
armée anglaise qui lui fermait le passage, et

vit son imprudence couronnée d'un heureux succès. A la voix d'Innocent III, les deux ri-
1199. vaux conclurent une trêve de cinq ans. Mais, la même année, Richard périt en assiégeant, dans le Poitou, le château de Chalus. Son caractère ne se démentit pas. La place ayant été prise, il fit pendre la garnison, et pardonna à celui qui l'avait blessé; mais les officiers furieux ne ratifièrent pas le pardon, et massacrèrent l'infortuné au milieu des plus cruels supplices.

Si Philippe consentit à traiter, il y fut en partie forcé par ses démêlés avec la cour de Rome. La reine Isabelle de Hainaut étant morte en lui laissant un fils, qui fut depuis Louis VIII, Philippe épousa (1193) Ingelburge, sœur du roi de Danemark, puis il la répudia pour s'unir à Agnès, fille d'un duc de Méranie. Le pape Célestin III, et Innocent III, qui lui succéda, sommèrent le roi, sous peine d'excommunication, de faire cesser un pareil scandale. Philippe tint bon pendant plusieurs années, malgré toutes les menaces et les foudres du pape. Le concile de
1201. Soissons allait prononcer contre lui, lorsqu'il reprit Ingelburge et abandonna Agnès, qui en mourut de douleur dans l'année. Le roi délivré ainsi de tout embarras ne songea plus qu'aux affaires d'Angleterre.

Richard, en mourant, avait déclaré Jean son successeur à l'exclusion d'Arthur, duc de Bretagne, son neveu. Le jeune prince, âgé de douze ans, se mit sous la protection de la France et revendiqua ses droits. Le Maine, la Touraine et l'Anjou le reconnurent; mais la Normandie,

le Poitou et l'Aquitaine se soumirent, ainsi que l'Angleterre, aux dernières volontés de Richard. La guerre allait recommencer entre les deux couronnes. Philippe Auguste, qui n'avait pas encore repris Ingelburge, céda à la voix du légat. Il reconnut Jean pour roi d'Angleterre, et fit un devoir à Arthur de lui rendre hommage; mais on lui cédait Evreux et plusieurs fiefs, comme dot de Blanche de Castille, fille d'Alphonse VIII et nièce de Jean, qui épousa le prince Louis, fils de Philippe. Cette paix ne fut pas de longue durée. Jean ayant poursuivi quelques seigneurs de Normandie et d'Aquitaine, ceux-ci en appelèrent à la suzeraineté du roi de France. Comme on ne leur rendait
pas justice, Philippe, envahissant la Norman- 1202.
die, s'empara de plusieurs forteresses. En même temps, le jeune Arthur se jetait sur l'Aquitaine et assiégeait Eléonore dans le château de Mirebeau. Cette expédition causa sa perte. Jean accourut, délivra sa mère, et fit son neveu prisonnier. Prières, flatteries, menaces, rien ne fut épargné pour faire renoncer le jeune
prince à ses droits. Enfin on trouva un jour 1203.
dans la Seine, au-dessous de Rouen, son cadavre percé de coups de poignard et une pierre au cou. Telle était la réputation du roi Jean, qu'il n'y eut aucune voix, soit en France, soit en Angleterre, qui ne l'accusât de ce crime. Philippe, comme suzerain, le cita à comparaître devant lui pour y être jugé par les grands vassaux, ou, comme on s'exprimait alors, par la cour des pairs. Jean ne parut

pas; en conséquence il fut déclaré atteint et convaincu du meurtre d'Arthur; et toutes les terres ou seigneuries qu'il tenait à hommage de la couronne de France, furent confisquées.

La sentence était à peine rendue, que Philippe Auguste entra en Normandie, à la tête d'une belle armée, tandis que les Bretons faisaient de leur côté une diversion utile à ses intérêts. La partie était encore loin d'être perdue pour un prince qui aurait eu au moins l'audace du crime; mais Jean, que les Anglais refusaient presque de servir, resta lâchement dans son palais et n'osa paraître en France. Philippe conquit donc toute la Normandie presque sans coup férir. Le Poitou, la Touraine et l'Anjou n'offrirent pas plus de résistance. Cependant plusieurs seigneurs,
1206. surtout dans le Poitou, demeuraient fidèles à l'Angleterre. Excité par eux, Jean sortit enfin de son apathie. Il débarqua à la Rochelle, confirma dans le devoir les provinces méridionales, reprit quelques places dans l'Anjou et le Poitou, mais battit en retraite à l'arrivée de Philippe, demanda un armistice, et s'enfuit honteusement dans son île. Philippe, en accordant une trêve de deux ans, resta maître de la Normandie, du Maine, et de tout ce que Jean possédait en deçà de la Loire. Quant à la Bretagne, après quelques révolutions, elle reconnut pour souveraine une fille de Constance, mère d'Arthur, et du vicomte de Thouars, son troisième mari. Cette princesse se nommait Alix. Elle épousa, en 1213, Pierre de Dreux, arrière-petit-fils de Louis le Gros, qui devint

duc de Bretagne, et qui transmit son pouvoir à sa postérité.

Une révolution se préparait en Angleterre. Jean, déjà odieux pour le meurtre d'Arthur, et méprisé pour la lâcheté avec laquelle il perdait ses plus belles provinces, se brouilla avec le clergé et avec le pape Innocent III. Il se croyait fort contre eux, parce qu'il venait de remporter quelques succès sur le roi d'Ecosse et en Flandre. Mais tout à coup il apprend que le pape l'a déposé, qu'il a donné l'Angleterre à Philippe Auguste, qu'une flotte française de 1700 voiles n'attend qu'un vent favorable pour franchir le détroit. Tremblant et éperdu, il ne songe qu'à conjurer l'orage. Dans cette vue, 1213.
il déclare, en présence de ses barons et du légat, qu'il remet au pape son royaume et qu'il ne le tiendra que de lui moyennant une rente de mille marcs. A ces conditions, le pape prend sa défense. Il ordonne à Philippe de suspendre ses préparatifs, et Philippe, bon gré mal gré, dut se soumettre.

La Flandre était alors gouvernée par Ferrand ou Ferdinand, fils de Sanche IV, roi de Portugal, à qui le roi de France avait fait épouser l'unique héritière de Baudouin IX, devenu empereur de Constantinople. Ferrand fut moins sensible à tant d'élévation qu'à la perte de deux ou trois villes que Philippe avait retenues du côté de l'Artois, et il s'était uni au roi d'Angleterre. Philippe tourna contre lui pour l'en punir, s'empara de ses villes, et couvrit de

ruines la Flandre; mais sa flotte, attaquée à la fois par les vaisseaux flamands et anglais, fut entièrement brûlée ou coulée à fond. L'année
1214. suivante, un nouvel ennemi se leva contre la France. Pendant les querelles de la maison de Souabe, en Allemagne, Philippe Auguste s'était toujours déclaré pour elle. Othon IV, compétiteur de Frédéric II, s'unit en revanche avec le roi Jean, et convint d'envahir la France par le nord, tandis que le monarque anglais attaquerait les provinces du midi. Jean se jeta en effet sur le Poitou, prit Angers et commit de grands ravages, jusqu'à ce que le prince Louis l'eût contraint, par son arrivée, à se renfermer dans ses places, sans oser paraître devant les Français. Mais, en même temps, une armée de cent mille hommes, Allemands, Anglais et Flamands, s'avançait jusqu'à Bouvines, commandée par Othon IV en personne, et par les comtes de Flandre, de Bourgogne et de Salisbury. Bien que Philippe eût rassemblé tous ses vassaux et les troupes des communes, les Français étaient moins nombreux de moitié. La bataille fut sanglante. Philippe jeté à terre n'échappa qu'avec peine. Othon dut combattre aussi pour sa vie et sa liberté. La victoire demeura enfin aux Français. Les historiens portent les morts à trente mille. Le comte Ferrand et le comte de Boulogne furent pris. Philippe les traita avec rigueur, les fit entrer dans Paris chargés de chaînes, et ne leur rendit plus tard la liberté que moyennant une

forte rançon. Quant à Othon, sa défaite anéantit tout à fait le parti qu'il avait en Allemagne, et Frédéric II gouverna désormais sans rival.

Lorsque le roi Jean apprit la défaite de Bouvines, il demanda une trêve de cinq ans, qui lui fut accordée. Bientôt ses propres barons se révoltèrent. Il leur octroya d'abord la grande charte, fondement des libertés anglaises; puis il marcha contre eux avec des troupes mercenaires, les vainquit et se vengea par des cruautés. Les barons offrirent alors la couronne au prince Louis, qui était neveu du roi Jean par son mariage avec Blanche de Castille. Louis accepta, passa le détroit, malgré les excommunications du pape, et fut proclamé à Londres roi
d'Angleterre. La mort de Jean arrêta ces pre- 1216.
miers succès. Les barons se rallièrent autour du berceau de Henri III, son fils, et Louis apprenait chaque jour une défection nouvelle. Toutes ses villes furent emportées l'une après l'autre, ses troupes furent battues, ses flottes anéanties, et lui-même, assiégé dans Lon-
dres, dut abandonner, par un traité, toute 1217.
prétention sur l'Angleterre. La crainte de l'excommunication avait empêché son père de le soutenir autrement qu'en secret; conduite prudente, à n'envisager que les intérêts de la France, mais à laquelle le prince put justement attribuer ses désastres.

Philippe Auguste régna encore six ans au milieu d'une paix profonde. Il mourut en 1223, dans la cinquante-huitième année de son âge. Ce prince acquit à la royauté la grandeur et la

force matérielle qui lui manquaient. Aux provinces qu'il avait reçues de Louis VII, il ajouta le Vermandois, l'Artois, le Vexin, le Berry, la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine, le Poitou et l'Auvergne. Il put veiller alors sur la paix publique, et arrêter les querelles des seigneurs, comme il le fit par ses ordonnances. Mais, en retirant aux vassaux une partie de leur pouvoir individuel, il les appelait aux assemblées où l'on traitait des besoins du royaume, et ne promulguait les lois qu'avec leur assentiment et leur concert. On lui doit la fondation des archives, après la déroute de Fréteval, et comme monuments à Paris, les églises de Ste-Geneviève, de St-Gervais et de St-Sulpice, deux halles, différents aqueducs et plusieurs fontaines. Il encouragea le commerce et protégea les lettres. L'Université reçut de lui de grands priviléges, et même, suivant certains historiens, son existence légale, puisqu'il en publia le premier les chartes constitutives. Un règne aussi glorieux a fait confirmer à ce prince par la postérité, le surnom d'Auguste, que lui ont donné les écrivains contemporains.

Louis VIII, dit le Lion. 1223. Louis VIII avait déjà trente-six ans, lorsqu'il succéda à son père. La valeur et la prudence dont il avait donné tant de preuves, faisaient concevoir au peuple des espérances qu'il ne démentit pas; aussi regretta-t-on de toutes parts la brièveté de son règne.

Loin de se trouver au sacre avec les autres vassaux, et de faire hommage de la Guyenne

au nouveau prince, Henri III lui redemanda les provinces conquises par Philippe Auguste, et déclara la guerre. Mais les seigneurs anglais refusèrent des subsides, parce qu'ils craignaient que Henri, devenu trop puissant, ne révoquât la grande charte. Louis ayant marché aussitôt vers la Guyenne, à la tête d'une belle armée, Niort, St-Jean-d'Angely, La Rochelle, Limoges, Périgueux et une foule d'autres villes de moindre importance ou se rendirent aux premières sommations, ou ne résistèrent que quelques jours. Henri put à peine rassembler une poignée de troupes qu'il envoya défendre l'Aquitaine. Mais, comme rien n'arrêtait l'armée française, il demanda une trêve de trois 1225.
années, et Louis y consentit, parce qu'il brûlait de s'engager dans une autre expédition.

Sous le règne de Robert, une femme italienne apporta en France les erreurs de Manès, qui avait jadis professé en Orient le dogme de la fatalité et l'existence d'un double principe, l'un du bien, l'autre du mal. Cette hérésie se propagea d'abord à Orléans, d'où les supplices l'extirpèrent; puis elle s'étendit en Aquitaine, dans le comté de Toulouse, et surtout aux environs d'Albi, ce qui fit donner aux sectaires le nom d'Albigeois. Saint-Bernard essaya en vain de les ramener par son éloquence. Les hérétiques croissaient en nombre et en audace depuis près de deux siècles, lorsque le pape Innocent III (1198) envoya avec les pouvoirs les plus étendus trois commissaires apostoliques. Ce fut la première origine de

l'inquisition, qui procéda dès le principe dans les ténèbres. Les cruautés qui furent commises au nom de la religion, nous sont attestées par les procès-verbaux mêmes qui condamnaient au feu un fils convaincu d'avoir donné asile à son père, une femme, pour avoir porté de la nourriture à son fils ou à son mari. Raymond VI, comte de Toulouse, se permit quelques remontrances en faveur de ses malheureux sujets. Aussitôt on l'excommunia comme fauteur d'hérésiarques, et l'on jeta sur ses terres l'interdit. L'un des commissaires ayant été assassiné, Raymond, accusé du meurtre, dut remettre aux légats du saint siége sept de ses principaux châteaux, se plier ensuite aux réparations les plus humiliantes (1209), et prendre part enfin à la croisade qui fut publiée dans toute l'Europe contre les Albigeois.

Cinq cent mille hommes, suivant quelques historiens, s'étaient réunis à Lyon, sous la conduite d'un abbé de Cîteaux, légat du saint siége. La ville de Béziers fut assiégée la première et emportée d'assaut. Carcassonne fut réduite à capituler. On put voir dès lors ce que promettait une semblable guerre. A la prise de Béziers, quelqu'un demandait à l'abbé de Cîteaux comment distinguer les hérétiques des catholiques : *Tuez toujours*, répondit-il avec une coupable barbarie ; *Dieu saura bien séparer ceux qui sont siens.* Aussi cinquante mille hommes périrent dans le sac de la ville.

Simon, comte de Montfort, prit la direction militaire de la croisade et reçut en récompense

les terres des vaincus. D'un courage exalté par l'ambition et le fanatisme, le nouveau chef déploya dans les combats une activité peu commune, et après la victoire, la plus froide et la plus inflexible cruauté. Raymond ayant abandonné les croisés, Montfort envahit aussitôt ses provinces, échoue devant Toulouse, mais reçoit ou emporte les autres villes, et le poursuit sans relâche, ainsi que les comtes de Foix et de Comminges, ses alliés. Ce fut alors que Pierre II, roi d'Aragon et seigneur de Montpellier, embrassa la défense des Albigeois. Ce prince, vaincu à la bataille de Muret (1213), demeura au nombre des morts. Ses possessions en France furent attaquées par les croisés, tandis que Raymond cherchait asile en Angleterre, puis en Aragon, et que ses alliés imploraient la clémence du saint siége.

Montfort, investi du comté de Toulouse par le légat, en avait rendu hommage à Philippe Auguste. Mais Innocent III reçut Raymond à merci (1215), et, moyennant les conditions les plus humiliantes, il fit rendre à son fils plusieurs provinces. Les cris des peuples fatigués d'une tyrannie sanglante, rappelèrent bientôt le vieux comte. Soutenu d'un corps de Catalans et d'Albigeois, et réuni aux comtes de Foix et de Comminges, Raymond arrive sous les murs de Toulouse, dont les habitants avaient été deux fois décimés par la trahison la plus noire, et fait passer au fil de l'épée toute la garnison. Montfort vole assiéger la place. Mais ses troupes étaient affaiblies, et de nouvelles bandes de

croisés ne venaient plus, comme dans l'origine, réparer sans cesse les pertes de son armée. Le siége traîna donc en longueur. Les troupes de Raymond faisaient de fréquentes sorties. Dans l'une de ces attaques, Montfort périt lui-même (1218), frappé à la tête par une pierre, et sa mort fut la ruine des croisés. Son fils Amaury, qui lui succéda, battit presque aussitôt en retraite.

Sur ces entrefaites, Philippe Auguste, d'après les instances du légat, permit à son fils d'aller combattre deux fois les Albigeois, avec quelques troupes qu'il lui fournit. Tout se réduisit à la prise de quelques châteaux ; et quand Louis se fut retiré, Raymond VI et Raymond VII, son fils, qui lui succéda (1222), firent avec bonheur à Amaury de Montfort la guerre la plus vive. Dépouillé de presque toutes les conquêtes de son père, celui-ci offrit à Philippe Auguste de lui abandonner ses droits sur le comté de Toulouse, s'il voulait se mettre à la tête de l'expédition. Philippe, occupé contre l'Angleterre, refusa de s'engager dans une guerre nouvelle ; mais il s'entremettait pour établir dans le Midi une paix durable, lorsqu'il mourut. Amaury, poursuivi de place en place, fut bientôt réduit à la seule ville de Carcassonne. Dans ces extrémités, il conclut la paix avec Raymond VII (1224), et lui fit acheter dix mille marcs d'argent sa renonciation au comté de Toulouse. Ce traité paraissait mettre un terme à de sanglantes hostilités. Déjà le comte de Toulouse avait été réconcilié avec le saint siége dans le concile de Montpellier. Mais

l'hérésie des Albigeois subsistait encore, et de plus, Amaury, par une perfidie qui le déshonore, avait vendu à Louis VIII les droits que le 1225.
pape avait donnés à son père sur les contrées du Midi. Le malheureux Raymond VII fut excommunié de nouveau au concile de Bourges; on prêcha contre lui une dernière croisade, et Louis VIII, à la tête de cinquante mille hommes, se dirigea vers le comté de Toulouse, pour y planter sa bannière au milieu des ruines.

Raymond ne comptait qu'un allié, le comte de Foix : aussi plusieurs villes importantes se rendirent. Il fallut assiéger Avignon. La garnison se défendit avec vigueur, tandis que Raymond, à la tête d'un camp volant, ne cessait de harceler l'armée et de lui couper les vivres et les fourrages. Thibaut, comte de Champagne, Pierre de Dreux, duc de Bretagne, Hugues de Lusignan, comte de la Marche et d'Angoulême, abandonnèrent le roi, parce qu'ils ne voulaient pas contribuer autant à l'agrandissement de la puissance royale. Cependant la ville fut réduite à capituler, après avoir 1227.
perdu par le fer ou par la famine un nombre immense d'habitants. Louis soumit ou acheta ensuite Beaucaire, Carcassonne, Pamiers, Béziers et beaucoup d'autres villes, et força plusieurs vassaux du comte de Toulouse à lui rendre hommage. Il revenait en France lever des troupes, lorsqu'il fut atteint d'une maladie pestilentielle, et il succomba quelques jours après dans la ville de Montpensier, en Auvergne. Ce prince ne régna que deux ans et quelques

mois, et cependant il contribua presque autant que son père au développement du pouvoir royal, en soumettant, quoique avec moins de justice, des contrées qui faisaient à peine partie de la France, depuis la chute de la dynastie Carlovingienne.

Louis IX, dit le Saint. 1227. Blanche de Castille, mère de Louis IX, avait pris la régence que Louis VIII, à sa mort, lui avait confiée. Dès le sacre du nouveau roi à Reims, on put voir clairement qu'il lui faudrait lutter contre les seigneurs; car plusieurs d'entre eux refusèrent d'y paraître. Bientôt ils se rallièrent, sous la conduite de Philippe, oncle du roi, et qui était devenu comte de Boulogne, par son mariage avec la fille du comte de Boulogne fait prisonnier à Bouvines. Le roi et sa mère ne purent éviter une embuscade qu'en cherchant un asile au château de Montlhéry, d'où les Parisiens les ramenèrent en armes dans leurs murs. Les révoltés tournèrent contre le comte de Champagne qui les avait trahis, sous prétexte de protéger contre lui Alix, sa cousine, à qui la Champagne aurait dû revenir sans la loi salique. Blanche conduisit elle-même des troupes pour secourir son allié. Des négociations intervinrent. Les mécontents se soumirent, mais Thibaut y perdit toujours; car il fut réglé qu'il paierait à Alix une somme assez considérable, et comme il n'avait pas d'argent, il fut obligé de vendre au roi les comtés de Blois, de Sancerre, de Châteaudun et de Chartres.

La régente porta alors toutes ses forces contre le comte de Toulouse. Raymond soutint quel-

que temps la guerre, et eut même quelques succès sur les troupes royales. Cependant son pays était affreusement ravagé. Raymond, moins grand que son père, quoiqu'il ait été constamment plus heureux, acheta la paix à des conditions déshonorantes. Le traité de Meaux 1229.
lui imposait de marcher lui-même contre ses sujets et de livrer au bras séculier tous les hérétiques de ses états; mais en outre il se dépouillait, en faveur de l'Eglise romaine, de ce qu'il possédait au delà du Rhône; il abandonnait au roi plusieurs provinces, ne se réservant que Toulouse, l'Agénois, le Rouergue, une partie de l'Albigeois et le Quercy, excepté Cahors; enfin il donnait à Alphonse, quatrième fils de Louis VIII, sa fille unique en mariage, à la condition que, s'il ne naissait d'eux aucun enfant, tout reviendrait à la couronne. Raymond n'en eut pas moins quelques nouveaux démêlés soit avec la France, soit avec la cour de Rome; mais Louis, devenu majeur, ne chercha qu'à maintenir l'harmonie, et les conventions de Meaux furent exécutées. Les Albigeois cherchèrent asile en Flandre, en Allemagne, en Prusse et dans les contrées du nord. L'inquisition les y poursuivit et les extermina au milieu des plus cruels supplices.

Raymond aurait eu à subir un traité moins honteux, s'il avait su profiter de la diversion du comte de Bretagne et du roi d'Angleterre. Pierre de Dreux, oubliant qu'il était du sang de France, avait reconnu Henri III pour son suze-

rain, à la condition d'en être secouru contre les troupes royales. Henri débarqua en effet à Nantes, suivi d'une armée assez nombreuse; mais il s'endormit dans les plaisirs, tandis qu'une maladie contagieuse moissonnait les soldats, et il fut contraint à repasser la mer sans avoir été d'aucun secours à son allié. La cour des pairs déclara le comte de Bretagne privé de son fief comme coupable de félonie. Une armée appuya cet arrêt. Pierre de Dreux, dépouillé de ses places, obtint une trêve, pendant laquelle il implora en vain l'appui de l'Angleterre.
1234. Alors il vint se jeter en suppliant aux pieds du roi, qui lui pardonna moyennant la cession de ce qu'il possédait en Anjou et dans le Maine, et le serment d'aller, à la majorité de son fils, combattre cinq ans les Infidèles dans la Palestine.

La même année vit le mariage du roi avec Marguerite, fille aînée de Raymond Bérenger IV, comte de Provénce, et l'élévation du comte de Champagne sur le trône de Navarre. Ce prince était neveu par sa mère de Sanche VII, roi de Navarre, qui mourut sans enfants. Il fut proclamé à Pampelune et universellement reconnu; mais la faiblesse de son caractère ne le rendit pas pour cela plus redoutable à la France. L'Histoire rapporte qu'il aima Blanche de Castille, et en effet il l'a célébrée dans une foule de poésies qui sont venues en grande partie jusqu'à nous. Blanche était loin d'écouter ses soupirs, elle qui aurait préféré voir mourir son

fils, comme elle le disait elle-même, que de le savoir coupable d'un péché mortel ; mais elle se servit en habile politique de l'ascendant que la passion de Thibaut lui donnait. C'est ainsi qu'elle le détacha de toutes les ligues, et qu'elle lui fit trahir ses amis. Devenu roi de Navarre, Thibaut crut se relever de ses anciennes pertes. Pour se faire un utile allié, il maria sa fille au fils aîné du comte de Bretagne. Aussitôt Blanche envahit la Champagne, et, si elle ne put revenir sur un acte consommé, elle en punit du moins le faible vassal en lui enlevant de nouveau quelques places.

Louis IX, reconnu majeur à 21 ans, prit enfin 1236.
les rênes du gouvernement. L'impulsion donnée par Blanche maintint la paix dans le royaume, tandis que les querelles religieuses continuaient à mettre en feu l'Allemagne et l'Italie. C'était l'époque où la lutte était le plus acharnée entre l'empereur Frédéric II et le pape Grégoire IX. Le légat du pontife excommunia Frédéric au concile de Meaux ; mais, quoique ce prince se fût déclaré en plusieurs circonstances contre les intérêts des Français, Louis soutint toujours que les rois ne dépendaient que de Dieu et de leur épée, et refusa pour son frère Robert la couronne impériale, que le pape lui avait fait offrir. Robert était comte d'Artois et gendre du duc de Brabant; mais il était trop faible pour songer à rien entreprendre par ses seules forces, en sorte que le pape dut renoncer pour le moment à exciter aucun trouble en Allemagne.

L'an 1241, Louis célébra le mariage de son 1241.

troisième frère Alphonse, comte de Poitiers, avec Jeanne de Toulouse. Il indiqua en cette circonstance une cour plénière à Saumur, c'est-à-dire une assemblée générale de tous les vassaux, afin que l'on rendît solennellement hommage au nouveau comte de Poitiers. Parmi les seigneurs qui se présentèrent, était Hugues de Lusignan, comte de la Marche. Ce prince, faible de caractère, avait épousé Isabelle, veuve de Jean Sans-Terre, qui ne cessait de lui inspirer des sentiments de révolte et d'indépendance. Par ses conseils, Hugues rassemble des troupes, surprend le roi et son frère dans Poitiers, et les contraint à un traité désavantageux, qui ne le dispensait pas toutefois de rendre hommage. Il le refusa, et la guerre fut allumée. Hugues s'était attaché depuis longtemps tous les seigneurs du Poitou, et s'était assuré aussi les secours de Henri III, fils d'Isabelle. Henri passe en effet la mer malgré ses barons. Louis, de son côté, assemble ses vassaux et les troupes des communes. Les deux armées se rencontrent au pont de Taillebourg. Louis franchit le pont, malgré l'armée ennemie qui va se rallier sous les murs de Saintes, et le lendemain, il rem-
1242. porte sur elle une seconde victoire. Le roi d'Angleterre se retira à Bordeaux et demanda une trêve de cinq années. Hugues, abandonné, vint se prosterner avec sa femme aux pieds du roi, qui retint quelques-unes de ses places. Ce fut la dernière révolte des barons contre Louis, et rien désormais ne troubla pendant son règne la tranquillité intérieure. Une sage mesure con-

tribua singulièrement à ce résultat. Plusieurs seigneurs possédaient des fiefs en France et en Angleterre. Louis IX prétendit avec raison qu'on ne peut servir deux maîtres, et les força d'opter pour l'une ou l'autre couronne. Dès lors les guerres avec l'Angleterre prirent un caractère de nationalité; les seigneurs français regardèrent à peine le monarque anglais comme un de leurs pairs, et ne refusèrent plus, sous aucun prétexte, les secours que le roi en exigeait en temps de guerre.

Peu de temps après, Louis IX fut attaqué d'une maladie dangereuse. Son retour à la santé excita parmi le peuple une joie générale, mais qui fut tempérée d'une certaine crainte, lorsqu'on sut qu'au plus fort de son mal, il avait fait vœu de prendre la croix, si Dieu lui conservait la vie. Il persista dans sa résolution, malgré les conseils de sa mère et des plus sages ministres. Les préparatifs durèrent quatre années. Le 25 août 1248, Louis s'embarque à Aigues-Mortes avec deux de ses frères, l'élite de la noblesse, et une armée d'au moins cinquante mille hommes; il passe l'hiver dans l'île de Chypre, et se dirige au printemps vers l'Egypte, dont le sultan Malek-Saleh était maître de la Palestine. En vain une armée de Mameluks s'oppose à sa descente. Louis s'élance 1249.
dans la mer, suivi de ses barons, écarte ou renverse les ennemis, et entre vainqueur à Damiette. Quand Alphonse de Poitiers eut amené de France de nouveaux renforts, l'on résolut de marcher sur le Caire. Déjà les Mameluks

fuyaient de toutes parts. La mort du sultan et celle de l'émir Facardin qui les commandait, semblait livrer aux Français toute l'Egypte. Mais Robert d'Artois entraîne l'avant-garde jusqu'à la Massoure, où il pénètre en vainqueur; les Mameluks, un instant découragés, se réunissent à la voix de Bondochar, leur nouveau chef, reviennent sur le comte d'Artois, exterminent l'avant-garde isolée, tombent ensuite sur le reste de l'armée, la mettent dans une dé-
1250. route complète, et font prisonnier le roi lui-même. Le nouveau sultan consentait à rendre la liberté, à lui et aux prisonniers français, moyennant la restitution de Damiette et la somme de quatre cent mille livres, lorsque les Mameluks assassinèrent leur prince. Louis vit son retour et sa vie compromis par cette révolution; mais sa fermeté leur imposa, au point, dit-on, qu'ils lui offrirent l'empire. Après un court interrègne, Bondochar fut proclamé sultan, et ratifia le traité précédemment conclu. Louis, délivré de ses fers, fit embarquer pour la France les restes malheureux de son armée. Pour lui, il se rendit dans la Palestine, où il demeura quatre ans, s'abstenant de toute guerre par respect pour les traités, mais fortifiant du moins les places qui restaient encore aux Chrétiens, telles que Césarée, Sidon, Jaffa et Saint-Jean-d'Acre.

Blanche, nommée régente, maintenait en France la tranquillité un instant compromise par les pastoureaux. On appelait de ce nom une réunion de pâtres et de gens de la campagne,

qui s'étaient réunis au bruit de la captivité du roi, sous prétexte d'aller le secourir, mais qui ravageaient tout, châteaux et chaumières. Il fallut songer à dissiper cette multitude effrénée, et Blanche y réussit en employant tour à tour la douceur et la force. Peu de temps après, cette princesse habile et pieuse succomba à une maladie. Louis, en apprenant cette nouvelle, résolut de regagner ses états, et demeura néanmoins un an encore en Palestine. Il débarqua enfin aux îles d'Hières, traversa le Languedoc, la Provence et l'Auvergne, et revint à Paris, 1254.
après une expédition où il avait acquis plus de gloire par ses revers, que d'autres en acquirent jamais par les plus éclatantes victoires.

Les seize années qui suivirent n'offrent presque à la postérité que les sages détails de l'administration intérieure. On voit Louis zélé pour la justice, tantôt intervenir dans les querelles des seigneurs pour les réconcilier, tantôt s'asseoir avec quelques courtisans sous les chênes de Vincennes, et écouter avec bonté les plaintes du dernier de ses sujets. Il sut montrer au besoin une fermeté impartiale qui le fit chérir. Un baron de Coucy, coupable de meurtre, ne dut la vie qu'aux supplications de la noblesse entière, quoiqu'il fût un de ses principaux membres. Un homme, dépouillé par le comte d'Anjou, en appela au roi, qui obligea son frère à réparer l'injustice. Un autre disputa au roi même la possession d'un domaine, et Louis, après avoir examiné la cause, se condamna à le restituer. Des commissaires

investis de l'autorité royale, parcouraient les provinces pour redresser les torts et prendre contre les seigneurs la défense du faible opprimé. Les guerres privées étaient interdites, les monnaies réglées, le duel judiciaire et le droit d'asile restreints dans de justes limites. Des lois écrites remplaçaient l'arbitraire ou des coutumes contestées. Des légistes siégeaient à la cour du roi avec les pairs, qui devaient bientôt, soit dédain, soit ignorance, leur laisser le droit exclusif d'y siéger. Enfin de sages ordonnances protégeaient le commerce, réformaient le clergé, et proclamaient, sous le nom de pragmatique-sanction, la distinction entre la puissance temporelle des rois, et la puissance spirituelle dont les pontifes romains étaient les premiers mandataires. Louis eut en effet une piété assez éclairée pour ne pas obéir aux prétentions des papes. Il les honora comme chefs de l'Eglise ici-bas; mais il se garda d'embrasser leurs querelles avec les princes étrangers, et il sut toujours maintenir contre eux les droits et les prérogatives de sa couronne.

Mais la justice de Louis IX parut sur tout dans ses relations avec l'Angleterre. La trêve conclue avec Henri III s'était prolongée jusqu'en
1259. 1259. A cette époque, Louis, pour établir une paix solide entre les deux royaumes, rendit à Henri le Périgord, le Limosin, l'Agénois et ce qu'il possédait dans le Quercy et la Saintonge; mais en retour, Henri renonça à tous ses droits sur la Normandie, la Touraine, le Poitou et le Maine. Ainsi furent sanctionnées

les conquêtes de Philippe Auguste. Des écrivains ont reproché à Louis cette restitution comme impolitique; d'autres l'en ont loué au contraire, en pensant que le parti le plus juste est toujours le plus honorable à suivre, quelquefois même le plus utile; et en effet, pendant près d'un siècle, la paix entre la France et l'Angleterre reçut à peine quelques atteintes. Cette modération du roi lui valut presqu'aussitôt la gloire la plus pure. Henri III, et les barons d'Angleterre soulevés contre leur prince, le choisirent d'un commun accord pour arbitre. Louis écouta les deux partis dans l'assemblée d'Amiens et prononça ensuite la sentence; mais elle ne satisfit personne, parce que, tenant la balance égale, il n'avait voulu sacrifier ni la féodalité au monarque, ni le monarque à la féodalité.

Cet esprit de justice parut encore dans l'expédition d'Italie. Mainfroi s'était emparé de la Sicile et du royaume de Naples, après avoir empoisonné l'empereur Conrad IV. Le pape Urbain IV, qu'il persécutait, et Clément IV, successeur d'Urbain, l'excommunièrent; et comme les anciens rois normands s'étaient déclarés feudataires du saint-siége, les deux pontifes offrirent la couronne des Deux-Siciles à Charles d'Anjou, troisième frère de Louis IX. Charles avait uni à l'Anjou, qu'il possédait par apanage, la Provence, que lui avait apportée en dot Béatrix, quatrième fille de Raymond Bérenger, et Marseille, ville libre jusqu'alors, mais qu'il avait forcée à se soumettre à lui. Le roi

s'opposa d'abord à ce qu'on prêchât en France une croisade contre l'usurpateur Mainfroi. S'il revint plus tard sur son refus, du moins n'accorda-t-il lui-même à son frère aucun secours ni d'hommes ni d'argent, et Charles, pour lever des troupes, fut obligé d'engager ce que lui et sa femme possédaient de plus précieux. Le duc d'Anjou partit enfin à la tête d'une armée assez nombreuse, vainquit, à la journée de Bénévent (1266), Mainfroi qui y perdit la vie, et à celle de Tagliacozzo (1268) Conradin, neveu de Mainfroi, qui expia sur l'échafaud le courage et l'énergie avec lesquels il avait réclamé son héritage. Les Français se crurent à jamais possesseurs des Deux-Siciles, dont la meilleure partie devait échapper bientôt à leur domination tyrannique.

1268. Sur ces entrefaites, un bruit se répand qu'Antioche est tombée sous les coups de Bondochar, et que dix-sept mille Chrétiens ont péri dans le sac de la ville. Aussitôt Louis prend la croix, malgré ses ministres, et son exemple est suivi par Alphonse de Poitiers et Charles d'Anjou, ses frères, par Thibaut II, roi de Navarre depuis l'an 1253, par Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre, et par une foule de seigneurs français, qui auraient rougi, malgré leurs répugnances, d'abandonner le roi dans une expédition de cette nature. Louis IX s'embarqua à Aigues-Mortes avec ses trois fils, le 1er juillet 1270. On se dirigea vers Tunis, parce que le roi de ce pays avait offert d'embrasser le christianisme. Mais, quand on fut arrivé devant la

place, on ne trouva qu'un ennemi bien disposé à se défendre. En même temps une maladie contagieuse décima l'armée. Louis, qui ménageait peu sa personne, en fut attaqué et succomba après vingt-deux jours de souffrances. Charles d'Anjou arriva avec sa flotte au moment même que son frère venait de mourir. On continua pour la forme le siége de Tunis. Aux premières paroles d'accommodement, Philippe III, fils de Louis IX et son successeur, convint d'abandonner l'Afrique, à condition que le roi de Tunis rendrait tous les Chrétiens prisonniers et paierait les frais de la guerre : ce qui fut exécuté.

Ainsi mourut Louis IX, à l'âge de cinquante-cinq ans, et après quarante-quatre années de règne. Le pape Boniface VIII le mit au rang des saints, par sa bulle du 11 août 1297; mais dès que sa mort avait été connue en France, la douleur publique avait rendu à ses qualités et à ses vertus le plus sincère et le plus éclatant hommage. Outre les provinces dont nous avons parlé, il réunit à la couronne Mâcon et son territoire, qu'il avait achetés du comte qui les possédait. L'Université lui dut la confirmation de ses priviléges, la Sorbonne une bibliothèque de manuscrits rares, les savants des encouragements salutaires. Il favorisa, comme ses prédécesseurs, l'émancipation des communes, auxquelles il accorda le droit d'élire leur maire et tous leurs magistrats; ce qui lui valut le titre de second père des communes.

## CHAPITRE XII.

Successeurs de saint Louis (1270-1328). — [13e et 14e siècles.] — Premiers états-généraux. — De l'Eglise en France depuis Hugues Capet.

Philippe III, dit le Hardi. Philippe III attaqué de la même maladie que son père, mais plus heureux que lui et que l'un de ses frères, en échappa, bien qu'avec peine.
1270. Dès que la paix eut été conclue, il reprit le chemin de ses états. Une tempête affreuse lui enleva la meilleure partie de sa flotte sur les côtes de la Sicile. A Trapani, il perdit Thibaut II, roi de Navarre, son beau-frère; en Calabre, la reine Isabelle d'Aragon, d'une chute de cheval; en Toscane, Alphonse de Poitiers et sa femme Jeanne de Toulouse, des suites d'une
1271. maladie contractée à Tunis. Aussitôt après la cérémonie du sacre, Philippe III s'occupa de réunir à la couronne les pays que son oncle avait possédés, notamment les fiefs qui avaient jadis appartenu au comte de Toulouse. Edouard Ier, qui venait de succéder à son père Henri III, réclama en cette circonstance l'Agénois, d'après le traité conclu avec saint Louis. Ce fut le sujet d'une négociation qui se termina en 1279. Vers la même époque, Edouard hérita, du chef de sa femme Eléonore de Castille, du comté de Ponthieu. Il rendit hommage au roi pour tout ce qu'il possédait en France, et la bonne intelligence continua à régner entre les deux couronnes.

Seul de tous les vassaux, le comte de Foix refusa d'obéir aux ordres du roi. Il avait dépouillé un seigneur de ses domaines et refusait de les rendre. Aussitôt une armée envahit son pays, disperse ses troupes, prend d'assaut sa capitale, et le force d'avoir recours à la clémence de Philippe, qui lui fit expier sa faute par une année de prison. Averti par un tel exemple, le vicomte de Béarn, vassal de la Guyenne, se soumit au jugement de la cour du roi, et rendit à Edouard Ier d'Angleterre, l'hommage qu'il lui avait d'abord refusé.

La mort de Henri, roi de Navarre, qui avait 1274.
succédé à Thibaut, son frère, augmenta encore les domaines et la puissance de la couronne. Ce prince ne laissait qu'une fille âgée de trois ans. Jacques d'Aragon et Alphonse X de Castille, voulurent tous deux la dépouiller et faire valoir d'anciens droits sur la Navarre. Blanche, veuve de Henri, qui était fille de Robert d'Artois, et par conséquent nièce de saint Louis, s'enfuit en France avec sa fille, et réclama les secours de Philippe III contre ses ennemis. Après une guerre de quelques années, le royaume entier de Navarre reconnut l'autorité de la jeune reine. En 1284, Philippe la fit épouser à son fils aîné, du même nom que lui. Il avait fallu une dispense de Rome pour le mariage à cause de la parenté. Elle ne se fit pas attendre, le pape Grégoire X reconnaissant ainsi la bonne foi avec laquelle Philippe, après la mort d'Alphonse de Poitiers, lui avait délivré le comtat

Venaissin, conformément au traité conclu par Raymond VII de Toulouse.

La guerre de Navarre durait encore, lorsque Philippe III eut à débattre les droits de ses neveux dans la succession de Castille. Saint Louis avait donné une de ses filles en mariage à l'infant Ferdinand, fils aîné d'Alphonse X. Ferdinand était mort avant son père, laissant deux fils, Alphonse et Ferdinand Lacerda. Alphonse X fit reconnaître pour son successeur par les cortès de Castille, Sanche, son second fils, célèbre par ses exploits contre les Maures. Philippe soutint les intérêts de ses neveux. Ils se réfugièrent auprès du roi d'Aragon, qui refusa de les rendre au roi de Castille, mais qui les garda comme ôtages. Après plusieurs années de négociations infructueuses, Philippe allait déclarer la guerre à l'Aragon et à la Castille, lorsque la révolution de Naples mit en feu une partie de l'Europe.

Les Français ayant mécontenté les Siciliens par leur conduite despotique, Jean de Procida trama dans toute la Sicile un complot qui amena
1282. les Vêpres siciliennes. Le lundi de Pâques 1282, on massacra de toutes parts les Français, excepté à Messine. Charles d'Anjou accourut pour les venger, et Pierre III d'Aragon pour s'emparer de la Sicile, où l'avaient appelé les conjurés. Les deux rivaux convinrent de terminer leur querelle par un combat singulier dans les plaines de Bordeaux. Pierre ne se présenta pas, mais il avait profité de la trêve pour ramasser

de bonnes troupes, et la Sicile fut à jamais perdue pour la maison d'Anjou. Le pape, suzerain du royaume, excommunia le roi d'Aragon, le déposa et donna sa couronne à Charles de Valois, le plus jeune des fils de Philippe. Une armée française entra en Aragon par la Navarre, tandis qu'une flotte se joignait à celle de Charles d'Anjou. Le Calabrois Roger de Loria, amiral d'Aragon, remporta près de Malte une victoire navale, et défit une nouvelle flotte française, comme elle abandonnait le port. Philippe III, plus heureux, soumit le Roussillon, pénétra dans la Catalogne et emporta Girone. Les maladies se mirent dans l'armée française. Le roi, obligé de battre en retraite, fut attaqué lui-même et mourut à Perpignan, dans la quarante-unième année de son âge et la seizième de son règne. Il laissait de sa première femme Isabelle d'Aragon, Philippe IV, qui lui succéda, Charles, comte de Valois, et Robert, qui mourut jeune; et de Marie de Brabant, qu'il avait épousée en secondes noces, Louis, qui fut la tige des comtes d'Evreux, et Marguerite, qui épousa Edouard Ier d'Angleterre.

Philippe IV héritait de son père la guerre d'Aragon et de Castille. En Aragon, Pierre III était mort la même année, laissant l'Aragon à son fils aîné Alphonse III, et la Sicile à Jacques, son second fils. En Castille, Sanche avait forcé son père à lui céder la couronne, loin de songer à la rendre à ses neveux. Des troubles éclatèrent dans le royaume. Sanche, craignant pour son autorité, offrit à la France une

PHILIPPE IV, dit LE BEL. 1285.

alliance offensive et défensive, à la condition qu'il donnerait le royaume de Murcie à l'aîné des Lacerda et des terres au second. Philippe IV accepta avec joie; mais alors Alphonse d'Aragon, rendant la liberté aux Lacerda, qui se joignirent aux Lara révoltés contre Sanche, fit couronner l'aîné, et le secourut de ses troupes. Si Philippe eût été plus actif ou mieux intentionné pour la maison d'Anjou, il eut profité avec avantage de la guerre qui s'éleva entre les deux royaumes: mais il se contenta d'accorder quelques secours à Charles II, fils et successeur de Charles Ier; ce qui ne l'empêcha pas d'être encore battu par Roger Loria dans les mers de Sicile. Après une guerre sans intérêt,
1291. le traité de Tarascon assura la Sicile à la maison d'Aragon, le royaume de Naples à la maison d'Anjou, et donna au comte de Valois l'Anjou et le Maine, pour le dédommager de la guerre qu'il avait constamment faite au delà des Pyrénées. La mort d'Alphonse III fit craindre de nouvelles hostilités: mais le traité d'Anagni (1295) mit le sceau à la réconciliation des couronnes.

Le roi d'Angleterre n'avait pas vu d'un œil tranquille ces tentatives de la France en Italie et en Espagne. Trop sage pour s'y opposer par les armes, il offrit sa médiation pour la paix, et ce fut en grande partie par son entremise qu'elle fut définitivement conclue. L'Angleterre
1293. en fut la victime. Une querelle s'élève à Bayonne entre deux matelots, l'un Anglais, l'autre Normand. L'Anglais tue son adversaire, et le crime demeure impuni, parce que Bayonne

appartenait aux Anglais. Aussitôt les vaisseaux normands courent les mers, et tous les matelots anglais qu'ils rencontrent sont impitoyablement pendus. Les Anglais usèrent de représailles. Philippe IV demanda justice pour ses sujets, cita Edouard à comparaître devant les pairs, et, sur son refus, confisqua les provinces qu'il avait en France. En exécution de l'arrêt, le connétable de Nesle entra en Guyenne; toutes les villes se rendirent à lui, et la province fut conquise sans coup férir, soit qu'Edouard occupé ailleurs n'ait pas pu la défendre, soit plutôt, comme le prétendent les historiens anglais, que Philippe l'ait amusé par de fausses promesses. Edouard irrité fit passer sur le continent des troupes qui remportèrent d'abord de grands avantages, et qui bientôt après furent complètement défaites par Charles de Valois, frère de Philippe, et ensuite par Robert d'Artois, son cousin, tandis qu'une flotte française allait saccager les environs de Douvres. La France s'étant unie à l'Ecosse, qui défendait alors contre Edouard son indépendance, il en résulta une diversion utile. L'Angleterre, de son côté, avait entraîné dans son alliance l'empereur Adolphe, qui reçut cent mille francs, et ne fit rien pour elle; le comte de Flandre, qui était l'ennemi personnel de Philippe IV; le comte de Bar, gendre d'Edouard, qui tomba sur la Champagne, mais que la reine Jeanne de Navarre vainquit elle-même et fit honteusement prisonnier; enfin Jean II de Bretagne, qui bientôt abandonna son allié pour s'attacher à

la France, et qui reçut de Philippe le titre de duc et pair (1297).

L'inimitié de Guy de Dampierre, comte de Flandre, pour le roi, avait précédé la guerre d'Angleterre. Guy avait fiancé au fils aîné d'Edouard sa fille Philippine. Le roi de France dissimule, attire auprès de lui le comte et la princesse, qui était sa filleule, les retient quelque temps prisonniers, puis relâche le comte et garde Philippine, qui en mourut de douleur. Guy, à peine libre, déclara la guerre à la France, et défia même Philippe IV, parce qu'il comptait sur les Anglais. Aussitôt Philippe
1297. envahit son pays à la tête de 60,000 hommes. Les villes flamandes lui ouvraient à l'envi leurs portes; car elles accusaient Guy de Dampierre d'avoir violé leurs priviléges, et elles regardaient les Français comme des libérateurs. Deux défaites, à Furnes et à Comines, forcèrent le comte d'abandonner la campagne et de se renfermer à Bruges. Le roi d'Angleterre vint alors le secourir et remonta l'Escaut. Mais, quand il vit les progrès des Français et la haine des cités pour leur comte, il se retira, en sorte que Philippe IV ne trouva aucun obstacle à de nouvelles conquêtes. Les confédérés sollicitèrent une trêve qui leur fut accordée. Bientôt le traité de Montreuil-sur-Mer, en 1299, et plus tard celui du 20 mai 1303, amenèrent la paix et un double mariage d'Edouard I[er] avec Marguerite, sœur de Philippe, et du fils aîné d'Edouard, du même nom que lui, avec Isabelle de France. Les deux rois se sacrifièrent

mutuellement leurs alliés. Le roi d'Ecosse, toujours défait, obtint du moins en France un asile ; mais le comte de Flandre fut plus malheureux. Poursuivi par le comte de Valois, il 1300.
se rendit auprès du roi avec ses deux fils, sous la promesse du comte qu'il obtiendrait des conditions honorables. Philippe ne se crut pas engagé par la parole de son frère. Il jeta le comte et ses fils en prison, déclara la Flandre réunie à la couronne, et alla recevoir lui-même les serments des villes, qui l'accueillirent partout avec les démonstrations de la joie la plus vive.

La guerre entre la France et l'Angleterre avait nécessité de grandes dépenses, bien qu'elle n'ait produit que de médiocres résultats. Edouard Ier et Philippe IV durent avoir recours à de nouveaux impôts. Philippe, entouré de banquiers génois, se distingua surtout par l'art avec lequel il inventait chaque jour des taxes auparavant inconnues, et par l'impudence qu'il mit à altérer les monnaies, au point de ne leur laisser que le septième de leur valeur intrinsèque. Il en résulta un soulèvement en 1302, et le roi, enfermé au Temple par la populace, craignit deux jours entiers qu'il ne lui en coutât la vie. Ce fut aussi la première cause de ses démêlés avec Boniface VIII. Ce pontife, qui avait autant d'ambition que de grandeur dans les idées, avait repris les anciens projets de Grégoire VII, et voulait asservir à la puissance spirituelle toutes les puissances de la terre. Philippe et Edouard ayant levé une taxe sur le

clergé, malgré le privilége dont cet ordre prétendait jouir, Boniface lança contre eux la bulle qui commence par les mots *Clericis laïcos*, et par laquelle il frappait à la fois d'excommunication et le prince qui imposerait les revenus du clergé et les ecclésiastiques qui paieraient de tels impôts. Edouard ne répondit point à la bulle, satisfait d'avoir touché la taxe : mais Philippe IV défendit d'exporter de l'argent hors du royaume sans une permission de sa main; car, à cette époque, les papes, en différentes circonstances, tiraient du clergé des subsides assez considérables. Malgré la hauteur que Boniface déploya soit dans cette querelle, soit lorsqu'il prétendit imposer la paix à la France et à l'Angleterre, on ne sortit pas alors des bornes d'une sage modération. Philippe consentit même à l'arbitrage du pape entre lui et le roi d'Angleterre. Boniface ordonna la restitution de la Flandre et de la Guyenne. Philippe rendit bien cette dernière province, mais toutes les instances de Boniface ne purent sauver Guy de Dampierre de sa ruine.

Il restait de part et d'autre dans les esprits un levain qui ne tarda pas à s'aigrir. D'un côté, Boniface cite à son tribunal le vicomte de Narbonne, soutenant qu'il devait son hommage à l'archevêque, et non au roi; de l'autre, Philippe ouvre un asile aux Colonne persécutés par Boniface. Des ambassadeurs français sont envoyés à Rome pour prévenir une rupture. Le
1302. pape à son tour envoie en France un légat, mais c'était l'évêque de Pamiers, nommé et sacré

malgré le roi, et le prélat se conduisit avec tant d'insolence, que Philippe le chassa du conseil, puis le fit arrêter à Pamiers, et le mit, jusqu'à son jugement, sous la garde de l'archevêque de Narbonne. A cette nouvelle, Boniface lance coup sur coup des bulles foudroyantes, mande à Rome le clergé français, et veut obliger le roi à reconnaître la suprématie de la puissance spirituelle. Philippe, de son côté, convoque dans l'église Notre-Dame les députés du clergé, de la noblesse et des communes, les premiers états-généraux auxquels les membres du tiers-état aient été admis. Tous, d'une voix unanime, déclarèrent injustes les prétentions du pape. Le clergé n'en demanda pas moins l'autorisation de se rendre à Rome : on la lui refusa. Trente-cinq évêques et quatre archevêques s'y rendirent ; Philippe confisqua leur temporel. Le pape éclata aussitôt par une excommunication, qui fut bientôt suivie d'une seconde. Outre les injures qu'on se prodiguait à l'envi des deux côtés, il délia les Français du serment de fidélité, offrit la couronne à Albert d'Autriche, et ordonna même au confesseur de Philippe de venir déposer à Rome sur la conduite de son pénitent.

Les conseillers du roi lui dénoncèrent la dernière bulle *Unam Sanctam*, comme attentatoire aux droits de la couronne. Guillaume du Plessis accusa le pape de simonie, d'hérésie, d'impiété, de sortilége, demanda qu'on le fît déposer, et réclama la convocation d'un concile. En même temps, Nogaret et Sciarra

Colonne franchissaient les Alpes avec peu de suite, semaient l'or sur leur passage, surprenaient le pape dans Anagni, et le faisaient prisonnier. Nogaret l'abordant avec respect, lui signifia l'ordre de comparaître devant le concile qu'on assemblerait à Lyon : mais Colonne, qui avait à venger les injures de sa famille, l'accabla d'outrages et le frappa même au visage. Les habitants de la ville chassèrent avec indignation les Français. Boniface, outré de douleur, s'enfuit à Rome, où il mourut la même année. Benoît XI, qui lui succéda, releva Philippe de toutes censures, mais vengea son prédécesseur en poursuivant les hommes qui s'étaient portés contre lui à de tels excès.

La guerre avait recommencé en Flandre. Philippe traitant cette province comme un pays conquis, en avait accablé les peuples d'impôts sans aucun égard pour leurs priviléges. Bruges donna le signal de la révolte, et toutes les villes suivirent fidèlement son exemple. Partout les Français étaient massacrés. Des artisans avaient été dans l'origine les auteurs et les chefs du mouvement; mais bientôt les Flamands virent à leur tête les fils de Guy de Dampierre, et n'en combattirent qu'avec plus d'énergie pour leur indépendance. Robert d'Artois, qui s'avançait avec cinquante mille hommes pour les réduire, fut honteusement battu, par son imprudence, à la sanglante journée de Courtrai (1302), où il périt avec le roi de Majorque, le connétable de Nesle et une infinité de seigneurs. Vingt mille Français y perdirent la vie, et quatre

mille éperons, dépouilles des chevaliers français, furent suspendus, comme un monument, dans la cathédrale de la ville. Philippe IV envahit alors la province à la tête de soixante-dix mille hommes; mais la guerre traînait en longueur, et il accorda un armistice jusqu'à l'année suivante. Quand la paix avec Edouard et la mort de Boniface VIII lui eurent ôté toute inquiétude, il reprit les hostilités contre la Flandre. 1304.
Une flotte génoise, qu'il prit à sa solde, anéantit complètement la marine ennemie. Sur terre, les deux armées se rencontrèrent près de Mons-en-Puelle. Le combat dura tout le jour. Les Français, à moitié rompus, furent ramenés au combat par le roi en personne, qui arracha enfin la victoire. Mais de nouvelles armées semblaient surgir devant eux du sein de la terre. Philippe accorda donc aux Flamands une paix honorable, ne retenant que Lille, Douai, Béthune et quelques autres villes, et rendant le reste au fils aîné de Guy de Dampierre, à condition de l'hommage à la couronne. Ainsi fut terminée une guerre qui aurait pu valoir à Philippe tous les états de Flandre, s'il avait su user de sa fortune avec plus de modération et de justice.

La même année mourut Benoît XI. Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux, lui succéda par le crédit de Philippe, auquel il promit une obéissance complète. Le nouveau pontife, qui prit le nom de Clément V, annula les excommunications et les bulles de Boniface VIII, et permit au roi de lever sur le clergé

des décimes pendant cinq années. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'il engagea le monarque à suspendre les poursuites qu'il voulait commencer contre la mémoire de Boniface VIII ; mais il s'unit à lui pour détruire les Templiers. Cet ordre militaire était devenu odieux par ses richesses, son orgueil et ses débauches. On l'accusa de crimes affreux que les statuts auraient consacrés, et même d'hérésie. En con-
1307. séquence les Templiers furent arrêtés dans la France entière le 13 octobre 1307. On instruisit leur procès, partie devant les juges nommés par le roi, partie devant les légats du pape. Beaucoup avouèrent d'abord ce qu'on leur imputait, surtout au milieu des tortures ; mais la plupart se rétractèrent, furent condamnés au feu et soutinrent jusque dans les flammes leur innocence et celle de l'ordre en-
1312. tier. Le pape n'en prononça pas moins la suppression, que le concile de Vienne sembla ratifier par son silence. Deux ans après, le grand-maître Jacques de Molay, et quelques membres des plus illustres, furent brûlés vifs à Paris, pour avoir rétracté aussi leurs premiers aveux. Les biens des Templiers furent donnés aux hospitaliers de St-Jean-de-Jérusalem, qui venaient d'enlever aux Turcs l'île de Rhodes ; mais en France, le roi s'en appropria une grande partie. Son exemple fut suivi par différents princes. Cependant on ne sévit pas contre eux avec la même rigueur dans la plupart des royaumes chrétiens. Ils furent absous plus d'une fois par leurs juges, en sorte que la ju-

stice de leur condamnation est un de ces problèmes historiques dont la solution manquera toujours, faute de données.

On dit que Jacques de Molay avait cité Philippe IV et Clément V à comparaître dans l'année au tribunal de Dieu. Clément mourut le premier. Il avait établi son séjour à Avignon, soit pour complaire au roi, soit plutôt pour éviter les séditions dont Rome était depuis longtemps le théâtre, et six papes français y demeurèrent après lui. Philippe, par reconnaissance, lui abandonna pendant un an les revenus de tous les bénéfices qui viendraient à vaquer, ce que l'on appela les annates, et l'Angleterre y fut aussi assujettie sept mois après la mort du pape. Philippe IV succomba à Fontainebleau dans la quarante-sixième année de son âge, et la trentième de son règne. Il se distingua, parmi tous les rois Capétiens, par sa fiscalité et son despotisme, mais il rendit à l'état de grands services, soit en soutenant contre Boniface VIII l'indépendance de la couronne, soit lorsqu'il rendit le parlement et la chambre des comptes sédentaires, soit enfin par l'introduction des communes aux états-généraux et par les lois somptuaires qu'il publia pour réprimer le luxe. Il eut à sévir dans sa propre famille. Ses trois brus furent accusées d'adultère. L'une se réconcilia avec son mari, l'autre échappa en faisant casser son mariage ; la troisième fut étranglée en prison, et leurs complices périrent au milieu des plus affreux supplices.

De son règne date la réunion de Lyon à la

couronne. Cette ville avait été libre jusqu'alors sous son archevêque. En 1310, Louis, fils aîné de Philippe IV, se rendait en Navarre. Il prétendit forcer l'archevêque à lui rendre hommage. Celui-ci prit les armes; mais trop faible contre le roi, il en appela au pape et au concile de Vienne, qui n'osèrent le défendre. Il dut se résoudre à obéir, et le roi fit recevoir ses officiers dans Lyon, moyennant quelques priviléges qu'il accorda soit à la ville, soit au chapitre.

Louis X, dit le Hutin. 1314.

Louis X était âgé de vingt-cinq ans lorsqu'il monta sur le trône. Ses premiers soins se portèrent vers l'administration et le soulagement des peuples. Il confirma à la noblesse, aux églises et aux communes leurs prérogatives, que son père n'avait cessé d'attaquer pendant son règne; il fixa les monnaies, décrétant que tout seigneur qui en émettrait de fausses, perdrait le droit d'en battre; enfin, il défendit de troubler les laboureurs dans leurs travaux sous quelque prétexte que ce fût, de s'emparer de leurs biens, de leurs personnes, de leurs instruments, des bœufs et de tout ce qui sert à l'agriculture. La réaction eut naturellement des victimes. Les légistes qui avaient été les principaux ministres de Philippe le Bel, furent poursuivis; les uns perdirent leur fortune; d'autres, sur des crimes imaginaires, eurent à subir des tortures; quelques-uns même périrent du dernier supplice, et parmi ceux-ci Enguerrand de Marigny, que l'on accusa à la fois de concussion et d'avoir attenté à la vie du roi par des sortiléges. Le

comte de Valois, ennemi personnel du ministre, contribua plus que tout autre à sa condamnation. On dit qu'il s'en repentit dans la suite, qu'il fit fonder une chapelle et distribuer de grandes aumônes avec ordre de dire : *Priez Dieu pour monseigneur Enguerrand de Marigny, et pour monseigneur Charles de Valois.* Ce fait est à lui seul la justification complète de la victime.

Cependant Philippe, comte de Flandre, son- 1315.
geait à profiter d'un nouveau règne pour se relever des derniers traités. Louis publia un manifeste et voulut porter la guerre dans la Flandre. L'argent manquait. On ne pouvait employer les moyens qui, sous le dernier règne, avaient excité tant de plaintes. Alors on imagina de vendre la liberté aux habitants des campagnes, *attendu*, porte l'édit, *que, selon le droit de nature, chacun doit naître franc;* et, par une inconséquence piquante, on forçait chacun d'apporter son argent pour être libre. Louis, à la tête d'une bonne armée, entra en Flandre et vint mettre le siége devant Courtrai. Des pluies excessives incommodant l'armée, sauvèrent la place. Il fallut revenir sans avoir rien fait, et après avoir brûlé presque tous les bagages, faute de les pouvoir charrier. Louis songeait à réparer cette malheureuse campagne, lorsqu'il fut emporté, selon les uns, par 1316.
une maladie, selon d'autres, par le poison. Il eut de Marguerite de Bourgogne, sa première femme, une fille nommée Jeanne, qui lui succéda en Navarre; et il laissa enceinte sa se-

conde femme, Clémence de Hongrie. Philippe, son frère, fut proclamé régent des deux royaumes. La reine accoucha quatre mois après d'un fils nommé Jean, qui ne vécut que huit jours. Philippe prit aussitôt les titres de roi de France et de régent de Navarre. On prétendit que Jeanne devait porter l'une et l'autre couronne, et plusieurs princes du sang embrassèrent ses intérêts; mais les états-généraux, assemblés à Paris, décidèrent pour la première fois qu'en vertu de la loi salique, les femmes, au royaume de France, étaient inhabiles à succéder au trône.

PHILIPPE V, DIT LE LONG. 1317. Dès que Philippe V, dit le Long, se fut fait sacrer, il songea à poursuivre la guerre contre les Flamands. Le comte de Flandre, qui ne demandait pour mettre un terme aux hostilités que des conditions honorables, ouvrit plusieurs négociations bientôt rompues. Cependant les Français étaient victorieux de toutes parts. La médiation du pape amena un traité avantageux à la France, par lequel le petit-fils du comte de
1320. Flandre épousa Marguerite, fille du roi. Vers la même époque, Philippe de Valois, neveu de Philippe le Bel, conduisait en Italie, au nom du pape et des Guelfes, une expédition contre les Gibelins, soutenus par les Visconti, seigneurs de Milan. Mais il dut bientôt repasser les Alpes, vu que, parmi les Guelfes, ni princes ni villes ne tinrent les promesses qui avaient été faites pour l'attirer.

La même année, Philippe le Long reçut l'hommage du roi d'Angleterre, Edouard II,

pour les provinces de France, et celui du roi de Majorque, pour la ville de Montpellier, que la maison d'Aragon avait acquise par mariage dès l'année 1196. Ainsi la France était tranquille et respectée. Philippe en profita pour s'occuper du gouvernement intérieur. Il fixa le nombre des juges dans le parlement, et il en exclut les évêques, soit pour ne pas priver les diocèses de leur présence, comme il l'énonça lui-même dans son édit, soit plutôt pour établir une démarcation positive entre la juridiction ecclésiastique et la juridiction civile. Il obligea les bourgeois de déposer, en temps de paix, leurs armes dans les arsenaux, et leur nomma des capitaines ; ce qui mettait entre ses mains la force publique, tout en prévenant les guerres privées. Les monnaies attirèrent aussi ses regards. Il voulait les rendre uniformes pour toute la France, aussi bien que les poids et les mesures, et s'il mourut avant d'avoir exécuté ce projet, du moins il le rendit plus facile à ses successeurs en achetant de plusieurs barons le droit de battre monnaie, et en réprimant tous les abus. Toute prévarication fut sévèrement punie dans les juges. Mais Philippe V sacrifia aux idées de son siècle, en souffrant que, dans le Midi, l'inquisition fît brûler bien des victimes, et en exilant du royaume les Juifs et les lépreux, sous prétexte qu'ils voulaient empoisonner toutes les fontaines. Ces malheureux y auraient été poussés, dit-on, par les Turcs, parce que le roi songeait à une nouvelle croisade, lorsqu'il mourut en 1322, âgé

de vingt-huit ans. Il ne laissa que trois filles. L'aînée avait épousé Eudes, duc de Bourgogne, à qui elle avait porté en dot la Franche-Comté; la seconde fut unie au petit-fils du comte de Flandre, et la troisième au dauphin de Vienne. Charles, le troisième fils de Philippe le Bel, succéda à son frère en vertu de la loi salique.

Charles IV, dit le Bel. 1322. Le silence des historiens nous laisse peu de lumières sur le règne de Charles IV, dit le Bel; mais les monuments qui nous restent, nous le montrent soigneux des intérêts du commerce, ami de la justice et du bien-être de ses peuples, et réformant un peu les lois sévères que Philippe le Long avait portées contre les lépreux et les Juifs. Un baron de l'Ile-Jourdain, seigneur de Gascogne, avait fait de son château un repaire de bandits. Il fut cité au parlement, convaincu de plusieurs crimes, et condamné à être pendu. La sentence fut exécutée, malgré les prières et les plaintes même de la noblesse et les instances de Jean XXII, parent du coupable. Ce fut pour les autres barons un avertissement utile dont ils profitèrent.

Une révolte en Flandre attira l'attention du roi. A la mort du comte Robert III, la succession fut disputée par Louis de Réthel, son petit-fils et gendre de Philippe le Long, et par Robert de Cassel, son second fils. Les Flamands auraient préféré Robert, surtout quand ils virent Louis, soutenu de la France, violer ouvertement leurs priviléges. On alla jusqu'à attribuer à ce dernier l'incendie d Courtrai.

Il en résulta une révolte dans laquelle vingt-sept officiers du comte furent massacrés sous ses yeux. Mais Charles IV ayant pris la défense de Louis, les Flamands demandèrent et obtinrent la paix en se soumettant à leur comte, qui, de son côté, jura de mieux respecter les droits des villes libres.

En Aquitaine, un seigneur, vassal de l'Angleterre, bâtit sur les terres de France une forteresse. Les troupes du roi s'en emparèrent; les Anglais la reprirent, et la guerre fut allumée entre les deux nations. Charles de Valois conquit presque toute la Guyenne sur l'indo- 1324.
lent Edouard II, qui ne songeait qu'à plaire à ses favoris et à ses mignons. Edouard demanda la paix. Charles ne refusait pas de restituer ses conquêtes, mais il voulait qu'Edouard vînt lui rendre hommage en personne, et le prince anglais n'osait quitter son pays où une révolution paraissait imminente. On convint enfin qu'il enverrait la reine Isabelle, sœur de Charles, et son fils, depuis Edouard III; ce qui fut exécuté. Isabelle refusa de retourner en Angleterre. Charles lui accorda un asile; mais quand elle songea à renverser du trône son époux, il lui refusa des secours, soit par justice, soit par la crainte d'une guerre incertaine. Isabelle n'en suivit pas moins ses projets. Soutenue par le comte de Hainaut et de Hollande, elle passe la mer, renverse Edouard II, et jouit un instant, sous son fils Edouard III, du souverain pouvoir.

Charles avait conçu, à l'exemple de son frère, le projet d'une croisade en Orient. Il en fut distrait par les affaires de Flandre et d'Angleterre, et par l'ambition qui lui fit briguer la couronne impériale après la victoire de Louis de Bavière sur Frédéric d'Autriche. La paix dont jouissait le royaume lui permettait d'accomplir le vœu qu'il avait fait dès l'année 1313, lorsqu'il fut emporté par une maladie en 1326. Sa seconde femme, Marie de Luxembourg, était morte en couches. Jeanne d'Evreux, qu'il avait épousée en troisièmes noces, lui avait donné une fille et se trouvait enceinte. Philippe de Valois avait été nommé régent par le feu roi. La reine étant accouchée d'une fille, il fut proclamé roi d'un accord unanime.

Avec Charles IV, se termine la première branche des Capétiens, dite les Capétiens directs. La royauté, si faible à l'avénement de Hugues Capet, avait singulièrement augmenté en puissance soit territoriale, soit morale. Des alliances, des traités de paix, les conquêtes sur l'Angleterre réunissaient aux mains du roi plus de la moitié des provinces. Les communes, en s'attachant à lui comme à leur protecteur, lui servaient d'appui contre les vassaux qui s'étaient plus ou moins soustraits jusqu'alors à son influence. Les parlements, rendant une exacte justice, contribuaient à rallier au trône les opprimés qui le soutenaient ensuite par leur concours. Enfin les états-généraux, assemblés pour la première fois par Philippe le Bel dans

ses démêlés avec Boniface, et que Philippe V avait convoqués jusqu'à trois fois dans les cinq années de son règne, habituaient les grands, le clergé et le peuple à venir se grouper autour du prince, chef de la monarchie, pour faire avec lui, dans l'intérêt public, un mutuel échange de lumières et de forces.

Hugues Capet avait rendu au clergé ses biens, ses immunités, ses priviléges, dont on l'avait souvent dépouillé pendant un siècle d'anarchie. Vers l'an 1000, la croyance à la fin prochaine du monde, engagea tous les grands vassaux, détenteurs des évêchés ou des bénéfices ecclésiastiques, à restituer humblement ce qu'ils avaient pris. Dans le onzième siècle et dans le douzième, la France vit s'élever différents ordres religieux, richement dotés par les princes : c'étaient, en 1084, les Chartreux, fondés par saint Bruno, près de Grenoble; en 1110, les Bénédictins de Cîteaux, près de Dijon, dont saint Bernard fut le législateur et la gloire; en 1120, les Prémontrés, établis par saint Norbert, aux environs de Laon; plus tard, les Trinitaires, que Jean de Matha, né en Provence, institua pour la rédemption des captifs; et enfin les frères Prêcheurs que saint Dominique créa dans le midi de la France pour la conversion des Albigeois. Les vertus dont ces différents ordres donnaient le modèle, les lumières toujours concentrées dans le clergé, les consolations et les secours qu'il prodiguait aux malheureux, et par-dessus tout la confusion qui existait entre les deux puis-

sances, lui concilièrent une influence dont il abusa quelquefois. Les rois et saint Louis même, malgré sa piété, s'occupèrent de mettre à ses empiétements des limites. Blanche délivra, en brisant les portes, les prisonniers que tourmentait le chapitre de Paris pour certaines redevances ; elle punit d'une amende l'évêque de Beauvais qui n'avait pas prêté main-forte aux officiers royaux, et soumit par la confiscation du temporel l'archevêque de Rouen, qui se prétendait indépendant de l'autorité royale. Saint Louis restreignit heureusement le privilége accordé au clergé d'avoir une juridiction particulière et de n'être point justiciable, même pour le meurtre, des tribunaux laïques. Philippe le Bel réduisit les évêques de Pamiers et de Viviers à lui prêter serment de fidélité; et, en 1310, Louis, son fils, contraignit aussi l'archevêque de Lyon à rendre hommage à la couronne. Mais, si quelques prélats prétendaient à l'indépendance du vassal, si quelques membres du clergé oubliaient parfois leurs devoirs, on doit reconnaître que, pour la doctrine, la soumission aux lois et au prince, et même pour les vertus, le corps se montrait en général fidèle à la sainteté de son caractère. On en trouverait la preuve dans les nombreux conciles et dans les assemblées où il condamnait les hérétiques, comme Bérenger, où il protégeait la couronne contre les exigences des pontifes, où il appelait sur les abus ecclésiastiques et les anathèmes de Dieu et la vengeance des lois. Regret ons comme un malheur

du temps, les persécutions qu'il dirigea soit contre les Albigeois, soit, sous Philippe V, contre quelques pauvres religieux du Midi, dont la ridicule obstination, punie par le feu, méritait plus de pitié que de colère.

---

## CHAPITRE XIII.

Avénement de Philippe de Valois (1328). — Rivalité de la France et de l'Angleterre. — Captivité du roi Jean (1356). — Troubles intérieurs de la France. — Traité de Brétigny (1360). — Succès de Charles V (1364-1380). — [14e siècle.]

PHILIPPE VI, DE VALOIS. 1328.

L'avénement de Philippe VI de Valois au trône de France, fut une confirmation nouvelle de la loi salique. Deux rivaux pouvaient essayer de faire valoir leurs droits. L'un était Philippe d'Evreux, petit-fils de Philippe le Hardi, et qui avait épousé Jeanne, fille de Louis le Hutin; mais il se contenta d'être mis en possession de la Navarre. L'autre était Edouard III, roi d'Angleterre, petit-fils de Philippe le Bel par sa mère Isabelle. Il prétendit que, si la loi salique excluait les femmes du trône, elle n'en excluait pas leurs descendants, et que par conséquent il était habile à recueillir la succession de ses trois oncles. L'assemblée des seigneurs ne confirma pas de telles prétentions. Philippe VI fut donc sacré à Reims, où il se vit entouré de la noblesse française. Edouard, sommé de lui rendre hommage, tergiversa quelque temps, 1329.
puis il passa la mer et prêta serment à Phi-

lippe; mais il était évident qu'il n'attendait qu'une occasion favorable pour éclater.

Philippe VI signala les commencements de son règne par une expédition en Flandre. Les peuples s'étaient révoltés de nouveau contre leur comte, qui vint réclamer la protection du suzerain. Bientôt une armée française campe devant Cassel. Les Flamands accoururent pour délivrer la place. Zannec, leur général, voyant le camp du roi en désordre, veut l'attaquer par surprise (1328). Le combat fut sanglant. Les Français, presque en déroute au premier choc, se rallièrent sous la bannière royale. Treize mille Flamands restèrent sur le champ de bataille; Cassel se rendit; les autres villes ouvrirent leurs portes, et Philippe remit au comte Louis la contrée entièrement pacifiée, mais en l'avertissant qu'il prît garde à ne plus mécontenter ses peuples.

C'était l'époque où les Maures profitaient des divisions de l'Espagne chrétienne pour en attaquer les princes. Philippe méditait une expédition contre eux, et il en fit même les préparatifs; mais les intentions hostiles d'Edouard l'en détournèrent. Dès l'année 1330, il y avait eu en Guyenne quelques mouvements qui se terminèrent par la ruine de Saintes, où s'étaient réfugiés les Anglais. Edouard dissimula, parce qu'il était occupé contre David Bruce, en Ecosse. Quand il eut défait ce prince et pris
1333. Berwick, il se prépara sérieusement à la guerre. Un traître envenimait ses ressentiments. Robert d'Artois descendait de saint Louis. Son

père Philippe étant mort avant la journée de Courtrai, où périt Robert II, son aïeul, Mathilde, sa tante, hérita de l'Artois; car la coutume du pays appelait à succéder le plus proche parent du dernier possesseur. Robert voulut combattre, et ne put résister à Philippe le Long, qui était gendre de Mathilde; il en appela au parlement, et fut débouté de ses demandes. Quand il vit sur le trône Philippe de Valois, dont il avait épousé la sœur et à qui il avait rendu par ses talents de grands services, il revint sur l'arrêt du parlement en produisant de nouveaux titres. Il fut bientôt prouvé qu'ils étaient faux. Ceux qui les avaient fabriqués furent pendus, et Robert, exilé de la cour, s'enfuit en Angleterre. Philippe VI, en retour, accorda un asile à David Bruce, qu'Edouard avait dépouillé de ses états. Ces mécontentements mutuels dégénérèrent enfin en une guerre
ouverte. Les Anglais commencèrent les hostili- 1336.
tés. Malmenés en Aquitaine et dans le Ponthieu, ils avaient à se défendre dans leur île contre les descentes des Français, qui pillèrent la ville de Portsmouth. Une alliance compensa tous ces désastres. Les Flamands, s'étant révoltés pour la troisième fois contre leur comte, avaient mis à leur tête un brasseur, nommé Artevelt, homme dont la cruauté et l'audace surpassaient de beaucoup les talents. Artevelt, pour se ménager un appui contre la France, engagea les Flamands à s'unir au roi d'Angleterre, et ce prince ayant pris le titre de roi de France en vertu de ses prétendus droits,

la Flandre entière le reconnut pour suzerain.
1340. Edouard passa la mer. Une flotte française, stationnant près de l'Ecluse, lui barrait le passage. Attaquée de front par les Anglais, et par les Flamands sur ses derrières, elle fut entièrement anéantie, et vingt mille Français trouvèrent la mort ou la captivité. Edouard néanmoins ne put emporter Tournay. Epuisé d'argent, il apprit encore la défaite de Robert d'Artois devant Saint-Omer, et l'invasion de l'Angleterre par les Ecossais. Dans ces conjonctures difficiles, Jeanne de Hainaut, sœur de Philippe VI et belle-mère du roi d'Angleterre, négocia sans peine une trêve d'un an, qui fut prolongée jusqu'en 1342.

A la reprise des hostilités, la Bretagne devint le théâtre de la guerre. Jean III étant mort sans enfants, Jeanne la Boiteuse, sa nièce, et le comte de Montfort, le dernier de ses frères, se disputèrent son héritage. Le roi ayant évoqué l'affaire, la cour des pairs, par l'arrêt de Conflans, adjugea la Bretagne à Jeanne et à Charles de Blois, son mari. Le comte de Montfort en appela aux armes. Charles, soutenu par Jean,
1341. duc de Normandie et fils aîné du roi, s'empara de Nantes que défendait Montfort, et fit son rival prisonnier. La comtesse de Montfort se mit à la tête de son parti. Elle implora les secours de l'Angleterre dont elle se reconnut vassale, et, jusqu'à l'arrivée des Anglais, elle soutint courageusement tout l'effort de la guerre au siége d'Hennebon. Bientôt Robert d'Artois vint la défendre; mais, blessé dès le premier

combat, il retourna mourir en Angleterre : prince doué des talents les plus rares, mais d'un caractère qui les rendit inutiles à sa patrie. Edouard passa lui-même en Bretagne, assiégea à la fois Nantes, Rennes et Vannes, et se retira avec la honte de n'avoir réussi dans aucune entreprise. Une trêve ménagée par le pape Clément VI, suspendit un instant les hostilités. Mais le roi ayant fait périr ignominieusement, à Paris, plusieurs gentilshommes bretons qui étaient accusés d'intelligence avec les Anglais, Edouard reprit aussitôt les armes. En Bretagne, la guerre se ranima par la présence du comte de Montfort, échappé de prison; mais elle ne fut qu'un échange de succès, de revers et d'atrocités. En Guyenne, les Anglais eurent l'avantage malgré la perte d'Angoulême. En Flandre, la mort du comte de Hainaut, leur allié, et celle d'Artevelt, massacré par la populace de Bruges, porta à leurs affaires un coup funeste. Aussi ce fut en Normandie qu'Edouard
descendit l'année suivante. Cette province était 1346.
presque entièrement dégarnie de soldats. Caen et plusieurs villes importantes tombèrent sans résistance au pouvoir des Anglais. Enorgueilli de ces succès faciles, Edouard s'avança presque aux portes de Paris. Lorsqu'il vit soixante mille Français lui fermer le passage, il sentit qu'il s'était trop avancé et battit en retraite vers la Picardie. La ruse lui fit passer la Seine à Poissy, et la trahison d'un Français, la Somme auprès d'Abbeville. Poursuivi de près par l'armée ennemie du double plus nombreuse que la sienne,

il se retranche sur une montagne auprès de Crécy. Philippe VI ne craignit point d'attaquer, malgré le désavantage du lieu et l'indiscipline de ses troupes, qui lui présageaient une défaite. Six mille arbalétriers génois commencent la déroute. Les Français leur passent sur le corps en les accusant de trahison, et tombent en désordre sur l'avant-garde anglaise, commandée par le prince de Galles, fils aîné d'Edouard, et qui fut appelé depuis le Prince Noir, de la couleur de son armure. Après quelques moments d'une mêlée assez vive, l'armée française, sillonnée par les bombardes, invention récente et peu connue, se disperse de tous côtés, laissant sur le champ de bataille le duc d'Alençon, frère du roi, le comte de Flandre, Jean de Luxembourg, roi de Bohême, quatre-vingts bannières, douze cents chevaliers et trente mille soldats. Edouard, dont l'activité tranquille surveillait tout d'un lieu élevé, applaudit aux exploits de son fils, mais il déshonora sa victoire en défendant de faire aucun quartier aux vaincus. Quant à Philippe VI, il fut entraîné par force, après avoir eu deux chevaux tués sous lui. *Ouvre, Châtelain*, dit-il au gouverneur de Broïe, *c'est la fortune de la France;* et de là il se rendit à Amiens, puis à Paris, où il s'occupa de rassembler une armée nouvelle.

Edouard voulait en France un port vers la Normandie. Il profita de sa victoire pour aller investir Calais que défendait un chevalier nommé Jean de Vienne. Le siége, changé en blocus, dura onze mois. Tout alors réussissait

au roi d'Angleterre. En Aquitaine, les Français reculaient devant ses troupes; en Bretagne, Charles de Blois, vaincu à la Roche-Derrien, 1347.
était fait prisonnier, et laissait à Jeanne la Boiteuse tout le poids de la guerre; en Ecosse, la reine d'Angleterre, Philippine de Hainaut, triomphait de David Bruce à Newcastle, et l'envoyait captif dans la tour de Londres. Elle vint au camp d'Edouard, au moment où Jean de Vienne, pressé par la famine, demandait à capituler; car Philippe VI, bien qu'à la tête d'une nombreuse armée, avait désespéré de forcer les ligues des Anglais. Edouard, irrité d'une si longue défense, ne consentit à pardonner aux habitants qu'autant que six d'entre eux, se rendant à discrétion, viendraient lui apporter les clefs de la ville, nu-pieds et la hart au col. Eustache de Saint-Pierre se dévoua le premier à une mort certaine. Jean d'Aire, Jacques et Pierre de Vissant, et deux autres, dont l'Histoire n'a pas conservé les noms, imitèrent son exemple. Edouard voulait les faire conduire au supplice malgré les prières de ses capitaines, mais Philippine de Hainaut lui arracha leur grâce. Calais fut presque entièrement repeuplée d'Anglais. Les anciens habitants, chassés de la ville, promenèrent dans toute la France leur héroïsme et leur misère.

Edouard, épuisé d'hommes et surtout d'argent, ne voyait que trop bien que, malgré ses succès, il restait à la France de grandes ressources. Il en prêta plus volontiers l'oreille à

une trêve que ménagèrent encore les légats du pape. La guerre fut suspendue pendant environ six années, bien qu'on se permît de part et d'autre quelques hostilités, quand l'occasion pa-
1348. raissait bonne. C'est ainsi que, l'année suivante, Charny, gouverneur de Saint-Omer, voulut surprendre Calais par trahison. Edouard le sut, passa la mer, dressa aux Français un piége et fit prisonniers les plus braves. Si cette infraction aux traités n'eut pas de suite, peut-être faut-il l'attribuer à la famine et à la peste qui ravagèrent alors les deux royaumes. La peste surtout, apportée d'Orient en Italie, puis dans toute l'Europe, décima la population des villes et des campagnes. En France, on s'en prit aux Juifs, et plusieurs de ces malheureux, accusés d'avoir empoisonné les fontaines, périrent de toutes parts sur les bûchers.

La même année mourut Jeanne de Bourgogne, reine de France. Philippe VI, déjà âgé de cinquante-six ans, épousa en secondes noces Blanche de Navarre, qu'il avait demandée d'abord pour son fils; mais il mourut l'année suivante, laissant la reine enceinte d'une fille, et deux fils, Jean et Philippe, qu'il avait eus de sa première femme. Moins habile qu'Edouard et en guerre et en politique, il dut aux circonstances, qu'il sut d'ailleurs saisir, l'augmentation du domaine royal. Jacques, roi de Majorque, ayant besoin d'argent pour reconquérir ses états sur le roi d'Aragon, lui vendit la seigneurie de Montpellier. Humbert lui céda aussi le Dauphiné, moyennant cent vingt mille

florins et une rente, à condition que le fils aîné du roi porterait à l'avenir le titre de dauphin. L'argent qu'il fallut à Philippe, soit dans ces deux circonstances, soit pour soutenir la guerre, le forcèrent à altérer les monnaies et à établir de nouveaux impôts. Celui qu'il mit sur le sel et qu'on appela gabelle, le fit nommer par Edouard *l'auteur de la loi salique*. A l'exemple de ses prédécesseurs, il révoqua les donations de terres qui avaient été faites, et déclara le domaine de la couronne inaliénable.

Jean monta sur le trône à l'âge de quarante ans. Il avait souvent commandé les armées avec honneur, soit en Bretagne, soit en Normandie et dans la Guyenne, de sorte que les peuples saluèrent son avénement comme l'aurore d'un règne plus heureux. Mais il fut imprudent, souvent impolitique, et surtout il altéra les monnaies; ce qui causa en partie les malheurs dont la France eut à gémir sous son gouvernement.

JEAN, dit LE BON. 1350.

La trêve avec l'Angleterre était prolongée d'année en année. Jean ne s'en préparait pas moins à la guerre, soit en demandant aux états-généraux de nouveaux subsides, soit en renouvelant les traités. Le plus avantageux fut avec le comte de Flandre. C'était Louis de Mâle, qui avait succédé à son père, tué à la bataille de Crécy. Edouard avait voulu le forcer, par ses intrigues, à épouser une de ses filles; mais le jeune comte, qui avait trouvé un asile contre la mauvaise volonté de ses peuples à la cour de Philippe de Valois, s'unit à la princesse Marguerite, fille du duc de Brabant. Bientôt les

Flamands rappelèrent leur prince, mais sans se départir de leur alliance avec l'Angleterre, d'où ils tiraient en partie les laines de leurs manufactures. En 1351, ils traitèrent avec la France, et on ne les voit plus intervenir dans les guerres qui suivirent. Ce fut sans doute une conséquence de la conduite d'Edouard, qui avait attiré en Angleterre des ouvriers flamands et qui avait établi, en concurrence avec la Flandre, des manufactures de laine.

La paix était souvent troublée par des hostilités partielles. Ainsi en Bretagne, on vit trente Bretons, sous la conduite de Beaumanoir, défier trente Anglais commandés par Bembro, et sortir victorieux de la lutte. En Picardie, Aimeri de Pavie, gouverneur de Calais, surprit Guines, et fit une tentative sur Saint-Omer. On procédait de part et d'autre par trahison. Le comte d'Eu, connétable de France, en avait été accusé dès le commencement du nouveau règne. Jean l'arrêta lui-même, le tint quelques jours en prison, et le fit exécuter en présence des principaux seigneurs, mais sans aucune procédure. Sa charge fut donnée à Charles d'Espagne, fils d'Alphonse Lacerda.

Alors régnait en Navarre Charles surnommé le Mauvais, fils de Philippe d'Evreux et de Jeanne, fille de Louis X. Dès qu'il apprit la mort de Philippe de Valois, il vint réclamer, du chef de sa mère, la Champagne et la Brie. Jean lui accorda quelques dédommagements, et crut se l'attacher pour jamais en lui faisant

épouser sa fille. Bientôt Charles se montra jaloux de la faveur dont jouissait le connétable, le fit assassiner à l'Aigle, en Normandie, et se retrancha dans Evreux, prêt à soutenir la guerre. Le roi voulut venger d'abord un pareil attentat, mais les intérêts du royaume l'apaisèrent. Comme la trêve avec l'Angleterre allait 1354.
expirer, il pardonna au coupable, à condition qu'il viendrait en plein parlement se soumettre à sa justice. Cette conduite était jusque-là politique ; elle devint une lâcheté, lorsque Jean, cédant à de nouvelles exigences, abandonna au roi de Navarre plusieurs places en Normandie. Celui-ci se crut tout permis, parce qu'il paraissait nécessaire. D'un côté il essaya, mais en vain, de faire révolter contre son père le dauphin Charles ; de l'autre, à la reprise des 1355.
hostilités, le roi ayant convoqué les états du royaume, il intrigua avec Marcel, prévôt des marchands de Paris, et ne cessa de susciter au roi mille obstacles. S'il ne put empêcher qu'on accordât cinq millions de livres parisis et une armée d'environ cent mille hommes, il provoqua au moins des restrictions à l'autorité royale. Jean résolut de l'en punir. Charles le Mauvais, invité par le dauphin, dînait avec lui dans le château de Rouen. Le roi se présente sans être attendu, le fait prisonnier, l'envoie à Paris, 1356.
et ordonne la mort de quatre des seigneurs normands qui l'avaient accompagné. En même temps il se saisit d'Evreux et de plusieurs villes. Mais Philippe de Navarre, frère du roi, ap-

pela à son secours les Anglais, et leur arrivée suspendit les conquêtes de l'armée française.

A l'autre extrémité du royaume, le prince de Galles avait pénétré par l'Auvergne et le Limosin jusque dans le Berry. Jean tourna aussitôt de ce côté à la tête de soixante mille hommes. Les Anglais, qui n'en avaient pas huit mille, battirent en retraite; mais ils furent atteints et entourés auprès de Poitiers. Le prince de Galles, qui craignait la famine, offrit, si on le laissait libre, de se retirer à Bordeaux, de rendre avec ses conquêtes tous les prisonniers, et de s'engager à ne porter de sept ans les armes contre la France. Jean préféra le combat. Il fit attaquer le camp ennemi situé dans une position avantageuse. Les premiers corps sont renversés par les archers anglais. Bientôt leur armée s'ébranle et tombe en bon ordre sur le roi, abandonné lâchement d'une partie de ses troupes. La mêlée fut sanglante; mais enfin Jean, épuisé de fatigue à force de frapper, et entouré de sa noblesse qui avait péri pour sa défense, rendit au vainqueur son épée. Le prince de Galles se fit pardonner son triomphe par les égards généreux qu'il montra pour son prisonnier. Il l'emmena avec lui à Bordeaux, et le fit passer ensuite en Angleterre. Malgré un tel succès, on consentit à une trêve de deux ans.

Le dauphin, âgé de dix-neuf ans, avait pris à Paris le gouvernement de la France. Il convoqua les états-généraux, et leur de-

manda des subsides. On lui répondit par une liste de griefs, en appuyant sur une nouvelle altération des monnaies. Des factieux et surtout le prévôt Marcel, entraînèrent les députés hors de toute limite. Une sédition éclata dans Paris. Les habitants établirent pour la première fois des chaînes dans les rues, et fortifièrent leurs remparts. La délivrance du roi de Navarre donna aux mutins une nouvelle audace. Marcel, assuré de son appui, envahit le palais du dauphin avec une multitude en armes, massacre sous ses yeux deux de ses plus fidèles serviteurs, et le force lui-même à se couvrir du chapeau mi-parti rouge et bleu, signe de ralliement pour la faction. Le dauphin dissimule pour s'échapper de Paris. Il y parvient, transfère les états à 1358.
Compiègne et assiége la capitale. Marcel songeait à livrer les portes au roi de Navarre qu'il voulait faire proclamer roi de France; mais un bourgeois, nommé Maillard, lui fend la tête d'un coup de hache comme il allait exécuter son dessein, et les Parisiens rappellent en suppliants le dauphin qui se rend à leurs prières.

La trêve avait rendu oisives les troupes mercenaires dont se servaient également les deux partis. Elles se formèrent en compagnies, et ravagèrent les provinces que Charles ne pouvait défendre au milieu des factions. Les paysans, qui en étaient victimes, se réunirent de leur côté, et déclarèrent une guerre d'extermination à la noblesse, qu'ils accusaient d'avoir abandonné le roi à Poitiers. Cette autre sédition prit le nom de *Jacquerie*. Les seigneurs en

furent d'abord les victimes. Quand ils eurent concerté leur défense, ils rendirent cruautés pour cruautés. Les paysans ayant forcé Meaux où se trouvaient la régente, d'autres princesses et plus de trois cents dames, le comte de Foix et le captal de Buch tombèrent sur eux et en massacrèrent plus de sept mille. De semblables défaites les eurent bientôt anéantis.

Le roi de Navarre déclara la guerre au dauphin, et s'unit à l'Angleterre au moment où la trêve expirait. Il y eut entre les deux partis prise et reprise de quelques places. Le dauphin assiégea Melun, où se trouvait la reine de Navarre. Cette entreprise amena entre les deux beaux-frères le traité de Vernon ; mais on dut soupçonner la bonne foi du roi, quand on vit les seigneurs de son parti se déclarer pour les Anglais. Edouard avait levé une armée considérable. Il passa la mer au printemps, dévasta la Picardie et l'Artois, rançonna la Bourgogne et vint camper sous les murs de Paris. Le roi de Navarre choisit ce moment pour reprendre les armes. Le dauphin, qui ne pouvait tenir la campagne avec des troupes mal aguerries, fit entamer pour la paix des négociations qui n'eurent aucune suite, Edouard demandant la moitié de la France pour renoncer à l'autre moitié. Mais un orage épouvantable tomba sur son camp auprès de Chartres. On ne voyait de toutes parts que tentes renversées, chevaux errant dans la campagne, soldats tués ou noyés, artillerie, bagages, chariots abîmés dans la terre. Le roi d'Angleterre effrayé crut que Dieu

lui-même lui commandait la paix. Elle fut conclue à Brétigny le huit mai. Edouard rendait 1360.
toutes ses conquêtes, excepté Calais et Guines, mais on lui cédait en toute souveraineté le Ponthieu, la Guyenne, et tout ce qui avait appartenu jadis à l'Angleterre, du midi à l'ouest jusqu'au Poitou ; de plus, la France devait payer trois millions d'écus d'or pour la rançon du roi, qui donnait en otages deux de ses fils et plusieurs seigneurs. Dès que le traité eut été ratifié, Edouard retourna triomphant en Angleterre, et Jean revint en France où les grandes compagnies, Allemands, Flamands, Brabançons, Italiens et Anglais, recommençaient leurs brigandages. Dès son arrivée à Paris, il voulut arrêter le cours de leurs déprédations. La noblesse s'assembla sous le commandement de Jacques de Bourbon. Elle croyait vaincre par sa seule présence; mais elle fut honteusement vaincue auprès de Lyon, et les ravages continuèrent. Enfin, on acheta la retraite de plusieurs bandes, et le marquis de Montferrat enrôla les autres dans la guerre qu'il faisait au duc de Milan.

Cependant il fallait accomplir les conditions du traité. Edouard ne se pressait pas de restituer les places conquises, et de renoncer à la couronne de France et au duché de Normandie. Jean, esclave de sa parole, eut à lutter contre les peuples des provinces qu'il avait cédées. Il fallut presque un an de négociations pour engager les Rochelois à recevoir garnison

anglaise. Le trésor était épuisé. Pour avoir de l'argent, le roi leva deux décimes sur le clergé, vendit aux Juifs pour vingt ans la permission de résider en France, et fit acheter six mille florins à Galéas Visconti, premier duc de Milan, l'honneur d'épouser Isabelle, la troisième de ses filles. Néanmoins un tiers seulement de la rançon avait été payé en quatre années. L'un des fils qu'il avait donnés en otages, s'enfuit d'Angleterre. Aussitôt Jean va reprendre ses fers, en prononçant cette belle maxime, *que si la bonne foi était exilée du reste de la terre, elle devait se retrouver chez les rois.* Il mourut presqu'aussitôt à Londres. Edouard lui fit de magnifiques funérailles. Son corps, ramené à Paris, fut déposé auprès de ses ancêtres, dans les caveaux de St-Denis.

La première maison de Bourgogne qui avait commencé à Robert, frère de Henri Ier, s'éteignit en 1361, dans la personne de Philippe de Rouvre. Elle avait acquis par des mariages les comtés d'Auvergne, d'Artois et de Boulogne. Edouard et Charles de Navarre prétendirent à cette riche succession, comme alliés par les femmes à la famille de Bourgogne; mais Jean s'en mit en possession comme l'héritier le plus proche, et déclara les trois provinces réunies à la couronne. Il en détacha presqu'aussitôt la Bourgogne qu'il donna en apanage à Philippe, son quatrième fils. Louis, qui était le second, avait reçu précédemment l'Anjou, et Jean, qui était le troisième, eut le Berry, tous deux

vec le titre de duc. C'était démembrer de nou-
eau la France, dont il avait été si difficile de
éunir enfin les provinces.

Charles V, dit le Sage. 1364.

Charles V, devenu roi par la mort de son père,
épara, en dix ans, presque tous les maux que le
ays avait soufferts, et chassa presque les Anglais
e la France. Il en fut surtout redevable à Ber-
rand Duguesclin, gentilhomme breton, qui
'était distingué dans le parti du comte de Blois,
t que de justes honneurs attachèrent au trône.
)uguesclin illustra par une victoire les com-
nencements du nouveau règne. Il commandait
es Français en Normandie, contre les troupes
u roi de Navarre. Après avoir enlevé Mantes,
Meulan et la forteresse de Roulleboise, il en
int aux mains à Cocherel avec Jean de Grailly,
aptal de Buch, en Gascogne, qui commandait
'armée de Navarre, le défit complètement et le
it lui-même prisonnier. Charles V reçut cette
nouvelle la veille de son sacre, comme un
eureux augure. Le roi de Navarre effrayé
lemanda la paix et l'obtint, à condition qu'il
bandonnerait Mantes et Meulan pour la suze-
aineté de Montpellier.

La guerre continuait en Bretagne. Le comte
le Montfort était mort en 1345, mais son fils
vait pris sa place. D'un autre côté, Charles
le Blois, fait prisonnier l'année suivante à la
Roche-Derrien, avait été rendu, en 1355, à la
iberté. Edouard et Jean étaient convenus, par
e traité de Brétigny, de forcer les deux rivaux
à un accommodement, ou de les abandonner à
leurs seules ressources. La Bretagne fut en effet

partagée entre eux par le traité des Landes
mais Jeanne la Boiteuse refusa de le ratifie
et la guerre recommença. Anglais et Françai
se donnèrent, malgré le traité, rendez-vous e
Bretagne. Les deux partis se rencontrère
dans les plaines d'Auray. Toute la valeur d
Duguesclin ne put empêcher la défaite du com
de Blois, qui périt dans l'action. Ses enfants
donnés en otages, étaient prisonniers en An
gleterre, où ils demeurèrent trente ans. Dan
ces conjonctures, le roi de France sacrifia se
affections au bien de l'état. Par le traité d
1365. Guérande, il reconnut duc de Bretagne l
comte de Montfort, qui lui fit à son tour hom
mage, comme à son suzerain. Quant à la veuv
du comte de Blois, on lui accorda des pensions
la vicomté de Limoges et plusieurs autres terres

La paix qui régnait en France n'était plu
troublée que par les excès des grandes com
pagnies. On ne pouvait songer à les combattre
on chercha, pour les éloigner, différents pré
textes. Le roi de Chypre proposait une croi
sade ; mais les affaires de Castille menèrent plu
directement au but. Ce royaume était alor
gouverné par Pierre le Cruel, qui avait fa
périr un de ses frères, et sa propre femme
Blanche de Bourbon. Henri de Transtamare
son frère, mais d'une maîtresse, réclama e
obtint contre lui les secours de la France. L
roi engagea Duguesclin à entraîner en Es
pagne les grandes compagnies. Ceux qui le
commandaient y consentirent moyennant un
somme convenue. Duguesclin partit donc

ur tête, fit payer au pape, à Avignon, deux
ent mille francs pour aider à la guerre, et mit
ns coup férir la couronne sur la tête de Henri.
ierre se réfugia près du prince de Galles, à
ui Edouard avait donné le gouvernement de
Guyenne, et il l'engagea par de belles pro-
esses dans ses intérêts. Duguesclin fut vaincu
ar les Anglais à Navarette, et fait prisonnier.
ierre, une fois rétabli, paya son protecteur
'ingratitude. Duguesclin, racheté en partie
ar l'argent du roi de France, retourna en Es-
agne l'année suivante, vainquit le roi de Cas- 1369.
lle sous les murs de Tolède, et rendit ainsi
couronne à Henri, qui l'affermit sur sa tête
ar la mort de son frère. Cette expédition fit
plus grand honneur à Duguesclin et aux
rançais; mais elle fut principalement utile,
arce qu'elle délivra la France des bandes qui
ravageaient, et parce qu'elle lui attira l'al-
ance de la Castille, dont la marine lui rendit
lus tard de grands services.

Cependant le roi n'avait cessé de travailler
réunir les biens de son domaine aliénés ou en-
agés, à rétablir ses finances, à rendre aux
onnaies leur valeur, à faire renaître enfin de
ous côtés la confiance et la paix, et à mériter
'amour des peuples qu'il protégeait également
t contre les exigences des officiers royaux et
ontre les brigandages des gens de guerre. Il
vait resserré les liens qui unissaient les deux
naisons de Flandre et de France, en ména-
geant à son frère le duc de Bourgogne, la main
le Marguerite, fille et unique héritière du

comte Louis. Enfin le roi de Navarre, malgré son caractère remuant et brouillon, était forcé de vivre tranquille. Ce fut dans ces circonstances que quelques seigneurs du Midi réclamèrent l'autorité du roi contre les nouveaux impôts que le prince de Galles avait établis. Le traité de Brétigny enlevait à la vérité les provinces possédées par l'Angleterre à la suzeraineté de la France ; mais les renonciations convenues n'avaient pas été faites, et c'était la faute d'Edouard, qui aurait dû renoncer en même temps à ses prétentions sur la couronne. Charles V cita le prince de Galles à la cour des pairs. *Puisque mon suzerain m'appelle, je me rendrai à Paris,* répondit-il au député, *mais le bassinet en tête, et suivi de soixante mille hommes.* Il soutint mal tant de fierté. L'armée royale parut à peine, que tout le Ponthieu se soumit ; dès la première sommation, plusieurs villes de la Guyenne ouvrirent leurs portes ; enfin, dans la Picardie, le duc de Lancastre, tenu en échec par le duc de Bourgogne, fut obligé de repasser la mer sans avoir pu agir.

Charles V mit le comble à la fureur dont le roi d'Angleterre fut saisi à ces fâcheuses nouvelles, en déclarant confisqués tous les fiefs qu'il possédait en France. Duguesclin, rappelé d'Espagne, contribua aux succès du duc d'Anjou en Guyenne, puis à la prise de Limoges par le duc de Berry ; mais le prince de Galles, ayant rassemblé des troupes, reprit cette ville, et en fit passer les habitants au fil de l'épée. Cependant Robert Knole envahissait la Picardie et

dévastait jusqu'aux environs de Paris, à la tête d'une armée anglaise. Rien ne lui résistait : mais les villes étaient hors d'insulte; des corps de troupes le harcelaient sans cesse; les campagnes ne lui offraient qu'un sol aride, en sorte qu'il fut contraint de battre en retraite. Quand il eut mis ses soldats en quartiers d'hiver, Duguesclin défit à Pont-Vilain le principal corps, puis il poursuivit et dispersa les autres sans leur avoir donné le temps de se reconnaître. Dans les années suivantes, la flotte de Castille défit la flotte anglaise à la hauteur de La Rochelle, ce qui facilita la réduction du Poitou. Une expédition qu'Edouard voulut conduire lui-même, échoua par les vents contraires. Tout réussissait ainsi à Charles V, lorsque le duc de Bretagne
se déclara pour les Anglais. Aussitôt Dugues- 1372.
clin entre dans la province; toute la noblesse se joint à lui; les Anglais sont passés au fil de l'épée; le duc s'enfuit en Angleterre, et la Bretagne est conquise. Edouard envoya à Calais une seconde armée, que les Français anéantirent comme les autres, en se tenant sur la défensive. Tant de mauvais succès firent consentir le roi d'Angleterre à une trêve que ménagèrent les légats du pape Grégoire XI; mais il ne lui restait plus en France que Calais, Cherbourg, Brest, Bordeaux, Bayonne et quelques autres places en Guyenne.

Tandis que l'on négociait à Bruges pour changer la trêve en une paix définitive, le prince
de Galles mourut à Londres d'une maladie de 1376.
langueur qu'il avait contractée en Espagne.

L'année suivante, on reprit les hostilités; mais Edouard fut emporté par une maladie imprévue, et la minorité de son petit-fils Richard II augmenta encore la position critique des Anglais en France. Pendant que le duc de Bourgogne, dans la Picardie, et Duguesclin, dans la Guyenne, chassaient devant eux les garnisons ennemies, une flotte débarquait sur les côtes d'Angleterre et se retirait chargée d'un immense butin. Robert Stuart, neveu et successeur de David Bruce, saisit le moment pour assurer l'indépendance de l'Ecosse. Cette diversion fomentée par le roi, lui devint en effet très-utile. Les Anglais prétendirent s'en venger en soutenant le duc de Bretagne; mais Duguesclin, qui avait reçu l'épée de connétable, les contraignit à lever le siége de St-Malo, et s'empara ensuite de toutes les places qui restaient au duc, excepté Brest, parce qu'il n'avait pas de flotte pour l'assiéger.

En 1378, le roi de Navarre était sorti de sa longue inaction en essayant un crime. Des assassins qu'il soudoyait, devaient empoisonner le roi : ils furent découverts, et périrent au milieu des supplices. En même temps Duguesclin enleva au Navarrais tout ce qu'il possédait en Normandie. Le duc d'Anjou, qui allait assiéger Bordeaux, rabattit sur Montpellier. La ville se soumit, puis se révolta et fut de nouveau soumise. Charles V voyant le roi de Navarre heureusement dépouillé, voulut consommer aussi la ruine du duc de Bretagne, en réunis-
1379. sant la Bretagne à la couronne. Cette résolu-

tion lui aliéna les seigneurs de ce duché. Dès que l'arrêt eut été prononcé, ils se confédérèrent, rappelèrent leur duc et le remirent en possession de plusieurs places. Duguesclin, toujours fidèle au roi, entra dans la Bretagne pour la soumettre, et il ne fit rien qui fût digne de sa réputation dans une guerre qu'il entreprenait à regret. Le roi, d'après ses conseils, voulut revenir sur son arrêt : mais l'affaire était trop envenimée. Duguesclin cependant retourna combattre les Anglais dans le Languedoc et assiégea Château-Randon. Ce fut devant cette forteresse qu'une maladie l'enleva à la France. Le gouverneur anglais vint déposer sur ses restes les clefs de la place, le royaume entier le pleura, et Charles lui fit donner à St-Denis la sépulture royale. Les Anglais crurent le moment favorable pour envahir la Picardie; mais on rendit inutiles toutes leurs attaques en suivant le même système, et ils furent contraints de décamper faute de vivres.

Charles survécut à peine quelques mois au connétable. Il avait été empoisonné par le roi de Navarre, lorsqu'il n'était encore que dauphin. Un médecin allemand lui avait sauvé la vie, mais non la santé ; et une fistule au bras devait l'avertir, en se desséchant, qu'il se préparât à la mort. En 1374, Charles avait fixé à quatorze ans la majorité des rois de France. Comme son fils aîné n'en avait encore que douze, il nomma régent avant de mourir, le duc de Bourbon, son beau-frère, et ses trois frères les ducs d'Anjou, de Berry et de Bourgogne.

Les historiens n'ont jamais trouvé assez d'éloges pour louer Charles V, à qui la postérité a confirmé le surnom de Sage. Il sut profiter de l'adversité et des fautes de son père. Il dirigea les armées sans sortir de son cabinet, et reconquit la moitié de la France. Défenseur de la paix publique, il porta le dernier coup, par ses ordonnances, aux guerres privées qui avaient désolé si souvent l'Etat. Ami des lettres, il protégea constamment les savants et fonda la Bibliothèque royale. Sous son règne commença, entre Urbain IV et Clément VII, le schisme qui divisa pendant un demi-siècle toute la chrétienté. La France embrassa d'un accord unanime l'obédience du pontife d'Avignon, Clément VII.

---

## CHAPITRE XIV.

Suite de la rivalité de la France et de l'Angleterre. — Guerres civiles. — Expulsion des Anglais. (1380-1461.) — [14e et 15e siècles.] — Géographie politique de la France à cette époque. — De l'Eglise en France. — Pragmatique-sanction de Bourges. — Réformes et institutions de Charles VII.

Charles VI. 1380.

Les sages précautions que le feu roi avait prises, n'empêchèrent pas la rivalité des trois oncles de Charles VI. Le duc d'Anjou, qui était l'aîné, prit en main la principale direction des affaires. Ce prince, d'un caractère avare, s'empara pour son compte des trésors de la couronne, que l'on a portés jusqu'à dix-sept millions. Il fallut établir de nouveaux im-

pôts, dont la révolte de Paris et de plusieurs villes obligea de suspendre la levée. On y revint, dès que l'on crut les esprits refroidis; mais à Paris, le peuple s'arma de maillets de plomb, ce qui fit donner aux révoltés le nom de Maillotins, massacra les officiers qui exécutaient l'ordonnance, et se soumit ensuite en sacrifiant ses chefs, mais à condition que l'impôt serait définitivement révoqué. A Rouen, la sédition alla jusqu'à nommer roi l'un des citoyens les plus riches. Le duc d'Anjou y conduisit une armée, fit entrer le roi par la brêche, envoya au supplice les plus mutins, et ôta à la ville tous ses priviléges. Dans le Midi, le duc de Berry, nommé gouverneur du Languedoc, eut à lutter aussi pour se mettre en possession de la province, parce qu'elle redoutait ses rapines. Le comte de Foix leva des troupes et le vainquit à Revel; mais il abandonna volontairement la partie, et le duc de Berry ne justifia que trop les préventions des peuples par les impôts qu'il ordonna et par les supplices qu'il infligeait à la plus légère résistance.

Le duc de Bourgogne ne s'oubliait pas de son côté. Plus ambitieux que ses frères, et plus écouté dans le conseil, parce qu'il était plus habile, il profita de son crédit pour ses intérêts, en appelant l'attention du roi sur les troubles de Flandre. Pendant le règne de Charles V, il y avait eu mésintelligence continuelle entre les communes et Louis de Mâle, prince inappliqué, ne songeant qu'à ses plaisirs, et toujours prêt à de nouveaux impôts pour soutenir

son luxe. Le mécontentement dégénéra en révolte. Les Gantois mirent à leur tête le fils d'Artevelt, qui battit les troupes du comte, et qui rallia de gré ou de force à son parti presque toutes les villes. Charles V demeura spectateur de la lutte ; mais le duc de Bourgogne, héritier de la Flandre par sa femme Marguerite, fille unique du comte Louis, mit Charles VI dans les intérêts de son beau-père. Une armée
1382. française envahit la province et rencontra à Rosebecque l'armée flamande commandée par Artevelt. Vingt mille Flamands au moins demeurèrent avec leur chef sur le champ de bataille. Toutes les villes, excepté Gand, se rendirent ou furent forcées. Courtray fut livrée au pillage et à l'incendie, parce qu'on y trouva les éperons dorés, monument de la défaite des Français en 1302. Après cette expédition, Charles, se dirigeant sur Paris avec son armée victorieuse, profita de la crainte qu'il inspirait pour punir les séditions précédentes. Un grand nombre de bourgeois périrent sur l'échafaud. On ôta à la ville son prévôt des marchands ; on y rétablit les impôts et les gabelles ; et pour la contenir dans la suite, on ajouta aux fortifications de la Bastille que Charles V avait commencées.

La guerre avait toujours continué avec l'Angleterre; mais tout s'était borné à la prise de quelques châteaux vers le Limosin et en Guyenne. Les hostilités se ranimèrent lorsque les Gantois eurent imploré le secours des Anglais. Richard II envoya une armée nombreuse

qui triompha près de Dunkerque, et qui s'empara des principales villes. A cette nouvelle, Charles VI revint en Flandre, poussa de tous côtés l'armée anglaise et lui fit évacuer la province. La mort du comte, auquel succéda Philippe de Bourgogne, arrêta un instant les hostilités. Elles recommencèrent l'année suivante; mais les Gantois, demeurés seuls, se soumirent à Philippe, et la pacification de Tournay assoupit heureusement toutes les semences de discorde.

Louis d'Anjou n'était plus. Adopté par Jeanne I[re], comtesse de Provence et reine de Naples, il s'était mis en possession de la Provence, puis il était passé en Italie pour disputer le royaume à Charles de Duras; mais la disette et les maladies détruisirent son armée, et il mourut lui-même à Bari (1384), laissant à ses fils des droits équivoques et une source de nouvelles guerres. L'année suivante, Charles VI épousa Isabeau de Bavière. Mais, loin de s'endormir auprès d'une épouse qu'il aimait, il rassembla au port de l'Ecluse une flotte de quatorze cents voiles pour porter à son tour la guerre chez les ennemis perpétuels des Français. L'expédition échoua par le mauvais vouloir du duc de Berry, qui vint avec ses troupes quand le moment d'agir fut passé. En Saintonge, les Anglais perdirent encore quelques places; en Ecosse, l'amiral Jean de Vienne mena à Robert Stuart des troupes qui le firent triompher; enfin, en Castille, le duc de Lancastre, oncle de Richard et gendre de Pierre le

Cruel, voulut faire valoir ses droits par les armes, et trouva devant lui les Français unis aux Castillans, qui le firent renoncer à son entreprise.

Le mauvais succès de l'expédition d'Angleterre fit murmurer les peuples, toujours accablés d'impôts. Charles, dans l'assemblée de Reims,
1388. s'affranchit de la tutelle de ses oncles et prit en main les rênes de l'état. Il remédia aux abus, visita les provinces, écouta les plaintes des peuples, livra au supplice leurs oppresseurs, et retira même au duc de Berry le gouvernement du Languedoc. Un accident vint replonger la France dans un autre abîme.

Le duc de Bretagne entretenait toujours des relations secrètes avec les Anglais, et surtout il ne pouvait pardonner à certains seigneurs bretons leur peu d'attachement pour leur prince. Le connétable Olivier de Clisson était le plus avant dans sa haine. En 1387, il le fit prisonnier par trahison et ordonna son supplice; mais la crainte du roi lui fit rendre la liberté à son ennemi. Charles fut d'autant plus irrité de cette perfidie, que la captivité de Clisson fit manquer contre l'Angleterre, une seconde expédition dont le connétable était l'âme. Le pardon qu'il accorda au coupable ne parut qu'enhardir son audace. Quelque temps après, un seigneur breton, Pierre de Craon, ayant assassiné à Paris le connétable, qui ne mourut cependant pas de sa blessure, le duc de Bretagne donna asile au meurtrier et refusa de le livrer à la jus-
1392. tice du roi. Aussitôt on lui déclare la guerre, et

le roi en personne s'avance contre la Bretagne. Comme il traversait près du Mans une forêt de pins, un homme mal vêtu saisit tout à coup la bride de son cheval et s'écrie : *Noble roi! ne passe pas outre, tu es trahi.* Cette mystérieuse apparition égare la tête du roi. Furieux, il tire l'épée, tue quatre de ses gardes, et ne cesse de frapper que quand son épée est brisée contre un arbre. On eut recours pour le guérir aux prières et à la magie, mais sans succès : Charles n'eut plus, pendant trente ans, que quelques intervalles lucides. Un autre accident empira sa maladie. Dans un bal, il s'était déguisé en sauvage, conduisant enchaînés cinq seigneurs de la cour habillés de la même manière. Le feu prit par imprudence aux étoupes dont ils étaient revêtus. Un seul des cinq seigneurs échappa à une mort affreuse, et le roi fut tellement effrayé que ses accès de démence en redoublèrent.

Le sceptre, que Charles VI pouvait à peine supporter par instant, retomba aux mains de ses oncles, les ducs de Bourgogne et de Berry, qui se vengèrent de leur éloignement momentané sur les ministres, qu'ils renvoyèrent avec mépris, et sur Olivier de Clisson, à qui ils enlevèrent l'épée de connétable. Bientôt le duc de Bourgogne écarta habilement son frère, en lui rendant le gouvernement du Languedoc. Ce prince, qui ne manquait, comme nous l'avons dit, ni de talents ni de qualités, fit goûter à la France un repos de plusieurs années. Une trêve avait été conclue avec l'Angleterre dès l'année 1389. En 1396, Richard, occupé à l'intérieur

contre les factieux, la renouvela pour vingt-huit ans; et quand il succomba, en 1400, sous le duc de Lancastre, son cousin, l'usurpateur, qui prit le nom de Henri IV, confirma tous les traités avec la France. La noblesse, qui supportait le repos avec peine, prit alors parti dans différentes guerres. Les uns allèrent combattre en Italie sous Louis II d'Anjou, qui remporta des victoires sans en retirer aucun fruit; les autres, et parmi eux le comte de Nevers, fils aîné du duc de Bourgogne, le sire de Boucicaut, maréchal de France, l'amiral Jean de Vienne, et Philippe d'Artois, comte d'Eu et connétable, marchèrent au secours de Sigismond de Luxembourg contre le sultan Bajazet, qui avait envahi la Hongrie. Tant de guerriers déjà célèbres succombèrent par leur impru-
1396. dence à la sanglante bataille de Nicopolis. A peine si le comte de Nevers, racheté à prix d'or, put ramener à sa suite quelques chevaliers.

Ce fut à la même époque que Gênes, déchirée par les factions, se donna à la France. On y envoya le maréchal de Boucicaut, lorsqu'il fut revenu de Constantinople, qu'il avait défendue contre Bajazet. La conduite ferme et prudente de ce seigneur fit aimer et respecter l'autorité royale: mais rien ne fixa jamais le caractère inconstant des Génois. En 1409, Jean Galéas Visconti, duc de Milan, environné d'ennemis, offrit à Boucicaut de se soumettre aussi à la suzeraineté de la France. Tandis que le maréchal se rendait à Milan, les Génois révoltés massacrèrent la garnison française et se

déclarèrent libres. Une telle perfidie méritait un châtiment rigoureux; mais la France était alors en proie aux discordes.

En effet, la reine Isabeau de Bavière et le duc d'Orléans, frère du roi, voyaient impatiemment l'autorité aux seules mains du duc de
Bourgogne. Leur rivalité éclata en 1401. Les 1401.
deux partis assemblèrent des troupes; mais le duc de Berry réconcilia les deux princes. Le duc de Bourgogne mourut trois ans après, laissant à son fils Jean de Nevers, surnommé Sans-Peur, la Bourgogne, l'Artois, la Flandre et plusieurs autres pays. Le duc d'Orléans s'empara de la régence, se crut tout puissant, pilla le trésor et prétendit établir de nouveaux im-
pôts. Les Parisiens pour ne point obéir, ap- 1405.
pelèrent Jean Sans-Peur, qui vint suivi de six mille gens d'armes, et qui se rendit maître du roi, tandis que la reine et le duc d'Orléans se retiraient à Melun et assemblaient des troupes. Après bien des négociations, on parvint à éviter la guerre civile par un accommodement. Le duc d'Orléans en fut victime. Jean Sans-Peur
le fit assassiner à Paris et osa se vanter publi- 1407.
quement d'un tel meurtre. Valentine de Milan, fille unique de Philippe Visconti, que le duc d'Orléans avait épousée, vint aussitôt réclamer vengeance. Mais telle était la faiblesse de la cour, qu'un docteur de Sorbonne, Jean Petit, défendit devant le roi le meurtre de son frère par douze arguments en l'honneur des douze apôtres, et que le roi accorda au coupable un pardon pur et simple. Le parti d'Orléans

eut assez de crédit pour faire recommencer les poursuites l'année suivante, mais sans plus de succès. Tout présageait la guerre civile. Charles III, dit le Noble, roi de Navarre, et un grand nombre de seigneurs embrassèrent le parti du duc de Bourgogne. Dans le parti d'Orléans, on vit les ducs de Bretagne, de Bourbon et de Berry, et Bernard, comte d'Armagnac, qui avait donné sa fille à l'aîné des fils de Valentine.

Paris s'était déclaré d'abord pour le duc de Bourgogne, parce qu'il avait rendu aux bourgeois les priviléges que le roi leur avait enlevés au commencement de son règne. Quand la guerre eut éclaté entre les Bourguignons et les Armagnacs, les deux partis établirent de nouveaux impôts, et Paris ne fut pas épargnée. La ville se divisa alors en deux camps; les uns se donnèrent aux princes en haine des impôts et surtout des Anglais, que Jean Sans-Peur avait appelés à son secours; les autres continuèrent à porter les emblèmes des Bourguignons, le chapeau bleu, la fleur de lys et la croix de saint André. Parmi ceux-ci, l'on distingua bientôt la corporation des bouchers, à qui leur chef, Jean Caboche, fit donner le surnom de Cabochiens. Sûrs de l'appui du duc de Bourgogne, ils se portèrent à tous les excès contre les Armagnacs; et ce n'était chaque jour que nouveaux pillages, exils et incendies. Le duc d'Orléans vint camper à Saint-Cloud et à Saint-Denis. Le duc de Bourgogne, maître du roi et du dauphin, dont il était beau-père, parut les

défendre en reprenant Saint-Cloud et en forçant à la retraite l'armée des princes. Bientôt le roi prit l'oriflamme pour la poursuivre. Il entra dans le Berry, en assiégea la capitale, et imposa aux princes, qui avaient acheté à leur tour le secours de l'Angleterre, la pacification 1412.
de Bourges. La victoire ruina le parti bourguignon. Les Cabochiens se croyant tout permis, osèrent envahir plusieurs fois le palais du dauphin, saisir devant lui les seigneurs les plus illustres, en condamner quelques-uns au dernier supplice, et abreuver avec insolence l'héritier du trône de reproches qu'il méritait d'ailleurs par son amour pour les plaisirs. La bourgeoisie, à la vue de tels excès, abandonna le duc de Bourgogne, et délivra le dauphin, qui appela le parti contraire. Les Armagnacs devinrent par là maîtres absolus dans Paris, où il se fit une réaction en leur faveur. Cependant le duc de Bourgogne, à la tête d'une armée, déploya ses 1414.
bannières sur les hauteurs de Montmartre. Quand il se fut retiré, le roi, paré de l'écharpe blanche des Armagnacs, le poursuivit en Flandre, prit sur ses troupes Compiègne, Soissons et Beaune, et mit le siége devant Arras. Le duc comprit qu'il fallait céder. Par le traité d'Arras, il ouvrit au roi toutes ses places et consentit à s'exiler de la cour; mais on lui accorda, à lui et à ses partisans, une complète amnistie.

Cependant les Anglais supportaient impatiemment le souvenir de leurs anciennes défaites. De tant de provinces qu'ils avaient eues en France, il ne leur restait que Bordeaux et

Calais; car Richard II avait rendu Cherbourg et Brest, qu'Edouard avait occupées comme allié du duc de Bretagne et du roi de Navarre. Henri IV aurait bien voulu venger le nom anglais; mais les mouvements de l'Angleterre lui faisaient une loi de conserver la paix extérieure, et Henri V, son fils et son successeur, suivit la même politique au commencement de son règne. La trêve fut plus d'une fois violée ou rompue et presqu'aussitôt rétablie. Lorsque Henri se crut affermi sur le trône, il songea à profiter de nos discordes. Il demanda en mariage Catherine, fille du roi, avec un million d'écus en dot et la souveraineté de la Guyenne, du Ponthieu et d'autres provinces, d'après le traité de Brétigny. Plusieurs négociations infructueuses furent suivies d'une déclaration de guerre.
1415. Aussitôt Henri débarque en Normandie, réduit Harfleur, mais voit son armée décimée par les combats ou les maladies, et prend, à travers la Picardie, la route de Calais pour repasser dans son royaume. Il venait de franchir la Somme avec beaucoup de peine, lorsque l'armée française, sous les ordres du connétable d'Albret, se présenta en bataille dans les plaines d'Azincourt. Comme à Crécy et à Poitiers, Henri voulait acheter le passage d'une renonciation complète à ses prétentions. On préféra combattre; mais ce fut avec la même imprudence. Après quelques attaques où Henri courut cependant risque de la vie, il remporta la victoire la plus éclatante. Le duc de Brabant, le comte de Nevers, frère du duc de Bourgogne, le connétable

d'Albret, plusieurs princes du sang, un grand nombre de seigneurs illustres, et dix mille soldats environ, demeurèrent sur la place. Le duc d'Orléans, le duc de Bourbon, le maréchal de Boucicaut, le comte de Richemont et beaucoup d'autres furent faits prisonniers et emmenés aussitôt en Angleterre.

Henri, satisfait de s'être ouvert glorieusement le retour, repassa le détroit, tandis que les factions recommençaient en France avec une intensité nouvelle. Le duc de Bourgogne, qu'un ordre formel du roi avait empêché de se trouver à la bataille, voulut profiter de la captivité de son rival pour ressaisir le pouvoir ; mais il comprit que rien n'était changé à la cour, lorsqu'il vit donner au comte d'Armagnac l'épée de connétable. Il commença dès lors par vengeance à entretenir des intelligences avec les Anglais. La mort du dauphin lui rendit quelque espoir, parce que Jean, le second fils du roi, lui était
entièrement dévoué. Ce jeune prince mourut 1417.
lui-même l'année suivante, ainsi que le duc de Berry et Louis II d'Anjou. Le gouvernement restait dès lors entre les mains de la reine, du comte d'Armagnac et du nouveau dauphin Charles, âgé de seize ans, l'ennemi constant de la maison de Bourgogne. Malheureusement le comte d'Armagnac offensa la reine en lui enlevant ses trésors, et la relégua prisonnière à Tours, en l'accusant, ce qui était vrai, d'une conduite licencieuse. Le duc de Bourgogne avait déjà pris les armes et soumis une partie de la Picardie. Isabeau de Bavière l'appela pour

la délivrer. Le prince accourut, s'unit à elle, et la guerre civile redoubla de fureur.

1418. L'année suivante, une trahison enleva le roi et Paris aux Armagnacs. Perrinet le Clerc, fils d'un bourgeois qui avait en garde les clefs de l'une des portes de la ville, fut insulté par un seigneur et ne put obtenir justice. La vengeance lui fit livrer à l'Ile-Adam, gouverneur de Pontoise pour les Bourguignons, la porte qui était confiée à son père. Le roi fut fait prisonnier, le connétable et les principaux chefs des Armagnacs furent arrêtés; mais le dauphin, emporté dans ses draps par Tannegui du Châtel, se retira à la Bastille, et de là à Melun. Les Cabochiens signalèrent leur triomphe par d'affreuses cruautés. Sur un bruit que les Armagnacs venaient reprendre la ville, ils se portèrent aux prisons, guidés par le bourreau Capeluche, égorgèrent les malheureux qu'elles renfermaient, et de là massacrèrent dans la ville leurs ennemis au nombre de plus de deux mille personnes. Le duc de Bourgogne eut horreur de tels alliés. Capeluche et ses compagnons ou furent exposés au glaive ennemi dans plusieurs affaires, ou périrent à Paris au milieu des supplices. Cependant le dauphin rassemblait ses partisans. Toute la France, entre la Loire et l'Océan, reconnaissait son autorité; le duc de Bretagne était neutre, et en Normandie comme en Picardie, un grand nombre de seigneurs et de villes s'étaient déclarés hautement contre le parti du duc de Bourgogne.

Le roi d'Angleterre profita de ces divisions

pour essayer de nouvelles conquêtes. La prise de Rouen, qui se défendit pendant sept mois avec énergie, mais qui se rendit enfin parce 1419. qu'elle ne fut pas secourue, fit entamer à l'un et à l'autre parti des négociations avec le vainqueur. Comme Henri ne voulait accorder la paix qu'à des conditions exhorbitantes, on s'entremit pour réconcilier le dauphin avec la reine et avec le duc de Bourgogne. La France espérait tout de l'entrevue des deux princes sur le pont de Montereau : mais le duc de Bourgogne y fut massacré avec ou sans préméditation, par ceux qui accompagnaient le dauphin. Philippe, fils de Jean Sans-Peur, poursuivit le meurtre de son père sur le dauphin, qui n'avait cependant aucun intérêt à ce crime et dont la culpabilité a toujours été un problème. Pour mieux assurer la ruine du prince, il appela, de concert avec la reine, le roi d'Angleterre et signa le traité de 1420. Troyes, par lequel Henri épousait Catherine de France et était reconnu par Charles VI comme l'héritier présomptif de la couronne, à l'exclusion du *soi-disant* dauphin. Cet acte déplorable fut confirmé par un parlement mercenaire ; tous les princes du sang y souscrivirent, et Paris accueillit l'étranger dans ses murs avec les transports de la plus vive allégresse.

Après une expédition aussi glorieuse, Henri, de retour en Angleterre, obtint tous les subsides qu'il voulut. Cependant, malgré la prise de Sens et de Melun, malgré les succès presque continuels de ses troupes, malgré l'appui qu'il trouvait dans les divisions de la France, il dut

s'apercevoir bientôt que le royaume était loin
1421. d'être conquis. La défaite de Baugé, en Anjou, lui coûta son frère le duc de Clarence, et l'élite de la noblesse anglaise. Néanmoins le dauphin échoua devant Chartres, et perdit bientôt Dreux par la lâcheté du gouverneur, et Meaux, qui se rendit après plusieurs attaques. Ce fut le dernier exploit de Henri. Une dyssenterie l'obligea d'abandonner son armée et de se retirer à Vincennes où il mourut, laissant son fils unique Henri VI âgé de huit mois. Charles VI descendit au tombeau la même année, et fut inhumé sans aucune pompe. Les ducs de Bedfort et de Glocestre, oncles de Henri VI, prirent en main la régence en France et en Angleterre; mais les provinces méridionales de France proclamèrent aussitôt Charles VII, qui se fit couronner à Poitiers.

Charles VII. 1422. Telle était la situation déplorable où se trouvait réduit l'héritier légitime de la couronne de France, que ses ennemis ne l'appelaient plus par dérision que le roi de Bourges. Bientôt le duc de Bedfort se mit en campagne pour achever sa ruine. Presque toutes les places qui tenaient encore pour les Français, en Picardie et en Champagne, se rendirent où furent emportées. On essaya de reprendre Crevant en Bourgogne, et de sauver Verneuil en Normandie; mais les Anglais taillèrent en pièces l'armée française, dont les généraux furent tués ou pris. La défaite de Verneuil eût été surtout funeste, sans la rupture des Anglais avec le duc de Bourgogne. Jacqueline, comtesse de Hainaut

et de Hollande, et veuve du dauphin Jean, avait épousé en secondes noces Jean IV, duc de Brabant, son cousin-germain, prince infirme et de peu d'esprit. Une telle alliance ne pouvait avoir qu'un triste résultat; aussi Jacqueline prétextant parenté, offrit sa main au duc de Glocestre qui l'accepta, l'ambition le faisant passer sur la honte d'un tel mariage. Le duc de Bourgogne prit en main les intérêts de Jean IV. Glocestre, régent d'Angleterre, fit passer en Hollande toutes les troupes dont il put disposer; Philippe y envoya les siennes, et la guerre s'éleva entre les deux alliés. Bedfort n'oublia rien pour réconcilier les deux princes, et il y réussit, mais en négligeant les affaires de France. On s'en rapporta enfin à l'arbitrage du pape, qui prononça contre Glocestre. Jean IV, par reconnaissance, fit le duc de Bourgogne héritier de ses états et mourut quelque temps après. Jacqueline s'étant remariée en quatrièmes noces avec un seigneur de Hollande, Philippe lui déclara la guerre, les fit tous deux prisonniers et ne leur rendit la liberté que moyennant la cession du Hainaut et de la Hollande. Un tel agrandissement le rendit un des princes les plus puissants de toute l'Europe.

Cependant Charles VII avait profité de cette rupture pour relever son parti. Une nouvelle armée s'était assemblée autour de lui, sous la conduite de La Hire, de Saintrailles et du fameux comte de Dunois, bâtard de la maison d'Orléans. L'Ecosse lui envoya des secours, comme elle n'avait cessé de le faire. Philippe-

Marie Visconti, duc de Milan, fit passer en France six mille hommes. Mais ce qui releva le plus les affaires du roi, ce fut sa réconciliation avec Jean VI, duc de Bretagne. Des conseils perfides avaient fait nouer à Charles des intrigues en faveur des Penthièvre, qui descendaient de Jeanne la Boiteuse, et Jean par vengeance s'était uni aux Anglais. Le roi lui offrit pour le comte de Richemont, son frère, un apanage en France et l'épée de connétable. Jean conclut aussitôt une alliance offensive et défensive, mais à condition qu'on exilerait de la cour les meurtriers du duc de Bourgogne, ce qui fut exécuté. Le comte de Richemont prit le commandement des troupes. Il échoua dès la première expédition, s'en prit aux favoris de Charles VII, fit périr l'un après l'autre le sire de Giac et Le Camus de Beaulieu, et imposa La Trémoille, qui lse déclara bientôt contre lui. La cour se partagea en deux factions, et cependant les Anglais continuaient leurs conquêtes.

1427. Dès que l'affaire du Hainaut eut été réglée, le duc de Bedfort recommença la guerre avec activité. Tandis qu'une partie de ses troupes forçait le duc de Bretagne à demeurer neutre, le reste, sous la conduite de Talbot et du comte de Salisbury, échouait, il est vrai, devant Montargis, mais soumettait la Charité, le Mans, Laval, plusieurs autres villes de la Loire, et
1428. venait assiéger Orléans. Le comte de Dunois et les meilleurs capitaines s'étaient jetés dans la place. Dès les premières attaques, les Anglais perdirent Salisbury. Suffolck, qui lui succéda,

changea le siége en blocus. Alors eut lieu la journée des harengs. Dunois voulut intercepter un convoi de munitions et des vivres de carême qui arrivaient au camp ennemi. La supériorité du nombre lui assurait la victoire, quand l'imprudence de ses compagnons la lui arrache des mains. Ce désastre abattit complètement les assiégés. Ils offrirent au duc de Bourgogne de se rendre à lui : mais Bedford s'y opposa, disant qu'*il ne battait pas les buissons pour un autre*, ce qui réveilla dans Philippe une antipathie naturelle pour les Anglais. Déjà on délibérait à la cour de Charles VII si l'on n'abandonnerait pas Orléans et la Loire pour se retrancher dans la Guyenne, lorsqu'une femme rendit aux Français leur audace et la victoire.

A Domremy, près Vaucouleurs, une simple villageoise, Jeanne d'Arc, âgée de 17 ans, prétend qu'elle a reçu du ciel la mission de délivrer Orléans et de mener Charles VII à Reims. On crut à ses paroles, mais avec peine. Soudain elle prend l'épée et la cuirasse, entre, à la tête d'un convoi, dans la ville assiégée, attaque les retranchements des Anglais, y plante glorieusement sa bannière, et les force à une honteuse retraite. Toutes les places des environs tombent 1429.
bientôt en son pouvoir. Talbot vient la combattre à Patay et ne trouve que des fers. Alors elle prend le chemin de Reims, soumet les villes sur son passage, et fait sacrer Charles VII, comme elle l'avait promis. Sa mission était remplie, mais on la retint encore. Blessée à l'attaque

de Paris, elle est assiégée à Compiègne par les
1430. Bourguignons, reste prisonnière dans une sortie et est livrée aux Anglais. Bedfort se vengea lâchement de la gloire qu'elle avait acquise. Il la fit comparaître à Rouen devant des juges fanatiques, l'accusa de sorcellerie pour avoir mis en
1431. fuite les Anglais, la fit condamner au feu, et imprima aux siens, par le supplice de l'héroïne, une tache ineffaçable.

L'impulsion donnée par Jeanne d'Arc ne s'affaiblit point après sa mort. Charles VII, endormi jusqu'alors dans les plaisirs, sortit enfin de son indolence. Le duc de Bedfort venait de faire sacrer à Paris Henri VI, qui, ne se trouvant pas en sûreté dans la capitale de la France, repartit aussitôt pour Rouen, où il faillit être enlevé par un coup de main, et il repassa ensuite en Angleterre. Cependant Dunois s'emparait de Chartres par surprise ; le comte de Richemont, qui venait de faire enlever La Trémoille malgré le roi, rachetait tant d'audace par de brillants succès ; le maréchal de Rieux prenait Dieppe, forçait Harfleur à se rendre, et soumettait une partie de la haute Normandie ; enfin, les troupes royales s'approchant de Paris de plus en plus, occupaient successivement Lagni, Meulan, St-Denis, qui fut repris et démantelé, Pontoise, Vincennes et Corbeil, en sorte que les Parisiens affamés maudissaient les Anglais, en leur attribuant toutes leurs souffrances. Un événement heureux accéléra la ruine de l'étranger.

Depuis longtemps le duc de Bourgogne était fatigué des hauteurs de Bedfort ; mais comme le prince anglais avait épousé une de ses sœurs, l'alliance qui existait entre eux, empêchait toute idée de rupture. La duchesse étant venue à mourir, Bedfort prit en seconde noces Jacqueline de Luxembourg, mariage qui offensa d'autant plus Philippe, qu'il avait été contracté à son insu. Dès lors il se détacha de jour en jour du parti anglais. La misère de plusieurs provinces dévastées par la guerre, les instantes prières du concile de Bâle, les démarches de Charles VII, les avantages qu'on lui fit espérer de la paix, et enfin un caractère naturellement droit et bon, l'emportèrent sur la vengeance et sur le point d'honneur. Ses députés s'assemblèrent à Arras avec les députés du roi 1435.
de France, du roi d'Angleterre et du concile. On voulait une paix générale, et, dans ce but, on offrait aux Anglais la Normandie et la Guyenne ; mais ils prétendaient ne rien restituer de leurs conquêtes, et toute conférence avec eux fut rompue. Le duc de Bourgogne fit son traité particulier. Charles acheta de lui la paix par le désaveu du meurtre de Montereau, par la renonciation à tout droit d'hommage, par la cession des comtés d'Auxerre, de Boulogne, de Mâcon et de plusieurs villes de la Somme, et enfin par le paiement des frais de la guerre. Ce traité peu honorable et ruineux ne commettait même pas le duc de Bourgogne avec les Anglais. Bedfort irrité fit attaquer ses

états, Philippe déclara la guerre, envoya des troupes au roi, et assiégea lui-même Calais, mais sans succès. Malheureusement les Flamands se révoltèrent contre lui et firent ainsi une diversion utile à l'Angleterre. Mais c'était déjà beaucoup pour les Français de n'être pas déchirés par la guerre civile.

Isabeau de Bavière, généralement haïe et méprisée, mourut à Paris sept jours après le traité d'Arras. Les Anglais firent une perte bien autrement importante dans la personne du duc de Bedfort, qui mourut la même année. Le duc d'Yorck, qui lui succéda, n'avait ni ses talents ni son crédit, et était contrarié sans cesse par les ministres anglais. Les affaires de Henri VI déclinèrent. Quelques bourgeois appelèrent à Paris le connétable et lui livrèrent
1436. la ville, qu'il reconquit ainsi sans coup férir, la garnison anglaise, forte de quinze mille hommes, ayant rendu par capitulation la Bastille. Le roi, qui rétablissait l'ordre dans le Midi, reçut avec joie cette nouvelle. Dès qu'il eut célébré à Poitiers les noces du dauphin Louis, alors âgé de quatorze ans, avec Marguerite d'Ecosse, il se mit en marche, emporta d'assaut Montereau-faut-Yonne, et entra dans
1437. Paris après dix-neuf ans d'exil, au milieu des fêtes et des acclamations du peuple.

Tandis que les hostilités se continuaient de part et d'autre avec lenteur, Charles, par plusieurs ordonnances, s'occupait à régler l'administration des finances et de la justice,

à mettre un frein au luxe, à protéger, autant que possible, la tranquillité du laboureur contre la rapacité des gens de guerre, à rendre enfin la paix à l'Eglise, tout en consolidant la doctrine et les libertés de l'Eglise gallicane. Quand l'ordre eut été ainsi rétabli, il poussa avec plus de vigueur les hostilités qu'avaient suspendues un instant des conférences inutiles. Meaux, La Charité, St-Germain-en-Laye retombèrent en son pouvoir, et les Anglais n'entrèrent que dans Harfleur. Cependant La Trémoille, qui ne pardonnait pas au connétable sa disgrâce, monta contre lui une conspiration dans laquelle entrèrent les ducs d'Alençon et de Bourbon, le comte de Dunois et le dauphin lui-même. Dès que le roi en est averti, il part d'Amboise, rassemble quelque noblesse, déconcerte les factieux par son activité, les poursuit dans le Poitou, l'Angoumois, le Limosin et l'Auvergne, et les force à recourir à sa clémence. Ainsi finit cette rebellion que l'on appela la *Praguerie*. On craignit de la voir se relever, quand le duc d'Orléans, racheté par le duc de Bourgogne après vingt-cinq années de prison en Angleterre, se fut attiré par imprudence un ordre de s'éloigner de la cour; mais on le réconcilia avec le roi, et son mécontentement n'eut aucune suite.

La prise d'Evreux et celle de Pontoise, où 1441.
le roi monta lui-même à l'assaut, préludèrent à l'expédition qu'il méditait en Guyenne. Les intrigues de quelques seigneurs y mirent encore

obstacle. Dès que Charles les eut apaisées par sa fermeté, il alla soumettre dans le Midi un grand nombre de places, tandis que le dauphin faisait lever à Talbot le siége de Dieppe. On ouvrit alors pour la paix de nouvelles confé-
1444. rences, qui amenèrent du moins une trêve de quatre années. Les factions déchiraient l'Angleterre, le duc de Suffolck disputant au duc de Glocestre la faveur de Henri. Glocestre voulait la guerre, Suffolck la paix. Celui-ci eut assez de crédit pour engager son maître à épouser Marguerite, fille de René d'Anjou, roi titulaire de Sicile, mais qui possédait la Provence et la Lorraine. Une particularité remarquable de ce mariage, c'est que le ministre anglais acheta cette alliance de la cession du Maine en faveur de Charles d'Anjou, frère de la nouvelle reine.

Il fallait une occupation à l'humeur inquiète du dauphin, et aux troupes qui pillaient pendant la paix ceux qu'elles devaient défendre pendant la guerre. L'empereur Frédéric III, alors en guerre avec les Suisses, demanda le secours de la France. Charles lui envoya le dauphin à la tête de cinquante mille hommes, que l'on recruta même parmi les mercenaires anglais. Seize cents Suisses ne succombèrent au combat de St-Jacob qu'après avoir fait périr dix mille ennemis. Le dauphin, effrayé d'un tel résultat, offrit sa médiation qui fut acceptée, et revint en France après avoir perdu la meilleure partie de ses troupes. Charles cependant avait soumis en personne la Lorraine

révoltée contre son duc, et forcé Metz à reconnaître la suzeraineté de la France. Il vit avec plaisir que le royaume, dans cette double guerre, avait été purgé d'une foule de soldats sans frein. Ce fut alors qu'il introduisit un changement notable dans la milice. Au lieu de troupes indisciplinées qu'on licenciait à chaque trêve, il établit une armée permanente, composée de quinze compagnies d'ordonnance, ayant six cents chevaux chacune; d'un corps de quatre mille fantassins, et de francs-archers entretenus par les communes. Et villes et seigneurs applaudirent à une mesure qui garantissait la paix publique, et consentirent à une taxe perpétuelle pour le paiement des troupes. On ne tarda pas à ressentir les heureux effets d'une aussi sage mesure.

Comme le duc de Suffolck ne se pressait pas de rendre le Mans suivant les conditions de la trêve, le roi fit assiéger la place par Dunois, qui en chassa la garnison anglaise. Les Anglais, par représailles, surprirent Fougères et quel- 1449.
ques places sur les frontières de la Bretagne et de la Normandie. On pouvait prévoir dès l'origine quelle serait l'issue de la guerre. Charles avait de bonnes troupes et ses finances dans un état florissant, grâce à Jacques Cœur, qui s'était enrichi par le commerce et qui avait été fait trésorier de la couronne. Henri VI, au contraire, dénué d'argent et presque de troupes, avait à lutter en Angleterre contre le roi d'Ecosse, et contre les factions qui plus tard devaient lui enlever le trône et la vie. Aussi

les Français ne trouvèrent devant eux aucune armée, lorsqu'ils entrèrent dans la Normandie pour la conquérir. Presque toutes les places se rendirent ou furent emportées. Le duc de Somerset préparait dans Rouen une plus
1450. longue résistance; mais les habitants ouvrirent leurs portes à l'armée royale, et Somerset n'obtint la liberté qu'au prix de plusieurs places importantes. Thomas Kiriel, général anglais, qui voulut s'opposer, avec quelques troupes, à de tels progrès, fut vaincu et pris à Formigny par le connétable de Richemont. Bientôt Caen fut obligée de se rendre, et la soumission de Cherbourg compléta, en une seule campagne, la conquête de toute la Normandie.

La réduction de la Guyenne fut encore plus rapide. Les premières places qui furent attaquées, firent quelque résistance. Mais, quand on vit qu'il ne fallait attendre d'Angleterre aucun secours, on envoya à Dunois des députés qui traitèrent de la soumission de toute la province, à condition que le roi conserverait à chaque ville ses priviléges. Dunois, reçu dans Bordeaux, prêta, au nom du roi, le serment demandé, et courut assiéger Bayonne, qu'il soumit après un siége assez meurtrier. Tout paraissait fini de ce côté, lorsque Talbot descendit à la tête d'une armée anglaise, rallia à
1453. lui plusieurs seigneurs, fut reçu dans Bordeaux, et recommença la guerre. Un seul combat termina la lutte. L'armée anglaise fut anéantie à Castillon, où périt Talbot à quatre-vingts ans; les révoltés passèrent en Angleterre; la

Guyenne reconquise perdit tous ses priviléges, et, pour contenir Bordeaux, on éleva les forts du Ha et du Château-Trompette, dont la ville elle-même paya les frais. Il ne restait plus que Calais à soumettre; mais, comme c'eût été travailler pour le duc de Bourgogne, à qui cette ville devait appartenir, Charles en négligea la conquête. La France n'eut plus à craindre des Anglais que quelques descentes et des ravages passagers sur les côtes. En 1458, une flotte, commandée par le sire de Brezé, aborda au comté de Kent; les Français emportèrent Sandwich, prirent les vaisseaux dans le port, frappèrent de contributions les contrées voisines, et revinrent impunément après ces terribles représailles. Ce fut le dernier exploit militaire du règne de Charles VII.

Ce prince vit la fin de sa carrière empoisonnée par des malheurs domestiques. Le dauphin, après l'expédition de Suisse, s'était éloigné de la cour, sous prétexte que ses ennemis y dominaient, et s'était cantonné dans le Dauphiné, qui formait son apanage. Marguerite d'Ecosse étant morte, il épousa en secondes noces, sans le consentement de son père, Charlotte, fille du duc de Savoie. Le roi dissimula, tant que dura la guerre contre les Anglais.
Quand il fut libre de ce côté, il envoya en Dau- 1455.
phiné Chabanne avec des troupes, en sorte que le dauphin fut contraint de chercher asile à la cour du duc de Bourgogne. Charles VII fit tout pour ramener son fils, et ne put y parvenir. On dit même qu'il le crut assez pervers pour tenter

un parricide, et qu'il mourut faute de nourriture, parce qu'il craignit que ses aliments ne fussent empoisonnés. Ce prince était alors âgé de cinquante-huit ans, et dans la trente-neuvième année de son règne. Nous remarquerons parmi les derniers événements de cette époque, l'avénement du duc de Richemont au duché de Bretagne par l'extinction de la branche aînée; la condamnation du duc d'Alençon à une prison perpétuelle, pour avoir voulu, par jalousie du pouvoir, livrer la Normandie aux Anglais; enfin, la soumission momentanée de Gênes à la France, en 1459, et sa révolte contre Réné d'Anjou.

Sur vingt-sept provinces qui constituaient la France à cette époque, Charles VII en laissait quinze à son successeur, et ces quinze provinces formaient, par leur grandeur et leur importance, plus des deux tiers du territoire. Le duc de Bourgogne, maître de l'Artois, de la Flandre, d'une partie de la Picardie et de vastes provinces en Allemagne; Réné d'Anjou, possédant par lui-même le Maine, l'Anjou, la Provence, et par son fils, la Lorraine, et en troisième lieu le duc de Bretagne, étaient les seuls vassaux qui pussent inspirer à la royauté quelques craintes. Quant aux Anglais, ils ne conservaient en France que Calais et une faible enceinte autour de la ville.

On a reproché à Charles VII son amour pour les plaisirs au moment où les Anglais travaillaient à le dépouiller de son royaume, et l'attachement qu'il montra pour la célèbre Agnès Sorel, sa maîtresse. Il n'en fut pas moins

un prince religieux et vraiment grand. Son application aux affaires devint extrême. Ses conquêtes lui firent donner le surnom de Victorieux. Son zèle pour la justice n'admit point de distinction entre les coupables. Un bâtard de Bourbon fut noyé pour ses déprédations. Un sieur de l'Espare, en Guyenne, expia sur l'échafaud de criminelles intrigues. Enfin le comte d'Armagnac, accusé et convaincu d'adultère et d'inceste avec sa propre sœur, n'échappa au supplice que par la fuite et aux dépens de ses domaines qui furent confisqués.

L'état de l'Eglise, en France, appela aussi l'attention du sage monarque. Déjà, sous Charles V, la chrétienté avait été divisée par un long schisme, auquel le royaume avait pris une part assez active. En effet, lorsqu'à la mort de Grégoire XI, en 1378, les cardinaux élurent à la fois Urbain II et Clément VII, Urbain s'étant déclaré en Italie contre la maison d'Anjou, la France embrassa l'obédience de Clément, et entraîna après elle ses alliés. Aussi, en 1383, Urbain publia contre la France une croisade qui n'aboutit qu'à montrer l'animosité du pontife. Quand il mourut, (1394), Charles VI n'oublia rien pour éteindre le schisme et ne put réussir. Pendant la maladie du monarque, l'Université ne cessa de travailler à la réunion de l'Eglise, et elle provoqua de toutes ses forces la convocation d'un concile, qui s'assembla enfin à Pise : mais l'élection d'un troisième pape (1408) Alexandre V, ne fit que compliquer la difficulté, parce que les

successeurs d'Urbain et de Clément refusaient de déposer la tiare. Le concile de Constance mit fin à cette longue plaie du catholicisme; mais ce fut par les soins de l'empereur Sigismond, et la France se contenta d'adhérer au choix du concile, ravagée qu'elle était par les guerres civiles et par ses luttes avec les Anglais.

Charles VII n'avait pas encore reconquis ses états, lorsqu'un nouveau concile assemblé à Bâle (1431), malgré le pape Eugène IV, s'occupa de réformer l'Eglise et de mettre des bornes aux empiétements des pontifes. Il y fut décidé que le concile avait une autorité supérieure à celle des papes; que les évêques seraient élus d'après la forme ancienne, et non plus nommés par le caprice; que les *réserves*, les *expectatives*, les *annates* seraient abolies; que le pape ne devrait plus jeter l'interdit sur un royaume, sur une ville, sur une communauté entière, ce qui avait été l'abus des temps précédents. Charles VII fit examiner les différents articles du concile par une assemblée du clergé tenue à Bourges, et après en avoir modifié quelques-uns, il dressa un acte vérifié et enregistré au parlement, qui leur donnait force de lois dans le royaume. C'est la *pragmatique-sanction*, contre laquelle réclamèrent les pontifes.

Eugène IV ayant voulu s'opposer aux décisions du concile, fut déposé par les évêques, et Amédée VII, comte de Savoie, qui avait abdiqué, fut élevé au trône pontifical sous le nom de Félix V. Il en résulta un nouveau schisme,

appelé le petit schisme d'Occident, parce qu'il eut moins de durée. Charles VII alors tranquille, entreprit de le faire cesser. Une assemblée du clergé, convoquée à Lyon, envoya des députés à Genève supplier Amédée de renoncer à la tiare ; et, en effet, après quelques négociations avec Nicolas V, successeur d'Eugène, l'élu du concile abdiqua, rendant à l'Eglise la paix et l'union qu'avaient réclamée de lui les ambassadeurs du roi de France. Le schisme avait duré un peu plus de neuf ans (1440-1449). Mais tous les efforts de Nicolas et des papes qui suivirent ne purent engager Charles V à se départir de la pragmatique.

---

## CHAPITRE XV.

Règne de Louis XI et minorité de Charles VIII (1461-1494. — Abaissement des grands et progrès du pouvoir royal. — Ruine de la maison de Bourgogne (1477). — Mariage de Charles VIII et d'Anne de Bretagne (1491). — [15e siècle.]

Dès que Louis XI eut appris la mort de son père, il abandonna la Flandre et vint se faire sacrer à Reims, accompagné du duc de Bourgogne et de son fils, le comte de Charolais, avec lequel il avait contracté pendant son exil une amitié qui dégénéra bientôt en haine. Le premier soin du monarque fut de disgracier tous les ministres du précédent règne, et, au contraire, il réhabilita le comte d'Armagnac et

Louis XI. 1461.

le duc d'Alençon, prenant ainsi à tâche de défaire tout ce que Charles VII avait fait. Ce motif peut-être et les flatteries du pape Pie II, l'engagèrent encore à révoquer la pragmatique-sanction ; mais, le pontife ayant continué à secourir au royaume de Naples la maison d'Aragon contre les Angevins, le roi souffrit que, malgré son ordre, le parlement la maintînt en partie. Il en fut ainsi jusqu'au concordat de François Ier.

Quand Louis eut satisfait ses vengeances, il se mit à accomplir le projet qu'il avait formé de niveler une féodalité menaçante, et ce fut l'occupation de tout son règne. Il lui fallait la paix extérieure. La guerre des deux Roses en Angleterre, le règne du faible Henri IV en Castille, de Jean II en Aragon, les troubles du royaume de Navarre, les querelles de l'Italie pour le duché de Milan et le royaume de Naples, en assurant la tranquillité de la France, semblaient appeler l'attention de son roi. Louis ne se laissa pas distraire. Il reconnut Sforce duc de Milan, malgré les droits que le duc d'Orléans voulait faire valoir du chef de Valentine, sa mère ; il abandonna la Navarre à Jean II, et le secourut même de son argent et de ses troupes, moyennant la cession de la Cerdagne et du Roussillon ; enfin, s'il accorda en Angleterre quelques secours à Marguerite d'Anjou, ils furent si faibles, qu'il paraissait plutôt vouloir alimenter la guerre civile que la terminer au profit des Lancastre. A l'abri, par

cette politique, de toute agression extérieure, il crut pouvoir tout oser. D'un côté, il accablait le peuple d'impôts et défendait la chasse à la noblesse inférieure ; de l'autre, il refusait à Charles, son frère, de lui délivrer le Berry, son apanage : il dépouillait le duc de Bourbon du gouvernement de la Guyenne ; il voulait enlever à François II, duc de Bretagne, d'anciens priviléges ; enfin, après avoir repris à Philippe le Bon les villes de la Somme, moyennant 400,000 écus, selon une clause du traité d'Arras, il prétendit établir la gabelle dans les états de Bourgogne, et s'unit aux Liégeois qui ne cessaient de se révolter contre la domination de la Bourgogne. Tous ces princes mécontents formèrent entre eux une ligue dite du *bien public*, et dans laquelle entrèrent le duc de Lorraine, fils du roi Réné, le duc d'Alençon, les comtes de Dunois et d'Armagnac. Louis marchait en Bretagne pour la soumettre à ses volontés, lorsqu'il apprit la révolte du Bourbonnais. 1465.
Aussitôt il prend possession du Berry, du Bourbonnais et de l'Auvergne, poursuit les rebelles, les assiége dans Riom, et leur accorde une trêve pour tourner contre le comte de Charolais qui s'avançait vers Paris à la tête des troupes bourguignones. La bataille de Montlhéry laissa la querelle indécise. Le comte joignit à Etampes le duc de Bretagne, et bientôt après les autres princes. En même temps la Normandie, accablée d'impôts, se soulevait tout entière. Le roi provoqua des conférences pour la paix. Par le traité de Conflans, le comte de

Charolais obtint toute la Picardie au delà de la Somme et les villes rachetées naguère. Par le traité de Saint-Maur, le duc de Berry eut, en échange du Berry, la Normandie, et chaque seigneur reçut à peu près ce qu'il voulut demander. On réclama pour la forme la création de trente-six commissaires pris dans l'église, le parlement et la noblesse, qui devaient travailler pendant deux ans à soulager le peuple et à rechercher tous les abus.

Ce double traité fut, de la part de Louis XI, un chef-d'œuvre de politique, parce qu'en accordant tout, il sut faire ressortir à son avantage les intérêts contraires des princes ligués. Il comprit aussi que s'il voulait réussir, il fallait diviser pour vaincre. En conséquence, il gagna à force de caresses la plupart des seigneurs, et se crut assez puissant pour enlever, dès l'année suivante, la Normandie à son frère. Aussitôt il se forme une nouvelle ligue dans laquelle entrent les ducs de Bourgogne, de Bretagne et d'Alençon, et, de nom seulement, les rois de Castille et d'Angleterre : mais le peuple, qui n'avait gagné après la guerre du bien public que de nouveaux impôts, ou servit fidèlement Louis XI, ou demeura neutre. Le duc de Bretagne s'empara d'abord de la basse Normandie, et fit entrer des troupes dans Alençon. Bientôt une armée royale le poursuivit
1468. de place en place, entra à sa suite en Bretagne, et le força de conclure le traité d'Ancenis, par lequel il renonçait à l'alliance de la Bourgogne et de l'Angleterre. Philippe le Bon,

mort en 1467, avait laissé la Bourgogne à son fils, le comte de Charolais, Charles, surnommé le Téméraire. Celui-ci n'avait pu d'abord secourir son allié, parce qu'il apaisait une révolte nouvelle des Liégeois. Quand il les eut domptés à la bataille de St-Tron, il s'avança en Picardie, où il apprit avec chagrin le désarmement de la Bretagne. Louis XI lui fit demander une entrevue à Péronne, pour traiter de la paix. Le duc y consentit; mais, tandis qu'on en discutait les articles, il apprit que Liége s'était de nouveau révoltée par les intrigues du roi. Justement irrité d'une telle fourberie, il fit craindre au roi pour sa vie, et ne lui rendit la liberté à des conditions humiliantes qu'après l'avoir mené à sa suite contre les Liégeois. Louis eut la douleur de voir périr ses alliés sous ses yeux. Liége fut réduite en cendres, et les habitants périrent par le glaive du soldat ou du bourreau.

L'une des clauses du traité de Péronne donnait à Charles de France la Champagne et la Brie. Louis XI lui fit agréer en échange la Guyenne, plus éloignée de la Bourgogne, et le porta même à rompre avec Charles le Téméraire, qu'il isolait d'ailleurs de tous ses alliés. Le duc de Nemours et le comte d'Armagnac furent réduits, l'un à demander grâce, l'autre à s'enfuir en Espagne en abandonnant ses états. La menace d'une seconde invasion en Bretagne amena le traité d'Angers, par lequel le duc renonçait à toute alliance contraire à la tranquillité du royaume. Le rétablissement de 1470.

Henri VI par Warwick enlevait encore à la Bourgogne l'appui de l'Angleterre. Louis, profitant de ces circonstances, rompit la paix de Péronne et cita son rival au parlement.
1471. Amiens, St-Quentin et plusieurs villes, où le roi avait contracté d'avance des intelligences, ouvrirent aussitôt leurs portes. Tout présageait à Louis les plus heureux succès : mais la crainte d'une nouvelle ligue le fit consentir à une trêve.

En effet, le duc de Bretagne, le roi d'Angleterre Edouard IV, vainqueur du parti de Lancastre, Réné d'Anjou, son fils le duc de Lorraine, le duc d'Alençon, le comte d'Armagnac, rétabli par le duc de Guyenne, ce dernier prince lui-même et d'autres seigneurs avaient conclu avec la Bourgogne une ligue, dont le but avoué était de renverser Louis XI et de démembrer toute la France. La mort du duc de Guyenne, enlevé, selon les uns, par une maladie, selon d'autres, par le poison, étonna les confédérés. Charles le Téméraire accusa Louis d'un fratricide, prit d'assaut Nesle et plusieurs villes, mais échoua devant Beauvais, que défendit une femme, Jeanne Hachette; puis devant Dieppe et devant Rouen, où il avait donné rendez-vous aux troupes de la Bretagne. Mais le roi, suivi de cinquante mille hommes, avait envahi en personne cette province et acheté la paix, quoique vainqueur, en gagnant les ministres bretons. Il tourna
1473. alors contre le duc de Bourgogne, qui accepta la trêve de Senlis, parce que ses affaires l'ap-

pelaient du côté de l'Allemagne. Ce fut la ruine des princes ligués. Le duc d'Alençon perdit ses places, fut fait prisonnier, et mourut dans les fers sous le poids d'une condamnation à mort que le parlement avait prononcée. Le comte d'Armagnac périt misérablement au siége de Lectoure, et son comté fut définitivement réuni à la couronne. Le duc de Lorraine fut emporté en trois jours par une maladie, et laissa ses états à Réné II de Vaudemont. Enfin la maison d'Anjou perdit l'Anjou, et ne posséda plus que la Provence et le Maine. La France était ainsi pacifiée, quand les hostilités avec la Bourgogne recommencèrent.

Maître des deux Bourgognes, de l'Artois, de la Flandre, du Hainaut, du Brabant, de presque toute la Hollande, Charles, qui venait d'acheter la Gueldre et qui traitait avec Réné d'Anjou pour la cession de la Provence, voulut encore soumettre la Suisse, la Lorraine et les villes libres d'Alsace. Louis ménagea contre lui, entre les différents pays menacés, une ligue dans laquelle entrèrent quelques-uns des princes de l'empire, et parmi eux l'empereur Frédéric III. Aussi, lorsque Charles, intervenant dans la querelle de Robert de Bavière et de Hermann de Hesse pour l'archevêché et l'électorat de Cologne, eut mis le siége devant la ville de Nuits, une armée allemande le contraignit à décamper après onze mois d'efforts inutiles, tandis que les Suisses, les villes d'Alsace et le duc de Lorraine battaient ses généraux et en-

vahissaient ses provinces. Charles reconnut, dans l'union de ses ennemis, la politique du roi de France. Pour s'en venger, il appela
1475. Edouard IV, qui débarqua à Calais suivi d'une nombreuse armée. Cette expédition n'eut aucune suite. Edouard, mécontent du duc de Bourgogne qui lui offrait un faible secours, et trahi par ses ministres que le roi de France avait gagnés, vendit la paix à Péquigny, moyennant 75,000 écus pour les frais de la guerre, et autant de pension annuelle. Charles le Téméraire, abandonné, conclut avec le roi une trêve par laquelle ils se livrèrent mutuellement leurs alliés.

Tandis que Louis faisait condamner à mort et exécuter en place de Grève le connétable de St-Pol, seigneur de St-Quentin, qui n'avait cessé de trahir tous les partis, le duc de Bourgogne, poursuivant ses projets, envahissait la Lorraine et se rendait maître de Nancy.
1476. L'année suivante, il marcha contre les Suisses, et il perdit successivement contre eux les batailles de Granson et de Morat, dans lesquelles son armée fut taillée en pièces. Ni les Pays-Bas ni la Bourgogne ne voulaient fournir des hommes et de l'argent pour continuer une guerre désastreuse. Cependant, quand le duc de Lorraine fut rentré dans ses états, Charles trouva encore une armée, avec laquelle il vint assiéger Nancy. Les Suisses s'avancèrent pour dégager la ville. Charles, malgré l'infériorité du nombre, accepta la bataille, fut trahi par

es troupes mercenaires, et périt misérablement 1477.
lans la déroute. Il ne laissait qu'une fille, Maie de Bourgogne, pour héritière de ses vastes ɛtats.

Dès que la mort de Charles eut été connue à a cour de France, Louis fit entrer ses troupes lans la Picardie, la Bourgogne, l'Artois et la Franche-Comté, qu'il revendiqua comme réversibles faute d'hoirs mâles. Les villes de Picardie et la Bourgogne reconnurent, en se soumettant, la justice de ses droits; mais la Franche-Comté lui échappa, parce qu'il manqua de parole au prince d'Orange qui la lui avait livrée, et l'Artois ne se rendit que d'après es négociations entamées pour faire épouser la princesse Marie, âgée de vingt ans, au dauphin Charles qui n'en avait que huit. Louis intrigua en effet beaucoup pour ce mariage. La princesse ne le désirait guère, et pour la disproportion d'âge et par antipathie de famille. Les Gantois révoltés, ayant fait périr sous ses yeux deux de ses plus intimes conseillers, par suite des intrigues de la France, elle s'échappa et s'unit à Maximilien, fils de l'empereur Frédéric III, à qui elle porta en dot les Pays-Bas. Ce fut l'origine d'une longue rivalité avec la maison d'Autriche. Après quelques négociations, on en vint aux armes. Louis conquit de nouveau la Franche-Comté, et ses flottes s'emparèrent heureusement de quatre-vingts vaisseaux flamands et hollandais chargés de marchandises; mais, en Flandre, ses troupes furent mises en déroute devant
Guinegate. Il en résulta une trêve, qui dura 1479.

jusqu'à la mort de Marie de Bourgogne (1481). À cette époque, les Flamands, sans même consulter Maximilien, conclurent avec le roi
1482. le traité d'Arras, qui lui abandonnait ses conquêtes ; Marguerite, fille de Marie, devait épouser le dauphin, et en conséquence la jeune princesse fut aussitôt amenée en France.

Tout prospérait en France au monarque. Le supplice du duc de Nemours, condamné et exécuté publiquement pour ses révoltes, avait dompté les grands vassaux ; mais Louis avait été cruel sans utilité, en faisant placer sous l'échafaud les enfants du malheureux duc, pour qu'ils fussent arrosés du sang de leur père. Le duc de Bretagne avait voulu remuer et avait été forcé de se soumettre. La mort de René d'Anjou, et celle du comte du Maine, son héritier unique, avait donné à la couronne le Maine, l'Anjou, la Provence et des droits sur Naples. Enfin Edouard IV descendait aussi au tombeau, et les dissensions faciles à prévoir, ne laissaient plus rien à redouter de l'Angleterre. Mais Louis avait eu lui-même une attaque d'apoplexie. Il se retira au château du Plessis-lès-Tours, où il vécut, pour déguiser son mal, dans une solitude profonde, se livrant aux pratiques de la superstition, et faisant venir du fond de la Calabre saint François de Paule, à qui il demandait la santé, et qui le prépara seulement à bien mourir. Enfin Louis XI s'éteignit dans la vingt-deuxième année de son règne. Ce fut un prince superstitieux, perfide et cruel. Le prévôt Tristan, ministre de ses vengeances, vi

vait dans sa familiarité, et il l'appelait son compère. La France lui doit un grand nombre de provinces, l'établissement des postes, l'inamovibilité des juges, de sages réglements pour les troupes, et surtout la ruine des seigneurs. Ses ministres les plus intimes furent le cardinal de la Balue et le barbier Olivier le Daim, hommes de néant, qu'il éleva par son caprice. Le premier trahit son maître et demeura enfermé onze ans dans une cage de fer; le second fut accusé, sous Charles VIII, de crimes infâmes, condamné à mort et exécuté.

Charles VIII n'ayant encore que treize ans, Louis XI, en mourant, avait confié la régence à Anne sa fille, qui avait épousé le sire de Beaujeu. Le duc d'Orléans, premier prince du sang, et qui était aussi gendre de Louis XI, entreprit de disputer à la princesse le gouvernement de l'état. Tous les seigneurs se réunirent à lui, dans l'espoir que la guerre pourrait leur rendre leur ancienne puissance. Anne de Beaujeu voulut s'appuyer des états-généraux. Ceux-ci, une fois assemblés, réduisirent à deux millions cinq cent mille livres les impôts que Louis XI avait portés à quatre millions sept cent mille livres, et présentèrent leur requête sur certains abus, que l'on se mit peu en peine de réformer dès que l'assemblée eut été dissoute. Quant à l'autorité, ils la confièrent à un conseil de régence qui devait être présidé par le roi, le duc de Bourbon, le duc d'Orléans, ou en quatrième lieu par le sire de Beaujeu. C'était donner à Anne la victoire; car,

CHARLES VIII. 1483.

en faisant présider le conseil par le roi dont elle dictait toutes les démarches, elle gouvernait de fait le royaume. Le duc d'Orléans s'en aperçut. Il fit avec les mécontents une ligue que devaient soutenir François II, duc de Bretagne, l'empereur Maximilien et le roi d'Angleterre Richard III. Anne occupe Richard en suscitant contre lui le comte de Richemont, qui le renverse du trône, et François en soutenant ses barons révoltés ; elle oppose à Maximilien une armée qui ne l'empêcha pas d'enlever Térouane et Lens, mais qui du moins arrêta sa marche ; puis, sans donner aux seigneurs le temps d'armer, elle les poursuit et les oblige d'avoir recours à la clémence du roi. Cette ridicule levée de boucliers fut appelée *la guerre folle*.

Il ne tint pas à Dunois, cousin du duc d'Orléans, qu'une seconde ligue n'eût un plus heureux succès ; mais elle fut déjouée par la régente avec la même activité. Dès qu'elle eut pacifié la Guyenne, elle envoya La Trémoille à la tête d'une armée en Bretagne, où le duc d'Orléans et Dunois s'étaient réfugiés. François n'avait que deux filles ; Anne voulait ou le forcer à donner l'aînée à Charles VIII, ou faire valoir les droits de la maison de Penthièvre, que Louis XI avait achetés jadis. Les Bretons, au contraire, auraient préféré, pour leur indépendance, que la princesse choisît tout autre époux. Le sire d'Albret, Maximilien et le duc d'Orléans briguaient à l'envi ce mariage. Au nord, les armées françaises enlevèrent à Maximilien, St-Omer et Térouane, tandis que ce prince luttait contre les

lamands révoltés en partie par les intrigues
e la France, et qu'il était retenu à Bruges dans
ne captivité momentanée. En Bretagne, La
'rémoille, arrêté un instant par les Allemands
e Maximilien et par les Gascons du sire d'Al-
ret, s'était emparé de Vannes, d'Ancenis, de
'ougères et de plusieurs autres villes. Vainqueur
Saint-Aubin, il y fit prisonnier le duc d'Or- 1488.
ans, que la régente enferma dans la tour de
ourges, et il pénétra au cœur de la Bretagne.
'rançois demanda la paix. On la lui accorda
ar le traité de Sablé, mais à condition qu'il
enverrait les étrangers et ne marierait ses filles
u'avec le consentement du roi. Le traité était
peine signé que le duc mourut, et les hosti-
tés recommencèrent.

Environnée de prétendants et d'ennemis, la
eune duchesse Anne choisit Maximilien pour
rotecteur. Ce prince, occupé aux Pays-Bas
ar des troubles que la régente fomentait, ne
ut aller en Bretagne, et épousa Anne par pro-
ureur. Mais les armées françaises avaient en-
ahi de tous côtés la province. Nantes et Vannes
'étaient rendues. Anne, près d'être assiégée
ans Brest, refusait de céder aux instances de
Dunois et du duc d'Orléans lui-même, que
Charles VIII venait enfin de délivrer; elle se
royait irrévocablement unie à Maximilien, et
ne sentait que de l'aversion pour un prince qui
avait toujours été son ennemi. Néanmoins elle
se rendit enfin aux prières de ses conseillers, et 1491.
donna sa main au roi, à Langeais en Touraine.

Ainsi fut réunie la Bretagne ; et de peur qu'ell
ne fût détachée un jour de la couronne, on ar-
rêta par le contrat, que, si le roi n'avait pa
d'enfants de ce mariage et mourait le premier,
Anne épouserait son successeur, ou, s'il était
marié, le plus prochain héritier du trône.

C'était faire à Maximilien un double affront,
puisque Charles VIII lui renvoyait sa fille ave
laquelle il avait été fiancé par Louis XI, et qu
depuis lors avait été élevée en France. Auss
Maximilien renouvela la ligue qu'il avait formé
contre la France avec Ferdinand, roi d'Ara-
gon, et Henri VII, roi d'Angleterre. Ferdinand
occupé contre les Maures, fit à peine filer dan
le Roussillon quelques troupes qui furent aise-
1492 ment repoussées. Henri VII débarqua à Calais
échoua devant Boulogne, et ne songea qu'à re
tourner au plus vite dans ses états. Maximilie
avait eu quelques succès dans l'Artois et la Fran
che-Comté, et venait de surprendre Arras
mais, retenu sans cesse par l'humeur indocil
des peuples de Flandre et manquant d'argent
il ne savait comment sortir avec honneur d
cette guerre. Charles VIII, qui avait mis fi
brusquement à la régence de sa sœur, ne s
pas profiter des circonstances. Il voulait fair
valoir en Italie les droits que lui avait laissés l
maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Pou
ne trouver aucun obstacle dans cette expédition
il achète de sept cent quarante-cinq mille écu
d'or la retraite de Henri, abandonne à Maxi
1493. milien l'Artois et la Franche-Comté, et rend

erdinand le Roussillon et la Cerdagne, sans ême réclamer l'argent que Louis XI avait rêté à l'Aragon. Charles VIII ne tarda pas à repentir d'une telle faiblesse.

---

## CHAPITRE XVI.

xpéditions de Charles VIII et de Louis XII en Italie (1494-1515). — Causes et résultats de cette lutte. — Rivalité de la France avec les maisons d'Aragon et d'Autriche. — [15ᵉ et 16ᵉ siècles.]

Les Français étaient appelés en Italie par Luovic Sforce, dit le More, pour appuyer l'usuration qu'il méditait du duché de Milan, sur on neveu Galéas, qui avait épousé la petitelle du roi de Naples; par le pape Alexandre VI ontre ses ennemis, et par les cardinaux contre pape, l'un des plus méchants hommes, dit un istorien, qui aient existé jamais; enfin par les arons napolitains eux-mêmes, qui voyaient leur ortune et leur vie exposées au moindre caprice 'un tyran. Le roi de Naples, Ferdinand Iᵉʳ, amena à son parti le pape, et conclut un traité vec la république de Florence alors gouvernée ar Pierre de Médicis. Charles VIII, après avoir onfié à sa sœur le gouvernement pendant son bsence, partit de Lyon suivi de trente mille 1494. ommes, Français ou Suisses, et de cent quaante pièces d'artillerie. Parfaitement accueilli à Turin par la duchesse de Savoie, qui mit ses iamants en gage pour remédier aux folles déenses du monarque, et à Milan par Ludovic,

qui profita du séjour des Français en Italie pour empoisonner son neveu avec impunité, il franchit les Apennins et se dirigea vers Florence. La prise et le sac de Fizivanno réduisit Pierre de Médicis à demander la paix. Elle fut conclue à des conditions honteuses pour les Florentins, qui chassèrent Médicis, et ne durent pas moins se soumettre au vainqueur. Charles VIII fit son entrée à Florence la lance en arrêt, leva des sommes considérables et s'avança vers Rome. Rien ne lui résiste ; Alexandre s'enferme tremblant au château Saint-Ange ; le roi entre aux flambeaux dans la ville ; mais, pressé de marcher à Naples, il traite avec le pape et ne sait pas même en obtenir l'investiture du royaume qu'il voulait conquérir.

Ferdinand Ier était mort de frayeur dès le
commencement de l'année 1494. Alphonse II,
son fils, lui succéda. Sa conduite cruelle et ty-
rannique ne rattacha pas au trône les cœurs
que son père en avait aliénés. Quand il apprit la
1495. marche de Charles VIII, abandonné de ses
troupes, il abdiqua en faveur de son fils Ferdi-
nand II et s'enfuit lâchement à Mazzara, en
Sicile, où il mourut dans un couvent. Le ca-
ractère du nouveau prince aurait pu ramener
les Napolitains ; mais il était trop tard. Les pro-
vinces se soumettent à l'approche des Français.
Capoue ouvre ses portes ; Naples imite son
exemple, et Charles y fait une entrée triom-
phale, après avoir soumis la moitié de l'Italie.

Cependant des mécontentements sourds annonçaient une révolution prochaine. Florence

ıe pouvait pardonner au roi l'affranchissement le Pise, subjuguée par la république depuis orès d'un siècle. Ludovic le More, devenu duc le Milan, redoutait le voisinage des Francais, et surtout celui du duc d'Orléans, qui ne songeait qu'à faire valoir les droits de son aïeule Valentine. Les Vénitiens craignaient pour leur puissance; et les Napolitains, fatigués par les vexations, l'avarice et la licence dont ils étaient chaque jour victimes, regrettaient jusqu'à la yrannie de leurs anciens princes. Avec de telles lispositions, il se forma bientôt une ligue dans aquelle entrèrent le roi d'Espagne, le pape et Maximilien. Charles VIII s'endormait au milieu des fêtes et des plaisirs, lorsqu'il fut réveillé par l'imminence du danger. Il laissa au royaume de Naples la moitié de ses soldats et se dirigea vers la France. Une armée de trente cinq mille hommes lui fermait le passage à la descente des Apennins. Le combat s'engage à à Fornoue. Charles, avec huit mille hommes, bat les confédérés et s'ouvre, par cette victoire éclatante, un retour glorieux dans ses états; mais le royaume de Naples n'en fut pas moins perdu pour lui. Ferdinand II y revint avec les secours de l'Espagne, que commandait Gonzalve de Cordoue. Les Français, sous d'Aubigny, remportèrent encore à Séminare un succès inutile. Naples se rendit à son prince légitime. Montpensier, nommé vice-roi par Charles VIII, fut pris dans Atella après un siége de trois mois; et d'Aubigny, ne recevant de France aucun secours, ramena au delà

des Alpes les débris d'une armée qu'avaient décimée plusieurs combats, la famine et d'affreuses maladies.

Ferdinand le Catholique avait prétendu faire une diversion du côté des Pyrénées. Vaincu par les Français, il consentit à une trêve, surtout quand il vit le royaume de Naples entièrement reconquis. Charles VIII songeait à une seconde expédition : mais il fut emporté dans sa vingt-huitième année par une attaque d'apoplexie. Ce fut un prince si bon, dit Comines, qu'il n'était pas possible de voir meilleure créature : aussi deux de ses officiers moururent de douleur en assistant à ses obsèques. Il voulait réduire les impôts et rendait lui-même la justice; mais on lui reprochera la légèreté avec laquelle il entreprit les guerres d'Italie, malgré les conseils de sa sœur et des hommes les plus sages. Les quatre enfants qu'il eut d'Anne de Bretagne étaient morts avant lui. Le duc d'Orléans, Louis, arrière-petit-fils de Charles V, lui succéda.

Louis XII. 1498. La Trémoille et les ministres de Charles VIII craignaient pour leur crédit, à l'avénement d'un prince qu'ils avaient poursuivi : mais bientôt ils furent rassurés par cette belle parole du monarque, *que le roi de France ne vengeait pas les injures du duc d'Orléans*. Tout, dans la conduite de Louis, répondit à ce noble début. Il diminua les impôts, contint l'armée par une discipline sévère, et assura par de sages mesures l'impartialité de la justice et l'indépendance des magistrats. Il prévint aussi la sépa-

ration de la Bretagne, en épousant la veuve de Charles : mais il dut auparavant répudier Jeanne de France, fille de Louis XI, et ceux qui approuvèrent le divorce, le firent plutôt par politique que d'après les lois de l'équité.

Quand tout fut réglé en France, Louis résolut la conquête du Milanais. Il renouvela tous les traités avec les princes voisins, gagna Alexandre VI en donnant à son fils, César Borgia, le duché de Valentinois, et les Vénitiens en leur cédant quelques villes ; puis il 1499. franchit les Alpes, conquit en vingt jours le Milanais, et entra sans coup férir dans la capitale. Ludovic, abandonné de ses peuples qu'il tyrannisait, trouva asile à Inspruck, auprès de Maximilien. Une révolution lui rendit un instant sa puissance. Louis s'était gagné le peuple par la réduction des impôts et le rétablissement de tous les priviléges que Ludovic avait méconnus. Trivulce, nommé gouverneur de Milan parce qu'il était du pays, et les Français, par leur conduite imprudente et légère, s'aliénèrent en peu de mois les esprits. Ludovic le sut, recruta une armée de huit mille hommes en Allemagne et en Suisse, et conquit le Mi- 1500. lanais aussi promptement qu'il l'avait perdu. A cette nouvelle, le roi envoya en Italie La Trémoille et de nouvelles troupes. Ludovic se préparait à une résistance opiniâtre ; mais les Suisses de son armée refusèrent de combattre l'armée royale, parce qu'ils y voyaient les bannières des cantons. La prise de Ludovic sanctionna la conquête. On l'envoya mourir en France, au

château de Loches, et Milan acheta son pardon de cent mille écus d'amende.

Louis reprit alors les projets de son prédécesseur sur le royaume de Naples. Il s'était concilié les Florentins en leur prêtant des troupes pour soumettre Pise, et le pape, en aidant le duc de Valentinois à dépouiller les seigneurs de la marche d'Ancône et de la Romagne. Pour ne pas être inquiété par les prétentions de Ferdinand le Catholique, il lui offrit de partager ensemble la conquête. Tandis que les Français emportaient Capoue, dont les habitants furent
1501. passés au fil de l'épée, Gonzalve de Cordoue, reçu comme allié par le roi de Naples, Frédéric III, oncle et successeur de Ferdinand II, se déclarait contre lui et se trouvait ainsi possesseur de ses meilleures places. Frédéric se rendit aux Français, et vécut en France d'une pension de trente mille écus; mais son fils, assiégé dans Tarente, ne se rendit à Gonzalve qu'en stipulant la vie et la liberté, et n'en mourut pas moins en Espagne dans la captivité la plus dure.

Le partage du royaume entre les deux alliés amena des disputes, puis la guerre. Ferdinand
1502. n'avait pas encore fait tous ses préparatifs, lorsqu'elle éclata : aussi Gonzalve fut assiégé dans Barlette. Une perfidie arrêta les Français. Philippe le Beau, fils de Maximilien, avait épousé la fille de Ferdinand et d'Isabelle. En traversant la France pour se rendre d'Espagne aux Pays-Bas, ce prince conclut à Lyon, au nom de son beau-père, un traité par lequel Charles

de Luxembourg, son fils, qui fut depuis Charles-Quint, aurait épousé Claude de France, fille de Louis XII, et les deux rois lui auraient cédé, en faveur de ce mariage, leurs droits au royaume de Naples. Tandis que Louis s'endormait sur la foi des conventions arrêtées, Ferdinand faisait passer des troupes en Sicile et en Italie; puis il désavoua son gendre. D'Aubigny, bien inférieur, fut défait à Séminare, et Nemours à Cérignole par Gonzalve. Les Français ne conservaient plus que trois places, lorsque La Trémoille franchit les Alpes à la tête d'une 1503.
nouvelle armée. Une maladie arrêta le général à Parme. Le cardinal d'Amboise, ministre de Louis XII, retint les troupes devant Rome, pour se faire élire successeur d'Alexandre VI, puis de Pie III; mais le cardinal de la Rovère le trompa deux fois, se fit élire lui-même et prit le nom de Jules II. Gonzalve avait profité sagement de ce funeste retard. Lorsque l'armée continua sa route, l'impéritie du marquis de Mantoue, qui la conduisait, valut aux Français une déroute sur les bords du Garillan. Les débris de leur armée, enfermés dans Gaëte, achetèrent de la cession de toutes les places la permission de retourner en France: mais Louis d'Ars, à la tête de la gendarmerie, refusa toute capitulation, et opéra glorieusement sa retraite en traversant toute l'Italie.

Il y avait eu aussi du côté du Roussillon quelques hostilités, terminées bientôt par une trêve. On négocia pour la paix. Ferdinand ne s'y portait qu'avec des intentions perfides. Maximilien la voulait, mais à son avantage, et il si-

gna en conséquence le traité de Blois, par lequel on ratifiait le mariage précédemment conclu entre Charles de Luxembourg et Claude de France, laquelle aurait apporté en dot la Bretagne, la Bourgogne et le duché de Milan. Le roi était alors dangereusement malade par suite des revers qu'il avait éprouvés en Italie, et l'on attribue soit à l'affaiblissement de son esprit, soit aux instances de la reine, l'acceptation d'un traité qui sacrifiait les intérêts de la France à la grandeur future de sa fille. Aussi Louis revenu en santé, ne songea qu'à rompre des engagements désastreux. La mort d'Isabelle lui en facilita les moyens, parce qu'elle divisa Ferdinand et son gendre. Ferdinand, irrité de ce qu'on voulait lui disputer l'administration de la Castille, résolut d'enlever l'Aragon à son petit-fils par un nouveau mariage. En conséquence, il demanda au roi la main de Germaine de Foix, sa nièce, et Louis, en considération de cette alliance, renonça à toutes ses prétentions sur le royaume de Naples. Bientôt après, on convoqua à Tours les états-généraux.
1506. L'assemblée rendit hommage à la bonne administration du royaume, et décerna à Louis, d'une voix unanime, le glorieux surnom de *Père du peuple* : mais en même temps elle lui représenta que l'aliénation de la Bretagne et de la Bourgogne était contraire aux lois fondamentales de l'état, et le supplia d'unir sa fille unique à François d'Angoulême, alors âgé de douze ans, et l'héritier présomptif du trône. Louis se rendit à des réclamations qu'il avait sans doute provoquées. Quant à Maximilien

il dissimula encore le nouvel affront qu'il recevait de la France, et s'unit même avec elle au lieu de s'en venger.

Les Vénitiens avaient mécontenté par leur ambition presque toutes les puissances de l'Italie. Au royaume de Naples, ils possédaient Trani, Brindes, Otrante et Gallipoli, que Frédéric leur avait jadis engagées; dans la Romagne, ils retenaient certains domaines que réclamait le pape Jules II; enfin le roi de France et Maximilien revendiquaient des places qui avaient appartenu à l'empire, comme Padoue, ou au duché de Milan, comme Bresse, Crémone, Bergame et la Ghiara d'Adda. Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, au nom de son père et du roi d'Espagne, et le cardinal d'Amboise, pour le pape et le roi de
France, signèrent à Cambrai une ligue contre 1508.
Venise. Louis XII commença le premier les
hostilités. Les Vénitiens, commandés par l'Al- 1509.
viane, voulurent s'opposer à son passage auprès d'Aignadel, et ne purent résister à la furie française. *Enfants, le roi vous voit,* s'était écrié La Trémoille, et soudain les troupes se précipitent au milieu des bataillons ennemis, les rompent, les dispersent et mettent le sceau à leur victoire par la prise de l'Alviane. Tout se soumettait à l'approche des vainqueurs. Venise prit un parti désespéré, mais sage. Elle rappela toutes les garnisons qu'elle avait dans la Romagne et dans le royaume de Naples, en sorte que le pape et le roi d'Espagne n'eurent plus d'autre intérêt que d'empêcher l'agrandissement de la France et de l'empire.

Maximilien était venu recevoir, à la fin de la guerre, les places qu'il réclamait et que les Français avaient conquises. Il laissa surprendre Padoue, l'assiégea, et perdit sous les murs de cette ville presque toute son armée. Toutefois les Vénitiens n'auraient que difficilement résisté, si le pape et le roi d'Espagne ne s'étaient
1510. unis avec eux au mépris du traité de Cambrai. On aurait pu être assuré depuis longtemps de la mauvaise volonté du pontife; car, à peine intronisé, il avait fait révolter Gênes par ses intrigues, et le roi avait dû employer la force pour la réduire. Lorsqu'il se fut ouvertement déclaré, deux fois il entreprit de la soulever encore et ne put réussir; deux fois le cardinal de Sion, son émissaire, engagea les Suisses à descendre dans le Milanais : mais l'armée française les repoussa sans peine en se tenant sur la défensive. Presque enlevé dans une embuscade par un parti français, et plus tard assiégé dans Bologne par Chaumont d'Amboise, Jules s'en vengea sur le duc de Ferrare, auquel il enleva la Mirandole, excommunia les alliés de la
1511. France et le roi lui-même, et publia contre eux la sainte ligue, entre le roi d'Espagne, Henri VIII, roi d'Angleterre, les Suisses, le sénat de Venise et le saint-siége.

Louis XII, dont la piété sincère, mais peu éclairée, craignait de combattre l'Eglise en se défendant contre le pontife, assembla à Tours un concile national, qui déclara la guerre légitime et en appela de la sentence du pape à un concile général, que Louis et Maximilien convoquèrent à Pise. Cependant les Suisses, à la

voix du cardinal de Sion, s'étaient avancés 1512.
dans le Milanais jusqu'à Monza. Il se trouvait alors à la tête des armées françaises un héros, Gaston de Foix, duc de Nemours, âgé de vingt-deux ans. Il force d'abord les Suisses à se retirer dans leur pays, malgré leur supériorité et leur courage; puis il dégage Bologne assiégée par le pape, défait une armée vénitienne, prend d'assaut Bresse et vole à de nouveaux lauriers. Le pape, les Vénitiens et le vice-roi de Naples, Raymond de Cardonne, avaient réuni des troupes nombreuses. Le duc de Nemours, résolu de forcer au combat les ennemis, vint mettre le siége devant l'importante ville de Ravenne; l'armée ennemie s'avança pour la secourir, et la bataille se livra le lendemain, qui était le jour de Pâques. Malgré l'opiniâtre défense des Espagnols, la victoire se déclara pour les Français. Douze mille ennemis restèrent sur la place; le cardinal de Médicis, Pierre de Navarre, inventeur des mines, et Pescaire, les deux meilleurs généraux de l'Espagne, demeurèrent prisonniers. Mais un aussi brillant succès ne compensa point la perte du duc de Nemours, qui succomba au milieu de son triomphe, en poursuivant, mal accompagné, un corps nombreux, dont la retraite s'effectuait en bon ordre. *Dieu nous garde de remporter de telles victoires*, dit Louis XII, en recevant ces nouvelles. En effet, l'armée française, demeurée sans chef ou n'ayant aucune confiance dans les successeurs du duc de Nemours, resta dans une inaction fatale. Le pape,

effrayé d'abord, reprit bientôt ses projets; Gênes abandonna la France; les Suisses, redescendus de leurs montagnes, rétablirent dans le Milanais Maximilien Sforce, fils de Ludovic; enfin l'empereur Maximilien accéda à la ligue.

Les intérêts des princes ligués redonnèrent à Louis quelque espoir. Ferdinand, qui avait profité de l'occupation des armées françaises en Italie, pour envahir la Navarre sur la maison d'Albret, alliée de la France, conclut une trêve qui lui permettait de s'affermir dans sa conquête. Les Vénitiens, qui haïssaient l'empereur et qui craignaient l'Espagne plus que la France, satisfaits d'avoir reconquis ce que la bataille d'Aignadel leur avait enlevé, firent avec les Français une alliance offensive et défensive.
1513. Enfin Jules II mourut; et, si le cardinal de Médicis, qui lui succéda sous le nom de Léon X, demeura fidèle à la sainte ligue, au moins n'avait-il pas l'animosité opiniâtre de son prédécesseur. Ce fut dans ces circonstances que La Trémoille passa les Alpes à la tête d'une armée. A son approche, toutes les villes et Milan elle-même ouvrirent leurs portes. Maximilien se jeta dans Novarre où il soutint le siége : mais bientôt une armée suisse accourt le défendre, attaque, sans artillerie, les Français, les met dans une déroute complète et rétablit le duc à Milan. En même temps, les Vénitiens, commandés par l'Alviane, étaient vaincus par Raymond de Cardonne, qui canonna leur ville.

En France, les confédérés agirent avec le

même bonheur. Henri VIII descendit en Picardie, à la tête d'une belle armée; Maximilien vint l'y joindre, mais sans troupes, parce qu'il n'avait pas d'argent pour les payer, et les deux princes assiégèrent Térouane. Une armée, qui s'avança pour secourir la place, fut vaincue auprès de Guinegate, à la journée dite des éperons, parce que la gendarmerie française épouvantée y fit usage des éperons plus que de ses armes. Térouane et Tournay tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La première fut pillée et complètement détruite; la seconde demeura aux Anglais jusqu'en l'année 1516, que François Ier la retira moyennant un million. 1514.

L'année suivante, les Suisses entrèrent en France, toutes les frontières étant dégarnies, et ils pénétrèrent jusqu'à Dijon. La Trémoille, qui commandait dans la ville, les engagea à se retirer moyennant un traité, qui était entièrement à leur avantage. Louis XII désavoua hautement le général comme ayant dépassé ses pouvoirs, et envoya des troupes pour s'opposer à une seconde invasion. Cependant on négociait pour mettre un terme à la guerre. Une trêve fut d'abord signée à Orléans, puis Léon X conclut la paix, parce qu'il n'attendait plus de la guerre aucun avantage, et Henri VIII suivit son exemple, parce que ses alliés n'avaient rien accompli des promesses qu'ils lui avaient faites pour l'entraîner avec eux. L'alliance des deux couronnes fut scellée par le mariage de Louis XII, veuf depuis quel-

ques mois d'Anne de Bretagne, avec Marie, sœur de Henri. Mais les fêtes étaient terminées à peine, que Louis mourut le 1er janvier 1515, sans laisser d'enfants mâles. Il fut regretté des peuples qui n'avaient à lui reprocher que ses guerres, dans lesquelles il eût mieux réussi sans doute, s'il n'eût diminué ses ressources en réduisant de plus en plus les impôts. Il y suppléa, mais en partie, par l'économie la plus stricte; et comme on en plaisantait à la cour : *J'aime mieux*, dit-il, *voir les courtisans rire de mon avarice, que mon peuple déplorer mes prodigalités et mes dépenses.*

---

## CHAPITRE XVII.

François Ier. — Henri II. — Lutte avec Charles-Quint. — Administration intérieure. — Résultats généraux de ces deux règnes (1515-1559). — [16e siècle.]

François Ier. 1515. Jeune et ambitieux, riche de la vente des charges de judicature, soutenu de généraux habiles et de troupes aguerries, François Ier, arrière-petit-fils de Valentine, comme Louis XII, mais d'une branche cadette, reprit les projets de sa famille sur le Milanais. Il renouvela d'abord tous les traités avec les princes voisins, et quand il eut ainsi garanti ses frontières, il se rendit à Lyon, à la tête de son armée. Les Suisses gardaient les passages des Alpes : mais on les traversa par un chemin presque impraticable, où l'artillerie fut portée à bras, et l'on tomba comme des nues sur l'Italie. Prosper Colonne, qui rejoignait l'armée ennemie avec

les troupes du pape, fut surpris et fait prisonnier, et presque toutes les villes se rendirent à l'approche des Français.

Un traité venait d'être conclu avec les Suisses, qui se retiraient dans leurs montagnes, lorsque le cardinal de Sion les ramena au secours de Maximilien Sforce. Ils comptaient surprendre le camp sur la foi des négociations, et furent étonnés de trouver l'armée française disposée à les bien recevoir. La bataille se livra auprès de Marignan. Presque sans cavalerie et sans artillerie, les Suisses luttèrent deux jours avec courage. Plusieurs fois ils rompirent les Français; mais ils ne purent enclouer les canons et se retirèrent enfin en bon ordre. Dans cette action, où l'opiniâtreté fut telle, que Trivulce, qui avait assisté à dix-sept batailles, appelait celle-ci *le combat des géants*, François Ier, déployant le plus grand courage, passa la nuit à environ cinquante pas d'un bataillon suisse et dormit sur l'affût d'un canon. Cette victoire lui donna tout ce qu'il demandait. Milan elle-même se rendit, et Maximilien, fait prisonnier, fut traité en France avec la même générosité que son père et le roi de Naples.

François Ier prévoyait que la lutte avec la maison d'Autriche redoublerait bientôt d'intensité. Satisfait d'avoir conquis le Milanais, il ne songea plus qu'à se faire des alliés de ses ennemis mêmes. Par le traité de Genève, il conclut avec les cantons suisses la paix perpétuelle, et en effet, ils devinrent nos alliés les plus fidèles. Par les conférences de Viterbe et de Bo-

logne, François força Léon X de restituer au duché de Milan quelques places ; mais il lui accorda une armée pour enlever le duché d'Urbin à Julien de la Rovère, sa protection pour le soutien des Médicis à Florence et l'abolition de la pragmatique, remplacée par un concordat que le parlement refusa d'enregistrer. Bientôt la mort de Ferdinand (1516) amena encore le traité de Noyon, par lequel Charles de Luxembourg, son successeur, promettait, pour s'affermir en Castille, de restituer la Navarre à la maison d'Albret. L'empereur Maximilien fut le dernier à déposer les armes. Il passa en Italie à la tête de trente-cinq mille hommes pour rétablir le fils de Maximilien Sforce. Le connétable de Bourbon bien inférieur se renferma dans Milan. Il y fut assiégé ; mais, sur la nouvelle qu'un secours de dix mille Suisses approchait, Maximilien reprit le chemin de l'Allemagne et accéda au traité de Noyon.

1519. Après deux ans d'une paix profonde, l'empereur mourut n'ayant encore que soixante-trois ans. François I^er disputa la couronne impériale à Charles de Luxembourg, petit-fils de Maximilien, déjà roi d'Espagne, archiduc d'Autriche et maître des Pays-Bas. Après quelques négociations, Charles fut proclamé à Francfort, et prit le nom de Charles-Quint. L'union parut subsister entre les deux monarques, Charles en ayant besoin pour soumettre en Castille les communes révoltées. Ce prince ferma donc les
1521. yeux sur une entreprise que la maison d'Albret fit en Navarre avec les secours de la France, et

il se contenta d'en avoir repoussé les ennemis. Il n'en fut plus de même lorsque Robert de la Marck, duc de Bouillon, se plaignant d'un déni de justice, implora la protection de François Ier et osa défier Charles-Quint à la diète de Worms. Une armée impériale, après avoir enlevé au duc ses états, tomba aussitôt sur la France, prit Mouzon, mais échoua devant Mézières, que défendait Bayard. Les troupes françaises la poursuivirent dans sa retraite. Elles firent quelques conquêtes dans les Pays-Bas, tandis qu'en Navarre, Bonnivet, favori du prince, mais général sans talents, s'emparait toutefois sur les Espagnols de l'importante ville de Fontarabie.

L'année suivante, Henri VIII se déclara encore contre la France. Lorsque Charles-Quint passa d'Espagne aux Pays-Bas, pour prendre possession de l'empire, il avait abordé en Angleterre, sondé les dispositions du monarque et gagné son ministre, le cardinal Wolsey, en lui promettant la tiare. Après la fameuse entrevue du drap d'or, entre Guines et Ardres, où Henri VIII et François Ier rivalisèrent d'une vaine magnificence, le roi d'Angleterre descendit à Gravelines, où Charles acheva de le gagner par ses prévenances. Henri se porta comme médiateur et fut accepté; mais sa partialité pour l'Espagne fit tout rompre. A cette époque, Charles-Quint retournant en Espagne, relâcha une seconde fois en Angleterre, et tourna si bien l'esprit du monarque anglais, qu'il lui fit signer à Windsor un traité d'alliance offensive et défensive contre la France. En con- 1522.

séquence, une armée anglaise descendit en Artois, où elle fut ruinée par une guerre de détail, sans pouvoir même emporter Hesdin, qu'elle battit en vain pendant six semaines. Henri ne fut donc utile à son allié qu'en menaçant la Picardie d'une diversion, ce qui empêchait les Français de porter ailleurs toutes leurs forces.

Les coups les plus décisifs furent frappés en Italie. Les troupes impériales réunies à celles de Léon X et de Florence, puissances que les traités n'avaient pu fixer, s'étaient jetées sur le Milanais dès l'année précédente, en avaient chassé Lautrec qui n'avait ni munitions ni vivres, et avaient rétabli François Sforce, fils de Maximilien, dans les états de son père. Mais en 1522, Lautrec ayant joint à ses troupes seize mille Suisses, le chevalier Bayard, et Pierre de Navarre, qui avait abandonné le service de l'Espagne, entra dans le Milanais et fit chaque jour des progrès rapides. Il trouva l'armée ennemie campée auprès du château de la Bicoque, dans une position formidable. La prudence défendait l'attaque; mais les Suisses mal payés voulait de l'argent ou le combat. Repoussés plusieurs fois des retranchements ennemis, malgré leur ténacité opiniâtre et les efforts des Français, ils battirent en retraite et se retirèrent dans leur pays. Lautrec trop faible pour tenir la campagne, repassa en France, et se plaignit d'avoir manqué d'argent pour payer les troupes. Le surintendant Semblançay accusa la reine-mère, Louise de Savoie, d'avoir détourné les fonds; mais il ne put en donner aucune preuve, parce qu'elle

en avait fait voler tous les reçus, et il fut pendu à Montfaucon après une longue captivité.

Cette princesse ambitieuse et vindicative, qui poursuivait dans Lautrec le frère de la comtesse de Châteaubriant, sa rivale en crédit, persécuta aussi Charles de Montpensier, connétable de Bourbon, qui avait dédaigné son amour et sa main. C'était l'un des meilleurs capitaines du royaume, et celui qui avait le plus contribué à la victoire de Marignan. Son mariage avec Suzanne de Bourbon, fille unique de Madame de Beaujeu, n'avait fait qu'affermir les droits qu'il avait à la succession de sa famille. Néanmoins la reine, pour se venger, réclama quelques provinces et engagea le roi à élever des prétentions sur les autres. Bourbon craignit pour l'issue du procès devant un parlement vendu aux intrigues du chancelier Duprat et à la reine. Le roi allait être injuste : Bourbon en rendit la patrie responsable. Il demanda à Charles-Quint un asile, se ligua avec lui contre les Français, et ne craignit pas de s'engager par un traité infâme à travailler au démembrement du pays, à condition qu'on lui rendrait ses domaines, qu'on y ajouterait le Dauphiné et la Provence, et qu'il aurait le titre de roi avec la main d'Éléonore, sœur de Charles-Quint.

Pour résister à l'armée d'Italie, commandée par Bourbon et par Pescaire, une intrigue de cour fit choisir Bonnivet. La promptitude avec laquelle il se mit en campagne, lui valut d'abord quelques succès. A la tête d'une armée de 1523.
trente mille hommes, il força les Impériaux à

se replier sur Milan, dont il leva le siége après quelques attaques infructueuses. Bientôt l'armée des confédérés se trouvant réunie, Bonni-
1524. vet, inférieur en forces, battit en retraite. Chassé de la Biagrassa, vaincu à Rebec, blessé lui-même et mal secouru, il se retira en France et abandonna le Milanais. Alors périt Bayard, surnommé le Chevalier sans peur et sans reproche, guerrier célèbre, plus connu des soldats que de la cour, et à qui cependant François Ier rendit un stérile hommage, quand il voulut se faire armer par lui chevalier, après la victoire de Marignan. Bourbon vit le guerrier blessé à mort et adossé contre un arbre. Il lui exprimait ses regrets : « *Cessez*, lui dit Bayard; *car c'est vous qui êtes à plaindre, vous, prince du sang de France, qui portez les livrées de l'Espagne et une épée teinte du sang français.* »

Du côté du Roussillon, Charles-Quint avait mis le siége devant Bayonne (1523) dont il ne put s'emparer. Plus heureux à Fontarabie, il reprit la ville par la lâcheté du gouverneur, qui fut dégradé de noblesse. Lorsqu'il apprit que les Français étaient entièrement chassés de l'Italie, il ordonna à Pescaire et au connétable de Bourbon de conduire en Provence leurs troupes victorieuses. Ces deux généraux assiégèrent Marseille. Leur artillerie, souvent démontée, fit d'énormes brèches aux murailles : cependant la défense fut tellement opiniâtre, qu'après quarante jours de tranchée, les Impériaux manquant de vivres se résolurent à la retraite, sur la nouvelle que l'armée française approchait. Leur

marche ne fut pas assez prompte par terre pour éviter plusieurs défaites à l'arrière-garde; et par mer, la flotte espagnole fut battue par Doria, amiral génois au service de la France, au point que les généraux de l'empereur brûlèrent ce qui leur restait de vaisseaux pour qu'ils ne tombassent point au pouvoir de l'ennemi.

François Ier prit alors la résolution de se mettre à la tête des troupes et de passer en Italie. Tout se soumit à son approche. Pescaire abandonna Milan, mais en laissant une bonne garnison dans la citadelle, et jeta des troupes dans les principales villes en attendant les secours qui lui arrivaient. Malgré ses capitaines et sur l'avis de Bonnivet, François Ier assiégea 1525.
Pavie que défendait Antoine de Lève. Comme s'il eût été sûr du succès, il détachait de forts partis, qu'il envoyait jusque dans le royaume de Naples. Cependant Lannoy, Pescaire et Bourbon s'avançaient. Bonnivet fit encore décider la bataille. Les Français, secondés d'une artillerie bien servie, avaient dans leurs mains la victoire, lorsque l'impétuosité du roi fit avorter de si beaux commencements. Une charge imprudente le porta devant son artillerie, qui devint inutile. Cependant les Suisses lâchèrent pied; Antoine de Lève fit une sortie et mit en fuite l'arrière-garde; la gendarmerie française céda aux escadrons allemands; le roi, après avoir tué sept ennemis de sa main, fut contraint de se rendre au vice-roi de Naples, la meilleure partie de sa noblesse étant tombée à ses pieds pour le défendre.

Charles-Quint, vainqueur et maître de son rival, se crut désormais tout permis. Jusque-là il avait paru prendre au Milanais la défense de François Sforce, fils de Maximilien; mais il laissa percer ses vrais sentiments en mettant garnison dans les principales places. Toutes les puissances d'Italie qui ne craignaient plus la France, commencèrent à redouter l'ambition et la prépondérance croissante de la maison d'Autriche. On a dit qu'un mouvement était préparé pour porter Pescaire sur le trône de Naples, et pour rendre à François Ier la liberté; mais Pescaire dévoila tout à son maître, parce qu'il redouta les suites du complot, et François demanda lui-même à passer en Espagne, *persuadé*, disait-il, *qu'il lui suffirait de voir son bon frère pour recouvrer aussitôt la liberté et le trône*. Il fut bien cruellement détrompé, lorsqu'il vit Charles-Quint refuser de lui rendre visite et demander pour rançon la Bourgogne, la Provence, le Dauphiné et une cession de tous droits sur le Milanais et sur Naples. François Ier songea un instant à abdiquer en faveur du dauphin; mais l'ambition l'arrêta, et l'ennui de la captivité lui fit signer, le 14 janvier 1526, le traité de Madrid, par lequel il sacrifiait à Charles-Quint la Bourgogne, l'Artois, la Flandre, ses droits sur l'Italie, la défense de la maison d'Albret et du duc de Bouillon. On exigea, comme garantie de ses promesses, qu'il épousât Eléonore, douairière de Portugal et sœur de l'empereur, et qu'il donnât en otages deux de ses fils jusqu'à l'exécution entière de toutes les conditions arrêtées.

François accepta tout, résolu de ne rien tenir, et il revint en France après avoir perdu l'honneur, qu'il se vantait d'avoir sauvé à Pavie.

A peine arrivé dans sa capitale, le roi protesta hautement contre un traité extorqué, mais non consenti, et il s'autorisa du refus des états pour ne point détacher du royaume plusieurs provinces. Deux mois après, on publia contre l'empereur une ligue offensive et défensive, signée par tous les princes d'Italie, qui voulaient chasser les Impériaux, comme ils avaient d'abord éloigné les Français. Bien qu'une clause du traité de Madrid eût forcé le roi de France à se reconnaître débiteur de cinq cent mille écus envers l'Angleterre, Henri accéda à la ligue, soit pour maintenir l'équilibre, soit plutôt parce que Charles-Quint avait offensé par son orgueil la vanité du monarque, et frustré deux fois de la tiare l'ambitieux Wolsey. Toutefois l'Angleterre prit encore moins part aux hostilités que pendant les campagnes précédentes.

L'effort de la guerre fut en Italie. On aurait eu de brillants succès, si les états italiens avaient secondé de meilleure foi les intentions du roi de France : mais ils craignaient presque autant leur allié que leur ennemi. Les Vénitiens demeurèrent constamment sur la défensive. Le pape, mal secouru, fit avec les deux partis des traités contradictoires, dont il devint enfin la victime. En effet, dès que la ligue eut été proclamée, Bourbon s'empare du Milanais, et fait prisonnier François Sforce. Bientôt il s'avance sur Rome, donne l'assaut à la ville et

1527. tombe frappé d'un coup d'arquebuse : mais ses troupes redoublant d'efforts, emportent la place et la saccagent pendant deux mois avec une barbarie qui rappelait celle des Goths et des Vandales. Clément VII, prisonnier dans le château Saint-Ange, gémissait de ce spectacle affreux, tandis que Charles-Quint ordonnait pour sa délivrance des prières dans ses vastes états. Florence saisit le moment pour chasser les Médicis, et les princes voisins, au lieu de travailler à la liberté du pontife, reprirent aux états de l'Eglise ce qui se trouvait à leur gré.

François I[er] n'avait pensé d'abord qu'à protéger ses frontières. Le dévouement de toutes les classes du royaume lui donna une armée brillante, qu'il fit passer en Italie sous la conduite de Lautrec. Gênes reconnut de nouveau la domination française; les places du Milanais se rendirent presque toutes et furent remises à François Sforce, en exécution des traités; enfin Charles-Quint à l'approche des Français, fit rendre au pape la liberté moyennant deux cent cinquante mille ducats. Lau-
1528. trec vainqueur se dirigea vers le royaume de Naples, dont il s'empara presque sans coup férir. Naples seule résista, défendue par une armée. Lautrec la bloqua par terre, tandis que Philippe, neveu de Doria, à la tête d'une flotte française et génoise, fermait l'entrée du port. Déjà une flotte espagnole avait été battue et son amiral tué dans le combat; déjà la famine régnait dans une ville populeuse et pleine de troupes. Doria, que Fran-

çois Ier ordonne inconsidérément d'arrêter, traite avec Charles-Quint, arbore le pavillon impérial, fait entrer lui-même des vivres dans Naples, et rend inutiles les succès de deux campagnes laborieuses. Lautrec, en effet, fut forcé par cette défection à lever le siége. Bientôt la peste se mit dans ses troupes et l'emporta lui-même. Les débris de cette armée naguère si florissante, mais exténuée alors de maladie et de fatigues, furent investis dans
Averse et contraints d'abandonner leurs armes. 1529.
François fit l'année suivante un dernier effort qui ne fut pas plus heureux : ses généraux furent battus à Landriano, et la domination de Charles-Quint s'affermit au delà des Alpes.

C'était pour l'indépendance italienne que François Ier sacrifiait ainsi et ses trésors et ses soldats : car il s'était engagé à ne garder pour lui aucune ville, excepté Gênes, son unique but étant de racheter ses fils et d'assurer l'intégrité du royaume. Quand il se vit abandonné par des alliés ingrats, il les abandonna à son tour et ouvrit avec Charles-Quint des négociations particulières. Louise de Savoie et Marguerite d'Autriche, réunies à Cambrai, y conclurent la paix *des Dames*, au nom de la France et de l'empereur. On y consomma le mariage qui avait été projeté par le traité de Madrid; mais François donna deux millions d'écus d'or pour racheter ses fils et la Bourgogne.

La France, après tant de guerres, jouit enfin de cinq années de paix. Le roi en profita pour régler l'administration intérieure. De

sages lois extirpèrent les abus, surtout en ce qui concernait la justice, dont le chancelier Duprat n'avait souillé que trop souvent l'indépendance et l'impartialité. La mort de Louise de Savoie donna au roi quinze cent mille écus d'or, qu'elle avait économisés avec avarice aux dépens de l'état, et l'on fit rendre aux financiers une partie de ce qu'ils avaient détourné pendant la guerre. Après avoir rétabli ainsi les finances, François I[er] s'occupa des troupes. Jusqu'alors on n'avait guère décidé les batailles que par la cavalerie, parce qu'une noblesse riche et vaillante accourait servir dans ses rangs, tandis que l'infanterie se composait d'artisans ou de laboureurs que la guerre métamorphosait en soldats. Mais l'usage de l'artillerie, en s'introduisant dans les armées, rendait inutiles la force du corps et l'impétuosité de l'attaque. Louis XII le sentit, quand il rechercha les Suisses. François I[er], dès le commencement de son règne, avait confié à Bayard la formation d'une infanterie; mais les préjugés l'empêchèrent alors de réussir. L'expérience lui fit tenter de nouveau l'entreprise. Il forma sept légions de six mille hommes chacune, et se divisant en compagnies. Malheureusement on n'imita pas son exemple, et la France fut privée longtemps encore d'une infanterie nationale.

Le traité de Cambrai n'avait pas été assez équitable pour terminer toutes les haines. François I[er] surtout épiait l'instant de le rompre avec avantage, et se faisait des alliés. Il gagna

l'amitié du pape et des Médicis en faisant épouser à Henri, son second fils, Catherine de Médicis, de la famille du pontife. Mais en même temps, il signait un traité d'alliance avec Soliman, qui attaquait sans cesse la Hongrie ; et il secourait sous main, d'argent et de soldats, les protestants d'Allemagne, qui s'étaient confédérés à Smalcade contre les réactions de Charles-Quint. Ce fut néanmoins l'empereur qui recommença la guerre. A son instigation, Fran- 1534.
çois Sforce fit arrêter et décapiter, sous un prétexte frivole, un envoyé français, nommé Merveille. Aussitôt François Ier assembla des troupes. La mort de François Sforce, qui ne laissait pas d'enfants, suspendit la guerre près de deux ans par des négociations inutiles. L'armée partit enfin pour l'Italie. Le duc de Savoie lui refusa le passage. Mais incapable de résister aux Français, il vit ses principales places tomber en leur pouvoir, et ne conservait plus d'espérance que dans les secours de Charles-Quint. Tant que François Ier, réclamant pour un de ses fils l'investiture du Milanais, s'était contenté d'appuyer ses droits sur des paroles, Charles-Quint, occupé ailleurs, avait négocié comme s'il voulait accorder l'investiture, et cependant il faisait couler des troupes dans le Milanais. Lorsque toutes ses mesures sont prises, il se rend à Rome, où il tonne contre François Ier, 1536.
repousse ensuite de la Savoie les Français mal commandés, et pénètre à leur suite dans la Provence. Il se croyait si sûr d'un heureux succès, qu'il demanda à un gentilhomme français

combien il y avait de journées jusqu'à Paris. *Si votre Majesté entend combien de batailles*, répondit le gentilhomme, *je vous assure qu'il y en aura au moins une douzaine, à moins que les agresseurs ne soient battus dès la première.* Mais François Ier avait préféré la défensive. Par son ordre, Montmorency ruina le pays et démantela les places, excepté Arles et Marseille, où il mit de fortes garnisons, et se posta sous les murailles d'Avignon avec de bonnes troupes. Ce plan lui réussit. Malheureux dans ses tentatives sur Arles et sur Marseille, Charles-Quint, qui ne pouvait forcer au combat les Français, abondamment pourvus de tout, ramena à travers les Alpes les débris de son armée. Ses généraux ne réussirent pas mieux du côté de l'Espagne, dans le Languedoc, aux Pays-Bas et dans la Picardie.

1537. Les commencements de l'année 1537 menaçaient d'une guerre acharnée. François Ier, dans un parlement tenu à Paris, fit citer l'empereur comme son feudataire pour la Flandre, l'Artois et le Charolais, cédées par le traité de Cambrai, et le déclara déchu de ces trois provinces, parce qu'il avait pris les armes contre son suzerain. Alors fut publiée, au grand scandale de la chrétienté, la ligue qu'il avait conclue avec Soliman. Tandis que François Ier lui-même envahissait l'Artois, Barberousse, à la tête des flottes ottomanes, ravageait plusieurs villes de l'Italie et remportait un butin immense. Cependant Paul III, successeur de Clément VII, cherchait à ramener la paix

entre les deux monarques. Tous trois se rassemblèrent à Nice. Le pape, médiateur entre eux, agit si heureusement, qu'il les fit consentir à une trêve de dix années, pendant laquelle chaque puissance garderait ses conquêtes. Les deux princes, qui avaient refusé de se voir pendant les négociations, eurent ensuite une entrevue à Aigues-Mortes, où ils se donnèrent tous les témoignages de l'amitié la plus sincère. 1538.

Charles-Quint avait promis à François Ier l'investiture du Milanais pour le duc d'Orléans, son second fils. Le roi, plein de confiance en cette promesse, bien loin d'aider contre son rival ou la révolte des mercenaires en Italie, ou les mécontentements de l'Espagne, ou les protestants de l'Allemagne, ou enfin les Gantois soulevés, lui facilita les moyens de vaincre et de désarmer toutes les ligues. Charles-Quint se confia assez à la loyauté du monarque pour traverser la France en se rendant de l'Espagne aux Pays-Bas. François résista en effet à ceux qui voulaient retenir l'empereur jusqu'à ce qu'il eût accompli sa promesse. L'événement prouva que le conseil était bon, sinon juste. Charles-Quint, une fois maître dans ses états, profita de la franchise que François Ier avait montrée dans leurs différentes entrevues, pour le brouiller avec tous ses alliés. Bientôt il ralluma la guerre par un crime. Des ambassadeurs français, envoyés à Constantinople, furent assassinés dans le Milanais, parce qu'on voulait leurs dépêches. François Ier ne pouvant obtenir aucune réparation, renouvela les anciens traités 1542.

avec Soliman, et mit cinq armées en campagne. De si grands préparatifs n'amenèrent que la conquête momentanée du Luxembourg, et, dans le Roussillon, les Français furent contraints à lever le siége de Perpignan. L'année
1543. suivante, Henri VIII, mécontent de la France, se ligua avec l'empereur et lui envoya dix mille hommes. Le fort de la guerre tomba sur l'Italie et les Pays-Bas. En Italie, la flotte de Barberousse s'unit à la flotte française, mit le siége devant Nice, seule ville qui fût restée au duc de Savoie, et s'en empara dans un assaut meurtrier : mais les ennemis se retirèrent dans le château, et s'y défendirent assez longtemps pour que Doria et les Impériaux vinssent les dégager. Aux Pays-Bas, le roi prit Landrecy. Après avoir soumis le duc de Clèves, allié de la France, Charles-Quint voulut reprendre la place et ne put réussir. Ni l'un ni l'autre de ces deux monarques, quoique à la tête d'une armée florissante, n'osèrent, en cette occasion, décider leur querelle par une bataille.

1544. Il n'en fut pas de même en Italie, en 1544. Les Français investirent Carignan, que les Impériaux voulurent dégager. Le comte d'Enghien obtint avec peine de François Ier la permission de livrer bataille, et remporta la célèbre victoire de Cérisoles. Les résultats en furent anéantis par une trêve de trois mois pour l'Italie, les deux rivaux ayant besoin aux Pays-Bas de toutes leurs forces. En effet, Henri VIII avait débarqué lui-même en Picardie, et Charles-Quint entrait en France par la Champagne.

Tandis que le roi d'Angleterre prenait Boulogne par la lâcheté du gouverneur, mais échouait devant Montreuil, l'empereur pénétrait jusqu'à deux journées de Paris. Ce succès pouvait lui devenir funeste; car il manquait de vivres, et l'armée royale le harcelait sans cesse en le côtoyant. Les intérêts de la France furent trahis par des intrigues de cour. Le traité de Crespy livra à Charles-Quint un libre passage aux Pays-Bas, lui rendit l'Artois et toutes les villes conquises, et restitua au duc de Savoie ses états. L'empereur, de son côté, faisait à tous ses droits une renonciation illusoire, et accordait au duc d'Orléans ou l'investiture du Milanais avec la main d'une de ses nièces, ou les Pays-Bas avec sa fille. Il est permis de croire qu'il eût encore manqué à sa parole: mais la mort du prince, en remettant tout en question, le délivra d'une obligation qu'il lui tardait si peu d'accomplir.

Henri VIII n'en voulut pas moins continuer la guerre. Une de ses flottes fut défaite et les côtes d'Angleterre furent ravagées. Après deux années d'hostilités sans résultat, il conclut la 1546.
paix avec la France, qui racheta d'une somme de deux millions Boulogne et ses dépendances.

François Ier survécut peu à ce dernier traité. Il mourut en 1547, à l'âge de cinquante-trois ans, et dans la trente-troisième année de son règne. Franchise, bonté, honneur, générosité, courage, voilà ses qualités; témérité dans les treprises, négligence dans les affaires, confiance dans ses favoris et ses maîtresses, légèreté dans

la conduite, excès dans la dépense et les plaisirs, voilà les défauts qui les ternissent. Nous avons vu cependant qu'il réforma l'armée et la justice; il créa de plus la marine, fortifia les villes, favorisa les lettres, accueillit les savants dans sa familiarité, fonda le Collége de France et l'Imprimerie royale, bâtit Fontainebleau, St-Germain, Villers-Coterets, et commença le Louvre. Quant aux finances, s'il laissa ses coffres dans un état florissant, il ne le dut qu'à la vente des charges de judicature, ressource aussi ruineuse qu'inique, et à l'augmentation des impôts.

La France monarchique s'accrut, sous lui, de la Bretagne, par le mariage du monarque avec Claude de France, fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne; du Bourbonnais, de la Marche, du Lyonnais, de l'Auvergne, par la confiscation des biens qui avaient appartenu au connétable, et de quelques autres seigneuries moins importantes.

Du Hâvre, dont il creusa le port, les flottes françaises s'élancèrent à leur tour vers l'Amérique. Dès l'an 1504, des pêcheurs basques, normands et bretons, s'étaient avancés sur le grand banc de Terre-Neuve et le long des côtes du Canada. En 1524, François I[er] envoya en Amérique le Florentin Venezano, qui en visita les côtes septentrionales. En 1534, Jacques Cartier, parti de St-Malo par l'ordre du monarque, découvrit le golfe et le fleuve St-Laurent, et remonta le fleuve jusqu'à Montréal. Six ans plus tard, Jean de la Roque, nommé

gouverneur, voulut en vain fonder au Canada un établissement solide. Il revint en France en 1542, et retourna en Amérique l'année suivante. Cependant les Espagnols et les Portugais mettaient en avant la donation que le pape Alexandre IV leur avait faite de tous les pays à découvrir, et se plaignaient hautement des tentatives de François I^er^. *Qu'ils me montrent donc aussi*, répondit le monarque, *l'article du testament d'Adam qui leur a concédé l'Amérique.*

François I^er^ abolit définitivement la pragmatique de Bourges, afin de se concilier Léon X dans la lutte avec Charles-Quint. Elle fut remplacée par le Concordat qui donnait au roi la nomination à chaque bénéfice, au pape le droit de percevoir les annates. Le parlement n'enregistra l'acte que par force. Au milieu des fréquents débats entre l'élu du roi et celui des chapitres, il jugea constamment en faveur du dernier, jusqu'à ce qu'on lui eût ôté la connaissance de ces sortes d'affaires; et dès lors l'abolition de la pragmatique fut accomplie.

Henri II, en montant sur le trône, trouva la France en paix, les finances en bon état, les armées commandées par des généraux habiles, et le trône environné de sages ministres. Une révolution de cour amena au pouvoir le connétable de Montmorency, exilé sur la fin du dernier règne, et François, duc de Guise, de la maison de Lorraine, qui avait su plaire au monarque, en étant pendant son enfance le compagnon de ses plaisirs. La reine Marie de

HENRI II. 1547.

Médicis, et Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois et maîtresse de Henri, intriguaient aussi pour se faire un parti et des créatures. L'ambition des Guise et de la reine devait faire le malheur des règnes suivants : mais Henri, quoique faible de caractère, sut retenir cependant la meilleure partie de son autorité et veiller aux intérêts de la France.

1548. L'établissement de la gabelle dans les provinces méridionales, jusqu'alors exemptes de cet impôt, fit naître un soulèvement presque général dans l'Angoumois, le Poitou, la Saintonge, le Languedoc et la Guyenne. Les peuples de Guyenne songèrent un instant à rappeler les Anglais, qui du moins fomentèrent la révolte. Henri apaisa les esprits par des promesses. Le connétable vint ensuite à Bordeaux avec une armée, fit périr les principaux coupables au milieu des plus cruels supplices, et rétablit sous d'autres noms, les impôts que la révolte avait fait momentanément supprimer.

A Henri VIII avait succédé Edouard VI, sous la régence de son oncle, le duc de Somerset. L'Ecosse, cette alliée constante et malheureuse des Français dans toutes leurs luttes avec l'Angleterre, reconnaissait alors pour reine Marie Stuart, âgée de six ans, sous la tutelle de sa mère Marie de Lorraine. Somerset voulut réunir les deux couronnes par une alliance. Il était de la politique française de s'y opposer, et on le fit. Les Anglais ayant envahi l'Ecosse, Henri fit passer quel-

ques troupes qui contribuèrent à repousser l'étranger. Bien plus, il conclut le mariage de la jeune reine avec le dauphin François. Marie vint en France, et dès qu'elle eut atteint l'âge nubile, le mariage eut lieu, comme il avait été projeté.

Somerset en voulait à la France d'avoir ainsi traversé ses vues, et Henri II ne pardonnait pas à l'Angleterre d'avoir fomenté les troubles de Guyenne. Le refus de restituer Boulogne, aux termes du dernier traité, fut le signal de la guerre. Mais l'Angleterre était agitée et par les intrigues religieuses, et par les ambitions rivales. Henri au contraire avait visité, dès le commencement de son règne, les provinces du nord, et n'avait rien oublié pour leur défense. Aussi, quand les hostilités reprirent, les Français s'emparèrent en une cam- 1549.
pagne de toutes les places qui environnaient Boulogne, et mirent enfin le siége devant cette ville. Les Anglais demandèrent la paix. Henri l'accorda, moyennant la restitution de Boulogne pour quatre cent mille écus, au lieu de deux millions précédemment stipulés. L'Ecosse fut comprise au traité. L'Angleterre restitua à cette couronne toutes les places qui lui avaient été prises.

Cependant Charles-Quint profitait de la paix pour réduire les protestants en Allemagne et pour étendre son empire en Italie. D'un côté il avait vaincu la ligue de Smalcade à la journée de Muhlberg, et il retenait dans les fers le duc de Saxe et le landgrave de Hesse, qui en étaient

les chefs; de l'autre, il procédait par des intrigues et des assassinats. Paul III avait donné à Pierre Farnèse, son neveu, les villes de Parme et de Plaisance, détachées du Milanais par Jules II. Bien que Charles-Quint eût accordé une de ses filles naturelles au fils aîné de Farnèse, il fomenta une sédition dans laquelle Farnèse fut tué, et aussitôt les Impériaux s'emparèrent de Plaisance. Paul III jeta des troupes dans Parme. Trop faible contre l'empereur, il appela le roi de France, qui envoya quelques troupes, et Parme fut conservée à Octave Farnèse.

1552. Les protestants, écrasés par le despotisme de leur vainqueur, appelèrent aussi le roi de France à leur aide. En vertu des traités qui intervinrent, Henri fit en leur faveur une diversion utile. Dès que la guerre eut été déclarée, il envahit la Lorraine, que la duchesse, nièce de Charles-Quint, armait, pendant la minorité de son fils, en faveur de l'empire, et emmena le jeune duc pour être élevé en France. Il s'empara ensuite, par force ou par surprise, des Trois-Evêchés, Metz, Toul et Verdun, enleva nombre de places dans le Luxembourg et l'Alsace, mais il fut contraint de renoncer à ses tentatives sur Strasbourg. Charles-Quint comprit alors que, pour triompher, il lui fallait rompre une telle ligue. Par le traité de Passaw, il sanctionna les libertés politiques et religieuses de l'Allemagne; en sorte que les protestants, au comble de leurs vœux, abandonnèrent la France ou même se déclarèrent

contre elle. Bientôt Charles-Quint parut devant Metz avec une armée de cent mille hommes. Le duc de Guise, qui s'était jeté dans la place, la défendit avec tant de conduite et de valeur pendant soixante-cinq jours d'attaques continuelles, que l'empereur fut obligé de lever honteusement le siége, après avoir perdu, par les maladies ou le fer ennemi, près de la moitié de ses troupes. Les Français donnèrent alors l'exemple d'une modération rare. Au lieu d'anéantir dans leur retraite, comme ils le pouvaient, les Impériaux épuisés de fatigues, ils se défendirent toute hostilité contre les vaincus, et même ils leur fournirent des vivres. Leur conduite ne fut point imitée par l'ennemi. Déjà, pendant le siége de Metz, une autre armée
avait dévasté la Picardie. L'année suivante, 1553.
Charles-Quint entra de nouveau en France, prit et saccagea Térouane, et s'empara encore de Hesdin. La guerre prit alors un caractère de dévastation et de cruauté. Ce ne fut que ravages dans le pays ennemi, sans aucune affaire décisive. Néanmoins les Français eurent presque
constamment l'avantage. Sur mer, ils s'empa- 1554.
rèrent de deux riches convois; sur terre, ils furent victorieux à Renty, où Henri II et Charles-Quint se trouvèrent en personne, et ils surprirent Cateau-Cambrésis, tandis que les Impériaux échouèrent dans toutes leurs démarches.

La guerre continuait avec activité en Italie. Dans le Piémont, Brissac, abandonné à lui-même avec une faible armée, n'en défendit pas moins les anciennes conquêtes et enleva même

au duc de Savoie presque toutes les places qui lui restaient. Ces avantages lui donnaient les moyens de soutenir ses troupes, et cependant il se faisait aimer des peuples en les protégeant par une discipline sévère contre les rapines de ses soldats. Les Français furent moins heureux dans l'Italie centrale. L'alliance de plusieurs princes et la possession de la ville de Sienne, qui s'était soustraite au despotisme espagnol, leur donnèrent d'abord la supériorité, et quelques mouvements au royaume de Naples firent naître l'espoir de le conquérir. En vertu des traités avec les Ottomans, une flotte turque, sous la conduite de Dragut, enleva la Corse, qu'elle remit aux Français, et vint reconnaître les côtes; mais la sédition fut comprimée, et Dragut, après une victoire inutile sur la marine impériale, ne fit que ravager la Sicile, d'où il emmena dix mille captifs. Les Espagnols unis aux Médicis, qui oubliaient que la France avait une reine de leur famille, songèrent à chasser de Sienne les Français. Strozzi, que la faveur de Catherine de Médicis avait porté à la tête des troupes, se fit battre à Marciano (1554) par son imprudence. Sienne fut réduite à capituler; mais Montluc, qui la défendait, dédaigna, comme autrefois Louis d'Ars, toute capitulation pour ses troupes, et les ramena glorieusement à travers le pays ennemi.

Cependant Charles-Quint, dégoûté des grandeurs, avait résolu d'abdiquer l'empire en faveur de son fils, Philippe II. Il voulut rendre auparavant à l'Europe la paix qu'il avait si sou-

vent troublée. Les négociateurs se rassemblèrent à Vaucelles; mais on y convint seulement d'une 1556. trêve de cinq années, pendant laquelle on travaillerait à une paix définitive. Charles-Quint proclama son abdication le même jour qu'il signa la trêve de Vaucelles. Philippe II lui eut à peine succédé en Espagne et aux Pays-Bas, qu'il ne songea qu'à recommencer la guerre. Paul IV la voulait aussi, dans l'espoir qu'elle lui fournirait l'occasion d'établir les Caraffe, ses neveux. La cour de France, séduite par ses intrigues, engagea le roi dans un traité avec le pontife, et par suite dans une guerre avec l'Espagne. Rien n'était prévu en France quand on reprit les hostilités, tandis que Philippe II, marié dès 1554, à Marie, fille de Henri VIII, pouvait compter sur le secours de l'Angleterre. On envoya au royaume de Naples le duc de Guise dont la réputation échoua contre les savantes lenteurs du duc d'Albe; en sorte que l'armée française était consumée par son inaction forcée, lorsqu'elle fut rappelée avec son chef pour s'opposer aux conquêtes des Espagnols dans la Picardie.

Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, à la tête 1557. de l'armée d'Espagne et de douze mille Anglais, avait échoué devant Rocroi, et se dirigeait du côté de Saint-Quentin. Montmorency entreprit de protéger la ville. Il eût pu remédier, par de sages dispositions, à l'infériorité de ses forces; mais il fit au contraire ce qu'il fallait pour être battu, et il attira ainsi aux Français le plus sanglant désastre. Dix mille hommes restèrent sur

le champ de bataille, et le connétable fut fait prisonnier avec les meilleurs capitaines. Rien n'aurait protégé Paris, si Philippe, plus habile ou moins jaloux de la gloire d'autrui, avait permis au vainqueur de marcher directement sur la capitale. Mais tandis que Philibert consume un temps précieux aux siéges de St-Quentin, du Catelet, de Noyon et de Ham, le duc de Guise, nommé lieutenant-général, arrive avec son armée; la noblesse accourt autour de lui; la confiance succède à la terreur, et Guise, par ses exploits, rétablit sa réputation un instant éclipsée.

1558. Au mois de janvier, pendant que l'ennemi s'endormait tranquille, après la campagne, dans ses quartiers d'hiver, Guise tombe à l'improviste devant Calais, ouvre aussitôt la tranchée, brusque l'assaut, enlève la citadelle, et emporte en huit jours une ville qui avait coûté à Edouard III onze mois d'un siége opiniâtre. Ce beau fait d'armes fut suivi de la reddition de Guines, de Ham, de Thionville et de Dunkerque. La joie fut tempérée par la victoire que le comte d'Egmont remporta à Gravelines sur le maréchal de Termes. Mais en même temps on apprenait la mort de Marie, reine d'Angleterre; et le mariage de Marie Stuart avec le dauphin François resserrait les liens qui unissaient la France et l'Ecosse.

1559. Ce fut au milieu de ces heureux succès que Montmorency, toujours prisonnier de l'Espagne, fit conclure à Cateau-Cambrésis un traité désavantageux. Henri II garda Calais, moyen-

nant cinq cent mille écus qui ne furent jamais payés, et les Trois-Evêchés qui appartenaient à l'empire; mais il rendit toutes ses conquêtes dans les Pays-Bas, et presque toutes les places que l'on avait précédemment enlevées au duc de Savoie. Si quelque considération peut excuser le monarque, c'est que la couronne était déjà endettée de quarante-trois millions et que les progrès du calvinisme menaçaient l'état d'une guerre civile. On appela cette paix, la paix malheureuse, lors même qu'on ne prévoyait en aucune manière le triste événement qui devait suivre. Une clause portait le double mariage de Philippe II avec Elisabeth, fille de Henri II, et de Philibert-Emmanuel avec Marguerite, sœur du roi. Il y eut parmi les fêtes un tournoi. Henri II, vainqueur pendant deux jours, allait sortir enfin de l'arène, lorsqu'il voulut fournir une dernière course avec Montgommery, capitaine de ses gardes. La lance de Montgommery se brisa sur la poitrine du roi; mais un éclat lui entra dans l'œil au défaut de la visière, et il en mourut après quinze jours de souffrances, dans la treizième année de son règne. Les fautes nombreuses de ses trois fils, qui occupèrent successivement le trône, le firent encore plus regretter.

Henri II avait continué au dedans et au dehors la même politique qu'avait suivie son père. Au dedans, la royauté était devenue un pouvoir absolu; au dehors, la France avait pris en Europe l'attitude qui convenait à une grande puissance, et elle avait rétabli à force de travaux

et de sacrifices l'équilibre que compromettait la puissance colossale de l'Autriche.

Louis XI avait abattu les grands, mais en s'appuyant sur le peuple, comme ses prédécesseurs. Sous Charles VIII et Louis XII, les états-généraux furent rarement convoqués ; mais Louis XII diminuait les impôts malgré ses guerres : sous François Ier et sous Henri II, on ne les assembla jamais, et si l'on crut devoir s'appuyer sur une ombre de représentation nationale, comme après le traité de Madrid, ou, en 1558, après la bataille de St-Quentin, ce fut le roi lui-même qui nomma les députés ou notables. Les parlements, obligés à recevoir chaque année des provisions nouvelles, n'osèrent plus s'opposer aux volontés du prince. François Ier seul conclut avec Léon X le Concordat ; seul, il créa de nouveaux impôts qu'il prodiguait autant à ses plaisirs qu'aux besoins du royaume. Henri II en fit de même. Tous deux grands princes, ils compensèrent par leurs qualités personnelles les inconvénients d'un système qui laissait la royauté sans contrepoids comme sans défense ; mais la faiblesse ou la nullité de leurs successeurs ne devait pas tarder à mettre en évidence les vices du pouvoir absolu.

La fondation du Collége de France et de l'Imprimerie royale, l'accroissement de la Bibliothèque, l'appel fait aux talents de tous genres et aux artistes de Florence et de l'Italie, l'éclat même d'une cour où le goût régnait en même temps que le luxe, amenèrent un développement intellectuel qui devait porter la France

à la tête de la civilisation européenne. Tributaire des Génois pour la marine, des Allemands et des Suisses pour l'infanterie, elle dut à François Ier quelques vaisseaux et une armée vraiment nationale : ce qui lui donnait une force réelle, et ne la mettait plus, comme sous Louis XII, à la merci des étrangers mercenaires.

Maîtresse de l'Allemagne, de l'Espagne, des Pays-Bas et de l'Italie méridionale, outre ses possessions immenses du Nouveau Monde, la maison d'Autriche environnait la France de toutes parts et menaçait de l'envahir. François Ier et Henri II sauvèrent d'un côté l'intégrité du territoire par une lutte souvent heureuse et toujours opiniâtre ; de l'autre, ils rétablirent l'équilibre en ralliant à eux, sans distinction de religion et de croyances, tous les ennemis de Charles-Quint. C'étaient, au nord, la Suède et le Danemark, qui détrônaient Christian II, beau-frère de l'empereur ; à l'est, Soliman II et les Turcs qui envahissaient la Hongrie ; dans l'intérieur même de l'Allemagne, les protestants de Smalcade, menacés dans leur indépendance politique et religieuse. L'alliance avec l'Ecosse acheva de neutraliser les irrésolutions de Henri VIII et les dispositions hostiles de ses successeurs. La France n'avait plus dès lors rien à craindre, et l'Europe était sauvée ainsi d'une monarchie universelle. Tels sont les résultats de la politique extérieure sous François Ier et sous Henri II ; résultats que peut-être ne songeait-on guère à prévoir, lorsque, dans son ambitieuse ja-

lousie, François Ier commença contre Charles-Quint la longue lutte qu'il transmit à son fils.

## CHAPITRE XVIII.

Troubles religieux et politiques. — Guerres civiles. — Puissance et ambition des Guise (1559-1589). — [16e siècle.]

FRANÇOIS II. 1559. Les partis qui avaient divisé la cour sous Henri II, se dessinèrent bientôt avec plus d'audace sous un roi de seize ans. Le duc de Guise et son frère, le cardinal de Lorraine, eurent tout crédit auprès de François II, qui avait épousé Marie Stuart. Cathèrine de Médicis s'unit à eux contre Montmorency, le favori du dernier règne. Celui-ci appela à son aide Antoine de Bourbon, que son alliance avec Jeanne d'Albret avait fait roi de Navarre, et Louis, son frère, prince de Condé. Antoine, d'un caractère ambitieux, mais faible, se chargea de porter au roi des remontrances sur l'énorme puissance des princes lorrains; mais il fut écouté avec froideur, et remporta en Navarre le frivole espoir de recouvrer les provinces enlevées à la maison d'Albret par Ferdinand le Catholique. Le prince de Condé se trouva alors à la tête des mécontents. Il se fortifia de tous les seigneurs à qui le cardinal de Lorraine avait fait enlever leurs pensions ou leurs places, et se ligua surtout avec les calvinistes.

Tandis que Luther dogmatisait en Allemagne, Calvin, né à Noyon en 1509, avait fondé,

d'abord en France, puis à Genève, une religion nouvelle, dont il s'était fait le pontife. Une connaissance assez profonde de l'Ecriture, des Pères et de l'Histoire ecclésiastique, une éloquence entraînante jointe à une grande habileté à manier les esprits, un style pur qui ne manquait pas d'élégance, et par-dessus tout une régularité apparente dans les mœurs, concilièrent au novateur de nombreux suffrages, à une époque où le clergé était en général ignorant et corrompu. Son livre *de l'Institution Chrétienne*, qu'il publia à Bâle en 1535, devint le fondement de sa doctrine. Comme Luther, il attaqua le libre arbitre, la grâce, le culte des saints et des images, le purgatoire et les indulgences, les cérémonies de l'Eglise et la hiérarchie; mais de plus il nia formellement la présence de Jésus-Christ dans l'Eucharistie, dogme que Luther ne voulut jamais abandonner et qui fit la différence fondamentale entre les deux hérésies.

Le calvinisme se fit dès sa naissance d'illustres disciples. La duchesse de Ferrare, Renée de France, fille de Louis XII, et la reine de Navarre, Marguerite, sœur de François Ier, protégèrent les réformés à la cour du monarque. Les premières persécutions eurent lieu sous le gouvernement de Louise de Savoie, après la bataille de Pavie. François Ier, à son retour en France, trouva le mal fortement enraciné. Il s'en prit à quelques hommes inconnus, qui périrent au milieu des supplices, et que la secte nouvelle honora comme martyrs.

La destruction même de deux villages, Cabrière et Mérindol, dont tous les habitants, hommes et femmes, furent inhumainement exterminés sur une décision juridique, ne ralentit ni le zèle des apôtres ni la conviction des prosélytes. Quand Henri II monta sur le trône, des prêches, ainsi se nommaient leurs assemblées religieuses, étaient établis dans Paris même et dans les villes les plus importantes, d'où la contagion avait infecté les campagnes. Les calvinistes comptaient parmi eux l'amiral de Coligny, neveu du connétable, Dandelot, chef de l'infanterie française et frère de Coligny, des membres du parlement, de la noblesse, du clergé, et des évêques même. L'alliance de Henri avec les protestants d'Allemagne l'empêcha longtemps de sévir, ou du moins, ses poursuites ne tombèrent encore que sur quelques malheureux, qui furent brûlés vifs à Paris et dans les principales villes. Mais la dernière année de son règne, Henri se rendit au parlement, fit délibérer en sa présence sur les questions religieuses, et ordonna d'arrêter immédiatement Dufaur, Anne Dubourg, et trois autres conseillers, qui, sur l'invitation formelle du monarque, s'étaient prononcés avec franchise pour la liberté de conscience. On instruisit leur procès, que les Guise continuèrent sous François II. Anne Dubourg, qui était diacre, disputa sa vie aux officialités de Paris, de Sens et de Lyon. Déclaré convaincu d'hérésie, il fut livré au bras séculier, et brûlé publiquement en place de Grève.

Le prince de Condé, sectateur secret de la réforme, profita de l'irritation causée par ce supplice pour étayer son parti des calvinistes. Poussés par lui, il complotèrent, sous la direction d'un gentilhomme périgourdin, nommé La Renaudie, d'enlever à Blois, où se tenait la cour, le monarque, les deux reines et les princes lorrains. Déjà les conjurés se rassemblaient autour de la ville, lorsqu'une indiscrétion donna l'éveil aux Guise, qui se retirèrent aussitôt au château d'Amboise. La Renaudie n'en poursuivit pas moins son projet. Le duc de Guise, nommé lieutenant-général du royaume, garnit les environs d'Amboise de quelques troupes qui coupèrent facilement les bandes des conjurés, parce qu'ils étaient arrivés presque isolés et sans défiance. La Renaudie fut tué en se défendant. Un grand nombre de ses complices furent impitoyablement pendus ou jetés dans la Loire; quelques-uns furent juridiquement exécutés. Quant au prince de Condé, il nia, en payant d'audace, toute participation au complot, et les Guise ajournèrent quelque temps la haine qu'ils lui avaient vouée. Telle fut l'issue de la conjuration d'Amboise.

Ce fut alors que parut aux affaires L'Hôpital, homme ferme, courageux, de mœurs austères, qui avait traversé avec honneur tous les grades de la magistrature, et qui, nommé chancelier par le crédit de la reine-mère, ne songea qu'au bien de la France au milieu des partis. Il s'opposa à l'établissement de l'inquisition, que demandait le cardinal de Lorraine;

mais il dut rendre aux évêques, par l'édit de Romorantin, la connaissance des crimes d'hérésie. L'amiral de Coligny ayant présenté à Fontainebleau la fameuse requête par laquelle les calvinistes réclamaient le libre exercice de leur culte, il fit suspendre les poursuites contre les réformés jusqu'à la réunion d'un concile national, et convoquer à Orléans les états-généraux. On attendait surtout un grand bien de cette dernière mesure. Le roi de Navarre et le prince de Condé y furent appelés et s'y rendirent, mais non sans une juste défiance. On les arrêta dès qu'ils furent arrivés. Le prince de Condé réclama en vain, comme prince du sang, d'être jugé par la cour des pairs. On le fit paraître devant une commission nommée par les Guise. Condamné à mort pour rébellion, il allait être exécuté à l'ouverture des états, malgré les supplications de sa famille et de la noblesse entière, lorsque François II mourut le 5 décembre 1560, d'une maladie de langueur, après dix-huit mois du règne le plus agité.

Charles IX. 1560.

François II n'ayant pas laissé d'enfants, Charles IX, son frère, lui succéda. Ce prince n'avait encore que dix ans. Catherine de Médicis s'empara du pouvoir sous le nom de régente. Elle s'éloigna des Guise, qui l'avaient négligée sous le dernier règne, rappela d'exil Montmorency, délivra et réhabilita le prince de Condé pour s'en faire au besoin un appui, et donna au roi de Navarre le titre de lieutenant-général du royaume. En conseillant à la

reine ces mesures, L'Hôpital avait voulu sauver le pouvoir par l'équilibre des partis. Ce fut dans le même but qu'il fit un appel aux états-généraux pour le paiement de la dette publique et la liberté des cultes, mais sans obtenir autre chose que des doléances. Cependant l'autorité de la reine-mère était menacée, le duc de Guise s'étant uni à Montmorency et au maréchal de Saint-André pour ressaisir le pouvoir d'où ils étaient exclus. Leur ligue prit le nom de triumvirat. Elle était soutenue au dedans par les catholiques, parce qu'ils croyaient la religion en danger, et au dehors par Philippe II, que le fanatisme religieux autant que la politique engageait à poursuivre les religionnaires de France, comme il persécutait les protestants aux Pays-Bas.

Pour rétablir l'équilibre, la reine dut incliner vers le prince de Condé et les calvinistes.
L'édit de juillet, tout en prohibant l'hérésie, 1561.
leur accordait cependant une demi-tolérance jusqu'à la convocation d'un concile. Bientôt on ouvrit le colloque de Poissy, où le cardinal de Lorraine, pour les catholiques, et Théodore de Bèze, pour les réformés, luttèrent, sans aucun résultat, d'érudition et d'éloquence. Le roi de Navarre, en se réunissant aux Guise, soit par conviction religieuse, soit parce qu'on le leurrait de la Sardaigne en dédommagement de la Navarre espagnole, fit pencher la balance du côté opposé à la reine. Aussitôt L'Hôpital publia
l'édit de janvier, qui permettait l'exercice du 1562.
culte hors des villes, mais sans armes. Les ca-

tholiques murmurèrent. Le roi de Navarre appela le duc de Guise, qui se trouvait en Lorraine. Ce prince traversait Vassy, petite ville de Champagne. Une querelle étant survenue entre les gens de sa suite et les calvinistes qui faisaient leur prêche, il voulut l'apaiser et fut blessé à la joue d'un coup de pierre. Ce fut le signal d'un massacre, dans lequel environ soixante calvinistes furent égorgés, et les deux partis coururent aux armes.

Le duc de Guise se rendit maître à Fontainebleau du roi et de Catherine de Médicis, et les amena à Paris, pour autoriser ses projets de la sanction royale. Le prince de Condé, appelé, dit-on, par la reine, arriva trop tard pour la délivrer : mais tout s'émut en France à sa voix. Blois, Tours, Angers, Poitiers, la Rochelle, Dieppe, Rouen, Lyon et beaucoup d'autres villes embrassèrent de gré ou de force son parti. Enfin il négocia avec l'Angleterre comme le duc de Guise avec l'Espagne, et il obtint des secours d'Elisabeth, en lui cédant pour garantie la place importante du Hâvre.

Dans le Midi, la guerre eut lieu avec une atrocité incroyable. Montluc, du côté des catholiques, se faisait suivre de bourreaux et livrait aux supplices tous les calvinistes qui lui tombaient entre les mains. Par représailles, le baron des Adrets précipitait ses prisonniers du haut d'une tour, comme à Montbrison, et ses soldats recevaient les malheureux sur la pointe des piques. Au Nord, le roi de Navarre et le duc de Guise vinrent assiéger Rouen. Guise

y courut risque de la vie et pardonna à son assassin ; le roi de Navarre mourut d'une blessure ; néanmoins la ville fut prise et abandonnée trois jours au pillage des soldats. Condé voulut s'en venger sur Paris, dont il insulta les faubourgs. Guise le repoussa, le poursuivit dans sa retraite, et l'atteignit dans les plaines de Dreux. Les calvinistes furent d'abord vainqueurs. Déjà Montmorency était prisonnier, et le maréchal de Saint-André avait été tué en ralliant les troupes royales. Mais Guise ramène les fuyards à la charge, surprend Condé mal accompagné, le force à se rendre, et gagne enfin la victoire. On profita d'un tel succès pour assiéger l'année suivante Orléans, où se trou- 1563.
vaient la princesse de Condé et Montmorency captif. Plusieurs ouvrages avaient été emportés lorsque Guise fut assassiné d'un coup de pistolet par Poltrot de Méré, gentilhomme du parti calviniste. On dit qu'en mourant il conseilla à la reine de rétablir la paix pour expulser les étrangers du royaume. Ce fut du moins le parti qu'on suivit. Par le traité d'Amboise, Montmorency fut échangé contre Condé, et les calvinistes, déposant les armes, rendirent les places qu'ils avaient conquises, moyennant une liberté de conscience illimitée. Les deux partis se réunirent alors contre les Anglais, qui prétendaient garder le Hâvre. Elisabeth, occupée en Ecosse, ne put secourir la ville, et elle se rendit après sept jours de siége.

La mort du roi de Navarre et celle du duc de Guise concentrèrent le pouvoir aux mains

de la reine-mère, qui gouverna encore avec plus d'autorité, lorsqu'en vertu de l'ordonnance rendue par Charles V, elle eut fait déclarer majeur son fils âgé de quatorze ans. L'exécution des traités pouvait assurer le repos de la France; mais Catherine, qui voyait le parti des Guise presque abattu, voulut abattre aussi le parti calviniste. Différents édits enlevèrent aux réformés plusieurs des garanties que leur avait accordées la pacification d'Amboise. A Paris, dans le Languedoc, en Bourgogne et dans plusieurs provinces, on fit des émeutes où ils furent inhumainement massacrés. Enfin, dans un voyage du roi en Guyenne, Catherine
1565. eut à Bayonne, avec la reine d'Espagne et le duc d'Albe, une entrevue où l'on convint, disent les écrivains protestants, d'exterminer à la fois les religionnaires en France et aux Pays-Bas. Le prince de Condé, qui s'endormait dans les plaisirs, renoua avec Coligny et les calvinistes. Quand ils eurent appris qu'une nouvelle levée de six mille Suisses était entrée
1567. en France, ils résolurent d'enlever le roi à Monceaux, en Brie, et ne manquèrent leur entreprise que de quelques heures. Charles se rendit promptement de Meaux à Paris, escorté par le connétable et les Suisses, que l'armée de Condé n'osa point attaquer. Après quelques négociations, les deux partis en vinrent aux mains dans la plaine de St-Denis. Les calvinistes furent défaits; mais le connétable périt dans la mêlée. Tandis que Catherine se réjouissait doublement d'un tel succès, les vaincus passèrent

en Lorraine, reçurent un corps de treize mille Allemands et revinrent assiéger Chartres. La 1568. paix de Longjumeau suspendit un instant les hostilités. Déjà les Allemands avaient abandonné la France, lorsqu'une tentative de la cour pour s'emparer à la fois de Condé et de Coligny, renouvela la guerre. La révocation de la liberté du culte et l'ordre aux ministres calvinistes de quitter la France sous quinze jours, donnèrent en peu de temps aux princes une nombreuse armée. Jeanne d'Albret, reine de Navarre, que le roi d'Espagne avait entrepris naguère de dépouiller, se rendit auprès d'eux avec son fils Henri de Béarn, qui fit alors ses premières armes. De La Rochelle, les princes victorieux se répandirent bientôt dans l'Aunis, l'Angoumois, la Saintonge et le Poitou. L'armée royale, commandée par le duc d'Anjou, frère du roi, les rencontra auprès de Jarnac. Les 1569. Calvinistes furent vaincus et mis en fuite, et le prince de Condé, blessé et pris, fut massacré par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou. Coligny rassembla les débris de l'armée vaincue. Après avoir fait reconnaître pour chefs le jeune roi de Navarre et son cousin le prince de Condé, il se remit en campagne, reçut douze mille Allemands, et vainquit avec leur secours au combat de La Roche-Abeille. L'indiscipline de ses troupes le força d'engager une nouvelle affaire auprès de Moncontour, en Poitou. La position était mauvaise. Le duc d'Anjou profita de son avantage et remporta une telle victoire, que l'armée calviniste se

trouva réduite à douze mille hommes sur dix-huit mille. Tout le fruit qu'on en retira, malgré l'arrivée du monarque, ce fut la prise de Niort et de Saint-Jean-d'Angely. Cependant l'infatigable Coligny rassemblait de nouvelles troupes, traversait plusieurs provinces, livrait
1570. près d'Arnay-le-Duc un combat indécis, et réparait dans une guerre de partisans ses défaites de l'année précédente. Un nouveau traité fut signé à St-Germain, moyennant des conditions que les Calvinistes, malgré leurs derniers succès, auraient à peine osé espérer. On leur rendit la liberté du culte; on leur accorda quatre places de sûreté, La Charité, Cognac, Montauban et La Rochelle; enfin le roi de Navarre épousait Marguerite de Valois, sœur de Charles IX, et on leurrait Coligny avec le commandement d'une expédition prochaine aux Pays-Bas contre l'Espagne.

Les Calvinistes s'étaient défiés d'abord d'une paix aussi avantageuse. Quand ils eurent vu pendant deux années que les conditions en étaient généralement respectées dans le royaume, ils renaquirent à la confiance, et c'est ce qui les
1572. perdit. Le mariage du roi de Navarre avait réuni à la cour le prince de Condé, l'amiral de Coligny et la noblesse des deux religions. Coligny, blessé dans Paris, au milieu des fêtes, d'un coup de pistolet, reçut la visite du monarque, qui lui jura de le venger. Mais Catherine haïssait l'amiral, parce qu'il engageait son fils à gouverner par lui-même. Profitant des murmures et des menaces que l'assassinat une

fois connu avait excités parmi les Calvinistes, elle représente au roi que la religion est en danger, que le trône chancelle ; elle le poursuit, le presse et en extorque enfin la permission d'agir. Le 24 août 1572, jour de la St-Barthélemy, vers les deux heures du matin, le tocsin sonne. Guise vole et ordonne sous ses yeux le meurtre de Coligny. Aussitôt on se précipite de toutes parts sur les malheureux Calvinistes, et l'on en fait pendant trois jours une épouvantable boucherie. Le roi, en plein parlement, se déclara l'auteur du massacre, dont on voulait d'abord faire retomber tout l'odieux sur les Guise. Des ordres expédiés dans les provinces commandaient de faire aussi main basse sur les Calvinistes. L'histoire citera toujours le nom de Jean Hennuyer, évêque de Lisieux, qui leur ouvrit asile dans son palais, et celui du vicomte d'Orthez, qui répondit aux dépêches: *Sire, j'ai communiqué vos ordres aux habitants et à la garnison de Perpignan. Je n'y ai trouvé que des soldats et pas un bourreau.*

Le roi de Navarre, le prince de Condé et ses deux frères, amenés au roi dès le premier jour, durent abjurer le calvinisme pour sauver leur vie. Les réformés demeuraient ainsi sans aucun chef. Cependant ils coururent aux armes, se renfermèrent dans les places du Poitou, et défièrent les forces du roi, parce qu'ils aimaient mieux périr dans les combats qu'au milieu des supplices. On envoya contre eux le duc d'Anjou, qui mit le siége devant La Rochelle. Cette ville, qui s'était érigée en répu- 1573.

blique, soutint neuf assauts et fit perdre à l'armée royale 40,000 hommes. Sur ces entrefaites, le duc d'Anjou fut élu roi de Pologne. Le besoin de se rendre dans ses nouveaux états lui fit accorder à La Rochelle une capitulation glorieuse. Il en fut de même à Sancerre, qui avait résisté pendant quatre mois à un corps de six mille hommes. Charles IX, par un traité de pacification, accorda à ces deux villes et à quelques autres l'exercice du calvinisme, mais avec certaines réserves.

1574. L'Espagne et Rome avaient applaudi à la St-Barthélemy; mais les états du Nord, l'Allemagne, l'Angleterre, armaient en faveur des Calvinistes de France. Un troisième parti se forma et se réunit à eux : c'étaient les Politiques, sincèrement attachés à la religion ancienne, mais qui déploraient de tels excès et qui demandaient avec la convocation des états-généraux un gouvernement plus sage. On comptait à leur tête les Montmorency et le duc d'Alençon, frère du roi. Les réformés, se voyant soutenus, reprirent les armes pour la cinquième fois. Le duc d'Alençon et le roi de Navarre tentèrent de s'échapper, furent emprisonnés au Louvre, et ne purent sauver même leurs confidents, qui périrent au milieu des supplices. Cependant Charles IX ne faisait que languir depuis la St-Barthélemy. Le sang lui sortait par tous les pores, et en même temps son esprit égaré lui retraçait ses victimes. Il mourut enfin le 30 mai, dans la vingt-quatrième année de son âge et la quatorzième de

son règne. Ce fut un prince religieux, versé dans les lettres et doué de lumières. Il dut à son éducation quelques vices, et aux fautes de sa mère la réprobation de la postérité.

Dès que Henri eut appris la mort de son frère, qui n'avait laissé qu'une fille, il s'échappa de la Pologne comme un fugitif, et se dirigea vers la France. L'empereur Maximilien II à Vienne, le doge à Venise, et plusieurs autres princes d'Italie lui avaient conseillé de ramener la tranquillité par la douceur. Il commença en effet par rendre la liberté à son frère et au roi de Navarre. Mais bientôt Catherine de Médicis l'amena aux moyens violents contre les Calvinistes, tandis que les honneurs dont il combla d'indignes favoris, augmentaient le parti des Politiques. Ce fut contre ces derniers qu'il tourna ses armes dès son arrivée à Lyon. Rien de ce qu'il entreprit n'eut une fin heureuse. Les Calvinistes et les Politiques, enorgueillis de leurs premiers succès, renouvelèrent à Nîmes leur alliance, et convinrent de ne point traiter avec la cour, avant qu'on n'eût fait droit aux requêtes des deux partis. La fuite du duc d'Alençon et bientôt après celle du roi de Navarre, qui rétracta une abjuration forcée, leur donna des chefs, ce qui leur avait manqué dans la guerre précédente. Déjà les contrées méridionales étaient en armes; le prince de Condé amenait des troupes d'Allemagne; trente mille hommes, à Tours, n'attendaient que le moment d'agir. Dans ces conjonctures, Henri III et sa mère signèrent

HENRI III. 1574.

1576. le traité de Loches ou de Beaulieu, par lequel on accordait au duc d'Alençon l'Anjou, le Berry et la Touraine; au prince de Condé la Picardie; aux Calvinistes la réhabilitation de Coligny, six places de sûreté, des temples, des synodes, et des parlements composés moitié de membres catholiques et moitié de réformés.

Le déchaînement des catholiques fut extrême, quand le traité devint public. On représenta la religion comme perdue et le roi comme fauteur de l'hérésie. Jacques d'Humières, gouverneur de Picardie, proposa aux seigneurs une ligue, qui fut signée à Péronne. On s'engageait corps et biens à poursuivre les Calvinistes et à l'obéissance la plus aveugle envers le chef de la ligue. C'était désigner à mots couverts le duc de Guise, qui mettait sa gloire dans les intrigues, et qui songeait à détrôner le monarque, sous prétexte que lui-même était issu des Carlovingiens par la maison de Lorraine. La Ligue s'étendit rapidement de la Picardie dans les autres provinces, et jusque dans Paris, approuvée par le pape et soutenue par le roi d'Espagne. Les états-généraux étaient réunis à Blois. Gagnés par le duc de Guise, ils s'élevèrent contre le dernier traité, et portèrent le roi à défendre toute autre religion que la religion catholique. Ce prince avait cru gagner la partie en se déclarant chef de la Ligue; mais bientôt il s'aperçut qu'il n'était pas mieux vu de la faction, et qu'il en était plus odieux aux Calvinistes. Aussi, malgré la prise de La Charité et de plusieurs villes par les troupes

royales, il accorda la même année à Poitiers 1577.
un sixième édit de pacification, dont les clauses étaient encore plus avantageuses que les précédentes. Pour tarir à jamais la source de tout désordre, il défendit par un des articles toute union ou ligue soit entre les réformés soit entre les catholiques : mais il ne fut point obéi.

L'animosité qui régnait entre les deux partis ne leur permit pas toujours de respecter la paix, surtout en Languedoc et en Dauphiné. Catherine de Médicis, qui avait regagné les Politiques et les Montmorency, fit un voyage dans les provinces du Midi, sous prétexte de conduire Marguerite de France à son époux. Les conférences de Nérac donnèrent aux réformés de 1579.
nouveaux avantages; et en même temps Catherine cherchait à prolonger la paix, en endormant dans les plaisirs le roi de Navarre lui-même et les principaux chefs des Calvinistes. Cependant on reprit les armes la même année. Henri III accusa la reine de Navarre d'un commerce galant avec le vicomte de Turenne. Marguerite, pour se venger, suscita la guerre qui fut appelée guerre des amoureux. Le roi de Navarre prit Cahors après cinq jours de combat dans les rues, et le prince de Condé surprit La Fère, qui fut presque aussitôt reprise. Le duc d'Anjou se porta médiateur et conclut le traité de Fleix, au Périgord, qui 1580.
livra au roi de Navarre le Quercy et l'Agénois, comme dot de Marguerite.

C'était l'époque où la guerre était le plus acharnée aux Pays-Bas entre les protestants et

les généraux de Philippe II. Les Flamands, qui cherchaient un appui dans leur révolte, offrirent au duc d'Anjou de se soumettre à lui. Ce prince, en acceptant, conduisit hors de France une armée calviniste, ce qui promettait quelque repos. Il briguait aussi la main d'Elisabeth, reine d'Angleterre, et il put croire un instant à la réalisation de ses projets. Mais Elisabeth rejeta la plume au moment de signer le contrat; les villes flamandes, craignant pour leur liberté, se révoltèrent; et le duc d'Anjou, déchu de ses espérances, revint mourir à Château-Thierry en 1584. Cet événement délivrait Henri d'un caractère remuant et inquiet, et cependant il ne dut pas s'en applaudir. Comme il n'avait pas d'enfants de Louise de Vaudemont, qu'il avait épousée, l'héritier présomptif de la couronne était le roi de Navarre, qui descendait de Robert, comte de Clermont, sixième fils de saint Louis. Le duc de Guise rêva le trône pour lui-même. D'un côté il représentait les dangers de la religion catholique, si un prince calviniste succédait à Henri III; et de l'autre, il déclamait contre la nullité du monarque, contre ses prodigalités, son attachement pour des favoris et des mignons, sa faiblesse à extirper l'hérésie dans le royaume. La Ligue, qui s'était propagée d'une manière étonnante, avait embrassé tout entière ses intérêts. On allait jusqu'à répéter de toutes parts qu'il fallait se défaire d'un roi fauteur d'hérétiques. Alors se forma dans Paris la faction des Seize, ainsi appelée

des seize quartiers de la ville. Leur but était de la soustraire au calvinisme et au pouvoir royal. Le pape Sixte V désapprouva et les Seize et la Ligue; mais il leur fournit des armes en déclarant le roi de Navarre hérétique, relaps, excommunié, privé de ses domaines et de ses droits au trône deFrance.

Quoique le duc de Guise se vît à la tête d'un nombreux parti, il n'osa se déclarer encore, et fit prendre au cardinal de Bourbon, oncle du roi de Navarre, le titre d'héritier présomptif. Ce fut en son nom que l'on publia un manifeste, et qu'ensuite on prit les armes sous prétexte de forcer le roi à déclarer la guerre aux Calvinistes. Toute la Champagne et la Picardie, Toul, Verdun, Lyon, Bourges, Orléans, Angers et Paris se déclarèrent aussitôt pour le duc de Guise. Henri III et sa mère, placés entre deux factions également audacieuses, se prononcèrent pour les Ligueurs. Par le traité de Nemours, on accorda au duc de Guise 1585.
des gardes, des villes de sûreté, de l'argent, et l'on ordonna aux Calvinistes de sortir de France dans quinze jours, s'ils ne voulaient rentrer dans l'Eglise. Alors commença pour la huitième fois la guerre civile; mais elle devait être plus longue et plus acharnée que jamais.

Henri de Navarre, bien résolu de faire tête à l'orage, avait pris toutes les précautions de la prudence. La plupart des provinces méridionales tenaient pour lui; Montmorency, en Languedoc, avait rallié contre les Ligueurs,

les restes des Politiques ; enfin des bandes nombreuses allaient partir d'Allemagne au secours des religionnaires français. Catherine, dans les
1587. conférences de Saint-Bris, essaya de temporiser avec un parti aussi puissant, et dont la ruine aurait probablement entraîné celle de l'autorité royale. Les clameurs des Guise et des Ligueurs apprirent au roi qu'il n'était plus le maître de traiter à son gré. Trois armées à la fois entrèrent en campagne. Il fallait empêcher les Suisses et les Allemands de se joindre au roi de Navarre, et écraser les Calvinistes réduits à leurs seules forces. Joyeuse, le favori de Henri III, fut chargé de cette dernière mission. Il rencontra près de Coutras, en Guyenne, les Calvinistes, dont les troupes, pauvres et couvertes de fer, mais pleines d'expérience et de courage, faisaient un contraste frappant avec les armes dorées, le faste et surtout l'incapacité des troupes royales. L'issue du combat était facile à prévoir. Les Catholiques eurent un instant l'avantage ; mais bientôt leurs bataillons enfoncés furent mis dans la déroute la plus complète. Joyeuse et son frère périrent avec une partie de l'armée. La modération du roi de Navarre après la victoire répondit au courage qu'il avait déployé dans l'action, et lui mérita les éloges de ses ennemis mêmes.

Henri III, à la tête d'une seconde armée, avait empêché trente mille Allemands de traverser la Loire. Guise, qui les harcelait sans cesse à la tête d'une poignée de guerriers, en-

leva deux de leurs quartiers à Vimory, près de Montargis, et à Auneau, en Beauce, et les força de regagner les frontières après avoir perdu les deux tiers de leur armée. Ce double succès augmenta l'audace des Ligueurs. L'assemblée de Nancy prétendit imposer au roi 1588
l'établissement de l'Inquisition et le sacrifice des plus belles prérogatives de la couronne. Comme il s'y refusait, on résolut plusieurs fois de l'enlever. Henri, averti de toutes ces intrigues, défendit au duc de Guise de paraître à Paris, et fit entrer un corps de six mille Suisses. Guise arrive; les Seize font révolter tous les quartiers; on tend les chaînes, on forme des barricades, et les soldats, tués ou désarmés, maudissent eux-mêmes le prince qui a exposé leur vie par de fausses mesures. Cette journée, appelée des barricades, donnait le pouvoir au duc de Guise. Il se contenta d'avoir chassé de Paris le faible Henri III, qui bientôt accorda aux révoltés une amnistie complète, et à leur chef le titre de généralissime. Mais tant de condescendance cachait un piége. Les états-généraux étaient convoqués à Blois pour le mois de décembre. Guise s'y rend, malgré tous les conseils. *On n'oserait*, disait-il à qui l'avertissait de craindre pour sa vie; et cependant sa mort était jurée. Comme il se rendait auprès du roi, neuf gentilshommes, à qui le roi en personne avait distribué le matin des poignards, se jettent sur lui et l'assassinent. On arrête son frère, le cardinal de Guise, qui fut massacré le lendemain par quatre soldats.

Un acte aussi inattendu jeta d'abord les Ligueurs dans la consternation la plus grande. Mais bientôt le duc de Mayenne, frère du duc
1589. de Guise, s'échappe de Lyon avec peine et accourt à Paris demander vengeance. Soudain l'on se soulève de toutes parts en maudissant le tyran. Sixte-Quint excommunie Henri; la Sorbonne le déclare privé du trône; les prédicateurs dans leurs chaires appellent ouvertement au régicide; on jure du moins de ne poser les armes qu'après avoir vengé un aussi lâche assassinat. Le roi, ainsi repoussé par les catholiques, implora l'appui du roi de Navarre, eut avec lui une entrevue au château du Plessis-lès-Tours et s'unit aux Calvinistes contre la Ligue. Tout réussit à leurs armes. Mayenne, à qui on avait déféré le titre de lieutenant-général, échoue devant Tours; en Normandie, en Picardie, les Ligueurs sont défaits et mis en fuite; enfin les deux rois assiégent Paris avec leur armée victorieuse. Henri III était campé à Meudon. Un fanatique, nommé Jacques Clément, égaré par les invectives atroces qu'on proférait chaque jour contre le roi, se présenta à lui, muni de lettres de créance ou fausses ou extorquées par l'hypocrisie. Tandis que le monarque sans défiance l'interrogeait sur une mission prétendue, Clément lui plongea un couteau dans le bas-ventre, et lui fit une blessure dont il mourut le lendemain. Avec Henri III finit la branche des Valois, qui avait donné treize rois à la France. On a appliqué à ce prince le mot de Tacite sur Galba, *qu'il eût*

*paru digne de régner, s'il ne fût pas monté sur le trône.* En effet, aimé, estimé et redouté comme duc d'Anjou, il fut haï et méprisé comme roi, et malheureusement avec justice. Il alliait au dévergondage des mœurs la superstition la plus outrée. C'était aux Joyeuse, aux d'Epernon et autres favoris qu'il prodiguait les finances, tandis que ses armées manquaient de tout. Aussi, malgré les nombreux édits qu'il fit enregistrer au parlement pour l'établissement de nouveaux impôts, il laissa les domaines de la couronne aliénés et une dette d'environ deux cents millions.

---

## CHAPITRE XIX.

Avénement de Henri IV. — Fin des troubles religieux. — Administration et politique de Henri IV (1589-1610). — [ 17e siècle. ]

Les Seize, à Paris, avaient exalté outre mesure le crime de Jacques Clément, et l'honoraient comme un martyr. Dès que la mort du roi eut été connue, ils proclamèrent le cardinal de Bourbon sous le nom de Charles X, et leur exemple fut imité par les Ligueurs dans toutes les provinces. Comme le cardinal, fait prisonnier aux états de Blois avec le jeune duc de Guise, était au pouvoir de Henri IV, Mayenne fut chargé de diriger la guerre et l'état. Parmi les seigneurs qui s'étaient attachés contre la Ligue au défunt monarque, les uns prêtèrent

HENRI IV. 1589.

serment entre les mains de Henri, qui déclara son intention de se faire instruire et de maintenir en tout état de choses la religion catholique; les autres, soit ambition, soit crainte, retournèrent vers Mayenne, et la défection fut assez grande pour qu'il fallût abandonner le siége de Paris.

Henri avait demandé à l'Angleterre des secours qui lui avaient été promis. Il se dirigea donc vers la Normandie, suivi d'une armée de sept mille hommes, et s'empara de Dieppe. Mayenne accourut défendre la province avec une armée de trente mille hommes, Français, Lorrains, Espagnols. On conseillait à Henri, acculé près de Dieppe, de passer en Angleterre; mais il préféra, malgré son infériorité, soutenir l'attaque des ennemis. L'affaire la plus chaude eut lieu auprès du village d'Arques. Mayenne, complètement vaincu, se retira devant le courage héroïque du roi, qui écrivit à Crillon cette lettre justement célèbre : *Pends-toi, brave Crillon; nous avons combattu à Arques, et tu n'y étais pas.* Faut-il s'étonner ensuite que les soldats de Henri combattissent pour lui avec tant d'enthousiasme?

Les Parisiens avaient tellement cru à une victoire, qu'ils avaient loué des fenêtres pour voir passer le roi prisonnier. Des mensonges leur voilèrent un instant la défaite de Mayenne. Mais dès que Henri eut joint à son armée cinq mille Anglais et les troupes de la Picardie et de la Champagne, il vint apprendre aux Parisiens sa victoire en attaquant leurs faubourgs

qu'il emporta. L'arrivée de Mayenne le fit se replier sur la Normandie, qu'il conquit presque tout entière ainsi que le Maine. Les Ligueurs, soutenus d'une armée espagnole, tentèrent une 1590.
seconde fois la fortune dans les plaines d'Ivry, près de Dreux. *Mes compagnons*, dit Henri à ses troupes, *vous êtes Français : voilà l'ennemi. Si les cornettes vous manquent, ralliez-vous à mon panache blanc, vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur.* Cette courte harangue électrise les soldats. On se précipite sur l'armée de Mayenne, on la pousse, on la presse, on la met dans une déroute complète. *Sauvez les Français*, s'écria alors le monarque, et le soldat, comme son roi, joignit au plaisir de vaincre le bonheur si doux de pardonner.

Le cardinal de Bourbon mourut sur ces entrefaites. Le roi d'Espagne demanda la couronne pour sa fille, et le duc de Lorraine pour son fils, le prince et la princesse étant tous deux petits-fils de Henri II par leurs mères. Les Seize s'étaient déclarés pour l'Espagne, qui les protégeait; mais le duc de Mayenne se souciait peu de se donner un maître. Tandis que les Ligueurs divisés disputaient au lieu de combattre, Henri vint assiéger Paris. La ville, mal approvisionnée, se ressentit bientôt d'une affreuse famine. On brouta l'herbe ; on fit du pain avec des os réduits en poudre ; une mère alla jusqu'à tuer son enfant pour se nourrir de ses chairs. Cependant la terreur qu'inspiraient les Seize et le fanatisme du clergé empêchaient

les habitants de se rendre. En apprenant ces tristes détails, Henri plus sensible laissait passer des vivres et s'écriait : *J'aime mieux n'avoir point de Paris, que de l'avoir en lambeaux ou changé en cimetière.* Cette conduite l'empêcha de réussir. Mayenne fit tant auprès du roi d'Espagne, que ce prince ordonna au duc de Parme d'entrer en France avec son armée. Le duc abandonna avec regret les Pays-Bas, qu'il réduisait à l'obéissance. A son approche, Henri brusqua un assaut et une surprise, mais en vain ; puis il leva le blocus et s'avança contre les Espagnols. Le duc de Parme, satisfait d'avoir rempli sa mission, prit Lagny et Corbeil, qui fermaient aux Parisiens la Seine, et se retira ensuite aux Pays-Bas, sans que le roi eût pu le forcer à combattre. Dès que l'armée espagnole eut repassé la frontière, l'armée royale revint vers Paris. Corbeil avait été aussitôt reprise que perdue. Une ten-
1591. tative pour surprendre la capitale fut déjouée par la vigilance des habitants. Le roi tourna tout à coup sur Chartres et la réduisit à capituler, avant que Mayenne eût rassemblé des troupes pour la défendre.

La guerre se faisait dans les provinces, mais surtout en Bretagne et en Provence, avec la même activité. Henri III avait nommé gouverneur de Bretagne Emmanuel de Vaudemont, duc de Mercœur et son beau-frère. Celui-ci prétendit se rendre indépendant à la faveur des troubles. Soutenu des Espagnols,

il poursuivit les partisans du roi, qui reçurent de leur côté des troupes anglaises, mais qui ne se maintinrent toutefois qu'avec la plus grande peine. Le duc de Savoie songeait aussi à s'agrandir. Henri III, à son retour de Pologne, lui avait rendu généreusement les places que le traité de Cateau-Cambrésis avait abandonnées à la France. Le duc s'en montra peu reconnaissant. Déjà il s'était emparé du marquisat de Saluces; mais il voulait encore la Provence et le Dauphiné. En Dauphiné, Lesdiguières rompit toutes ces mesures, dompta les Ligueurs unis à la Savoie, et s'empara de Grenoble. En Provence, le parlement déféra au duc le titre de lieutenant-général et le gouvernement du pays. Aix, Marseille et Arles lui ouvrirent en effet leurs portes. A cette nouvelle, Lesdiguières passe en Provence, relève le parti du roi, bat les généraux du duc, puis le duc lui-même (1591), malgré les secours de Philippe II, le repousse par de tels succès dans la Savoie, où il entre après lui, et l'occupe assez pour qu'il ne songe pas davantage à secourir la ligue. Le vainqueur obtint, quoique calviniste, le gouvernement des pays qu'il avait si bien protégés.

La mort de Sixte V, qui craignait trop les projets de l'Espagne pour favoriser la Ligue, fut un événement fâcheux pour la cause royale. Grégoire XIV, qui lui succéda, envoya de l'argent en France et promit d'y faire passer des troupes. Le roi ayant accordé aux Calvinistes le libre exercice de leur religion et des

places de sûreté, Grégoire renouvela contre lui l'excommunication, et enveloppa dans la même sentence quiconque embrasserait son parti. Plusieurs parlements flétrirent énergiquement une pareille conduite. Henri, de son côté, répondit par un manifeste. En même temps, il joignait à ses troupes des bandes allemandes, emportait Noyon et mettait le siége devant Rouen. La place fut défendue avec courage. Les travaux commençaient à avancer après six semaines d'attaques continuelles, lorsque le duc de Parme entra de nouveau en France et se dirigea vers la Normandie. Henri divisa ses troupes. Celles qu'il avait laissées devant Rouen furent surprises et défaites par la garnison. Lui-même fut blessé à la journée d'Aumale, qu'il avait imprudemment engagée, et ne put empêcher le duc de Parme de s'emparer de quel-
1592. ques villes. Il parvint à son tour à acculer les Espagnols auprès de Caudebec, entre la mer et la Seine; mais le duc passa la Seine par une manœuvre habile, s'avança ensuite vers Paris et retourna aux Pays-Bas en traversant la Champagne.

L'une des conditions que le roi d'Espagne avait imposées en accordant des secours, c'était la convocation des états-généraux, dont il voulait obtenir la couronne de France pour sa fille, moyennant le mariage de la princesse avec un prince français. La division s'était mise dans la Ligue. Un parti avait proclamé le cardinal de Bourbon, frère du prince de Condé; mais Bourbon s'était rendu lui-même au roi. A

'aris, les Seize avaient assez compté sur leur uissance pour faire pendre le premier présient Brisson et deux autres conseillers ; mais layenne à son tour avait fait pendre les Seize es plus fougueux, parce qu'ils conspiraient ontre lui avec l'Espagne. Les partisans des ;uise s'étaient ralliés autour du jeune duc de ;uise, qui avait enfin rompu ses fers; mais 'oncle comprenait trop qu'en travaillant pour le ıeveu il préparerait sa propre ruine. Ces divi-
ions rendirent inutiles les états-généraux. On 1593.
e réunit d'abord pour repousser les prétenions de l'Espagne. Quand il fallut ensuite ›rendre un parti, tous les intérêts se choquèent ; on en vit jaillir l'ambition des chefs jusu'alors plus ou moins cachée, et le roi ayant ›roposé de se faire instruire, il demeura évilent que tous les bons esprits, et c'était le ›lus grand nombre, ne tarderaient pas à se souıettre à lui, s'il abandonnait le calvinisme.

Il y avait déjà longtemps que Henri IV dérobait quelques moments à ses travaux guerriers ›our étudier la religion catholique ; car s'il :tait calviniste, il ne le devait nullement à une conviction raisonnée, mais à l'éducation de son enfance. Les ministres calvinistes étant convenus dans une conférence que l'on pouvait se sauver dans l'Eglise romaine comme dans la leur, il prit sur-le-champ son parti et déclara son abjuration prochaine. Elle eut lieu à Saint-Denis, le 25 juillet 1593, en présence d'une foule de peuple qui s'y rendit de Paris, malgré les défenses et les anathèmes des Ligueurs. On

prétendait alors que cette conversion était politique, nullement sincère; mais tous les efforts de Mayenne et du clergé ne purent ranimer l'esprit de révolte. Le duc de Mercœur en Bretagne, le duc de Savoie en Dauphiné, le duc d'Epernon qui voulait se rendre indépendant en Provence, virent tous leurs projets dé-
1594. joués. Meaux donna l'exemple de la soumission aux autres villes. Bientôt Lyon, Bourges, Orléans, abandonnèrent la Ligue. Paris enfin ouvrit ses portes au roi le 22 mars, et ce prince y entra au milieu des acclamations générales. Comme le peuple qui l'environnait ne pouvait être contenu par ses gardes : *Laissez-les approcher*, dit-il, *ils sont affamés de voir un roi*. Il aurait pu ajouter *et un père*.

Les Ligueurs trop faibles contre la bonté du monarque et la défection des peuples, recoururent à l'assassinat. Jean Châtel, fils d'un bourgeois de Paris, pénétra jusqu'à Henri et le frappa d'un coup de couteau, comme il se baissait ; mais il ne fit que lui couper la lèvre et lui casser une dent. Cet attentat ruina la Ligue autant que l'abjuration de Saint-Denis. Les Ligueurs les plus attachés au duc de Mayenne rougirent de leur révolte; mais ils n'en firent pas moins acheter leur soumission. Villars rendit Rouen qu'il avait si bien défendue, moyennant la charge d'amiral de France. Le duc de Lorraine traita de la paix. Le duc de Guise lui-même rendit Reims et s'attacha au roi ainsi que son frère. Laon avait été emportée par les troupes royales. Bientôt toute la Champagne

fut soumise, et il ne resta plus aux mécontents que la Picardie, la Bretagne, et la Bourgogne où commandait Mayenne. Alors Henri IV, démasquant par un coup d'éclat la politique astucieuse et les menées sourdes de Philippe II, déclara ouvertement la guerre à l'Espagne.

Déjà le maréchal de Biron, guerrier célèbre 1595.
qui avait été, comme son père, l'un des plus fermes soutiens de Henri, envahissait la Bourgogne et assiégeait Dijon. Une armée espagnole vint secourir Mayenne. Henri s'avance pour la reconnaître avec deux mille chevaux; il rencontre, près de Fontaine-Française, la cavalerie ennemie, l'attaque malgré une immense infériorité et la met en déroute après un combat opiniâtre, où, comme il le disait lui-même, il lui avait fallu combattre non pour la victoire, mais pour la vie. Son intrépidité fit abandonner aux Espagnols toute la province. Sur ces entrefaites, le pape Clément VIII accorda au roi, après bien des négociations, l'absolution qu'il sollicitait depuis deux années. Mayenne pressé en Bourgogne et dans la Franche-Comté, profita de la conjoncture pour faire avec honneur 1596.
une soumission devenue nécessaire. Henri lui pardonna, et poussa même la condescendance jusqu'à lui accorder plusieurs places de sûreté et d'autres avantages. A cette nouvelle, le duc d'Epernon, qui voulait se rendre absolu en Provence, demanda grâce et laissa, d'après l'ordre du roi, le gouvernement de la province au duc de Guise. Mercœur, soutenu constamment par les

Espagnols, tint plus longtemps en Bretagne mais, quand il vit le roi prêt à marcher en personne contre lui, il traita à des conditions plu avantageuses qu'il n'osait lui-même l'espérer.

Restait la guerre contre l'Espagne. E 1596, le roi avait emporté La Fère; mais le Espagnols avaient pris Calais et Ardres, surpris la ville de Doulens. En 1597, Porto Carréro, gouverneur de Doulens, surprit encore la ville d'Amiens par la négligence de bourgeois qui en gardaient les portes. A cett nouvelle, Henri IV se mit à la tête de s troupes, assiégea la place, et réduisit la garnison espagnole à capituler. La soumissio de la Bretagne ôta au roi d'Espagne tout es
1598. poir de succès. Des conférences s'ouvriren à Vervins. On y conclut un traité par lequ le roi d'Espagne, pour acheter la paix, rendit Calais et toutes les places qu'il possédait e France. Par l'édit de Nantes, qui avait immédiatement précédé, Henri IV avait assuré au Calvinistes le libre exercice de leur culte, les Catholiques s'étaient ralliés de bonne foi au tour d'un prince, dont la conversion leur ava inspiré d'abord quelque crainte; en sorte q le royaume jouissait enfin d'un repos qu'il connaissait plus depuis de longues années.

Le duc de Savoie, compris au traité, av rendu le peu de places qu'il avait conservée mais il prétendait garder le marquisat de Sal ces. Ce fut l'objet d'une négociation qui traî en longueur. Le duc vint à la cour de Franç

et trouva le roi inflexible. Il traita alors avec les Espagnols pour en obtenir des secours, puis il en appela aux armes. Une seule campagne lui 1600.
démontra son impuissance. Toutes ses places lui furent enlevées par le roi et par le maréchal de Biron. Réduit à implorer la paix, il obtint le marquisat de Saluces, mais à la condition d'abandonner en retour le Bugey, la Bresse et le Valromey. Henri IV ignorait encore les dangers qu'il avait courus dans cette guerre.

Biron, maréchal de France à trente-deux ans, gouverneur de Bourgogne et l'ami de son roi, se croyait mal récompensé de ses services. La cour d'Espagne entretenait ses mécontentements, et le duc de Savoie, en flattant son excessive vanité, en avait fait un rebelle et un traître. Biron n'avait secondé que malgré lui l'expédition de Savoie ; on prétend même que, dans un siége, il avait averti le gouverneur de pointer son canon vers un endroit où le roi devait se rendre pour examiner les travaux. Toutes ces menées furent découvertes par son confident même, nommé Lafin. L'amitié porta Henri IV à solliciter de Biron un aveu, en lui promettant sa grâce tout entière. Biron refusa,
fut arrêté, conduit à la Bastille, jugé par le 1602.
parlement, condamné à mort et exécuté. Le roi fit grâce à la plus grande partie de ses complices.

Cependant la France se remettait de ses pertes sous une administration prudente et sage. Des encouragements étaient accordés aux manufactures, et l'on fondait les Gobelins.

L'établissement de plusieurs colléges, surtou celui de La Flèche, propageait l'instruction e les lumières. Sully, ministre éclairé et intègre ordonnait les finances d'une manière si admi rable, qu'à la mort du roi l'on trouva la dett publique payée et près de quarante-cinq millions dans les coffres. Une marine nouvelle tra versait les mers. Des colonies établissaient l domination française au Canada et dans l Guyane. Au dedans, le peuple bénissait u roi qui voulait que chaque dimanche le moindre paysan pût avoir la poule au pot, selon so expression naïve. Au dehors, les peuples voi sins rendaient hommage à la justice de Henri I en le choisissant pour arbitre. Ce fut par s médiation que la république de Venise se ré concilia avec le souverain pontife, et que le Hollandais obtinrent de l'Espagne une trêv par laquelle on reconnaissait solennellemen leur indépendance.

Nous avons vu Henri IV marié à Marguerite de Valois, dont la réputation reçut plu d'une atteinte. Quand il fut affermi sur le trône il voulut faire rompre son mariage, pour s'un à Gabrielle d'Estrées, dont il avait eu déj plusieurs enfants. Marguerite ne donna so consentement au divorce qu'après la mort d Gabrielle. Henri IV épousa alors (1600) Mari de Médicis, fille de François, grand-duc d Toscane. La nouvelle reine n'eut pas assez d'a dresse pour captiver le cœur de son époux, q continua de fréquenter Henriette d'Entragues marquise de Verneuil. Henriette n'avait céd

au roi que moyennant une promesse de mariage. Elle profita de cet acte pour se former en France un parti à la tête duquel on comptait le duc de Bouillon, prince de Sedan, et le comte d'Auvergne, fils naturel de Henri III et frère utérin de la marquise. Le roi ayant intercepté un traité conclu avec les Espagnols, fit arrêter les coupables et ordonna qu'on instruisît leur procès. Henriette et son père obtinrent leur grâce ; mais le duc de Bouillon dut recevoir à Sedan une garnison française, et le comte d'Auvergne fut enfermé à la Bastille. Henri IV se détacha de sa maîtresse, mais pour s'enchaîner dans de nouveaux liens, où il ne trouva presque toujours que des chagrins et mille inquiétudes.

Son goût pour les plaisirs ne l'empêchait pas toutefois de veiller aux intérêts de la France. S'il en faut croire quelques historiens, Henri IV avait formé le projet de faire de toute l'Europe une espèce de république fédérative, dont les différents états seraient entre eux dans un équilibre parfait. Du moins il songeait à affaiblir dans les deux mondes l'influence de la maison d'Autriche. Ses liaisons avec plusieurs états de l'Italie, ses traités avec l'Angleterre et la Hollande, ses démarches fréquentes envers les principautés d'Allemagne, semblaient lui garantir un heureux résultat. Il fallait un prétexte pour rompre : la mort du duc de Clèves le fournit. La succession de ce prince embrâsa en effet toute l'Allemagne. Henri IV garnissait de troupes les frontières pour se déclarer à la fois contre l'empereur et le roi d'Espagne.

Il n'attendait plus pour partir que le couronnement de la reine, à qui il allait confier la régence, lorsque le lendemain même de la cérémonie, il fut frappé au cœur dans les rues de Paris par un fanatique, nommé Ravaillac. A cette nouvelle, on vit régner dans toute la France une consternation profonde. On regrettait les vertus de Henri IV, et l'on prévoyait déjà les troubles d'une régence sous un roi de neuf ans.

---

## CHAPITRE XX.

Commencements du règne de Louis XIII. — Régence de Marie de Médicis. — Entrée de Richelieu au conseil. — Abaissement des Calvinistes. — Guerre de trente ans (1610-1643). — [17e siècle.]

Louis XIII. 1610. Henri IV laissait un royaume florissant, des finances en bon état, quinze millions, fruit de ses épargnes, plusieurs armées, des places abondamment pourvues, un corps d'officiers braves et expérimentés, des alliances solides et un conseil bien composé. A peine avait-il expiré, que Marie de Médicis, nommée régente par le parlement, changea la cour et l'ancienne politique. On abandonna aux ressentiments de l'Espagne le duc de Savoie, qui s'était uni aux Français, et au hasard, la succession de Clèves. En même temps, Sully et les ministres de Henri IV cédaient leurs places aux flatteurs du pouvoir nouveau. Alors parut à la tête des affaires le Florentin Concini, qui avait épousé Eléonore Galigaï, l'une des femmes de la

reine, et qui fut tout à coup élevé aux plus hautes dignités. Nommé premier ministre et maréchal d'Ancre, il se fit pardonner son élévation, tant qu'il eut des gouvernements à donner et l'argent du trésor à prodiguer aux princes. Mais bientôt le prince de Condé, son frère le comte de Soissons, le duc de Bouillon, une foule d'autres seigneurs et les Calvinistes formèrent une ligue sous le prétexte ordinaire du bien public. La reine en suspendit un moment les suites en accordant aux princes, par le traité de Ste-Ménéhould, toutes les faveurs qu'ils 1614.
réclamaient. Elle convoqua la même année les derniers états-généraux qui aient eu lieu avant la révolution française. Tout se passa en altercations et en vaines cérémonies, sans aucun profit pour l'état. Le parlement intervint alors dans les affaires politiques. Ce corps institué uniquement pour rendre la justice, s'était immiscé, sous le règne des premiers Valois, dans la discussion des actes politiques, et souvent même il y avait été forcé par les factions qui déchiraient la France. François I^er s'indigna plus d'une fois de voir ses ordonnances contrôlées par la magistrature. Il avait réprimé un tel empiétement sur l'autorité royale; mais au milieu des troubles de la Ligue, le parlement reprit ses prétentions qu'il n'avait abandonnées qu'à regret. Sous Henri III, il s'opposa plus d'une fois aux édits bursaux, par lesquels le monarque imposait au peuple de nouveaux subsides, et il ne les enregistra que dans les assemblées nommées lits de justice, où le monarque même

venait commander en personne l'obéissance Henri IV le ramena dans les limites de sor institution première. Sous la régence de Mari de Médicis, quand les états eurent été congé diés, il présenta au roi des remontrances sur l gouvernement. La lutte pouvait devenir ora geuse; mais ce corps éclairé, s'apercevant bien tôt que les factions allaient abuser d'une oppo sition modérée, se réconcilia avec la cour pou ne pas s'engager dans de criminelles intrigues.

1615. L'an 1615, Louis XIII épousa à Bordeau l'infante Anne d'Autriche, fille de Philippe III roi d'Espagne. Ce mariage contrariait la just antipathie des Français et surtout des Calviniste contre la maison d'Autriche. Les princes sai- sirent le moment pour relever leur étendard, e presque toutes les provinces embrassèrent leu parti, *parce qu'ils ne prétendaient*, disaient-ils *qu'éloigner du roi le maréchal d'Ancre.* On céd

1616. une seconde fois à leurs exigences dans le trait de Loudun. L'ambition et l'audace de Cond s'en accrurent; mais tout à coup il est arrêt et conduit à la Bastille; Concini reprend l pouvoir, et les principaux chefs des méconten sont assiégés par l'armée royale dans Soisson Cependant une révolution se préparait à la cou Albert de Luynes s'était concilié l'esprit du m narque, et il usait de sa faveur pour renvers le ministre et la reine-mère. Vitry reçut l'ord

1617. d'arrêter le maréchal d'Ancre, lui demand son épée, comme il entrait au Louvre, et s une apparence de résistance, le tua d'un co de pistolet sous les fenêtres mêmes de Louis XII

Eléonore Galigaï fut accusée de sorcellerie devant le parlement. On lui demandait par quel charme elle avait séduit la reine : *Par l'influence d'une âme forte sur une âme faible*, répondit-elle à ses juges. Elle fut condamnée à mort et exécutée en place de Grève. La reine-mère fut exilée à Blois. Condé revint à la cour, et le peuple applaudit, parce qu'il espère toujours, malgré toutes les leçons de l'Histoire, qu'une révolution doit amener son bien-être.

De Luynes succéda aux biens, à la faveur et aux dignités de Concini : mais tandis que l'un s'était fait détester par son arrogance, l'autre se fit pardonner son élévation par ses manières. Sa conduite politique ne le montre pas dépourvu de talents, quoiqu'un peu faible. Il parut d'ailleurs, comme le maréchal d'Ancre, jaloux à l'excès de son autorité. Ce fut là ce qui prolongea outre mesure l'exil de la reine-mère. On en murmurait de toutes parts, lorsqu'on apprit qu'aidée par le duc d'Epernon, elle
s'était sauvée du château de Blois et réfugiée 1619.
à Angoulême. De Luynes voulait la poursuivre avec vigueur. On s'y opposa dans le conseil ; et de Luynes dut accorder à Marie de Médicis le gouvernement de l'Anjou.

Mais c'était le pouvoir que voulait l'ambitieuse princesse, et tous les mécontents se rassemblaient autour d'elle. Louis fit tout pour prévenir une rupture. Quand il la vit néces-
saire, il partit de Paris, soumit le duc de Lon- 1620.
gueville, révolté dans la Normandie, et marcha

ensuite sur Angers. Le prince de Condé, que l'on avait tiré de la Bastille pour commander l'armée royale, vainquit les troupes de la reine au Pont-de-Cé. Les mesures des mécontents n'étaient pas encore prises. Marie de Médicis déconcertée eut une entrevue avec son fils, et la réconciliation parut sincère. Le roi marcha alors vers le Béarn, où les Calvinistes excitaient des troubles, le pacifia, le déclara uni à la couronne et y rétablit le catholicisme. Les Calvinistes, toujours inquiets, regardèrent cette expédition comme une déclaration de guerre. Le roi s'avança donc contre eux dans le Languedoc et dans le Poitou, et leur enleva plus de cinquante villes; mais il échoua au siége de Montauban. Déjà l'on se déchaînait contre de Luynes, qui avait reçu naguère l'épée de connétable, lorsque le favori fut emporté en quatre jours par la fièvre. Lesdiguières, qui lui succéda en abjurant le calvinisme, poursuivit la guerre avec vigueur. Montpellier se soumit;
1622. La Rochelle allait en faire de même: mais le roi accorda la paix au duc de Rohan, chef des Calvinistes, et confirma en leur faveur l'édit de Nantes.

Alors commença la grandeur d'Armand Duplessis de Richelieu. Le maréchal d'Ancre, auquel il s'était attaché, lui avait donné l'évêché de Luçon; mais il tomba avec son bienfaiteur. D'Avignon, où il vivait retiré, il avait offert de rétablir l'harmonie entre de Luynes et la reine-mère, et en effet il avait manié si

bien l'esprit de cette princesse, qu'il fut le principal auteur des deux réconciliations entre elle et Louis XIII. La dernière lui valut la pourpre romaine ; mais ce n'était pas assez pour lui. Tout se réunissait pour contrarier ses projets ambitieux, l'éloignement du roi et la jalousie des ministres ; cependant il se ménagea l'entrée au conseil. La justesse de ses vues, la profondeur de sa politique, l'étendue de son génie, et aussi ses intrigues, lui attirèrent bientôt la direction des affaires. Ruiner les Calvinistes, abaisser les grands et la maison d'Autriche, tel fut le but où tendirent constamment tous ses efforts. Cependant les religionnaires ayant recommencé la guerre en 1625, il leur accorda 1625.
une paix avantageuse, malgré d'éclatants succès, parce qu'il avait besoin de s'affermir. Mais on s'apercevait dès lors qu'une main plus ferme dirigeait l'état. L'Espagne s'était emparée sur les Grisons de la Valteline. Les négociations, sous Concini et de Luynes, avaient traîné en longueur. Richelieu envoya des troupes, restitua la Valteline aux Grisons, et força l'Espagne à renoncer, par le traité de Monçon, à toutes ses prétentions sur cette province.

Les mécontents s'étaient ralliés autour de Gaston, duc d'Orléans et frère du roi. On distinguait parmi eux le duc de Vendôme, fils naturel de Henri IV, et Chalais, qui conspira la mort du ministre. Richelieu eut connaissance du complot. Chalais fut décapité sur un jugement par commissaires ; le duc de Vendôme fut privé de son gouvernement ; d'autres com-

plices ou moururent dans les supplices ou languirent du moins à la Bastille ; enfin le duc d'Orléans dut s'humilier lui-même, et recevoir la main de mademoiselle de Montpensier, tandis qu'il aurait voulu s'appuyer sur une alliance avec une famille étrangère. Peu de temps après, deux seigneurs périrent encore sur l'échafaud pour avoir transgressé l'édit sévère qui proscrivait le duel. Cette conduite rendit plus circonspects les ennemis du ministre, en prouvant que le sang royal ni la noblesse ne soustrairait jamais à sa justice ou à ses vengeances.

Richelieu affermi au pouvoir, reprit ses projets contre les Calvinistes et envoya une armée assiéger La Rochelle, leur boulevard et leur asile. Les Rochelois appelèrent à leur secours l'Angleterre, qui leur envoya des troupes, malgré l'union de Charles I^er^ avec Henriette de France, sœur de Louis XIII. Une flotte
1628. anglaise échoua dans ses tentatives contre l'île de Rhé où commandait Thoiras. Une seconde et bientôt une troisième expédition ne put ravitailler la place en aucune manière, Richelieu ayant fermé par une digue de sept cent quarante toises le canal qui va de la mer au port. Les Rochelois, excités par leur maire, le fanatique Guiton, ne s'en défendirent pas avec moins de courage pendant un an entier. La famine les contraignit enfin à se rendre. Leurs murailles furent rasées, leurs priviléges révoqués et leur chefs bannis : mais Richelieu leur laissa la liberté de conscience, satisfait d'avoir réduit le parti à l'impuissance de nuire.

La succession de Mantoue appela les armes du roi en Italie. Le roi d'Espagne, l'empereur et le duc de Savoie disputaient ce duché à Charles de Gonzague, duc de Nevers, qui en était l'héritier légitime. La France arma pour un prince français. Louis, au milieu d'un hiver rigoureux, força en personne le pas de 1629.
Suze, envahit la Savoie et contraignit le duc à demander la paix. Ce fut plutôt une courte trêve. Dès que la guerre est de nouveau déclarée, les Français se précipitent sur la Savoie, sous la direction de Richelieu; Pignerol est emportée; Doria est battu et pris à Veillane par le duc de Montmorency; le duc de Savoie, Victor-Amédée, qui venait de succéder à son père, Charles-Emmanuel, s'enfuit de place en place : mais on ne songeait pas à la paix, les Espagnols de leur côté ayant emporté Casal, capitale du Montferrat. L'invasion de Gustave-Adolphe en Allemagne acheva l'ouvrage des Français. L'empereur accorda au duc de Nevers, par le traité de Ratisbonne, l'investiture 1630
des duchés de Mantoue et de Montferrat. L'Espagne et le duc de Savoie accédèrent à la paix; mais bien que Victor-Amédée eût épousé la sœur de Louis XIII, on lui garda moyennant un échange Pignerol, l'une des clefs de ses états.

La peste s'était réunie à la guerre pour désoler la Savoie. Après avoir assisté à l'ouverture de la campagne, Louis s'était rendu à Lyon par crainte du fléau, et il y tomba dangereusement malade. Les ennemis de Richelieu

en profitèrent pour essayer de le perdre. Marie de Médicis, la reine, le duc d'Orléans et ceux de leur parti arrachèrent enfin à Louis l'exil du ministre. Mais le jour qui devait éclairer sa disgrâce, le vit, plus puissant que jamais, fouler aux pieds ses ennemis : aussi l'appela-t-on la *journée de dupes* (11 novembre 1630). Le maréchal de Marillac porta sa tête sur l'échafaud ; son frère, le garde des sceaux, fut disgracié ; Bassompierre languit à la Bastille jusqu'à la mort de Louis XIII ; enfin Marie de Médicis, presque gardée à vue dans Compiègne, s'évada et chercha à Bruxelles un asile. Le duc d'Orléans quitta pareillement la cour et se rendit en Lorraine, où il épousa la sœur du duc, malgré l'opposition du roi et du ministre. Une armée parut aussitôt sur les frontières de Lorraine. Gaston, hors d'état de résister, se jeta, comme la reine-mère, entre les mains des Espagnols, qui l'excitèrent contre sa patrie, mais qui ne lui accordèrent aucun secours. Il prit cependant les armes et entra en France, comptant sur le duc de Lorraine et sur la défection de Montmorency, gouverneur du Languedoc. Mais, dès le commencement de la campagne, le duc de Lorraine avait été mis dans l'impuissance d'agir. Montmorency attaqué à la fois par deux armées, fut battu et
1632. pris au combat de Castelnaudary ; et malgré ses services, il paya de sa tête une révolte dirigée plutôt contre Richelieu que contre l'autorité du monarque. Gaston, qui avait abandonné lâchement son ami dans la mêlée, ne sut qu'ac-

cepter pour lui seul un humiliant pardon, en laissant la duchesse à Bruxelles. Le duc de Lorraine avait repris les armes. Il fut vaincu et abdiqua en faveur de son frère qui obtint la paix en accordant l'occupation de Nancy 1633.
par l'armée française. Marie de Médicis voulut en vain traiter de son retour. Richelieu la poursuivit tour à tour en Angleterre, en Hollande et en Allemagne; et une reine de France, femme et mère de deux grands rois, mourut à Cologne (1642) dans un dénûment complet, qui faisait oublier ses fautes pour ne laisser songer qu'à ses infortunes.

Rien ne résistait plus en France au despotisme cruel du ministre, qui tourna dès lors les yeux sur la politique extérieure. L'Espagne était occupée contre la Hollande, qu'elle essayait en vain de réduire depuis le règne de Philippe II, et l'empereur était engagé de son côté dans une guerre longue et difficile contre les protestants d'Allemagne. Ceux-ci avaient appelé à leur secours Christian IV, roi de Danemark, qui n'avait pu les garantir, et ensuite le roi de Suède, Gustave-Adolphe, vainqueur à Leipsig et à Lutzen, mais qui venait d'être enseveli dans son dernier triomphe. La France secourait depuis longtemps, mais en secret, et les Hollandais et les princes d'Allemagne; elle se détermina enfin à embrasser ouvertement 1635.
leur défense, et ses armées se dirigèrent à la fois en Alsace, dans les Pays-Bas, en Italie et dans la Valteline. La première campagne fut malheureuse partout, excepté dans la Valte-

line, où le duc de Rohan se maintint avec
1636. succès. L'année suivante, les Français, après dix-huit heures de combat, remportèrent sur le Tésin une victoire qui devint stérile par les lenteurs affectées du duc de Savoie, leur allié. On s'empara aussi en Alsace de quelques villes. Mais les Espagnols partirent des Pays-Bas au nombre de quarante mille hommes, envahirent la Picardie, emportèrent Corbie et menacèrent la capitale. A cette nouvelle, ce ne fut qu'un cri contre le cardinal, dont on accusait l'imprévoyance. Richelieu paya d'audace. Par les conseils du père Joseph, son bras droit dans les affaires, comme il l'appelait lui-même, il parcourut sans gardes les rues de Paris, rendit par là aux Parisiens leur courage, et reconquit ainsi l'opinion publique en la bravant. En même temps il faisait filer des troupes vers la Picardie, il aiguillonnait en Hollande le prince d'Orange; en sorte que les Espagnols se retirèrent, parce qu'ils craignirent d'être investis tout à coup par deux armées.

Après avoir échappé aux poignards de ses ennemis dans une entrevue avec le duc d'Orléans, et aux intrigues du P. Caussin, confes-
1637. seur du roi, qui faillit ruiner sa puissance, Richelieu poursuivit ses projets; mais ses succès furent encore balancés par des revers. Le duc de Rohan dut évacuer la Valteline, et les Français échouèrent devant Fontarabie. Mais en Alsace, le duc de Weimar, qui s'était vendu à la France avec son armée, répara une défaite par huit victoires, et les Suédois, alliés des

Français, se soutinrent en Allemagne contre les meilleurs généraux de Ferdinand III. La mort du duc de Weimar fut pour la France un nouvel avantage, parce qu'il songeait à se rendre indépendant en Alsace; et celle de Victor-Amédée en Italie ne fut pas moins utile, parce que sa veuve Christine de France, attaquée par ses deux beaux-frères et par les Espagnols, se mit avec ses fils sous la protection de Richelieu.

La campagne de 1639 vit les Impériaux en Champagne, et les Espagnols dans le Rousillon. L'année suivante, la mauvaise volonté des 1640.
Hollandais neutralisa les projets du ministre aux Pays-Bas et l'ardeur que montrait l'armée française. La campagne fut brillante en Savoie. Le prince Thomas, frère de la duchesse, avait pris Turin et bloquait la citadelle. Le comte d'Harcourt, qui venait de faire lever aux Espagnols le siége de Casal, accourut au secours de la duchesse, campa devant la ville, et fut à son tour assiégé dans ses lignes par le général espagnol. L'opiniâtreté française l'emporta sur tous les efforts de l'ennemi. Le soldat avait été vingt-deux jours presque sans vivres : mais la prise de Turin parut le dédommager de ses souffrances, et le comte d'Harcourt en acquit tant de gloire, que l'un des meilleurs généraux de l'Allemagne s'écria au récit de l'expédition : *J'aimerais mieux être d'Harcourt qu'empereur!* En même temps les Espagnols perdaient Arras et n'en tiraient qu'une médiocre vengeance par la prise d'Aire; la Catalogne révoltée contre

eux se donnait aux Français; le Portugal se déclarait indépendant de la couronne d'Espagne et appelait au trône la maison de Bragance. Une guerre civile en France faillit compenser tant de désastres.

L'exil ou la mort avait défait Richelieu de tout ce qui portait ombrage à sa puissance; naguère encore le duc de Lavalette, fils du duc d'Epernon, avait été condamné à mort, et n'échappait au supplice que par la fuite. Un seul homme avait refusé de plier le genou: c'était le comte de Soissons, prince du sang, estimé par sa capacité et son courage, et qui s'était réfugié à Sedan dès l'année 1636. Richelieu envoie une armée pour le réduire. Le comte de Soissons, uni aux ducs de Bouillon et de Guise, traite avec l'Espagne, lève des
1641. troupes et gagne à une lieue de Sedan la bataille de la Marfée sur l'armée royale. Mais il périt malheureusement dans l'action, soit par trahison, selon quelques historiens, soit par accident selon d'autres. Le duc de Bouillon, trop faible de caractère pour être chef, se hâta de négocier à des conditions tolérables. Bientôt une nouvelle conjuration se trama contre le ministre. Cinq-Mars, favori du roi, que Richelieu avait poussé lui-même, se déclara contre son bienfaiteur, et inspira sans peine ses projets ambitieux au duc de Bouillon et à Gaston. Richelieu, malade à Tarascon, s'attendait à une ruine prochaine. Mais il découvre que Cinq-Mars a traité avec l'Espagne. Soudain la scène change. Le duc d'Orléans achète sa grâce e

dénonçant lui-même ses complices; le duc de Bouillon est enlevé à Casal au milieu d'une armée qu'il commandait, et ne recouvre la liberté qu'en abandonnant pour des terres la principauté de Sedan; Cinq-Mars, traduit devant une commission judiciaire, est condamné à mort et exécuté à Lyon, et de Thou, son ami, le fils de l'historien, partage le sort de Cinq-Mars pour n'avoir pas dénoncé un complot qu'il était loin d'approuver. Du moins le cardinal savait couvrir d'un vernis de grandeur son implacable vengeance. *Sire*, écrivit-il au roi le jour de l'exécution, *vos ennemis sont morts et vos armes sont dans Perpignan.*

Après avoir ainsi triomphé des ennemis de 'état et des siens, Richelieu revint à Paris, orté sur les épaules de ses gardes, dans une itière si haute et si large qu'il fallut abattre lus d'une fois les murs sur son passage. Mais u milieu de ce faste, la mort atteignait sa vicime. Le 4 décembre 1642, Richelieu suc- 1642.
omba à une maladie de langueur à l'âge de inquante-sept ans. Louis XIII ne lui survécut ue de quelques mois. Prince sans autres qualiés que la piété et le courage, il ne fut ni aimé endant sa vie ni regretté après sa mort. Il plia endant tout son règne sous Richelieu qu'il esimait et qu'il n'aimait point : mais il lui dut la loire qui environne son nom. L'abaissement es grands, la soumission aux lois du parti calinistc, une lutte habilement dirigée contre la aison d'Autriche, voilà les services que Richelieu rendit au roi et à la France. Mais en

même temps il embellissait Paris, où s'éle-vèrent successivement, sous Louis XIII, le Luxembourg, le Palais-Royal, le Val-de-Grâce et la Sorbonne; il protégeait les lettres, et l'on vit fleurir Balzac, Voiture, Malherbe et Corneille; il fondait l'Académie (1636), sauve-garde constante de la langue et de la littérature française; mais il échouait lui-même dans ses essais littéraires, et il faisait critiquer par jalousie la tragédie du Cid, ce chef-d'œuvre immortel de Corneille.

## CHAPITRE XXI.

Commencements du règne de Louis XIV. — Régence d'Anne d'Autriche. — Ministère du cardinal Mazarin (1643-1661). — Histoire du règne de Louis XIV, depuis la mort de Mazarin jusqu'à la ligue d'Augsbourg (1661-1686). — [17e siècle.]

Louis XIV, dit le Grand. 1643.

Anne d'Autriche, longtemps stérile, n'avait donné un fils à Louis XIII qu'en 1638, après vingt-deux années de mariage. Le monarque avait donc confié en mourant l'autorité à la reine-mère, mais avec Mazarin pour ministre et sous un conseil de régence. Anne déféra le testament du roi au parlement, qui la nomma régente absolue pendant la minorité de son fils. Mazarin resta au ministère. Cet Italien souple et habile, longtemps employé par la cour de Rome, s'était donné à Richelieu, qui le poussa aux affaires et le désigna à Louis XIII pour son successeur. Il se fit pardonner une telle recommandation par le soin qu'il pr

de complaire à la régente, et par la réhabilitation de ceux qui avaient été poursuivis et emprisonnés sous le dernier règne. Richelieu avait dominé par la terreur; Mazarin employa la ruse et l'adresse. Mais sa tortueuse politique, dénuée de vigueur, le mit à peine à l'abri des factions pendant quelques années.

Cependant les Espagnols avaient compté sur les troubles d'une minorité, ou plutôt sur la mort du ministre, pour envahir la Champagne. Le duc de Fuentès, qui les commandait malgré son grand âge, se faisant porter sur une litière, vint mettre le siége devant Rocroy. Le duc d'Enghien, qui avait fait trois ans auparavant ses premières armes dans la campagne des Pays-Bas, fut mis, âgé de vingt-deux ans, à la tête de l'armée française. Il justifia la confiance de la cour en son génie. Cinq jours après l'avénement de Louis XIV, il remporta la célèbre bataille de Rocroy, où les vieilles bandes espagnoles périrent glorieusement, après la résistance la plus acharnée. Thionville fut le prix d'un tel exploit. Tout répondit ensuite à de tels commencements. Le duc d'Enghien passa en Souabe, où Merci, général des troupes impériales, était vainqueur des Français. Les Impériaux furent défaits dans leur camp retran- 1644.
ché de Fribourg, après trois jours d'un combat opiniâtre. Philisbourg et Mayence échappèrent aux vaincus, tandis qu'aux Pays-Bas, le duc d'Orléans s'emparait de Gravelines après un siége de deux mois, et quelque temps après, de Courtrai et de Mardick.

Alors encore parut Turenne. Second fils du duc de Bouillon, il avait montré dès son enfance qu'un tempérament délicat ne peut rien sur le vrai courage. Depuis l'année 1635, où il parut avec éclat dans la campagne du Rhin, il s'était distingué par ses exploits et avait déjà mérité le bâton de maréchal de France. On l'avait envoyé en Allemagne. Une faute, la seule qu'il ait jamais faite, le fit battre à Mariendal, en Franconie, par Merci et les Bavarois.
1645. Le duc d'Enghien vole à son secours, attaque Merci près de Nordlingue, et remporte une troisième victoire, qui coûta la vie au général ennemi. Laissant alors Turenne rétablir en Allemagne l'électeur de Trèves, le vainqueur alla enlever Dunkerque aux Espagnols, et assiéger, mais en vain, en Catalogne, la forte ville de Lérida. Ses envieux sourirent à ce premier échec, que couvrit bientôt une nouvelle victoire. Les Espagnols avaient pénétré
1648. en Artois et emporté Lens. Le duc d'Enghien, devenu prince de Condé par la mort de son père, rend le courage aux troupes qui manquaient de tout. *Amis*, s'écrie-t-il, *souvenez-vous de Rocroy, de Fribourg et de Nordlingue*; puis il fond sur l'armée espagnole, la met en fuite et anéantit ce qui avait échappé à Rocroy. En même temps, Turenne s'emparait de la Bavière, et les Suédois entraient victorieux dans Prague. De tels succès hâtèrent les négociations entamées dès 1641, et reprises depuis 1644, à Munster et à Osnabruck, en Westphalie. La France y gagna l'Alsace; mais de plus

elle fit reconnaître l'indépendance des princes de l'empire, et fixer les droits du corps germanique; résultat glorieux qui ne permettait plus à la maison d'Autriche d'aspirer, comme autrefois, à détruire par son immense puissance tout l'équilibre européen.

L'Espagne refusa d'accéder au traité de Westphalie. Philippe IV venait d'étouffer à Naples une révolte, que Richelieu aurait sans doute fomentée, et la paix récemment conclue avec la Hollande lui permettait de tourner ses forces contre les Français. Mais il comptait encore plus sur la guerre civile qui paraissait imminente en France. Pour subvenir aux dépenses de tant d'armées, Mazarin avait eu recours à des impôts odieux, quelquefois ridicules, et à la création de nouvelles charges de judicature. Le parlement, qu'Anne d'Autriche, à la mort de Louis XIII, avait appelé elle-même à la discussion des actes politiques, protesta contre ces mesures, tantôt par un intérêt direct, tantôt pour attacher le peuple à sa cause. Un arrêt d'union entre les cours souveraines de Paris fut cassé par le conseil. Tout présageait une rupture, quand le jour même où l'on célébrait la victoire de Lens, la cour fit saisir deux des magistrats les plus opiniâtres. Soudain Paris s'émeut, réclame et obtient leur liberté. On insulte la reine, qui abandonne la ville, et les deux partis courent aux armes, sous les noms de *Mazarins* et de *Frondeurs*. Ceux-ci avaient à leur tête le prince de Conti,

les ducs de Longueville, de Beaufort et de Bouillon, mais surtout Gondi, archevêque-coadjuteur de Paris, depuis cardinal de Retz, génie intrigant, séditieux et libertin, qui aurait tout sacrifié à son ambition ou à ses plaisirs. Le même jour où fut signé le traité de Westphalie, un édit ramena la paix, mais pour quelques instants. Condé, quoique ennemi de Mazarin, restait attaché à la cour. On lui donna huit mille hommes, avec lesquels il essaya d'affamer Paris. Le parlement levait des troupes; les provinces ressentaient le contre-coup des factions; on allait jusqu'à tourner les yeux vers l'Espagne, comme au temps de la Ligue. L'é-
1649. dit de Ruel, en accordant une amnistie générale, mit un terme à une guerre de bons mots et jusqu'alors plus ridicule que sérieuse.

Cependant Condé, qui se regardait comme le sauveur de l'état, fatiguait la cour de ses exigences, et bravait ouvertement la reine et son ministre. Mazarin se crut assez puissant pour
1650. le faire arrêter avec son frère, le prince de Conti, et le duc de Longueville, son beau-frère. Paris en fit aussitôt des feux de joie. Quelques provinces s'insurgèrent, et furent comprimées par la seule présence du monarque. Mais on mécontenta le duc d'Orléans et les Frondeurs. Excité par eux, le parlement réclama la liberté des princes, et rendit un arrêt qui exilait Mazarin du royaume. Bien que Turenne, qui s'était donné à la Fronde, eût été vaincu près de Rhétel malgré les secours des Espa-

gnols, Anne d'Autriche dut plier et consentir à l'éloignement de son ministre. Mazarin se rendit au Hâvre, délivra lui-même les prisonniers, qu'il essaya en vain de regagner par des prévenances tardives, et se retira sur les terres de l'électeur de Cologne, d'où il gouvernait, par ses conseils et ses créatures, et la reine et l'état.

La bonne intelligence ne dura pas longtemps entre la cour et le prince de Condé. Comme on refusait de satisfaire à ses prétentions, il partit pour la Guyenne, fut bientôt environné d'une partie de la noblesse, s'assura par un traité des secours de l'Espagne, et leva contre le roi son étendard. L'année suivante le vit triompher à Bléneau de l'armée 1652.
royale. Il allait s'emparer de la cour, lorsque Turenne, qui était revenu à la régente, l'arrêta à Gien, le vainquit près d'Etampes et l'accula sous les murs de Paris. Deux fois le duc de Lorraine, qui n'avait conservé de ses états qu'une petite armée, s'avança pour secourir le prince, et deux fois il fut contraint à la retraite, soit par l'argent de la cour, soit plutôt par les savantes manœuvres de Turenne. Alors fut livré, dans le faubourg St-Antoine, ce combat justement célèbre, dans lequel les deux plus grands capitaines de la France, jetés par le malheur des temps dans des partis opposés, luttèrent ensemble de génie et de fortune. Turenne allait triompher par la supériorité du nombre, lorsque Mademoiselle, fille du duc d'Orléans, fit tirer le canon de la Ba-

stille sur les troupes royales, et sauva ainsi les malheureux débris de l'armée du prince. Cependant Mazarin était revenu auprès du roi en lui amenant huit mille hommes levés à ses frais; puis, comme on lui témoignait une haine implacable, il se retira une seconde fois, mais à Sedan. A cette nouvelle le parlement se soumit; Paris ouvrit ses portes; le duc d'Orléans abandonné alla finir ses jours à Blois, et le cardinal de Retz enfermé à Vincennes, d'où il se sauva à Rome, dut renoncer à l'épiscopat après la mort de Mazarin, pour obtenir la permission de revenir en France.

Peu de jours avant la reddition de Paris, Condé, qui prévoyait l'issue de la Fronde, avait cherché asile auprès des Espagnols dans les Pays-Bas. Philippe IV profitait des troubles de France pour réduire la Catalogne, pour enlever aux Français leurs alliés et leurs conquêtes en Italie, et pour se relever aux Pays-Bas de toutes ses pertes, Gravelines, Mardick et Dunkerque étant retombées en son pouvoir. Lorsqu'il vit Condé se donner à lui, il se crut plus que jamais vainqueur, et il lui déféra aussitôt le souverain commandement de ses armées. Condé entra en effet en Picardie, où il fit d'abord des progrès rapides: mais Turenne, qui lui fut op-
1654. posé, se tint sur la défensive et l'obligea ainsi de repasser la Somme. L'année suivante, les ennemis assiégèrent Arras. Paris trembla à cette nouvelle; mais tout à coup on apprit que Turenne avait forcé les Espagnols dans leurs lignes, et délivré la place. Tout ce que put

faire Condé par des prodiges de valeur, ce fut de protéger la retraite, tandis que les généraux espagnols, dont la désunion avait causé le désastre, fuyaient dans le plus grand désordre au fond des Pays-Bas.

C'était l'époque où la révolution d'Angleterre avait mené Charles I<sup>er</sup> à l'échafaud et Cromwell au souverain pouvoir. La France aurait dû sauver ou venger un prince qui avait épousé une fille de Henri le Grand. Au contraire, Richelieu avait favorisé les troubles pour n'avoir pas à craindre de ce côté, et Mazarin, qui était bientôt revenu auprès de la régente plus puissant que jamais, rechercha l'amitié de Cromwel, pour l'empêcher de s'unir avec l'Espagne. La France et l'Angleterre conclurent en effet une alliance offensive et défensive. Tandis que les flottes anglaises remportaient sur les Espagnols plusieurs victoires et leur enlevaient leurs colonies, les Français, toujours victorieux aux Pays-Bas, vinrent assiéger Valenciennes. Condé fondit sur les lignes enne- 1656.
mies et les força par l'imprudence du général français. Turenne, qui avait prédit la défaite, vint aussitôt rallier les fuyards à la tête d'une autre partie de l'armée, et arrêta par sa contenance les progrès des vainqueurs. Ce ne fut pendant quelque temps que prise et reprise de places. Mardick fut emportée par Turenne et remise momentanément aux Anglais, d'après l'une des clauses du traité. Bientôt Dunkerque fut assiégée à son tour par mer et par terre. 1658.
Condé et don Juan d'Autriche accoururent

pour la défendre. La bataille se livra sur l
dunes qui bordent la mer. Malgré les prodig
de courage et d'habileté des généraux enne
mis, les Français remportèrent une victoi
complète, qui amena la reddition de Dunke
que et la prise d'une multitude d'autres place
Turenne ayant fait en un jour une march
forcée de quatorze lieues, battit une second
fois don Juan sous les murs d'Oudenarde, qu'
enleva, et défit une troisième armée espagnol
Cette campagne décisive obligea le roi d'E
1659. pagne de songer à la paix. Elle fut conclu
dans l'île des Faisans, au pied des Pyrénées
par Mazarin et Louis de Haro, ministre d'E
pagne. Les deux rois se virent, lorsque le trai
eut été signé. Les principales clauses en furen
que Louis XIV épouserait l'infante Mari
Thérèse, qui renonçait, moyennant une dot d
500,000 écus, à la succession éventuelle d
l'Espagne; que la France conserverait le Rou
sillon et l'Artois, mais rendrait toutes ses au
tres conquêtes; enfin que le prince de Cond
et ses amis rentreraient dans leurs dignités
dans leurs biens.

Mazarin ne survécut que deux ans à cett
paix, qui fut son ouvrage. Quand on vint de
mander à Louis à qui il fallait s'adresser désor
mais pour les affaires : *A moi*; répondit-il, et
prit en effet les rênes de l'état avec une habilet
qu'on ne pouvait attendre d'un roi dont l'in
struction avait été singulièrement négligée, et
qui son âge paraissait ne laisser de goût qu
pour les plaisirs. Fouquet, surintendant d

finances, fut disgracié pour son luxe scandaleux et condamné à une prison perpétuelle. Colbert, qui lui succéda sous le titre de contrôleur, rétablit l'ordre par une économie bien entendue, et sut augmenter les revenus de l'état en soulageant les peuples. En même temps le roi réformait les abus et les désordres. Le parlement fut réduit au devoir par la fermeté du monarque. Les troupes connurent de nouveau la discipline. Les frontières se virent protégées, comme par enchantement, par de bonnes citadelles. La marine fut recréée et le pavillon français respecté dans toutes les mers. Dunkerque, achetée aux Anglais, devint, ainsi que Marseille, un excellent port où se rendaient avec confiance les vaisseaux et les marchandises de tous les peuples. Les soins accordés aux grands chemins, et le canal de Languedoc, qui joint la Méditerranée à l'Océan, commencé dès 1664, rendaient les communications plus faciles. Le commerce ainsi favorisé prit un essor rapide. Les manufactures s'élevèrent de toutes parts. Lyon s'enorgueillit de ses étoffes précieuses, St-Gobin de ses glaces, les Gobelins de leurs tapis magnifiques, Sèvres de ses porcelaines qui furent aussitôt recherchées du monde entier. Enfin la compagnie des Indes, établie en 1664, ouvrit au commerce de nouveaux débouchés, et à la France une source nouvelle de richesses.

Les sciences et les lettres attirèrent aussi les regards de Louis. Ses pensions allaient chercher le mérite modeste jusque chez les peuples voisins, et plus de soixante savants étrangers

reçurent de Colbert, avec des lettres honorables, les encouragements nécessaires à leurs travaux. L'Académie française se peupla des Boileau, des Racine, des Bossuet, des Lafontaine, et d'autres grands hommes, immortel ornement de la France. Bientôt l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (1663), l'Académie des Sciences (1666), celles de Peinture, de Sculpture (1667) et d'Architecture (1671) rivalisèrent de talents et de chefs-d'œuvre. Les Muses et les Arts embellissaient à l'envi ces fêtes superbes qui faisaient l'admiration du monde, et l'on s'étonnait qu'à la voix d'un seul homme, il pût éclore à la fois tant de prodiges.

Depuis la paix des Pyrénées jusqu'en l'année 1667, la France jouit d'une tranquillité profonde, que des nuages parurent à peine altérer. Ainsi l'ambassadeur de France ayant été insulté à Londres par l'ambassadeur d'Espagne, qui lui disputait le pas, on craignit un instant la guerre : mais Philippe IV rappela son ministre et se soumit aux satisfactions exigées. A Rome, la garde corse tira, dans une émeute, sur le carrosse de l'ambassadeur français. Aussitôt Louis s'empara d'Avignon, qui appartenait au pape, et fit passer en Italie des troupes pour assiéger Rome. Innocent X envoya un légat faire réparation en pleine cour, cassa la garde corse, éleva une pyramide en mémoire de l'événement, et acheta par ces condescendances la retraite des Français. Vers la même époque, la jeune noblesse, excitée par le roi,

alla se joindre à Montécuculli contre les Turcs, et contribua par sa vaillance sur les bords du Raab, à la victoire de St-Gothard, qui assura les frontières de l'Allemagne contre les ennemis perpétuels du nom chrétien. La guerre qui s'éleva de 1665 à 1667, entre l'Angleterre et la Hollande, entraîna par contre-coup la France, alliée des Hollandais; mais elle ne fournit que peu de secours, et elle en fut indemnisée à la paix de Bréda par la cession de l'Acadie, que lui abandonna l'Angleterre.

Cependant Philippe IV était mort en 1665, et en France, la reine Anne d'Autriche, sa sœur, lui avait survécu à peine de quelques mois. Louis XIV profita de l'avénement de Charles II, encore enfant, pour réclamer une partie des Pays-Bas et de la Franche-Comté, comme dot de Marie-Thérèse. Il fondait ses droits sur ce que ces différentes provinces devaient revenir à l'infante, comme étant l'aînée, et il opposait à la renonciation que Marie-Thérèse avait faite lors de son mariage, qu'elle était devenue nulle, parce que la dot stipulée au contrat n'avait point été payée. Trois armées
françaises entrèrent à la fois dans les Pays-Bas. 1667.
L'une d'elles, commandée par le roi en personne et par Turenne sous ses ordres, enleva en une seule campagne, Bergues, Furnes, Tournai, Douai, Oudenarde, Lille, une foule d'autres places moins importantes, et remporta une victoire sur les Espagnols, qui voulurent s'opposer à ses progrès. L'hiver était à peine passé, que la Franche-Comté tout entière était

1668. réduite en trois semaines à l'obéissance des Français. Une ligue arrêta ces rapides conquêtes. Les Hollandais, qui redoutaient le voisinage et l'ambition de Louis XIV, signèrent à La Haye un traité avec la Suède et l'Angleterre pour imposer aux deux couronnes une médiation armée. Louis, cédant aux circonstances, envoya ses ambassadeurs à Aix-la-Chapelle. On y conclut la paix, à condition que la France rendrait la Franche-Comté, mais garderait les villes de l'Artois qui étaient restées à l'Espagne, et presque toutes ses conquêtes dans la Flandre, province qui fut dès lors réunie à la monarchie.

Louis XIV ne songeait qu'à se venger des hauteurs des Hollandais, dont l'audace insolente s'attaquait au monarque lui-même. Il fallait dissoudre la triple alliance. Louis engagea le roi de Suède dans son parti en lui accordant des subsides, et le roi d'Angleterre, Charles II, par l'entremise de la duchesse d'Orléans, sœur du monarque anglais, qui conclut les traités au milieu des fêtes. Les Hollandais ne prévoyaient point l'orage, lorsqu'au prin-
1672. temps de 1672, Louis XIV fondit en personne sur leur pays, suivi d'une armée de cent dix mille hommes que commandaient sous lui Turenne, Condé, et Luxembourg, leur émule. On franchit le Rhin en présence de quelques troupes ennemies qui furent taillées en pièces. Une seule campagne soumit presque toute la Hollande. Amsterdam, la capitale, fut sur le point d'envoyer ses clefs au vainqueur, et les

familles les plus riches songeaient à fuir dans les colonies. Jean de Witt, qui avait préparé ces désastres en laissant périr, faute de soins, l'armée de terre, fit demander la paix à condition que la Hollande céderait Maëstrich et ses frontières, et paierait dix millions à la France. Si Louis XIV n'eût voulu que punir les Hollandais, son but était glorieusement rempli. Mais il prétendit les asservir, et une révolution soudaine lui enleva bientôt toutes ses conquêtes. Jean de Witt et son frère furent indignement massacrés à La Haye. Guillaume III, prince d'Orange, eut alors l'autorité souveraine avec le titre de Stathouder, comme son père et son aïeul. La défense prit un nouveau caractère d'énergie. Sur terre, les Hollandais arrêtèrent les armées françaises en rompant toutes les digues et en inondant le pays; sur mer, Ruyter, vainqueur en 1672, près d'Yarmouth, des escadres anglaise et française combinées, soutint
contre les deux peuples trois combats, dont l'is- 1673.
sue fut indécise. En même temps, Guillaume III négociait avec les différentes puissances, leur représentant que Louis XIV, s'il conquérait la Hollande, obtiendrait en Europe une prépondérance à laquelle rien ne pourrait résister. L'empereur, le roi d'Espagne, le roi de Danemark, le duc de Lorraine et l'électeur de Brandebourg signèrent une alliance contre l'agrandissement de la France et l'ambition de Louis XIV. Bientôt le parlement anglais, en refusant au roi des subsides, le réduisit à conclure la paix, et la Suède alors en guerre

avec le Danemark, demeura notre unique alliée.

Une coalition aussi redoutable força Louis XIV à évacuer toutes ses conquêtes en Hollande, excepté Maëstrich. Mais dès que l'hiver
1674. fut passé, il envoya à la fois quatre armées françaises sur le Rhin, aux Pays-Bas, dans le Roussillon, et à Messine, que la tyrannie des Espagnols avait poussée à la révolte. Lui-même entra dans la Franche-Comté, prit Besançon en neuf jours et conquit la province en six semaines. Le prince de Condé livra bientôt à Senef, dans les Pays-Bas, un combat qui laissa la victoire indécise, quoique le prince d'Orange, qui commandait l'armée combinée de la Hollande, de l'Espagne et de l'Empire, eût vingt-neuf mille hommes de plus que les Français. D'un autre côté, Turenne, après avoir protégé la conquête de la Franche-Comté, franchissait le Rhin, dévastait le Palatinat abandonné, et battait auprès de Sintzheim et d'Ensheim les généraux de l'Empire. Ceux-ci rallièrent à leurs débris de nombreux renforts et pénétrèrent en Alsace, où ils espéraient prendre de bons quartiers d'hiver. Turenne, trop faible pour les combattre, s'était replié devant eux. Quand il voit leurs troupes disséminées à la fin de la campagne, il fond sur elles, les bat en détail, achève leur ruine au
1675. combat de Turkheim, et délivre ainsi l'Alsace d'une armée qui était plus de trois fois supérieure à la sienne. Montécuculli vint prendre alors le commandement des Impériaux. Après

bien des marches et des fatigues, ces deux généraux célèbres étaient sur le point de décider la campagne par une bataille, auprès de Saltzbach, lorsque Turenne fut emporté d'un coup de canon en reconnaissant le village. L'armée, privée d'un chef qu'elle adorait, opéra sa retraite avec gloire. Montécuculli passa le Rhin après elle et pénétra en Alsace. A cette nouvelle, le roi envoya le prince de Condé pour remplacer Turenne. Condé arrêta en effet les progrès des ennemis, leur fit lever le siége d'Haguenau et de Saverne, et les obligea de se retirer sur les terres de l'Empire. Ce fut là sa dernière campagne. Atteint d'une goutte violente, il se retira à Chantilly, où il termina au sein de la religion une vie dont les taches sont à peine voilées par tant de gloire.

Aux Pays-Bas et sur le Rhin, les Français
s'emparèrent de Philisbourg, de Condé, de 1676.
Bouchain et d'Aire. Mais leurs succès étaient plus marqués en Sicile. Les troupes françaises qui y furent envoyées battirent sur terre et sur mer les Espagnols, qui appelèrent à leur secours les flottes de la Hollande, leur ancienne ennemie. Ils mirent le siége devant Messine, tandis que Ruyter tenait la mer à la tête de leur flotte et de vingt-trois vaisseaux hollandais. Duquesne, sorti des ports de la Provence, força le passage après un combat opiniâtre entre les îles de Stromboli et de Salini, ravitailla Messine, chercha de nouveau l'escadre ennemie, lui livra, à la vue de l'Etna, une seconde bataille dans laquelle Ruyter reçut une blessure

dont il mourut, et Vivonne anéantit enfin près de Palerme ce qui avait échappé aux deux premiers combats. Messine fut délivrée. La Sicile entière eût pu être conquise, si les Français ne s'étaient pas aliéné les esprits par leur conduite, et si les généraux n'avaient pas laissé perdre par leur indolence le temps le plus favorable à la conquête.

En 1677, le roi prit Cambrai et surtout Valenciennes, attaquée contre la coutume et emportée en plein jour, tandis que le duc d'Orléans, son frère, battait le prince d'Orange à Cassel et s'emparait de St-Omer. En Catalogne, les Espagnols furent vaincus par le comte de Schomberg. Sur le Rhin, le maréchal de Créqui répara un échec par la défaite du duc de Lorraine et la prise de Fribourg. De plus brillants succès, que le maréchal obtint encore
1678. l'année suivante, et la réduction de Gand et d'Ypres par le roi en personne, amenèrent le traité de Nimègue. Il y avait déjà longtemps que les négociations étaient ouvertes. Les Hollandais surtout, qui craignaient que le prince d'Orange n'acquît une prépondérance fatale à
1679. leur liberté, se hâtèrent de signer la paix avec Louis XIV, qui leur rendit Maëstrich et qui accorda des conditions favorables à leur commerce. Le prince d'Orange n'en attaqua pas moins auprès de Mons le maréchal de Luxembourg, sous prétexte que la fin des hostilités n'avait point encore été signifiée : mais il fut complètement défait, et ne retira que la honte d'une agression injuste et odieuse. Cette vic-

toire hâta l'assentiment des autres puissances. L'Espagne abandonna la Franche-Comté et plusieurs places des Pays-Bas, en échange des dernières conquêtes. L'empereur recouvra Philisbourg et céda Fribourg. Quant à la Suède, qui avait soutenu contre le Danemark une lutte désavantageuse, ses intérêts furent sacrifiés avec ingratitude, et ses plaintes étouffées au milieu de l'allégresse que causa la paix. Ce fut alors que les Français, dans leur admiration pour un roi chargé de lauriers, qui venait de dicter la paix à presque toute l'Europe liguée contre lui, saluèrent Louis XIV du nom de Grand, que la postérité lui a conservé.

Il aurait fallu une modération bien rare pour se faire pardonner de tels succès, et Louis XIV ne connut jamais cette vertu. Bientôt il revendiqua un grand nombre de fiefs qui avaient appartenu à une époque quelconque aux pays conquis ou cédés. Son argent et ses intrigues, soutenus de vingt mille hommes, le rendirent maître en pleine paix de l'importante ville de Strasbourg, que Vauban fortifia aussitôt avec toutes les ressources de son art. Des prétextes spécieux et frivoles amenèrent de nouveaux envahissements. Après un long blocus et un bombardement, Luxembourg se rendit. Trèves, Courtrai et Dixmude furent enlevées aux Espagnols. Il en résulta une nouvelle ligue entre la Hollande, la Suisse, l'Empire et l'Espagne. Des embarras intérieurs en paralysèrent l'effet, et l'on signa à Ratisbonne 1684.
une trêve de vingt ans, qui accorda à Louis XIV

tout ce qu'il voulut. A la même époque, Duquesne bombardait Tunis, Tripoli et Alger, qui avaient insulté le commerce et la marine française, et il arrachait des milliers de chrétiens à un affreux esclavage. Gênes ayant vendu aux pirates quelques secours, éprouva le même sort. Une escadre française foudroya pendant dix jours ses palais de marbre et les réduisit en cendres, jusqu'à ce que le doge lui-même et quatre des principaux sénateurs, vinssent implorer à Versailles la clémence du roi. On demandait au doge ce qu'il trouvait de plus surprenant à Versailles. *C'est de m'y voir*, répondit-il.

Un démêlé avec la cour de Rome fit encore ressortir l'inébranlable fermeté de Louis XIV. Innocent XI voulut s'opposer au droit de régale, par lequel les rois de France administraient les évêchés vacants et nommaient aux bénéfices qui en dépendaient. Louis convoqua en 1682 une assemblée extraordinaire du clergé, qui repoussa les prétentions du pape; en outre elle publia quatre propositions, fondement des libertés de l'église Gallicane, savoir : 1° que les princes sont indépendants au temporel de l'autorité ecclésiastique; 2° que le concile général est supérieur au pape; 3° que les coutumes de l'église Gallicane doivent être maintenues; 4° que les décisions du pape ne sont infaillibles qu'après le consentement de l'Eglise. La querelle s'envenima encore pour un autre motif. Innocent ôta aux ambassadeurs le droit d'asile dans leurs quartiers. L'ambassadeur français leva quelques troupes et brava le pon-

tife, qui prononça contre lui l'excommunication. On donnait à Louis des conseils violents ; il se contenta de saisir Avignon et son territoire.

Ce fut au milieu de ces querelles que la ré- 1685.
vocation de l'édit de Nantes, accordé par Henri IV aux Calvinistes, défendit en France tout autre culte que la religion catholique. On s'était contenté auparavant de ramener les Calvinistes ou par persuasion, ou par argent, ou en les excluant des emplois et des grades militaires. La mort de Colbert (1683) ayant laissé au pouvoir Le Tellier et le marquis de Louvois, son fils, hommes durs et absolus, on commença à les persécuter. Tantôt on livrait leurs pasteurs au supplice ; tantôt les troupes dispersaient tout à coup les assemblées, et on démolissait leurs temples. Quand l'édit qui abolissait la liberté de conscience eut été rendu, les Calvinistes se crurent menacés dans leurs biens et dans leur vie, et la conduite de plusieurs gouverneurs dans les provinces, excusait assurément de telles pensées. Aussi, quoiqu'il fût défendu de s'expatrier, des milliers de familles abandonnèrent la France, et portèrent en Allemagne, en Hollande, en Angleterre, l'industrie et les manufactures qui faisaient la richesse du royaume. D'autres se retirèrent dans les montagnes des Cévennes, où ils luttèrent plus tard contre Louis XIV sans pouvoir être vaincus. Mais un grand nombre de réformés demeurèrent en France et y vécurent sans ministres, tout en conservant leur croyance, jusqu'à l'époque où Louis XVI leur rendit la liberté du

culte. Ainsi Louis XIV, par ces mesures rigoureuses, appauvrit le royaume sans atteindre le but qu'il poursuivait, tandis qu'un peu de patience et de douceur aurait probablement ramené avec le temps tous les esprits à l'unité religieuse.

## CHAPITRE XXII.

Règne de Louis XIV depuis la ligue d'Augsbourg (1686). — Guerre de la succession d'Espagne (1701-1714). — Géographie politique de la France à la mort de Louis XIV (1715). — [18e siècle.]

L'Angleterre était alors gouvernée par Jacques II, qui avait succédé en 1685 à Charles II, son frère. Ce prince avait des qualités aussi solides que brillantes ; mais il était revenu à la religion catholique, et cet unique motif lui avait aliéné les Anglais. Guillaume III, prince d'Orange et stathouder de Hollande, qui avait épousé l'une des filles du monarque, songeait à le supplanter en profitant des haines soulevées contre lui. Pour enlever à son beau-père l'appui de la France, il ménagea contre Louis XIV
1686. une nouvelle ligue qui fut signée dans la ville d'Augsbourg, entre le roi d'Espagne, l'empereur et les différents états de l'Empire. Louis XIV résolut d'en prévenir les suites, en décla-
1688. rant le premier la guerre ; ce qu'il fit l'an 1688, après avoir publié un manifeste. Son but était d'arrêter la révolution d'Angleterre ; mais il ne fit qu'en précipiter l'issue. Le prince d'Orange aborda à Exeter, détrôna Jacques II, et en-

traîna les deux pays dans la ligue contre la France. Les deux premières campagnes n'offrirent de remarquable que le siége de Philisbourg par le dauphin, et la prise de Mayence, de Worms et de Trèves. On conquit aussi le Palatinat qu'il fallut bientôt évacuer. Louvois, fidèle à son caractère, donna des ordres pour dévaster et incendier ce malheureux pays, ce qui valut au ministre une disgrâce, dont la mort lui évita la honte. Cependant Louis XIV, qui avait embrassé la protection de Jacques II, résolut une descente en Angleterre. Tous les efforts d'une poignée de Français ne purent empêcher la victoire de Guillaume III sur les rives de la Boyne, en Irlande; mais la veille, 1690.
Tourville, amiral français, avait battu à la hauteur de Dieppe, l'escadre combinée d'Angleterre et de Hollande. La malheureuse journée de Kilconnel (1691) fut la ruine des Jacobites en Irlande. En 1692, une seconde expédition devait jeter vingt mille hommes sur les côtes de l'Angleterre. D'après l'ordre qu'il reçut de chercher les ennemis et de les combattre, afin de protéger la descente, Tourville attaqua près de la Hogue, avec quarante-quatre vaisseaux, une flotte de quatre-vingts voiles. Des prodiges d'habileté et de courage ne purent le sauver d'une défaite. Cependant, malgré la perte de quatorze vaisseaux et d'un grand nombre d'hommes, la marine française, loin d'être anéantie, reparut bientôt sur les mers et se vengea par de nouveaux succès.

Sur terre, les hostilités se poursuivaient avec

vigueur en Allemagne et en Italie. Le duc de Savoie avait embrassé le parti de la ligue. Catinat entre aussitôt dans le Piémont, triomphe des ennemis à Staffarde (1690), et s'empare des meilleures places. De puissants secours arrivés d'Allemagne contraignirent les Français à repasser les Alpes. Catinat ne put même empêcher que le Dauphiné ne fût insulté, et la ville d'Embrun prise. Mais il reçut à son tour des renforts et reprit l'offensive. La victoire qu'il remporta à la Marsaille (1693), anéantit les forces du duc de Savoie, au point que ce prince ne put rien entreprendre de toute la guerre, et que son pays fut ouvert sans défense aux Français.

Dans le même temps, le maréchal de Luxembourg maintenait sur le Rhin par les exploits les plus brillants la supériorité de nos armes. Trois armées impériales, augmentées par les secours des Anglais, des Hollandais et des Espagnols, menaçaient de venger sur la France la dévastation du Palatinat, surtout lorsque le comte d'Humières eut été vaincu à Walcourt, dans les Pays-Bas, par le prince de Waldeck. Luxembourg ramena la victoire. A la journée de Fleurus (1690), les alliés perdirent dix-sept mille hommes, deux cents drapeaux, tout leur canon et leur bagage. Guillaume III vint réunir leurs débris à une armée anglaise et hollandaise,
1691. mais sa présence n'empêcha pas Louis XIV de prendre Mons en personne au commencement de la campagne suivante. Le combat de Leuze, où Luxembourg, à la tête de vingt-huit

escadrons, vainquit la même année dans une rencontre, soixante-quinze escadrons des ennemis, fut plus glorieux qu'utile. Guillaume, malgré cet échec, se trouvait encore en 1692 à la tête d'une armée de quatre-vingt mille 1692.
hommes, lorsque Louis XIV vint assiéger Namur et la prit à ses yeux. Le monarque anglais crut se venger à Steinkerque, en surprenant le camp des Français. Luxembourg, quoique atteint d'une maladie grave, répara un désastre momentané par des manœuvres brillantes et hardies, et les ennemis abandonnèrent un champ de bataille jonché de leurs morts. Au moment où Louis XIV allait profiter d'un tel succès, il tomba malade au 1693.
Quesnoy et revint à Paris. Luxembourg, à la tête d'une partie de l'armée qui devait combattre sous le monarque, mit le comble à sa réputation en vainquant une dernière fois le roi d'Angleterre à Nerwinde. *Place, place au tapissier de Notre-Dame!* s'écriait-on dans la foule, en faisant allusion aux drapeaux suspendus à la voûte, lorsque Luxembourg vint assister à Paris au Te Deum que faisaient chanter ses victoires. Nerwinde fut son dernier exploit. Il mourut quelque temps après d'apoplexie. Toute la France le pleura, surtout quand on apprit que Villeroi lui succédait en Flandre.

Les opérations languirent pendant les trois années suivantes. Aux Pays-Bas, Guillaume reprit Namur à la vue de l'armée française. 1695.
En Catalogne, le maréchal de Noailles vainquit les Espagnols et s'empara de plusieurs places.

Dans les colonies, la perte de Pondichéry dont les Hollandais se rendirent maîtres, et le ravages que les Anglais exercèrent à Saint-Domingue, furent plus que compensés par de nombreuses descentes dans les îles de la Jamaïque et de Terre-Neuve, par le sac de Carthagène où les Espagnols perdirent plus de trente millions, et enfin par la ruine du commerce ennemi, qu'amenèrent par leurs entreprises Duguay-Trouin et Jean-Bart, deux armateur que le roi éleva au rang de chefs d'escadre. Mais la France était épuisée par ses succè autant que les alliés par leurs revers. Dè l'année 1693, on avait parlé de paix. Les né-
1696. gociations furent reprises trois ans plus tard. Le duc de Savoie conclut le premier avec la France un traité de neutralité pour l'Italie, à condition qu'on lui rendrait toutes ses places et que sa fille épouserait le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV. La prise de Barcelone par le duc de Vendôme, arrière-petit-fils de Henri IV, et celle d'Ath par Catinat, qui s'ouvrait ainsi le chemin de Bruxelles, hâtèrent les
1697. négociations entamées à Riswick avec l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et l'Empire. Le roi de France, quoique vainqueur, consentit à rendre toutes ses conquêtes, et même une partie de ce que les précédents traités lui avaient abandonné. Le duc de Lorraine lui-même rentra en possession de ses états, mais quand ses places fortes eurent été démantelées. Guillaume III fut reconnu pour roi d'Angleterre, et Jacques II abandonné à sa fortune.

Louis XIV ne dictait plus des lois comme à Nimègue : mais sa modération avait une autre cause que la faiblesse et l'épuisement de la France.

Charles II, roi d'Espagne, prince également faible de corps et d'esprit, se mourait sans avoir d'enfants. Louis XIV, l'empereur Léopold, et l'électeur de Bavière pour son fils, prétendaient également à son héritage par les femmes ; mais les meilleurs droits étaient ceux de Louis XIV, Anne d'Autriche et Marie-Thérèse étant les aînées de leur famille. Charles penchait d'abord pour la maison d'Autriche. Guillaume, qui craignait autant l'agrandissement de la France ou de l'Empire, imagina successivement deux traités de partage, acceptés par la France et refusés par l'empereur. Cependant les Allemands s'aliénaient les Espagnols par leur hauteur, tandis que le marquis d'Harcourt, envoyé de Louis XIV, les gagnait par sa magnificence, sa libéralité, et des manières douces et insinuantes. En consé- 1700.
quence, Charles signa un dernier testament, par lequel il appelait à la couronne d'Espagne le duc d'Anjou, second fils du dauphin, ou à son défaut, le duc de Berry, son frère puîné, ou enfin l'archiduc Charles. Louis XIV accepta pour son petit-fils ; et le duc d'Anjou, universellement reconnu sous le nom de Philippe V, par tous les peuples soumis à l'Espagne, fit son entrée solennelle à Madrid le 14 avril 1701, au 1701.
milieu des applaudissements d'un peuple immense.

Tout parut d'abord tranquille. L'empereur seul envoya en Italie une armée sous les ordres du prince Eugène, pour s'emparer des provinces italiennes que possédait l'Espagne. Eugène était fils d'un prince de la maison de Savoie, qui avait dû le titre de comte de Soissons et le gouvernement de la Champagne à son mariage avec une Mancini, nièce de Mazarin. Louis XIV dédaigna les services du fils, et lui refusa de l'emploi dans ses troupes. Eugène irrité se donna à l'empereur, fit ses premières armes contre les Turcs, et fut bientôt compté parmi les plus grands capitaines. Catinat le vainquit néanmoins en Italie dans les dernières années qui précédèrent la paix de Riswick. Le prince s'en vengea dès que les hostilités eurent recommencé, en triomphant à Carpi de Catinat lui-même, et à Chiari du courtisan Villeroi, qui avait remplacé Catinat. L'année suivante, Phi-
1702. lippe V passa les Alpes, se fit reconnaître des peuples qu'il charma par ses manières, et assista à la bataille sanglante de Luzara, que le duc de Vendôme gagna au mois d'août sur le prince Eugène. Ce fut alors que Guillaume fit déclarer contre la France le Danemark, la Hollande et l'Angleterre. Ce prince mourut la même année d'une chute de cheval; mais Anne, sa belle-sœur, qui lui succéda, maintint l'Angleterre à la tête des opérations de la ligue. Aussi Léopold, se voyant ainsi soutenu, crut pouvoir disputer à Philippe V toute la monarchie espagnole, et fit proclamer à Vienne roi d'Espagne, l'archiduc Charles, son second

fils. La flotte anglo-hollandaise entra aussitôt en action. Elle fut repoussée de l'Andalousie. Mais en Galice, elle enleva les galions qui apportaient l'argent du Mexique, après avoir vaincu dans le port de Vigo vingt-trois vaisseaux français et espagnols qui escortaient le convoi. Dans le même temps, l'archiduc Joseph et Marlborough, général anglais, s'étaient emparés, chacun de leur côté, de différentes places sur le Rhin et aux Pays-Bas. Le marquis de Villars répara ces pertes en triomphant d'une armée impériale à Fridlingen en Alsace, exploit qui lui mérita le bâton de maréchal de France.

Dès que la campagne de 1703 fut ouverte, 1703.
Villars songeait à joindre l'armée du duc de Bavière, que la cession des Pays-Bas avait mis dans les intérêts de la France, et le duc de Vendôme traversait le Tyrol pour se réunir à Villars et pour marcher de concert sur la capitale de l'Autriche. La défection du duc de Savoie, qui était cependant beau-père de Philippe V et de son frère, le duc de Bourgogne, rappela Vendôme dans le Piémont, dont il emporta les principales places. Villars seul opéra sa jonction avec l'électeur de Bavière, malgré les obstacles que lui opposèrent les alliés. Ses dispositions sages et cependant hardies, lui valurent une victoire dans les plaines d'Hochstet, mais sa gloire et sa fierté déplurent à l'électeur, et lui-même sollicita son rappel. On l'envoya dans les Cévennes combattre les Calvinistes révoltés. La victoire abandonna avec lui les ar-

mées françaises, dont les faibles échecs avaien
été compensés jusqu'alors par de brillants fait
d'armes.

1704. Eugène avait quitté l'Italie pour se joindr à Marlborough, en Bavière. Tous deux mar chèrent contre l'électeur et les Français qu commandaient les maréchaux de Tallard et d Marsin. On en vint aux mains dans ces même plaines d'Hochstet où Villars avait remport l'année précédente une victoire. La défaite de Français fut complète. Tallard lui-même de meura prisonnier, et douze mille hommes enfermés maladroitement dans le village d Blenheim, furent réduits à se rendre après l bataille, sans avoir pu tirer l'épée. L'électeu abandonna ses provinces aux troupes impé riales qui s'en emparèrent. Les vainqueur franchirent le Rhin, emportèrent Landau e Trèves, et menaçaient la France d'une inva sion prochaine. Villeroi, à la tête d'une nou
1705. velle armée, les arrêta, l'année suivante, au Pays-Bas, quoiqu'il eût été forcé dans se lignes; et Villars, du côté du Rhin, protége la Lorraine et la Champagne, en se tenan prudemment sur la défensive. Mais au printemp
1706. de 1706, Villeroi accepta la bataille dans l Brabant, auprès de Ramillies. Marborough l punit de sa folle présomption par une défait sanglante. Vingt mille hommes, toute l'artil lerie et le bagage furent perdus en moins d deux heures, et bientôt toute la Flandre espa gnole fut conquise.

Vendôme se soutenait en Italie. Vainqueu

es Allemands à Stradella et à Castel-Novo n 1704, il avait triomphé l'année suivante, à Cassano, du prince Eugène, qui s'était transporté de nouveau au delà des Alpes après la victoire d'Hochstet. De premiers succès lui aisaient bien augurer de la campagne de 1706, orsqu'il fut rappelé pour s'opposer, en Flanlre, aux progrès du général anglais. Le duc l'Orléans qui lui succéda, n'avait qu'à emporter Turin pour achever la ruine du duc de Savoie. La place fut en effet assiégée; mais les Français, forcés dans leurs lignes par le prince Eugène, se retirèrent en désordre au delà des Alpes. Les Impériaux, partout vainqueurs, hassèrent les ducs de Modène et de Mantoue, os alliés, rétablirent le duc de Savoie, conuirent le Milanais et le royaume de Naples, et orcèrent le pape Clément XI à garder la neuralité. De tels avantages inspirèrent au duc e Savoie la hardiesse d'envahir la France. Il int mettre le siége devant Toulon (1708); nais les pertes qu'il éprouva sous les murs de ette ville, lui ayant montré qu'après tant 'échecs la France n'était pas encore abattue, se retira dans ses états, et les choses restèrent e ce côté dans la même situation jusqu'à la n de la guerre.

Douze mille Anglais et l'archiduc s'étaient oints aux Portugais dès l'année 1704 pour ttaquer l'Espagne. Louis XIV fit partir au seours de Philippe V une flotte de cent huit aisseaux, qui livra, à la vue de Malaga, 705) un combat terrible, mais qui ne sut au-

cunement profiter de la victoire. Cependant les Anglais s'étaient emparés de Gibraltar, et l'archiduc faisait déclarer pour lui, par force ou par trahison, le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne. Philippe V se retira à Madrid. Bientôt l'armée anglo-hollandaise, forte de quarante mille hommes, le força d'abandonner sa capitale. Mais tandis qu'elle s'énerve par le repos et la débauche, Philippe V rassemble autour de lui les Castillans; puis il la chasse de Madrid, la poursuit, et en triom-
1707. phe le 25 avril 1707 dans les plaines d'Almanza. Le maréchal de Berwick, le principal instrument de cette victoire, fut presque aussitôt remplacé par le duc d'Orléans, frère du roi, qui soumit les royaumes de Valence et d'Aragon, qui emporta Lérida, réputée imprenable, et qui prit Tortone l'année suivante, à la vue d'une armée impériale.

En France, la campagne de 1708 ne fi qu'aggraver les désastres des campagnes précédentes. L'effort de la guerre tomba sur les Pays-Bas. Le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, s'y trouvait à la tête d'une armée de cent mille hommes, et Vendôme servait sou lui. Une fatale divergence d'opinions et de vue ruina les espérances qu'on avait conçues. Le Français furent mis en déroute à Oudenard par Marlborough et le prince Eugène. Le vainqueurs s'emparèrent de Lille, malgré l belle défense du maréchal de Boufflers. Gan et Bruges se rendirent encore. Des partis en nemis poussèrent jusqu'aux portes de Paris, 

enlevèrent à Sèvres le grand écuyer, qu'ils prirent pour le dauphin. Louis XIV demanda la paix. On y mit pour conditions qu'il abandonnerait l'Alsace, qu'il céderait aux Hollandais dix villes frontières et qu'il aiderait même à détrôner son petit-fils. Louis préféra la guerre à la honte. Villars alla combattre Eugène et Marlborough qui assiégeaient Mons, après avoir pris Tournai. Alors se livra à Malplaquet la bataille la plus sanglante et la plus opi- 1709.
niâtre de la guerre. Les Français y perdirent huit mille hommes et les alliés vingt mille. Mais Villars ayant été blessé dans l'action, ses troupes abandonnèrent en bon ordre le champ de bataille, ce que l'on regarda comme une défaite. *Dieu nous fasse la grâce d'en éprouver encore une semblable*, écrivait au roi le général, *et vos ennemis, Sire, seront anéantis.*

Louis XIV épuisé n'en sollicita pas moins des Hollandais une paix humiliante. Il offrait d'abandonner Lille, Tournai, Strasbourg et Brisach, de combler le port de Dunkerque, de reconnaître l'archiduc pour roi d'Espagne, et de payer même un subside contre Philippe V. Les alliés exigèrent comme préliminaire qu'il détrônât lui-même son petit-fils dans l'espace de deux mois. En même temps ils s'emparaient en Flandre de Douai, de Béthune, de Saint- 1710.
Venant et d'Aire. Louis rappela d'Espagne ses troupes pour protéger la France. Ce mouvement rendit à l'archiduc sa supériorité. Vainqueur à Almenara, à Penalva et à Saragosse, il se fit proclamer une seconde fois à Madrid

au milieu du silence des Castillans. Mais son triomphe ne fut pas long. Philippe V avait demandé pour tout secours à Louis XIV qu'il lui envoyât le duc de Vendôme. Ce prince, à la tête de l'armée espagnole, enleva dans Brihuéga, en Castille, le général Stanhope avec 5,000 Anglais, et vainquit à Villaviciosa (10 décembre 1710) Staremberg, qui accourait avec les Impériaux au secours de Stanhope. Ce double exploit assura la couronne sur la tête de Philippe V. Bientôt la Catalogne révoltée retomba sous ses lois, et les entreprises des alliés en Espagne ne furent plus marquées que par des revers. Les Portugais surtout éprouvèrent dans leurs colonies de grands désastres. En 1711, Duguay-Trouin leur enleva Rio-Janéiro, ruina leur commerce et leur fit éprouver une perte de plus de vingt-cinq millions.

La mort de Joseph I^er^, qui avait succédé à Léopold, son père, amena de grands changements dans les vues des alliés. Son frère, l'archiduc Charles, ayant été élu empereur (1711), après six mois d'interrègne, l'Angleterre ne songea plus à faire tomber entre ses mains l'Espagne et ses colonies. Mais Louis XIV venait de perdre successivement le dauphin, son fils unique; le duc de Bourgogne, l'aîné de ses petits-fils, et le duc de Bretagne, l'aîné des fils du duc de Bourgogne. Si le second, qui fut depuis Louis XV, mourait aussi, et une grave maladie le menaçait alors d'une mort prochaine, la couronne de France revenait au roi d'Espagne, second fils du premier dauphin. Pour remédier

à cet inconvénient, l'on convint que Philippe V renoncerait, pour lui et ses descendants, à la couronne de France. Une suspension d'armes fut d'abord conclue entre la France et l'Angleterre, et un congrès indiqué à Utrecht. 1712.
Tandis que les négociations traînaient en longueur, le prince Eugène, quoique privé du secours des Anglais, vint assiéger Landrecies. Louis XIV, résolu à périr sous les ruines de la monarchie plutôt que de déshonorer la France et son nom par un traité honteux, donne à Villars une dernière armée, et lui enjoint de chercher et de combattre l'ennemi. Villars trompe le prince Eugène par une marche savante, fond tout à coup sur Denain, enlève par un coup de main le duc d'Albemarle et les troupes qui s'y étaient retranchées, prend en six jours Marchiennes, le dépôt des magasins de l'ennemi, et le force par ces exploits à fuir en désordre, en laissant aux Français son artillerie, ses munitions, ses bagages, et plus de trente mille prisonniers. Cet échec abattit l'orgueil de la Hollande et ses répugnances pour la paix, qui fut enfin signée à Utrecht. La reine 1713.
Anne, que Louis XIV reconnut en abandonnant la famille de Jacques II, garda Gibraltar et Minorque, et obtint l'Acadie, Terre-Neuve et la baie d'Hudson. Le duc de Savoie eut la Sicile avec le titre de roi. La Hollande obtint des places frontières dans les Pays-Bas et rendit toutes ses conquêtes. A ces conditions, on abandonna à Philippe V l'Espagne et les colonies du Nouveau-Monde.

Malgré les avantages que l'on offrait à l'empereur Charles VI, il préféra la guerre. Villars, poursuivant ses premiers exploits, s'empara de Landau et de Fribourg. Alors Charles VI ouvrit les yeux, et Villars eut la gloire de signer
1714. à Rastadt, avec le prince Eugène, la paix entre la France et l'Empire. Le royaume de Naples, les duchés de Milan et de Mantoue, la Sardaigne et les Pays-Bas furent cédés à l'empereur, mais à condition qu'il ratifierait les traités conclus à Utrecht. Louis XIV, pour prix de ses derniers succès, garda ses anciennes conquêtes, et rétablit dans tous leurs droits les électeurs de Bavière et de Cologne, ses alliés fidèles. Mais la France ne gagnait à une guerre qui l'avait épuisée, que la gloire stérile d'avoir donné un roi à l'Espagne, tandis que la maison d'Autriche s'agrandissait aux Pays-Bas et en Italie de plusieurs belles provinces.

Louis XIV ne jouit pas longtemps de cette paix qu'il avait dû acheter pour la première fois par des sacrifices. Il mourut le premier septembre 1715, après avoir recommandé à Louis XV, son arrière-petit-fils, de ne point aimer la guerre comme lui-même l'avait aimée : aveux et regrets tardifs, dont on doit compte à la grandeur d'âme du monarque, mais qui ne remédiaient en rien à l'épuisement où il laissait la France. Telles avaient été en effet les souffrances du peuple pendant la dernière guerre, qu'elles lui firent oublier les merveilles d'un long règne, en sorte qu'au milieu des obsèques du monarque, il osa insulter à son cercueil.

Louis XIV eut la taille imposante et majestueuse, l'esprit juste plutôt que brillant, la parole éloquente et précise. Tant de campagnes qu'il fit en personne et avec gloire, témoignent assez de son courage. Nous avons vu ce qu'il fit pour la marine, l'industrie, les lettres et les arts. On lui doit le château de Versailles, la machine de Marly, la colonnade du Louvre, l'Observatoire et surtout l'Hôtel des Invalides, où les restes mutilés de tant de guerres trouvaient un asile aussi glorieux que mérité. Louis se montra zélé pour la justice, et porta par ses ordonnances quelque lumière dans une législation ténébreuse et informe. Il fut profondément religieux, et imprima ce caractère à son siècle. Cependant la religion et la morale lui reprochent ses faiblesses pour mademoiselle La Vallière, madame de Montespan et madame de Fontanges. Madame de Maintenon, qu'il épousa secrètement en 1686, deux ans après la mort de la reine, parvint à le prémunir contre des erreurs coupables. On lui a reproché encore son enivrement dans la prospérité. Mais quel prince jeune et vainqueur aurait échappé à une telle faute? et combien il l'a rachetée par sa fermeté dans les revers? Ses armées n'éprouvent que des désastres; d'une famille nombreuse qui entourait son trône, il lui reste à peine un enfant pour lui succéder; et cependant il est toujours ferme, toujours grand, toujours digne de lui-même. *Si vous êtes vaincu*, disait-il à Villars en 1712, *écrivez-le-moi. Je traverserai Paris, votre lettre*

*à la main; je trouverai cent mille hommes, et j'irai moi-même relever la monarchie ou m'ensevelir avec elle sous ses ruines.*

Tant que Louis XIV a vécu, la flatterie a pu déguiser ses fautes et ses faiblesses. La postérité et l'histoire ne les méconnaissent pas : mais quand il se présente à leurs yeux appuyé sur tant de trophées, sur tant de monuments utiles, et escorté de tous les grands hommes, guerriers, magistrats, orateurs, poëtes, artistes, qu'il sut mettre et conserver à leur place, elles ne voient plus que sa gloire, et le saluent aussi, après son siècle, du glorieux surnom de *Louis le Grand*.

Aux provinces que ses prédécesseurs avaient possédées, Louis XIV ajouta la Flandre, la Franche-Comté et l'Alsace. Il divisa le royaume, sous le rapport financier, en 24 généralités ou intendances, subdivisées en élections, subdélégations, baillages; et pour l'administration militaire en 37 gouvernements, qui se partageaient les anciennes provinces, dont le nombre était plus considérable. Cette dernière division a prévalu sur toute autre et s'est maintenue jusqu'au 27 février 1790. A cette époque, l'Assemblée Nationale décréta la division en départements, qui subsiste encore aujourd'hui.

---

# CHAPITRE XXIII.

Minorité de Louis XV (1715). — Régence du duc d'Orléans (1715-1723). — Ministère du cardinal Fleury (1726-1743). — Acquisition de la Lorraine. — Suppression du parlement (1763). — Mouvement philosophique et littéraire du dix-huitième siècle. — Avénement de Louis XVI (1774). — Guerre d'Amérique (1778-1783). — [18e siècle.]

Louis XV, en montant sur le trône, n'était âgé que de cinq ans. La régence appartenait à Philippe d'Orléans, neveu de Louis XIV; mais, comme ce prince était déjà célèbre par son irréligion et par ses vices, Louis XIV, dans son testament, avait institué un conseil de régence, où le duc ne devait avoir que la voix prépondérante. Le parlement gagné d'avance, cassa les dernières dispositions du monarque et conféra au duc d'Orléans la régence absolue. Le peuple applaudit, séduit par quelques paroles du prince et par ses premiers actes. Des talents réels maintinrent en effet la paix avec l'étranger et la tranquillité intérieure, mais l'impiété et les débauches, dont le régent se faisait hautement gloire, corrompirent la nation et minèrent sourdement l'autel et le trône. Louis XV. 1715.

De toutes les plaies que les guerres de Louis XIV avaient faites à la France, la plus sensible était l'augmentation de la dette publique, qui s'élevait à plus de deux milliards. Le régent établit d'abord contre les traitants une chambre de justice, qui réduisit cette énorme créance. Une sage économie permit

d'en payer une autre partie tout en soulageant les peuples. Malheureusement le désir d'acquitter en peu de temps le reste, précipita le régent dans de fausses mesures. Jean Law ou Lass, écossais réfugié, le séduisit par un projet habile, s'il eût été sagement conduit. Une compagnie de commerce, au capital de douze millions, devait tout rembourser sur les profits à faire en Amérique et dans les Indes. On ne saurait dire avec quel enthousiasme une pareille idée fut accueillie dans le public. Quiconque avait de l'argent, se hâtait de venir l'échanger pour du papier, et les effets augmentèrent prodigieusement de valeur. Mais le régent et Law, nommé contrôleur-général, en émirent une quantité hors de toute proportion avec le numéraire. On s'en aperçut bientôt. Chacun voulut être remboursé, et malgré les édits justes ou injustes par lesquels le régent crut soutenir l'en-
1720. treprise, une banqueroute affreuse plongea dans la détresse plus de cent mille familles. Law se déroba par la fuite à l'indignation générale. Du moins il ne s'était pas enrichi, comme tant d'autres, et il finit ses jours à Venise dans le dénûment le plus complet.

Alors parut au ministère le cardinal Dubois. Issu d'une famille obscure, il avait été choisi pour précepteur du duc d'Orléans, et c'était lui surtout qui, par ses exemples et par ses leçons, avait corrompu son élève. Celui-ci arrivé au pouvoir, le nomma par reconnaissance archevêque de Cambrai et lui ouvrit l'entrée du conseil. Le clergé français et le pape Clément XI

luttaient à cette époque contre les Jansénistes, dont la doctrine condamnée par l'Eglise, avait trouvé accès dans le parlement et même auprès de plusieurs évêques. Les services de Dubois en cette circonstance lui valurent la pourpre romaine. Bientôt après, le duc d'Orléans, pour se décharger des affaires, le créa premier ministre, et Dubois conserva cette place lorsque le roi eut été déclaré majeur. Il mourut la même année, à la suite d'une opération dangereuse. 1723.
Le duc d'Orléans fut emporté lui-même d'une attaque d'apoplexie. Le duc de Bourbon, qui leur succéda, ne fit que passer, et le pouvoir tomba aux mains du cardinal de Fleury, qui avait été précepteur du roi. On craignit de voir dépérir l'état sous la direction d'un vieillard de soixante-treize ans; mais une administration sage et pacifique remit la France des longues secousses qu'elle avait essuyées pendant près d'un siècle.

Une seule guerre avait eu lieu pendant la régence, et elle n'avait duré que deux années. Albéroni, ministre d'Espagne, souffrait impatiemment que la monarchie espagnole eût perdu par le traité d'Utrecht plusieurs belles provinces. Comme le régent s'était uni avec l'Angleterre et la Hollande pour maintenir la paix, Albéroni avait suscité contre lui les mécontents de France. La conspiration étant découverte, on courut aux armes (1718). Tandis que les Anglais détruisaient la flotte espagnole près de Messine, une armée française, pénétrant au-

delà des Pyrénées, enlevait Fontarabie et Saint-Sébastien, et menaçait la Catalogne. Philippe V fut alors (1720) contraint de renoncer à ses prétentions et de renvoyer son ministre. Le mariage de Louis XV avec une infante d'Espagne devait resserrer les liens qui existaient entre les
1725. deux nations. Mais le roi préféra s'unir à Marie Leczinska, fille de Stanislas Leczinski, qui avait été chassé du trône de Pologne par Auguste, électeur de Saxe. Il en résulta une guerre sous le ministère du cardinal de Fleury. Au-
1733. guste étant mort, les Polonais élurent de nouveau Stanislas. Le parti qui tenait pour la maison de Saxe appela les Russes, et Stanislas trop faible dut s'échapper de Dantzick à travers mille dangers. Louis XV arma pour venger son beau-père. L'empereur Charles VI s'étant uni à la Russie, l'Espagne, toujours ennemie de l'Autriche, et la Savoie, à qui l'empereur avait enlevé la Sicile en lui cédant la Sardaigne, joignirent leurs ressentiments aux armes de la France. Le maréchal de Berwick se saisit du pont de Kell, et investit Philisbourg. Un coup de canon l'enleva pendant le siége; mais la place ne s'en rendit pas moins, bien que le prince Eugène, qui fit alors sa dernière campagne, eût conduit à son secours une nombreuse armée. Les hostilités languirent en Allemagne pendant les années suivantes. En Italie, Villars s'empara de Milan et de toute la Lombardie. Ce général étant mort à Turin, âgé de quatre-vingt-trois ans, les maréchaux de Coi-

gny et de Broglie, qui lui succédèrent, ga-
gnèrent sur les Impériaux les sanglantes batailles 1734.
de Parme et de Guastalla. Bientôt une armée espagnole, victorieuse à Bitonto, conquit Naples et la Sicile sur la maison d'Autriche. D'aussi rapides succès émurent l'Angleterre et la Hollande. Ce fut par leur médiation que l'on con-
clut le traité de Vienne, en 1735. La Savoie 1735.
conserva la Sardaigne, et obtint comme dédommagement un accroissement de territoire vers le Piémont. Don Carlos, fils de Philippe V, mais d'un second mariage, eut Naples et la Sicile avec le titre de roi. On abandonna à Stanislas le Barrois et la Lorraine, qui devaient retourner à la France après sa mort, et le duc de Lorraine eut en échange l'expectative du grand-duché de Toscane, qui lui échut la même année par la mort du dernier des Médicis.

Cinq années de paix furent à peine troublées par les secours que la France accorda aux Gé-
nois contre les Corses révoltés. Mais en 1740, 1740.
la mort de l'empereur Charles VI mit en feu toute l'Europe. Ce prince ne laissait qu'une fille, Marie-Thérèse, unie à François de Lorraine, grand-duc de Toscane, et il avait tout fait, pendant les dernières années de son règne, pour leur assurer son héritage. Cependant, lorsqu'il mourut, l'électeur de Bavière, le roi de Pologne, électeur de Saxe, les rois d'Espagne et de Sardaigne prétendirent à différentes parties de sa riche succession. Le roi de Prusse, Frédéric II, qui revendiquait en Silésie quel-

ques duchés, commença le premier la guerre.
1741. La bataille de Molwitz lui donna une supériorité qu'augmenta bientôt une diversion puissante. Le cardinal de Fleury fut entraîné malgré lui à s'unir contre Marie-Thérèse avec l'Espagne, l'électeur de Bavière, et les rois de Sicile et de Sardaigne. Le comte Maurice de Saxe, qui s'était donné à la France, fut envoyé en Allemagne pour soutenir les Bavarois. Il s'avance en Autriche, emporte Passau et Lintz, tourne ensuite vers la Bohême, prend en une nuit Prague par escalade, et ouvre ainsi à l'électeur le chemin de Franc-
1742. fort, où il fut proclamé empereur sous le nom de Charles VII.

Marie-Thérèse, vaincue de toutes parts, s'était réfugiée en Hongrie. Elle y parut dans l'assemblée des magnats, tenant dans ses bras son fils encore enfant et réclamant leurs secours avec éloquence. *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse*, s'écria l'assemblée entière, et soudain la princesse se vit à la tête d'une nouvelle armée. La cession qu'elle fit au roi de Prusse, de la Silésie dans le traité de Breslau, détacha ce prince de la coalition formée contre elle. En même temps, le roi de Sardaigne, l'Angleterre et la Hollande se déclaraient en sa faveur. Les
1743. Français et les Bavarois durent abandonner la Bohême. On évacua Prague et l'on se dirigea sur la Bavière. Le prince Charles, frère du grand-duc, poursuivit les Français dans leur retraite, les refoula en deçà du Rhin, et con-

traignit Charles VII, par la conquête de la Bavière, à renoncer, en demeurant neutre, à ses prétentions sur l'Autriche.

Le même jour que l'accord fut conclu, il se livrait à Dettingen, sur le Mein, l'un des combats les plus acharnés de cette guerre. Le maréchal de Noailles avait cerné de toutes parts l'armée anglaise, commandée par le roi en personne. La précipitation d'un officier français fit manquer les combinaisons les plus savantes. Après une mêlée sanglante, le maréchal abandonna le champ de bataille, et les Anglais échappés au danger, continuèrent tranquillement leur retraite.

Le cardinal de Fleury venait de mourir. Le roi prit en main la direction de l'état et des opérations militaires. Il commença en personne la campagne de 1744. Courtray, Menin, Ypres, Furnes étaient déjà tombées en son pouvoir, lorsqu'on apprit que le prince Charles, ayant franchi le Rhin, dévastait l'Alsace et pénétrait en Lorraine. Louis courut au secours de ses provinces. Atteint à Metz d'une maladie qui le mit sur le bord de la tombe, il put voir combien on lui tenait compte de dix-sept ans de paix et presque de bonheur. Ce ne fut de toutes parts que deuil et ferventes prières, tant que dura la maladie; qu'élans de joie et de reconnaissance envers le ciel, dès qu'il eut été sauvé. Quand Louis apprit ce qui s'était passé, et que d'une voix unanime il avait été surnommé le Bien-Aimé: *qu'il est doux d'être aimé ainsi!* s'écria-t-il; *mais qu'ai-je fait pour le mé-*

*riter?* paroles touchantes qui promettaient le bonheur, si d'indignes flatteurs ne venaient point corrompre l'âme du monarque.

Cependant le roi de Prusse, ayant repris les armes, avait envahi la Bohême et emporté Prague en dix jours. A cette nouvelle, le prince Charles abandonna l'Alsace, força l'ennemi de renoncer à sa conquête et s'avança jusqu'en Silésie. Louis XV à peine guéri, et Charles VII profitèrent de cette diversion, l'un pour enlever Fribourg après deux mois de tranchée ouverte, l'autre pour renoncer à la neutralité et reconquérir la Bavière. Au commencement de
1745. l'année suivante, Charles VII mourut. L'animosité de Marie-Thérèse et de ses alliés empêcha seule la paix générale. Louis réduit à la guerre fit assiéger Tournay par le maréchal de Saxe. Les Anglais, unis aux Autrichiens et aux Hollandais, vinrent au secours de la place sous le duc de Cumberland, second fils du roi d'Angleterre. Alors se livra auprès de Fontenoy une bataille justement célèbre. Les Anglais, serrés en colonne, s'avançaient à travers la mitraille, écrasant tout sous leur masse. Le roi, présent au combat, allait faire sonner la retraite, lorsque la colonne est entamée de front par quatre pièces d'artillerie. Les Français reprennent cœur, tombent sur l'ennemi, le dispersent et l'obligent à fuir en laissant neuf mille morts sur le champ de bataille. Cette victoire fit le plus grand honneur au maréchal de Saxe, qui l'obtint quoique malade et porté dans une litière. Le roi, maître de Tour-

nay, de Gand, d'Ostende, offrait la paix en rendant ses conquêtes. On s'y refusa avec hauteur, Marie-Thérèse ayant détaché une seconde fois le roi de Prusse de la coalition, et François de Lorraine, son époux, venant de ceindre à Francfort, par le suffrage des électeurs, la couronne impériale.

Cependant la France était partout victo- 1746.
rieuse. Malgré l'affaiblissement de la marine, que le cardinal de Fleury, par une économie mal entendue, avait laissée dépérir, les Français presque vainqueurs à Toulon (1744) de la marine anglaise, parcouraient librement les mers, et continuaient leur commerce avec les colonies qu'ils avaient aux Indes et en Amérique. En Italie, le roi de Sardaigne s'était déclaré pour Marie-Thérèse, et néanmoins les Impériaux toujours vaincus en 1744 et 1745, étaient presque chassés du Milanais. Enfin Charles-Edouard, petit-fils de Jacques II, étant passé en Ecosse (1745) avec quelques secours français, avait fait déclarer pour lui presque tout le royaume et pénétrait en Angleterre. Tant de succès touchaient à leur terme. Le prétendant, vaincu à Culloden (1746) par le duc de Cumberland, n'échappa qu'avec peine à l'animosité du vainqueur. En Amérique, les Anglais s'emparèrent de l'île Royale, et s'ils perdaient aux Indes Madras, que leur enlevait La Bourdonnais, ils s'en vengèrent cette année et l'année suivante en réduisant par plusieurs victoires la marine française à un seul vaisseau de ligne. Mais les principaux coups furent portés

en Italie. L'armée franco-espagnole attaquée par les Impériaux et les Piémontais, abandonna Asti, Parme et Guastalla, et fut rejetée au delà des Alpes par la défaite de Plaisance. Quarante mille ennemis pénétrèrent alors en Provence. Le maréchal de Belle-Isle les arrêta par une campagne savante ; mais quand il voulut rentrer en Italie et secourir Gênes, que le despotisme des Impériaux avait fait révolter, la dé-
1747. faite et la mort de son frère au col d'Exiles fit perdre aux Espagnols et aux Français toute espérance dans ces quartiers-là.

En 1746, la guerre n'avait été heureuse qu'aux Pays-Bas. Bruxelles, Anvers, Mons, Namur, avaient été emportées rapidement. Le maréchal de Saxe termina la campagne par la victoire de Raucoux, près de Liége. L'année suivante, on attaqua les Hollandais, que l'on avait jusqu'alors ménagés. Une armée russe, soudoyée par l'Angleterre, s'avançait vers les Pays-Bas ; mais avant qu'elle fût arrivée, le roi et le maréchal de Saxe avaient gagné à Lawfeld une seconde victoire. Bientôt la ville de Berg-op-Zoom, réputée imprenable, fut emportée d'assaut par les Français après trois se-
1748. maines de tranchée. On assiégea alors Maëstrich. *C'est là qu'il faut aller chercher la paix*, disait le maréchal de Saxe ; et en effet les Hollandais, qui voyaient tomber toutes leurs places devant l'armée victorieuse, sollicitèrent un traité, dont ils avaient été jusqu'alors les plus ardents adversaires. Maëstrich était à peine rendue, que la paix fut signée à Aix-la-Cha-

pelle. Louis XV vainqueur se conduisit en roi, comme il le dit lui-même. Il rendit aux alliés toutes ses conquêtes, reconnut Marie-Thérèse pour héritière unique de Charles VII, et n'exigea que Parme, Plaisance et Guastalla en Italie, pour en former un établissement à don Philippe, le second fils que Philippe V d'Espagne avait eu en secondes noces d'Elisabeth Farnèse.

On avait négligé de fixer dans les traités une limite entre les possessions françaises et anglaises au Canada. Dès l'an 1749, la France eut à se plaindre des envahissements de l'Angleterre. On entama des négociations qui durèrent plusieurs années et qui se terminèrent par la guerre dite de sept ans. L'Angleterre
commença les hostilités, en faisant saisir plus 1755.
de trois cents vaisseaux du commerce français, qui parcouraient les mers sur la foi des traités. Le sort favorisa d'abord le parti le plus juste. Les Anglais furent battus au Canada. Une escadre française, commandée par La Galisso-
nière, vainquit l'amiral Boyne à la vue de 1756.
Minorque, et le duc de Richelieu soumit l'île entière en emportant par un coup de main la fameuse citadelle de Port-Mahon, réputée jusqu'alors imprenable. Bientôt les événements se compliquèrent. Marie-Thérèse s'unit à la France pour enlever la Silésie au roi de Prusse, qui se joignit alors aux Anglais. La Suède, la Pologne et la Russie se déclarèrent aussi pour les Français. Mais ils n'en tirèrent pas grand avantage; et tandis qu'ils portaient en Alle-

magne toutes leurs forces, ils négligèrent leur marine et leurs colonies.

Frédéric ouvrit le premier la campagne en fondant sur la Saxe, qu'il enleva tout entière au roi de Pologne, et bientôt il eut pénétré en Bohême jusqu'à Prague. Les Français de leur côté envahissant le Hanovre, avaient réduit le
1757. duc de Cumberland par la victoire d'Hastenbeck à accepter la neutralité. Frédéric en apprit la nouvelle comme il venait d'être battu par les Impériaux sous les murs de Prague, et en même temps les Suédois et les Russes attaquaient à la fois ses provinces. Poursuivi par les Français et par les Impériaux, il recule comme effrayé jusqu'à Rosbach. Là, tandis que les alliés marchent à son camp où il paraît se cacher avec crainte, soudain les tentes s'abaissent; l'armée prussienne paraît entre deux collines bien garnies d'artillerie; elle s'avance en colonne serrée sur des bataillons surpris; en un instant, elle a jonché la terre de morts et de fuyards. Cette victoire, que Frédéric ne devait qu'à son génie, rétablit complètement ses affaires. Les Impériaux et les Russes furent repoussés à leur tour, et les Hanovriens, rompant la neutralité, forcèrent l'armée française à la retraite.

Pendant les trois campagnes suivantes, les Français, tantôt vaincus, tantôt vainqueurs, ne se soutinrent qu'avec peine en Allemagne. Les Anglais au contraire leur firent subir en Amérique, dans les Indes et sur mer, des pertes incalculables. Le marquis de Montcalm avait longtemps protégé le Canada, malgré l'infé-

riorité de ses forces; mais il était épuisé par ses propres succès, et la France ne lui envoyait aucun secours. Quarante mille Anglais vinrent assiéger Québec. Montcalm livra, pour la sauver, un dernier combat où il périt, et ce pays, tout peuplé de Français, fut bientôt perdu pour la métropole. Il en fut de même dans les Indes. Le comte de Lally-Tollendal, qui y commandait, trahi par la compagnie française qui en faisait le commerce, et par l'amiral d'Aché, jaloux de sa gloire, soutint dans Pondichéry un siége de sept mois contre toutes les forces
des Anglais. La prise de cette ville entraîna la 1761.
ruine de tous les comptoirs. Lally devait espérer au moins quelques éloges après tant de bravoure. Mais ses ennemis l'accusèrent de trahison, le firent condamner par leurs intrigues, et Louis XV trompé laissa périr sur l'échafaud un serviteur fidèle. La mémoire du malheureux Lally fut réhabilitée en 1778, grâce au dévouement de son fils.

Dans l'état de détresse où se trouvait la marine française, Louis XV voulut s'étayer de l'Espagne. Charles III et le roi de Sicile signèrent en effet avec lui le pacte de famille, mais ce fut pour leur malheur. Dès que les
Anglais en eurent connaissance, ils tournèrent 1762.
contre les colonies espagnoles tous leurs efforts. Cuba, Manille, douze vaisseaux de ligne et cent millions de prises devinrent leur proie en moins d'une seule campagne. Désormais souverains de toutes les mers, ils n'avaient plus à souhaiter qu'une paix qui sanctionnât une do-

mination usurpée plutôt que loyalement conquise.

En Allemagne, le roi de Prusse, assailli par les Impériaux, les Suédois et les Russes, ne dut qu'à une double révolution en Russie de sortir victorieux de la lutte. Les Français de leur côté s'étaient soutenus avec honneur, et occupaient toujours le Hanovre. L'épuisement
1763. général amena la paix. Elle fut conclue à Hubertsbourg entre la Prusse et l'Autriche, qui se rendirent mutuellement leurs conquêtes, et à Paris entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Les Anglais traitèrent en marchands, mais Louis XV ne traita plus en roi. Il rendit le Hanovre, céda le Canada et les établissements du Sénégal et des Indes, consentit à démolir, sous l'inspection d'un commissaire anglais, les fortifications de Dunkerque, et obtint à peine pour tant de sacrifices, le droit de pêcher la morue sur les côtes de Terre-Neuve.

Si les opérations de la guerre n'avaient pas été mieux conduites, si les généraux montrèrent quelquefois autant de lâcheté pendant la guerre que Louis en montra lui-même, en signant à Paris des conventions qui ont fait sa honte et celle du nom français, c'est que le monarque ne songeait plus à la gloire, mais seulement à continuer en paix de sales débauches. En effet ce prince, dont le cœur droit avait résisté à tous les débordements de la régence, était enfin tombé dans les piéges que des courtisans pervers tendirent avec adresse autour de lui. Un vernis de politesse couvrit d'abord ses vices.

Mais quand il se fut abaissé jusqu'à la marquise de Pompadour et la Du Barry, que des spéculations infâmes avaient tirées de la poussière pour les produire à la cour, entraîné par elles, il s'abandonna à la plus affreuse dépravation sans réserve et sans dignité. Telle fut la vie privée de Louis XV pendant les vingt-cinq dernières années de son règne. Tout fut en proie aux caprices des favoris et des maîtresses. Au dedans, le trésor s'obérait par leur avidité; au dehors, la France perdait son rang par le mauvais choix des généraux et des ministres. On acquit cependant la Corse en 1769; mais c'est que les 1769.
Anglais, occupés dès lors contre leurs colonies, ne jugèrent pas à propos de s'y opposer. Trois ans plus tard, le premier partage de la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, effectué sans aucun obstacle, imprima au nom français une tache qui n'est point encore effacée.

A l'intérieur, les dernières années de Louis XV furent marquées par la condamnation et l'expulsion des Jésuites, et par l'exil des parlements. Les Jésuites, fondés par saint Ignace de Loyola, avaient rendu de grands services à la religion, soit en se montrant partout en Europe ses plus ardents défenseurs, soit en propageant à la fois dans le Nouveau-Monde le christianisme et la civilisation européenne. L'ambition de quelques membres, les immenses richesses que l'ordre avait acquises, l'obéissance aveugle qu'ils juraient à leur général résidant à Rome, ce qui paraissait incompatible avec l'obéissance due au roi, séduisirent contre eux de bons esprits. Cependant, s'il en faut croire

d'Alembert, *c'est la philosophie*, c'est-à-dire l'impiété et l'athéisme, *qui, par la bouche des magistrats, a porté l'arrêt contre la compagnie, et le jansénisme n'en fut que le solliciteur*. Telle fut en effet l'issue du procès que le parlement leur intenta. Par un arrêt du 6 août 1762, la société fut dissoute, ses biens confisqués et ses membres poursuivis avec un acharnement déplorable. Les princes de l'Europe imitèrent presque tous la France, et enfin Clément XIV, en 1773, supprima entièrement cet ordre, qui a été rétabli par Pie VII, en 1814.

Mais les parlements ne profitèrent pas longtemps de leur triomphe. Ils s'opposèrent, selon leur coutume, à de nouveaux impôts, et prétendirent encore à protéger les peuples contre les gouverneurs de différentes provinces. Ceux qui profitaient des abus mirent en jeu l'autorité royale, qui anéantit dans des lits de justice et l'opposition aux impôts et les poursuites commencées. Le parlement à son tour cessa de rendre la justice. On l'exile, puis on le casse, et le chancelier Maupeou en crée bientôt un autre plus docile, que le peuple voulut flétrir en l'appelant le parlement Maupeou. Ce coup d'état, odieux dans son principe, pouvait devenir utile dans ses suites. En effet, l'ancien parlement, composé de magistrats qui avaient acheté et payé chèrement leurs charges, se montrait trop indépendant, trop intéressé et quelquefois même vénal dans l'administration de la justice. Maupeou nomma les nouveaux magistrats, sans leur faire acheter leurs offices, et leur assigna au contraire sur le trésor public

un traitement annuel ; mesure prudente et sage, à qui l'esprit de parti put enlever seul pendant quelque temps l'assentiment universel.

Louis XV mourut de la petite vérole en 1774, à l'âge de soixante-quatre ans et après cinquante-neuf ans de règne. Paris lui doit ses quais, les Champs-Elysées, l'Ecole Militaire, l'Ecole de Médecine, une aile du Louvre et la magnifique église de Ste-Geneviève, aujourd'hui le Panthéon. Il améliora aussi les grandes routes, et embellit plusieurs villes du royaume par des monuments utiles. La France eût été plus heureuse sous son règne, s'il eût pu résister aux attraits du plaisir, et surtout s'il eût joint à sa bonté naturelle, à la justesse de son esprit, à son profond respect pour une religion qui condamnait sa conduite, la fermeté nécessaire dans un roi, quand il est appelé à vivre au milieu des cabales et des intrigues.

Le régent avait encouragé à la fois et l'immoralité, par ses exemples, et ce qu'il appelait la liberté de penser, par la protection qu'il accorda à l'irréligion et à l'impiété. On vit naître alors la philosophie du dix-huitième siècle, d'abord timide et réservée, mais bientôt audacieuse et ne respectant rien, ni les mœurs, ni les institutions sociales, ni le trône, ni Dieu. Comme au seizième siècle, les prétendus réformateurs s'étayèrent de quelques abus, et où n'en trouve-t-on pas dans les choses humaines? pour légitimer en quelque sorte leurs innovations hardies. Lorsqu'ils s'attaquèrent au gouvernement et aux grands, on les mit à la Bastille ; mais on ferma trop souvent les yeux,

lorsqu'ils propagèrent leur incrédulité et leurs sophismes; et quant aux mœurs, Louis XV s'était enlevé par sa conduite le droit de les défendre. On alla jusqu'à présenter en Sorbonne une thèse anti-religieuse. Voltaire, Diderot, d'Alembert et les philosophes de leur école consignèrent à l'envi dans le Dictionnaire encyclopédique les malheureux principes qui devaient porter bientôt de si tristes fruits.

Louis XVI. 1774. Louis XV n'avait eu de Marie Leczinska qu'un fils qui mourut en 1765, au moment où ses vertus, ses talents et son énergie, en se développant chaque jour, faisaient concevoir à la France les plus belles espérances. Ce fut donc l'aîné de ses petits-fils qui lui succéda sous le nom de Louis XVI. Ce prince, alors âgé de vingt ans, était marié depuis 1770, à Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse. Son humanité et son amour des peuples lui firent abolir, dès les commencements de son règne, les tourments que l'on faisait subir aux accusés, sous le nom de question, pour en arracher l'aveu de leurs crimes; l'impôt dit de joyeux avénement, qu'on avait toujours exigé jusqu'à lui; l'obligation qui pesait sur les gens de la campagne de consacrer par an plusieurs jours, sous le nom de corvées, aux travaux d'utilité publique; et l'édit de Louis XIV qui frappait les Calvinistes d'exil en proscrivant leur culte. Une autre mesure, imprudente et impolitique, fut le rappel des parlements. C'était renouveler les vieux abus, que la nouvelle organisation judiciaire avait fait disparaître; et de plus, comme ils ne sacrifiaient aucune de leurs pré-

tentions, parce qu'ils regardaient leur retour comme une justice, et non comme une grâce, c'était créer au pouvoir royal des adversaires d'autant plus ardents qu'ils avaient manqué d'en être à jamais les victimes.

Tandis que les Turgot, les Malesherbe, les Necker, parvenus au ministère par leur mérite, cherchaient à introduire dans le gouvernement, mais sans secousses, les améliorations que les temps réclamaient, l'insurrection de l'Amérique anglaise entraîna la France dans une nouvelle guerre. Les Anglais avaient prétendu imposer à leurs colonies d'énormes subsides qui sacrifiaient les colons à la métropole. Les Américains réclamèrent : on envoya des troupes pour appuyer les décrets. Alors ils coururent aux armes et se proclamèrent indépendants (1776). Trop faibles contre la marine anglaise, ils cherchèrent en Europe des alliés. L'Angleterre, en cette circonstance, recueillit les fruits du traité de Paris. La France, qu'elle avait humiliée, accueillit avec enthousiasme les députés d'Amérique, et surtout Franklin. Louis craignit un instant de protéger des rebelles en se déclarant pour un peuple qui revendiquait son indépendance nationale ; mais il céda à l'entraînement universel, et la guerre ne fut que trop justifiée par les tentatives que les An- 1778.
glais se permirent, avant même qu'elle eût été déclarée, sur nos établissement dans les Indes. Tandis que Louis XVI croyait devoir déclarer les engagements qu'il venait de prendre, les Anglais, sur l'ordre absolu du ministère, s'empa-

raient de Chandernagor, de Masulipatam, de Karical, et menaçaient Pondichéry.

Les premières hostilités rendirent aux Français la confiance dans leur marine. Au combat d'Ouessant, la flotte anglaise dut reculer en désordre après une action opiniâtre. D'Estaing, à la tête d'une autre escadre, alla porter aux Américains quelques secours, et enleva aux Anglais plusieurs îles. En 1779, l'Espagne s'unit à la France; et si des flottes nombreuses ne purent résister à la marine anglaise, si elles se consumèrent inutilement devant Gibraltar, dont l'admirable défense attira les regards du monde entier, elles fixèrent du moins dans les mers d'Europe une diversion utile dont les Français et les Américains profitèrent. Pendant les années suivantes, de Grasse, de Guichen, de la Mothe-Piquet, en Amérique, et le bailli de Suffren, dans les Indes, se signalèrent par leurs victoires sur mer. Toute l'habileté de Rodney, le meilleur amiral de l'Angleterre, ne put arracher aux Français leur supériorité, malgré la victoire qu'il remporta en 1782 sur le comte de Grasse. La flotte française devait rejoindre à Saint-Domingue dix-sept vaisseaux espagnols pour attaquer de concert la Jamaïque. Le comte de Grasse s'arrête un instant pour dégager un de ses vaisseaux qui dérivait sur la flotte anglaise. Aussitôt sir Rodney force de voiles, engage le combat, coupe l'avant-garde, met le reste en fuite, attache dix bâtiments sur *la Ville de Paris*, que montait l'amiral, et le force enfin à se rendre après un glorieux combat de douze heures.

Dans les Indes, les Anglais avaient facilement triomphé de la marine hollandaise; car la Hollande s'était aussi déclarée pour l'Amérique. Hyder-Ali protégea les vaincus. Ce prince indien, qui s'était créé au Malabar une domination étendue, vit ses troupes, un instant maîtresses d'Arcate, tomber, malgré leur supériorité numérique, sous la tactique et la discipline de ses ennemis. Le bailli de Suffren envoyé à son secours, désempara la flotte anglaise près des îles du Cap-Vert, et débarqua dans les Indes (1782) une poignée de Français qui s'emparèrent de Gondelour et de Trinquemale. Tippo-Saïb, fils et successeur d'Hyder-Ali, s'unissant aux Français, contraignit à capituler le général anglais, qu'il fit mourir avec ses principaux officiers comme représailles des dévastations les plus odieuses. Suffren cependant remportait un dernier avantage sur l'escadre ennemie, et le pavillon français dominait sur ces mers.

En Amérique, la guerre n'avait longtemps été, entre les Anglais et les Américains, qu'une alternative de succès et de revers. Cornwallis venait de triompher deux fois, et de reconquérir la Caroline et la Virginie (1781), quand le général américain Washington, soutenu par les généraux français Rochambeau et Lafayette, accule le vainqueur à Yorck-Town, tandis que de Grasse observe les côtes, et l'oblige à capituler avec son armée de six mille hommes. Bientôt New-Yorck fut la seule ville qui restât au pouvoir des Anglais. Tant de dé- 1783.

sastres amenèrent le traité de 1783, par lequel on reconnut l'indépendance que les Américains avaient conquise. La France y recouvra ses possessions des Indes et le rétablissement du port de Dunkerque. Son rang lui fut dès lors rendu parmi les nations européennes, mais ses embarras intérieurs l'empêchèrent de paraître avec dignité dans les discussions de l'empereur Joseph II contre la Hollande et contre la maison de Bavière.

---

## CHAPITRE XXIV.

Révolution française. — Précis des événements sous la Constituante (1789-1791), la Convention (1793-1795), le Directoire (1795-1799), le Consulat (1799), l'Empire (1804-1814). — Retour des Bourbons jusqu'à la révolution de 1830. — [18e et 19e siècles.]

Les guerres de Louis XIV avaient endetté la couronne, comme nous l'avons dit, de deux milliards six cent millions. Les prodigalités de Louis XV avaient augmenté encore le déficit, malgré la création de nouveaux impôts et ce que l'on avait tiré de la suppression des Jésuites. Sous Louis XVI, malgré l'économie la plus stricte et le licenciement de la garde royale, les dépenses surpassaient chaque année les recettes de plus de cinquante millions. Necker pallia quelque temps le mal par des emprunts; mais leur multiplicité détruisit bientôt la confiance. Ceux qui lui succédèrent, ou recoururent à de nouveaux impôts, que le parlement refusa d'enregistrer, comme l'impôt du timbre, ou proposèrent d'étendre ceux qui existaien

jusque sur les terres de la noblesse et du clergé, qui alléguèrent d'injustes priviléges. Environné de résistances, Louis XVI convoqua deux fois les notables, qui ne remédièrent à rien. Il fallut alors recourir aux états-généraux, interrompus depuis 1614. Une ordonnance royale les convoqua pour le 5 mai 1789. La noblesse 1789.
et le clergé, qui les avaient rendus nécessaires en refusant de contribuer aux charges de l'état, eurent dès l'origine la mortification de voir accorder au peuple ou tiers-état une représentation double, qui fit à elle seule équilibre aux deux premiers ordres. De nouvelles attaques les attendaient après l'ouverture. Chaque ordre devait délibérer séparément. Les députés du tiers appelèrent à eux le clergé et la noblesse, qui résistèrent longtemps et cédèrent enfin, mais sur l'ordre absolu du monarque. Cette condescendance de Louis enhardit les factieux. L'assemblée se proclama Assemblée nationale, décréta l'inviolabilité de ses membres, mit son autorité en parallèle avec l'autorité du souverain, et prétendit renverser, pour le reconstruire ensuite, l'édifice entier de la monarchie, qui durait depuis quatorze siècles. Alors commença la RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Le 14 juillet, eut lieu à Paris le premier soulèvement, dans lequel la Bastille fut prise et ses défenseurs égorgés. Des assassinats demeurèrent impunis. Le roi tardant trop au gré des factieux à sanctionner les premiers décrets de l'assemblée, une populace farouche se porta à Versailles dans les journées des 5 et 6 octobre,

menaça la vie de la reine, que les ennemis de la cour avaient indignement calomniée, et emmena à Paris le roi avec sa famille, au milieu des têtes sanglantes de ses gardes. Cependant l'embarras des finances croissait. On créa, pour éteindre la dette, des assignats, monnaie de papier hypothéquée sur la vente prochaine des biens du clergé, dont l'assemblée avait décrété la constitution civile. Alors commença l'émigration. Les frères du roi quittèrent eux-mêmes la France, et leur exemple fut suivi par une grande partie de la noblesse. Louis, abreuvé
1791. d'outrages, voulut quitter Paris à son tour : mais, reconnu et arrêté à Varennes, il revint jurer au Champ-de-Mars la nouvelle constitution française aux cris de : *Vive le roi! vive la nation!*

A l'assemblée nationale ou constituante, succéda l'assemblée législative, que se partageaient les Girondins, les Cordeliers ou Jacobins, et les Royalistes. Des massacres réguliers commencent et l'émigration continue. Le girondin Pétion est nommé maire de Paris. Rolland et
1792. Dumouriez font déclarer la guerre à l'Autriche coalisée avec la Prusse par le traité de Pilnitz. Le 20 juillet, les Jacobins essaient leurs forces et couvrent Louis XVI du bonnet rouge. Enfin éclatent les affreuses journées des 9 et 10 août, où la majesté royale est anéantie et le vieux trône de France renversé, malgré le dévouement glorieux des Suisses qui se font tuer pour le défendre.

Après avoir décrété la déchéance et la prison

du roi, l'assemblée législative appela les Français aux frontières que les Prussiens avaient franchies. A Paris et dans les principales villes, on préluda à la guerre par le massacre de plusieurs milliers de citoyens renfermés dans les prisons comme suspects (1 et 2 septembre). Cependant le roi de Prusse avait pénétré dans les plaines de la Champagne. Trois cent mille hommes garnissent soudain les frontières. Arrêté par Dumouriez et vaincu par Kellermann à Valmy, le roi de Prusse évacue la France. Dumouriez pénètre à son tour en Belgique et bat les Autrichiens à Jemmapes, tandis qu'une autre armée envahit et soumet la Savoie. Alors commmença la troisième assemblée, appelée Convention nationale. Son premier travail fut de juger et d'envoyer à l'échafaud l'infortuné 1793.
Louis XVI (21 janvier 1793).

RÉPUBLIQUE.

Tandis que quatorze armées sans expérience Louis XVII.
et sans approvisionnements surgissaient comme par enchantement et protégeaient la France contre l'Europe entière, la Vendée se soulevait au nom de Dieu et de Louis XVII, fils de Louis XVI, et la Convention divisée tournait contre elle-même sa victoire. Les Girondins voulaient l'ordre et la liberté; les Montagnards, la terreur et la licence. Ceux-ci avaient pour chefs Danton, Marat et Robespierre. Le 22 juin, vingt-deux Girondins traînés au supplice, signalèrent le triomphe de la Montagne. Charlotte Corday crut les venger en assassinant Marat qui récla-

ma, dans l'intérêt de la république, soixante mille têtes. Lyon, qui se révolta, fut rasée de fond en comble après une vigoureuse défense, et ses habitants furent mitraillés sans distinction de sexe ni d'âge. Toulon se livra aux Anglais, et ne fut emportée qu'avec peine d'après les conseils de Bonaparte, alors simple lieutenant d'artillerie. Cependant Carrier et Lebon exécutaient l'infernale loi des suspects; Custine et Houchard, généraux célèbres, payaient leur modération de leur tête; Dumouriez, craignant le même sort après la défaite de Nerwinde, livrait à l'ennemi les commissaires de la Convention et les lignes de Wissembourg. A Paris, le comité de salut public envoyait chaque jour à l'échafaud des charretées de victimes, tandis que les conventionnels, députés exprès, inondaient aussi les provinces du sang le plus noble et le plus pur. Nommons parmi les victimes la reine Marie-Antoinette, sa sœur madame Elisabeth, le philosophe Condorcet, le poëte Chénier, *qui sentait là quelque chose*, disait-il en se frappant le front, et le chimiste Lavoisier, qui ne put obtenir un jour pour vérifier une découverte probable et d'un immense résultat. Robespierre, qui ne pouvait souffrir d'égal, leur associa Danton, son ami et son complice. Déjà à la place du catholicisme aboli, on avait décrété et célébré une fête en l'honneur de la déesse Raison, représentée par une
1794. danseuse de l'opéra; bientôt on décréta l'existence d'un Etre-Suprême et l'immortalité de l'âme. Robespierre fut le prêtre du nouveau

culte. Il en célébra les rites avec la plus grande pompe, sans prévoir l'orage qui grondait sur sa tête. Tallien, qu'il menace, le démasque à la Convention. En vain essaie-t-il de résister encore : le 28 juillet 1794 (9 thermidor an III, style de la république), il est traîné à l'échafaud avec Henriot, Saint-Just et ses autres brigands affidés. L'année suivante, les Jacobins 1795.
firent plusieurs tentatives pour ressaisir le pouvoir et ramener le règne de la terreur : mais ils furent toujours déjoués. En même temps la pacification de la Vendée par Hoche et la défaite des émigrés à Quiberon ôtèrent tout espoir de réaction aux Royalistes. Le 5 octobre (13 vendémiaire an IV) la Convention qui préparait une constitution nouvelle, soulève contre elle les sections de Paris. Bonaparte lui procure la victoire en mitraillant le peuple sur les degrés de Saint-Roch, et elle cède d'elle-même l'autorité aux deux conseils électifs des Anciens et des Cinq-Cents, et à un Directoire exécutif composé de cinq membres.

L'honneur français, dit-on, s'était réfugié aux armées, dont les exploits étonnaient le monde. Aux Pays-Bas, la victoire de Hondscoote (1793) était bientôt suivie d'une autre victoire remportée par Jourdan à Wattignies. En Alsace, Hoche avait repris les lignes de Wissembourg et repoussé les Allemands au delà du Rhin. L'année suivante, Jourdan s'ouvrait la Belgique par la victoire de Fleurus, où l'on fit usage d'un aérostat pour reconnaître les lignes de l'ennemi, et en 1795, Pichegru, franchis-

sant les fleuves sur la glace, conquérait au cœur de l'hiver toute la Hollande, qui se déclarait République Batave. Une trêve avec l'Autriche pouvait amener la paix : mais les événements l'éloignèrent.

## DIRECTOIRE.

Ennemi de la terreur et de toute anarchie, mais non pas d'une licence effrénée dans les mœurs, le Directoire commença par la pacification de la Vendée, le rétablissement des écoles et la promulgation du système métrique, dont les savants français ont doté le monde. Mais tous ses soins ne purent rendre la vie au fils de Louis XVI, qui mourut, dans la prison de son père, des mauvais traitements que son gardien, le cordonnier Simon, lui avait fait souffrir pendant la terreur.

1796. Au dehors, Jourdan vaincu à Bamberg en Bavière, reculait jusqu'au Rhin, et Moreau, découvert par cette défaite, rentrait dans Huningue, après avoir traversé cent lieues de pays ennemi et déjoué toutes les attaques d'une armée. La Corse était reprise aux Anglais, l'Irlande attaquée par Humbert. Mais rien n'est comparable à la campagne d'Italie. Bonaparte, général à vingt-six ans pour son exploit du 13 vendémiaire, prélude par les victoires de Montenotte, de Novi, de Lodi surtout et de Pizzighitone, à l'occupation complète du Milanais. Il assiége Mantoue, que trois armées autrichiennes vont défendre : leur défaite immortalise Castiglione, Arcole et Rivoli. Le vain-

queur d'Arcole marche à Vienne épouvantée, 1797.
renverse devant lui tous les obstacles et ne s'arrête enfin que pour signer le traité de Campo-Formio, qui donna la Belgique à la France, et pour fonder en Italie deux républiques, Ligurienne et Cisalpine, ayant Gênes et Milan pour capitales.

Au dedans, les royalistes, les anarchistes de Grenelle, Babœuf, Poli et tant d'autres conspiraient en vain contre le Directoire. Le 4 septembre (18 fructidor), le lieu des séances des conseils fut militairement occupé par Hoche, Augereau et l'armée d'Italie. Cinquante-et-un représentants, deux directeurs et des journalistes furent exilés au milieu des sables brûlants de la Guyane ; le parti victorieux ramena presque
la terreur. Bonaparte cependant envoyé en 1798.
Egypte, effaçait la victoire des Anglais sur la flotte française à Aboukir, par celles qu'il remportait lui-même aux Pyramides et au Thabor, et par la prise du Caire. En Europe, l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, avait ramené les hostilités. Tandis que le russe Suwarow marchait sur l'Italie, Masséna soumettait la Suisse, et un détachement français fondait la République Romaine. Mais bientôt l'Italie fut reprise sur Moreau et Joubert, réduits à une trop faible armée. Vainqueur à Cassano, à la Trébie, à Novi, Suwarow marchait sur la Suisse pour pénétrer en France, quand Masséna le vainquit à Zurich. Soudain l'Italie fut reconquise, et Brune, vainqueur de la Hollande, rétablit la République Batave.

Le Directoire était intérieurement attaqué. Bonaparte, informé des troubles, n'hésite pas à abandonner l'Egypte en fugitif, franchit la Méditerranée au milieu des vaisseaux anglais et arrive à Paris. On feint une conspiration. Les conseils sont convoqués à St-Cloud. A la tête
1799. de la garde du Directoire (18 brumaire), Bonaparte gagne les Anciens, disperse les Cinq-cents par la force des bayonnettes, et fait rédiger une constitution nouvelle qui remplaçait le Directoire par trois consuls, et les deux conseils par le Corps-Législatif et le Sénat-Conservateur. Un Tribunat élaborait et proposait les lois.

CONSULAT.

Tandis que quarante mille vieux soldats, envoyés à St-Domingue, soumettaient les noirs révoltés, et Toussaint Louverture, leur chef, Bonaparte, nommé premier consul, triomphait
1800. des Autrichiens à Marengo, et Moreau, vainqueur à Hohenlinden, menaçait Vienne. La paix conclue à Lunéville agrandit encore la France. La Suisse et l'Italie furent sous sa protection; le Piémont lui appartint; l'Espagne et l'Angleterre virent leur orgueil abaissé par le traité d'Amiens.

1802. Bonaparte, déclaré consul à vie, échappait avec peine aux conspirations nombreuses dirigées contre lui. Dans l'une d'elles furent impliqués Pichegru, Cadoudal et surtout Moreau l'idole de l'armée française; les deux premiers furent condamnés à mort, et le troisième exilé

de France. Cependant Bonaparte avait redoublé sa garde. Malgré le supplice injuste du duc d'Enghien, il s'était presque réconcilié avec le clergé et les nobles, en recherchant ceux-ci et en protégeant de tout son pouvoir la religion catholique rétablie. Le Tribunat lui décerna d'une voix unanime la couronne impériale. Le pape Pie VI vint le couronner à Paris, et sanc- 1804.
tionner ce que les Royalistes ont appelé une usurpation coupable. Bonaparte empereur prit le nom de *Napoléon.*

## EMPIRE.

Napoléon, maître de Milan, signala les commencements de son règne en changeant en royaume la République Cisalpine, et il alla prendre à Rome la couronne de fer des 1805.
Lombards. Cependant l'empereur de Russie, Paul I^er^, son plus grand admirateur, était mort assassiné. L'Angleterre, la Suède, l'Autriche et la Russie se liguent contre la France. A cette nouvelle, Napoléon se met en campagne, force dans Ulm une armée entière à capituler, et défait complètement à Austerlitz les deux empereurs François et Alexandre, ce qui amène la paix de Presbourg. Partout victorieux, il met son frère Joseph sur le trône de Naples (30 mars 1806), et Louis, son autre frère, sur celui de Hollande (24 juin 1806). La Confédération Germanique le reconnaît pour son protecteur. La Prusse, en s'unissant à l'Angleterre, ne fait que préparer à la France de nouveaux triomphes. Napoléon passe à Iéna,

1806. et déjà Berlin est en son pouvoir. L'année suivante, la campagne de Russie, si justement célèbre par les victoires d'Eylau et de Friedland, force enfin les nations confédérées à signer en 1807 le traité de Tilsit. Les départements français s'étendent de Rome à Hambourg. Jérôme Bonaparte devient roi de Westphalie (18 août), et la Suède, espérant enfin recouvrer sa gloire sous les auspices de la France, demande et obtient Bernadotte (1810) pour la gouverner.

A la gloire du conquérant, Bonaparte sembla vouloir joindre alors la gloire du pacificateur. Tout pliait sous son despotisme absolu que faisaient presque chérir les orages révolutionnaires auxquels on était échappé. Le clergé était rétabli. Une nouvelle noblesse et les restes de l'ancienne environnaient le trône. Un code de lois éclairait des juges intègres, tandis qu'une police, vraie inquisition politique, faisait tout trembler sous son autorité investigatrice, et que la conscription recrutait nos armées décimées par leurs propres succès.

Napoléon n'avait plus pour ennemi que l'Angleterre, contre laquelle il établit un blocus continental qui en ruinait tout le commerce.
1807. Le Portugal refusa seul d'accéder à ses vues; aussitôt une armée envahit le royaume et réduisit le roi à fuir dans ses colonies du Brésil. L'Espagne avait été jusqu'alors l'alliée fidèle de la France. Profitant de quelques démêlés entre Charles IV et son fils Ferdinand, Napo-
1808. léon les fait prisonniers tous deux, et donne

la couronne des Espagnes à son frère Joseph, qui cède Naples à Murat, son beau-frère. L'Espagne se leva contre l'usurpateur, et des milliers de Français, dont elle devint le tombeau, achetèrent de leur sang quelques victoires éphémères. Saragosse et Taragone furent prises d'assaut après une défense héroïque. Partout où les Français paraissaient, ils étaient victorieux : mais des nuées de guérillas les minèrent sans cesse, et Wellington prouva d'abord à Salamanque (1812) et à Vittoria (1813), et plus tard dans les plaines mêmes de la France, que Napoléon n'était pas invincible. C'est à cette malheureuse guerre que l'on attribue communément la décadence de ses affaires et sa chute.

Au moment même où l'Espagne luttait avec 1809.
énergie pour la défense de sa liberté, l'Autriche fatiguée avait été obligée de prendre les armes. Soudain Napoléon triomphe à Esling et à Wagram, et contraint l'empereur à lui donner en mariage l'archiduchesse Marie-Louise. Il lui fallut répudier Joséphine de Beauharnais, qui abandonna avec résignation une couronne, dont elle avait adouci l'éclat par ses vertus et sa bonté. Un an après, la fortune accorda à l'empereur un fils, qu'il décora du titre de roi de Rome, Pie VI ayant été dépouillé sous un prétexte frivole du patrimoine dont les Carlovingiens avaient doté l'Eglise.

Napoléon ne terminait une guerre que pour en commencer une autre. Tout à coup il rompt

1812. avec la Russie en l'accusant d'avoir violé le traité de Tilsit. Parti de Vilna au mois de Juin 1812, il traverse le Dniéper et la Dwina, s'empare des ruines enflammées de Smolensk, dompte à Borodino toutes les forces de la Russie et entre victorieux à Moscow. Bientôt l'incendie l'oblige à évacuer la ville qu'il fait piller auparavant. Les Français reprennent le chemin de Smolensk que leur premier passage avait rendu entièrement désert. Pressés par la famine et le froid le plus affreux, ils arrivent enfin à la Bérésina, où tous les bagages, deux cents pièces de canon et vingt mille hommes restent au pouvoir de l'ennemi. Le nombre des morts était incalculable. Napoléon rentre de nuit dans sa capitale, après avoir abandonné son
1813. armée. En vain est-il encore vainqueur à Lutzen et à Bautzen : l'Europe entière et l'Autriche elle-même se déclare contre lui. Complétement défait à Leipsig, il ne dut son salut qu'au dévouement de sa garde.

Cependant la France perdait toutes ses conquêtes. Déjà les Russes et leurs alliés avaient
1814. pénétré dans quelques provinces. Napoléon fait un dernier effort, rappelle son ancienne et brillante énergie, vole attaquer Blücher avec soixante mille hommes, le bat à Montmirail et les Autrichiens à Montereau. Mais il apprend que Bordeaux a ouvert ses portes, que Wellington est entré en France. Paris se rend le 30 mars; les Bourbons reviennent avec les vainqueurs, et Napoléon abandonné va expier

dans une petite île son despotisme, ses trophées et sa gloire.

RESTAURATION.

Louis XVIII, frère de l'infortuné Louis XVI, fit le 3 mai son entrée solennelle à Paris ; et quelques jours après il donna par la déclaration de Saint-Ouen, une constitution nouvelle qui fut appelée Charte. Mais les partis n'étaient point réconciliés. Rappelé par l'armée et protégé par des ministres perfides, Napoléon débarque à Cannes et arrive en vingt jours à Paris, tandis que les Bourbons cherchent un asile à Gand. Soudain le midi et la Vendée se soulèvent ; Wellington et Blücher envahissent la France par la Belgique. Indécis et plein d'inquiétude, Bonaparte vole à la tête de ses vieux bataillons, bat les Prussiens à Fleurus, et perd à Waterloo, avec son trône d'un moment, les braves auxquels il devait une grande partie de sa gloire. Les Anglais, auxquels il se livra, l'emprisonnèrent sur les rochers de l'île Sainte-Hélène, où il termina, en 1821, une carrière marquée depuis lors au sceau de l'infortune.

Louis XVIII. 1814. 1815.

Rentré à Paris le 8 juillet, Louis s'occupa de fermer les plaies de l'état, et il y parvint en maintenant la paix avec les puissances étrangères, et le calme intérieur contre les mécontentements et quelquefois les troubles. L'esprit de parti fit encore des victimes. On distingue parmi elles le duc de Berry, neveu du roi, qui périt assassiné sous le fer du fanatique Louvel. 1820.

Depuis la fameuse invasion de l'Espagne, cette riche contrée était aussi la proie des factions. Les Cortez établies pendant la captivité de Ferdinand, voulaient donner au gouvernement des formes plus républicaines. Le duc d'Angoulême, frère aîné du duc de Berry, s'empressa, à la tête des armées françaises, de
1823. secourir un prince de sa famille. Entré en Espagne, il battit les troupes des Cortez à Logrono, et délivra le monarque captif en s'emparant de Cadix.

Louis survécut peu à ce grand événement politique. Il mourut au mois de septembre 1824. Charles X, son frère, lui succéda.

Charles X. 1824. Les commencements du nouveau règne annonçaient un long calme; et en effet, il ne fut troublé au dehors que par les secours accordés aux malheureux Hellènes et par l'occupation d'Alger.

La Grèce avait secoué depuis longtemps le joug affreux de la Turquie. Abandonnée à elle-même, elle se minait par ses succès autant que par ses désastres, lorsque la France, l'Angleterre et la Russie intervinrent. Une escadre anéantit à Navarin la flotte des Musulmans. L'année sui-
1828. vante, une division française passe en Morée, enlève Navarin, Coron et Modon, et contribue glorieusement à faire reconnaître par la Turquie l'indépendance de la Grèce.

1830. Une insulte au consul français amena la guerre avec la régence d'Alger. L'armée française débarqua en Afrique le 10 juin, et le 5 juillet elle entrait victorieuse dans une capitale,

que ni Charles-Quint au temps de sa plus grande puissance, ni les Anglais, malgré leur marine, n'avaient pu jadis emporter.

Au dedans, une révolution menaçait la France. La Chambre des députés deux fois dissoute revint deux fois avec une majorité hostile au pouvoir. Le ministère eut recours aux coups d'état. Le 25 juillet 1830, des ordonnances suspendent la liberté de la presse, changent le mode d'élection, dissolvent la Chambre avant même qu'elle se fût constituée, et en convoquent en même temps une nouvelle. Soudain une collision se manifeste, à Paris, entre le peuple et l'armée. Pendant trois jours le sang français inonde et souille les rues de la capitale. Mais la garde royale est vaincue; Charles X abandonné va s'embarquer à Cherbourg, et le duc d'Orléans est proclamé roi sous le nom de Louis-Philippe.

---

## CHAPITRE XXV.

Des Arts, des Sciences et des Lettres, depuis Charlemagne jusqu'à l'avénement de Louis XVI.

L'impulsion que Charlemagne avait prétendu donner aux lettres et aux arts, s'était promptement affaiblie au milieu des guerres de ses successeurs. La France ne connaissait que des nobles et des serfs; ceux-ci trop abrutis par le despotisme et condamnés à une vie toute positive; et ceux-là trop orgueilleux de leur naissance et de leur supériorité pour apprendre même à lire et à signer leurs noms: aussi trouve-t-on fréquemment dans les actes du temps que *ledit seigneur a déclaré ne savoir signer*, *attendu sa qualité de gentilhomme*. Jusqu'au douzième siècle, les moines seuls conservèrent quelque connaissance de l'antiquité, et s'adonnèrent à des études imparfaites. C'est de l'Eglise qu'on voit sortir Gerbert, à qui nous devons la numération des Arabes; Flodoard, Hincmar, qui nous ont laissé des chroniques; Roscelin, Abailard, Pierre de Blois, qui se distinguèrent dans la philosophie de l'époque ou Scolastique; saint Bernard, la lumière de son siècle; Suger enfin, ministre de Louis VII, et tant d'autres, non moins célèbres par leurs talents, et qui seraient aussi nos modèles, s'ils étaient nés dans les conditions nécessaires au plein développement de leur génie. L'architecture seule échappa en partie au désastre universel; et elle le dut en-

core à l'Eglise. On voyait surgir sur tous les points de la France ces basiliques gothiques, surmontées de leurs clochers et de leurs flèches, flanquées à droite et à gauche de deux tours massives et ornées soit de leurs mille découpures dentelées, soit de leurs bas-reliefs allégoriques : mais la nudité de leurs murs n'était couverte ni par les tableaux, ni par les peintures à fresques, ni par les statues que nous admirons aujourd'hui.

Il y eût sous les Carlovingiens quelque commerce. Lyon, Arles, Marseille, Narbonne envoyaient échanger contre les chevaux d'Espagne, contre le fer, l'étain et le plomb d'Angleterre, contre les fourrures du Nord, ou la gaze, les huiles et le papier de l'Orient, tantôt le miel, le vin, le sel, tantôt les poteries et les cuivres ouvragés de la France. Les caravanes de marchands rapportèrent aussi les découvertes utiles de l'Asie et des autres contrées; mais souvent il s'écoula des siècles avant que nos aïeux songeassent à les imiter. La France revendique à son tour la première horloge à balancier, qui parut sous Hugues Capet, la boussole, connue depuis longtemps des marins provençaux, lorsque Gioia d'Almalfi la rendit d'un usage général au douzième siècle, et surtout la fondation de la première université.

Dès le onzième siècle, les écoles de Paris et de Montpellier étaient renommées dans toute l'Europe. Pendant le cours du siècle suivant, les professeurs libres des écoles de Paris se formèrent en corporation sous le nom d'Univer-

sité, à cause de l'universalité des sciences qu'ils avaient la prétention d'enseigner. Philippe-Auguste leur donna une charte en 1200, et leurs premiers statuts en 1215, époque où furent établis à Paris les premiers colléges. Les rois ne cessèrent depuis d'accorder à l'Université leur protection et de grands priviléges, tels qu'une exemption des charges, et une juridiction indépendante, comme était celle du clergé. Charles V fonda à Paris plus de vingt colléges, et sous Charles VII on y comptait vingt-cinq mille étudiants, pour la plupart hommes faits, qui accouraient de toutes les parties de la France et des différentes contrées de l'Europe. Malheureusement les méthodes étaient plus propres à étouffer qu'à développer le génie. On n'étudiait ni la langue nationale, ni les modèles de l'antiquité. Comme le latin était encore le langage exclusif des savants et des tribunaux, on se hâtait d'en acquérir une connaissance imparfaite en effleurant successivement la grammaire, la rhétorique et la dialectique; puis l'on s'adonnait tout entier au droit, à la médecine ou à la théologie. Louis XI protégea ces différentes branches, et, sous son règne, l'extraction de la pierre fut opérée pour la première fois sur un criminel, à qui le monarque fit grâce de la vie. Mais il ranima aussi l'étude de la littérature ancienne. Plusieurs Grecs, attirés par ses largesses, vinrent se fixer à Paris, et l'étude de la langue d'Homère ne fut plus interrompue jusqu'à la fondation du Collége royal par François I^er^. Le règne de Louis XI vit encore

fleurir le commerce intérieur et extérieur. Les manufactures de Rouen, d'Amiens et de Reims, encouragées par ce prince, reprenaient une nouvelle vie. Le midi se couvrait de mûriers et de vers à soie, et Tours voyait les ouvriers de l'Italie et de la Grèce établir dans ses murs la première manufacture de soierie.

Alors commençait à se développer d'une manière suivie la littérature nationale. Quand les peuples de Germanie s'étaient fixés dans les Gaules, ils avaient adopté la langue des vaincus, c'est-à-dire la langue latine, mais en la défigurant par leur prononciation étrangère et par l'introduction de mots teutons. De ce mélange naquit la langue romane, qui se développa avec lenteur. Il nous en reste un fragment du règne de Charles le Chauve : déjà l'on pouvait voir ce que deviendrait ce jargon informe, quand il aurait été poli par le temps. Ce fut vers le onzième siècle que la poésie s'empara la première de l'idiôme national. Il était alors divisé en deux dialectes, la langue d'*hoc* ou provençale, qui se rapprochait plus du latin et qui avait conservé une prosodie plus harmonieuse ; la langue d'*oui* entée de mots germains en plus grand nombre et moins accentuée, mais plus énergique. Chaque dialecte eut ses modèles, le provençal dans les troubadours, et le français dans les trouvères. On voyait les uns et les autres parcourir les châteaux et les cours, embellir les fêtes de leurs chants improvisés, et faire connaître aux chevaliers d'autres plaisirs que les combats et les

armes. Ce fut la première époque de civilisation chez les Français. La chanson, la ballade, le sonnet et d'autres genres moins connus, tels que la pastourelle, le tenson et la sirventé durent leur naissance aux troubadours; mais les trouvères picards et anglo-normands imaginèrent à leur tour le conte ou nouvelle, le poëme allégorique, le fabliau et le lay d'amour. Parmi ceux-ci, on cite encore aujourd'hui Robert Wace, Marie de France, Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, Thibaut IV de Champagne, amant de la reine Blanche, et Guillaume de Lorris, à qui nous devons le plus ancien roman, celui de la Rose. Les troubadours de leur côté nous offrent Guillaume XI de Poitiers, Richard Cœur-de-Lion, et le Dauphin d'Auvergne : mais il nous reste à peine quelques monuments de leurs ouvrages, parce que le provençal dégénéra assez promptement en patois, ou se confondit, sous la maison d'Anjou, avec la langue italienne.

Cependant la langue d'*oui* se polissait peu à peu à la cour de France. Dès le règne de saint Louis paraissent deux historiens, Ville-Hardouin et Joinville, qui commencèrent à fixer la langue, comme on peut s'en convaincre en lisant leurs écrits. L'art oratoire resta encore dans l'enfance, et l'on n'en parle guère qu'au temps des premiers Valois. Sous Charles V, se prononça la première oraison funèbre dont il soit question dans notre histoire, celle de Duguesclin. Sous Charles VI, quand le duc de Bourgogne fut accusé du meurtre du duc d'Or-

léans, il y eut lutte, pour l'attaque et pour la défense, entre différents orateurs; et l'histoire, qui nous a conservé les noms de quelques-uns d'entre eux, nous a conservé aussi le souvenir du mauvais goût qui régna depuis lors jusqu'à Louis XIII. L'orateur du duc de Bourgogne, Jean Petit, divisa son apologie en douze points, en l'honneur des douze apôtres, et l'orateur de Valentine crut devoir également réfuter Jean Petit en douze points, pour ne pas montrer moins de mérite. Plaignons ceux qui durent écouter leurs discours.

Cependant Jean de Meung rappelait dans ses poésies les anciens trouvères; Charles d'Orléans déplorait les ennuis de sa captivité et les malheurs de la patrie; Villon enfin *débrouillait l'art confus de nos vieux romanciers*, et devait à ses vers, sous Louis XI, la vie que ses escroqueries le faisaient condamner à perdre. Dans les mémoires et les chroniques, Froissard, Monstrelet, Alain Chartier, Juvénal des Ursins marchaient en avant sur les traces de Ville-Hardouin et de Joinville. A leur exemple, Gaguin fouillait dans nos antiquités nationales, pour en faire jaillir quelques lumières, et Philippe de Commines, successivement ministre et favori de Philippe le Bon, de Charles le Téméraire, de Louis XI et de Charles VIII, dévoilait les événements du temps, et les négociations astucieuses ou les faits d'armes auxquels il eut grande part. Le papier de linge, devenu plus commun, et la découverte de l'imprimerie en Allemagne, facilitaient les moyens

d'écrire et de s'instruire. Ce fut Louis XI qui appela à Paris les premiers imprimeurs. Malgré tous les efforts de ce prince, les lumières étaient si peu communes, qu'ils faillirent être massacrés par la populace, qui les accusait de sorcellerie.

Bientôt parut François Ier. A la gloire militaire, ce prince joignit une gloire plus pure, celle de restaurateur des sciences et des lettres. La science avait été jusqu'alors comme l'apanage exclusif de quelques hommes privilégiés, et c'était sur les marches du trône que l'on rencontrait presque toujours nos premiers historiens et nos premiers poëtes. François Ier popularisa les lettres et la connaissance de l'antiquité. Ses fêtes brillantes appelaient à la cour et les savants et les seigneurs, qui se prêtaient un mutuel relief, et la langue se polissait en même temps que les mœurs. Le Collége de France, où des professeurs payés par le monarque donnaient gratuitement leurs savantes leçons, releva en quelques années l'étude des mathématiques et des langues anciennes et orientales. Il fallut appeler d'abord des étrangers pour remplir les différentes chaires. Mais bientôt les Duhamel dans les sciences, les Dubois et les Ambroise Paré en médecine, les Despautère, les Restaut et l'imprimeur Robert Etienne pour la philologie latine et grecque, se montrèrent les dignes émules de leurs maîtres. L'ordonnance qui prescrivait de rendre en français les jugements et les actes publics, jusqu'alors écrits en latin, contribua également

au perfectionnement des deux langues; car en portant les bons esprits vers une étude plus grande de la langue maternelle, elle proscrivait le jargon barbare que l'on prenait bien à tort pour le langage de Cicéron et de Virgile. Aussi le barreau nous offre-t-il aussitôt des noms qui échappent à l'oubli. C'est le chancelier Duprat, dont la corruption surpassait malheureusement le génie; c'est Marillac et surtout Montholon, qui plaida pour la duchesse d'Angoulême dans le fameux procès du connétable. La philosophie, se débarrassant d'une vieille routine qui la captivait depuis des siècles, offrit également des modèles pour le raisonnement, la langue et le goût dans les écrits du sceptique Montaigne, et surtout de Rabelais, qui voila sous une allégorie bouffonne la dangereuse liberté d'un esprit satirique et réformateur. A leur côté se range Calvin, plus connu par ses opinions religieuses que par ses écrits, mais dont l'influence eût été moins pernicieuse, s'il n'eût joint à l'indépendance de la pensée tous les charmes du style.

François I^er^ lui-même et Marguerite de Navarre, sa sœur, cultivèrent la poésie. Leur gloire a été éclipsée par celle de Marot, qui sut tirer de son âme une foule de pièces d'une délicatesse charmante, et qui eut le mérite de les rendre avec une précision et une netteté admirable dans un langage à peine formé. Marot fut tour à tour protégé pour son génie et persécuté pour sa tendance au calvinisme; mais lorsqu'il fut réduit à quitter la France,

il trouva toujours un asile soit en Navarre, auprès de Marguerite, soit à la cour de Ferrare, auprès de la duchesse Renée de France, fille de Louis XII. Parmi tous ceux qui se piquèrent de rimer, St-Gelais seul et François I^er^ approchèrent de son talent. Gaillard a fait connaître par extrait les poésies manuscrites du monarque. On y trouve du sentiment, de la finesse et du style, et l'on conçoit que St-Gelais ait pu l'appeler sans trop de flatterie *le prince des poëtes et des rois*.

La France vit aussi se développer sous François I^er^, la peinture, la sculpture et l'architecture. L'Italie nous fournit des maîtres. Les bienfaits du monarque attirèrent successivement Léonard de Vinci, Il Rosso, que nous nommons maître Roux, Cellini, Salviati et Le Primatice. Ce dernier contribua surtout à la renaissance du goût pour les arts, soit par les travaux qu'il exécuta lui-même, surtout à Fontainebleau, soit par les antiques qu'il apporta d'Italie et qui pour la plupart furent aussitôt jetés en bronze. Sous leur direction, la France vit des artistes célèbres sortir bientôt de son sein. Le château de Chambord et le Louvre, commencés sous François I^er^, sont dus aux dessins des Français. Germain Pilon, Philibert Delorme et Jean Goujon couvrirent le royaume de leurs sculptures, que l'on admire encore aujourd'hui et qui serviront toujours de modèles. La peinture seule ne fut point naturalisée.

Ainsi un heureux succès avait couronné les

nobles efforts de François Ier. Le goût pour la littérature et les arts se perpétua après lui malgré toute la fureur des guerres civiles. Turnèbe, Muret, Henri Etienne, dans l'imprimerie et la littérature ancienne; Dumoulin et Cujas, dans la jurisprudence; Charron, dans la philosophie, suivirent heureusement les traces de leurs devanciers. Amyot, dans la traduction des vies de Plutarque, et la Satire Ménippée, imprimèrent à la langue française plus d'élégance et de flexibilité. Ronsard et son école faillirent, il est vrai, fourvoyer la poésie française en faisant d'elle un jargon moitié français, moitié grec et latin; mais leur exemple ne fut point suivi, et ils ne firent que retarder un instant les progrès que la poésie devait faire.

Quand Henri IV vainqueur eut éteint l'esprit de révolte et ramené la paix, l'amour des lettres reprit un essor que Richelieu sut augmenter sous Louis XIII. Aussi, tandis que les arts développaient leurs richesses dans la construction des Tuileries, du Luxembourg, du Palais-Royal, que commandaient tour à tour Marie de Médicis et le ministre, Malherbe donnait enfin à la poésie française le nombre et la cadence qui lui avaient manqué jusqu'à ce jour; Regnier, dans ses satires naïves, et Rotrou, dans ses tragédies, obéissaient aux règles qu'il avait posées par son exemple; Voiture et Balzac, dans leurs écrits d'ailleurs très-défectueux, donnaient à la prose française un nouveau charme; Vaugelas publiait sa grammaire, et

Corneille assurait déjà la prééminence de la France sur les théâtres étrangers. C'est au règne de Philippe le Bel qu'il faut rapporter les représentations scéniques. Dans les occasions importantes, de midi à cinq heures et pendant plusieurs jours, on allait admirer au théâtre soit les mystères de la religion ou les légendes des Saints, qu'avait mises en action le génie du temps, soit des allégories morales ou quelquefois politiques, mais dans ce cas à la louange du gouvernement et des princes. Le goût s'épura, lorsque des traductions assez faibles eurent fait connaître, au temps de François I^er, quelques-uns des chefs-d'œuvre de la Grèce. Jodelle, sous Henri II, essaya le premier de les imiter. Les succès qu'il obtint encouragèrent une foule de poëtes inconnus, parmi lesquels on distingue cependant Mairet, dont la Sophonisbe fut représentée sept ans avant le Cid, et Tristan, qui s'acquit tous les suffrages par la tragédie de Marianne. Rotrou les dépassait dès ses premières années par les qualités qui font le poëte tragique; mais son Venceslas, qui est resté au théâtre, fut postérieur aux chefs-d'œuvre de Corneille. A Corneille seul revient donc la gloire d'avoir formé la scène française, en donnant à la pensée et au style une grandeur qui leur avait été jusqu'alors entièrement étrangère. Le Cid, les Horaces, Cinna et Polyeucte seront dans tous les temps des modèles de goût. Mais Corneille écrivit trop longtemps, et les pièces qu'il composa dans sa vieillesse ne méritent que trop

la réprobation infligée par Boileau et confirmée unanimement par la postérité.

Enfin parut Louis XIV, qui dota à la fois son royaume de tous les genres de gloire. La justice trouva de mâles organes dans les Molé, les Talon, les Bignon, les Lamoignon, les d'Aguesseau. Bourdaloue et Massillon, dans la chaire chrétienne, prêtèrent à la religion une éloquence qui rappelait celle des Chrysostôme et des Basile. Fénelon, tour à tour poëte et philosophe religieux, écrivait pour le duc de Bourgogne, son élève, et l'admirable épopée de Télémaque et le traité profond de l'Existence de Dieu. Avant lui, Bossuet, déjà célèbre par ses sermons, mais surtout par ses oraisons funèbres, où il foudroya, en leur rendant hommage, le monde et ses vanités que les hommes appellent grandeurs; Bossuet avait composé pour l'instruction du premier dauphin, son Histoire universelle, dans laquelle il montre à chaque instant le doigt de Dieu à travers les révolutions des anciens empires, *se faisant ainsi*, comme le dit La Harpe, *l'historien de la Providence*. Le jésuite Pétau, l'oratorien Mabillon, le savant Huet, évêque d'Avranches, se distinguèrent par leur érudition et par une sage critique des temps anciens. Tandis que La Rochefoucauld, dans ses Maximes, La Bruyère, dans ses Caractères, Madame de Sévigné, dans ses lettres, nous traçaient tour à tour et les vertus et les travers de l'esprit humain, l'histoire en développait les tristes suites. Parmi ceux qui la cultivèrent

avec succès, il faut citer Mézerai, Rollin, le père Daniel, le cardinal de Fleuri, le père d'Orléans, Rapin Thoiras et enfin Vertot, qui l'emporte sur ses rivaux pour le style et la noblesse; mais la fidélité ne dirigea pas toujours sa plume.

Alors aussi la philosophie abandonna les vieux errements qui entravaient sa marche. On ne se traîna plus sur quelques opinions d'Aristote admises sans examen et souvent fausses. Descartes osa penser par lui-même; car il fallait encore de l'audace, et ses opinions trouvèrent de violents détracteurs : mais la vérité se fit jour, et Descartes mérita d'être appelé *le père de la philosophie pensante*. Auprès de lui se rangent, outre Bossuet et Fénélon, Gassendi, qui ressuscita la théorie atomistique de Démocrite et la doctrine épicurienne du plaisir; Pascal, dont les Pensées ont fait époque en philosophie comme les Provinciales dans la langue; Bayle, à qui une érudition immense n'apprit que le scepticisme; Malebranche enfin, qui sut couvrir de fleurs la sécheresse d'une métaphysique aride. Leurs ouvrages, malgré quelques erreurs, sont lus et étudiés encore aujourd'hui, et leur gloire d'ailleurs serait assez belle, quand ils n'auraient fait que détrôner de vieilles erreurs que l'ignorance des siècles avaient consacrées comme des vérités.

Mais tandis que l'éloquence de la chaire, l'histoire et la philosophie répandaient d'utiles leçons qui n'étaient pas toujours comprises, la poésie, prenant aussi le plus bel essor, in-

struisait également les hommes tout en amusant leurs loisirs. Au premier rang se placent naturellement Boileau, qui fronda les ridicules dans ses satires, et qui, dans son art poétique, donna à la fois les préceptes et le modèle du vers français; Molière, poëte et acteur, dont la verve inimitable fouetta les ridicules et les vices, et inventa la comédie de caractère; Quinault, qui sut faire écouter ses opéras pour eux-mêmes autant que pour la musique de Lulli; La Fontaine, trop licencieux dans ses contes, mais dont on relit chaque jour les fables naïves avec un nouveau plaisir; Racine enfin, si amusant dans les Plaideurs, si tendre dans Andromaque et Iphigénie, si passionné dans Phèdre, si tragique dans Britannicus, si grand dans Mithridate et Athalie, et qui trouva si bien l'harmonieux accord de la pensée et du style. Molière mourut dans toute la force de son talent, et Racine cessa de bonne heure de composer des pièces pour le théâtre. Mais Regnard, Bruéys, Campistron, Dancourt, Duché et Lafosse soutinrent encore avec quelque gloire, pendant les dernières années de Louis XIV, l'héritage de ces grands hommes, qu'ils avaient recueilli. D'autres noms acquéraient aussi l'immortalité dans d'autres genres. Rousseau, par ses cantiques sacrés et ses odes profanes; Segrais, par ses églogues; madame Deshoulières, par ses pastorales; La Fare et Chaulieu, par leurs vers anacréontiques, cultivèrent avec succès les Muses françaises. Les Muses latines eurent aussi quelques

favoris. De Santeul, dans ses odes; Rapin, dans son poëme des Jardins; Commire, dans plusieurs de ses pièces, et le cardinal de Polignac, dans son Anti-Lucrèce, tirèrent de la lyre d'Horace et de celle de Virgile, des sons que souvent ces grands hommes n'auraient pas désavoués.

A la gloire littéraire, la France, sous Louis XIV, joignit la gloire des sciences et des arts. Descartes et Pascal se distinguèrent aussi par leurs découvertes dans les mathématiques. L'ingénieur Riquet les appliquait à creuser des canaux; Vauban à fortifier les villes; le père Sébastien à construire pour les manufactures une foule de machines merveilleuses. Samson et Delille créèrent la Géographie. Tournefort et les deux Jussieu enrichirent de plantes nouvelles le Jardin des Plantes, fondé par Richelieu. Perrault et Mansard attachèrent leur nom à la façade du Louvre, au palais de Versailles et à d'autres édifices non moins remarquables par la noblesse et l'élégance de leur architecture. Lesueur, Le Poussin, Le Brun et Mignard, par leurs pinceaux; Puget, Girardon et Coysevox, par leur ciseau; Callot et Nanteuil par leur burin, égalèrent au moins ce que l'antiquité a transmis des Phidias et des Apelle. Enfin, le goût de l'astronomie et de la musique se naturalisa en France avec Cassini et avec Lulli.

Le dix-huitième siècle s'offre à nous avec une physionomie plus positive. Le mécanicien Vaucanson, le physicien Nollet, le chimiste

Lavoisier, le minéralogiste Haüy; Clairvaut et d'Alembert en géométrie, Réaumur et Valmont de Bomare en histoire naturelle, ont fait faire aux sciences d'immenses progrès. La France eùt aussi de grands musiciens et de grands astronomes. La peinture, la sculpture et l'architecture produisirent encore des chefs-d'œuvre, parmi lesquels on distingue la basilique de Sainte-Geneviève, aujourd'hui le Panthéon, qui est dû au génie de Soufflot. Dans les lettres, Lebeau et Velly écrivirent l'histoire; Racine fils laissa sur la religion un poème didactique; Lefranc de Pompignan, des odes estimées; Gresset, quelques comédies et de charmantes pièces fugitives; Crébillon, des tragédies où il répand l'intérêt et la terreur; Gilbert, mort dans la misère à vingt-neuf ans, la satire la plus mordante des vices de l'époque; Montesquieu, ses considérations sur les Romains et son Esprit des lois; Fontenelle enfin, neveu de Corneille, et dont la longue vie appartient à la fois aux deux siècles, quelques églogues ou poésies badines, l'histoire des Oracles, la Pluralité des mondes et d'autres ouvrages qui donnèrent à la philosophie une sorte de popularité, grâce à l'attrait du style.

Du milieu de ces grands noms ressortent cependant Buffon, Jean-Jacques Rousseau et Voltaire. Buffon est un de ces hommes rares qui ont donné à leur diction le caractère de leur génie; historien de la nature, il lui emprunta sa noblesse, sa fécondité et sa majesté.

Rousseau, dans son Emile, dans son Héloïse, et en général dans tous ses écrits, se montra moraliste éloquent et homme sensible; mais on regrette qu'il soit tombé souvent dans la déclamation et le sophisme; qu'il ait plus consulté, en bien des rencontres, le besoin d'innover que la possibilité de le faire; qu'il ait trop cherché à isoler l'homme de son créateur et des principes de la morale la plus commune. Voltaire, emporté par un irrésistible besoin de supériorité, s'attaqua presque à tous les genres. Il est le premier pour les poésies fugitives. Dans la tragédie, OEdipe, Mérope, Alzire, la Mort de César, Mahomet, Sémiramis, marquent sa place à côté de Corneille et de Racine. Ses efforts échouèrent dans le comique et le lyrique; mais plus heureux dans l'épopée, ils produisirent la Henriade, qui rachète un fond assez aride et une faible ordonnance par une grande richesse de versification et de détails. Quand il voulut écrire l'histoire, il se fit de l'histoire de Russie et de la vie de Charles XII deux titres dont le mérite est reconnu chaque jour par la postérité. Heureux, s'il eût moins outragé les mœurs dans plusieurs de ses écrits; s'il n'eût jamais déshonoré sa plume par les injures grossières qu'il prodiguait à ses critiques ou à ses rivaux; s'il n'eût point exercé sa gaieté aux dépens de la religion et de la morale; si, tout en proclamant bien haut la tolérance, il n'eût pas voué au christianisme une haine qu'il emporta avec lui dans le tombeau!

Tels sont les noms glorieux sur lesquels la France s'appuie, quand elle veut soutenir le parallèle avec les plus beaux temps de la Grèce et de Rome. Notre âge n'a point dégénéré des âges précédents. Parmi la foule de savants et de littérateurs qu'un jour voit éclore et disparaître, il est d'autres noms, trop connus pour les redire, qui surnagent déjà environnés de l'estime universelle, et qui iront aussi, de siècle en siècle, consacrer la supériorité de la France dans la littérature, les sciences, l'industrie et les arts.

FIN.

# NOTIONS
## SUR LA GÉOGRAPHIE HISTORIQUE
## DE LA FRANCE.

### I. FRANCE SOUS LA DOMINATION ROMAINE.

Les Romains appelaient *Gaules* tous les pays bornés par l'Océan Atlantique à l'ouest, par l'Océan Germanique et par le Rhin au nord, par ce même fleuve, les Alpes Carniques et Rhétiques, et le Rubicon à l'est, enfin au sud par le golfe de Lyon (*gallicus sinus*), partie de la Méditerranée, et par les Pyrénées qui la séparaient de l'Espagne.

Cette immense étendue de pays était partagée par les Alpes en deux parties : la *Gaule transalpine* relativement aux Romains, ou Gaule proprement dite, qui comprenait toute la France actuelle, et la *Gaule cisalpine*, dont nous n'avons point à nous occuper, parce qu'elle fait partie de l'Italie.

Les principaux fleuves de la Gaule transalpine sont : 1° le *Rhin* (*Rhenus*), qui prend sa source au St-Gothard, traverse le lac de Constance, coule en général de l'est à l'ouest, et va se perdre en quatre branches dans la mer du Nord après avoir reçu la *Moselle*; 2° la *Seine* (*Sequana*), qui, de la Bourgogne où elle prend naissance, se jette au nord-ouest dans la Manche, s'étant grossie de la *Marne*, de l'*Oise*, de l'*Yonne*, etc. ; 3° la *Loire* (*Liger*), qui, des montagnes de l'Ardèche, coule du sud au nord jusqu'à Orléans, et tourne à l'ouest jusqu'à la mer, recevant la *Nièvre*, l'*Allier*, le *Loiret*, etc. ; 4° la *Garonne* (*Garumna*), qui forme la *Gironde* par sa réunion avec la *Dordogne*, et qui des Pyrénées va se jeter dans l'Océan par une embouchure d'environ cinq cents

mètres ; 5° enfin le *Rhône* (*Rhodanus*), qui prend sa source au St-Gothard, comme le Rhin, mais sur les flancs opposés, qui coule à l'ouest jusqu'à Lyon, y reçoit la *Saône*, et tourne tout à coup vers le sud, jusqu'à son embouchure dans la mer Méditerranée.

Les principales montagnes sont au midi, les *Pyrénées* (*Pyrenæi montes*), de la Méditerranée à l'Océan, dont les pics les plus élevés ont de 3000 à 3500 mètres, et les *Alpes* (*Alpes*), qui ont jusqu'à 4800 mètres de hauteur. A l'ouest des Alpes est situé le *Jura* (*Jurassus mons*), sur une chaîne presque parallèle ; ses plus hauts pics ont à peine 1700 mètres. Derrière lui s'étendent les *Vosges* (*Vogesus mons*) au nord et les *Cévennes* (*Cebenna*) au midi, celles-ci à 1300 mètres de hauteur, celles-là avec une élévation presque égale à celle du Jura.

Sous Auguste, la Gaule fut divisée en quatre provinces : la *Belgique*, la *Celtique*, l'*Aquitaine* et la *Narbonnaise*. Probus la partagea en sept : la *Belgique*, la *première* et la *seconde Germanie*, la *Lyonnaise*, la *Viennoise*, la *Narbonnaise*, et l'*Aquitaine*. Dioclétien distingua deux Belgiques, deux Lyonnaises, forma la *grande Séquanaise*, les *Alpes grecques* et les *Alpes maritimes*. Valentinien divisa l'Aquitaine en trois, les *deux Aquitaines* et la *Novempopulanie*. Enfin, sous le règne de Gratien, le nombre de provinces s'éleva à dix-sept, par le partage des deux Lyonnaises en quatre et de la Narbonnaise en deux.

Trois familles, les *Aquitains* au sud, les *Celtes* vers le centre et les *Belges* ou *Kimris* au nord et à l'ouest, se subdivisaient en trois ou quatre cents peuples différents, en général indépendants l'un de l'autre. Voici, dans l'ordre des provinces, les principaux d'entre eux et leurs villes.

Première Narbonnaise : les *Tolosates*, qui faisaient partie des *Volques Tectosages*, cap. *Toulouse ;* les *Volques Arécomices*, cap. *Nîmes*.

Seconde Narbonnaise : les *Salyens*, cap. *Aix*.

ALPES MARITIMES : les *Caturiges*, ville princ. *Embrun* (*Ebrodunum*), métropole.

ALPES PENNINES ET GRECQUES : les *Centrons*, où se trouvait le petit St-Bernard, et les *Vallenses*, villes principales *Martigny* (*Octodurus*) et *St-Maurice* (*Agaunum*).

NOVEMPOPULANIE : les *Ausciens*, cap. *Auch*, métr.

PREMIÈRE AQUITAINE : les *Bituriges*, cap. *Bourges* (*Avaricum*), métropole ; les *Arvernes*, villes princ. *Clermont* (*Arverni*) et *Gergovie* ; les *Cadurces*, cap. *Cahors* (*Divona*).

SECONDE AQUITAINE : les *Bituriges Vivisques*, cap. *Bordeaux*, métropole ; les *Santons*, cap. *Saintes* (*Mediolanum*) ; les *Pictons*, cap. *Poitiers* (*Limonum*).

VIENNOISE : les *Allobroges*, villes princ. *Vienne*, métropole, et *Genève* ; les *Anatiliens*, villes princ. *Tarascon* et *Arles* (*Arelate*) ; les *Marseillais*, cap. *Marseille*.

GRANDE SÉQUANAISE : les *Séquanais*, cap. *Besançon*, métropole ; les *Rauraques*, cap. *Rauracum*, près de Bâle ; les *Helvétiens*, villes princ. *Avenche* (*Aventicum*) et *Zurich* (*Turicum*).

PREMIÈRE LYONNAISE : les *Ségusiens*, cap. *Lyon* (*Lugdunum*), métropole ; les *Eduens*, villes princ. *Autun* (*Bibracte*), *Mâcon* (*Matisco*), *Nevers* (*Noviodunum*).

SECONDE LYONNAISE : les *Véliocasses*, cap. *Rouen*, métropole ; les *Aulerques*, les *Lexoviens*, les *Baiocasses*, etc.

TROISIÈME LYONNAISE, où se trouvaient les villes Armoriques : les *Turons*, cap. *Tours*, métropole ; les *Namnètes*, les *Rédons*, les *Vénètes*, etc.

QUATRIÈME LYONNAISE : les *Sénonais*, cap. *Sens*, métropole ; les *Meldes*, les *Parisiens*, les *Carnutes* et les *Auréliens*, cap. *Orléans* (*Genabum*).

PREMIÈRE GERMANIE : les *Triboques*, cap. *Strasbourg* (*Argentoratum*) ; les *Caracates*, cap. *Mayence* (*Maguntiacum*), métropole.

SECONDE GERMANIE : les *Ubiens*, cap. *Cologne*

(*Colonia Agrippina*), métropole; les *Bataves*, villes princ. *Leyde* (*Lugdunum Batavorum*) et *Nimègue* (*Noviomagus*).

Première Belgique : les *Trévires*, cap. *Trèves* (*Augusta Trevirorum*), métropole; les *Médiomatrices*, cap. *Metz*.

Seconde Belgique : les *Rémois*, cap. *Reims* (*Durocortorum*), métropole; les *Suessions*, les *Bellovaques*, les *Ambivares*, les *Morins*, villes princ. *Térouane* (*Taruenna*) et *Boulogne* (*Gesoriacum*); les *Nerviens*, villes princ. *Bavay* (*Bagacum*), *Tournay* et *Cambray*.

### II. FRANCE SOUS LES CARLOVINGIENS.

Nous examinerons, dans deux paragraphes différents, l'étendue de la France à la mort de Pepin le Bref, ensuite l'étendue et les divisions de l'empire à la mort de Charlemagne.

§ 1. Lorsque Pepin ceignit le diadème arraché au dernier Mérovingien (750), les Francs, qui avaient possédé presque toute la Gaule romaine, reconnaissaient pour bornes, au sud, les Alpes et la Méditerranée jusqu'au Rhône; à l'ouest, une ligne qui de l'embouchure du Rhône joignait les sources de la Loire, suivait ce fleuve dans tout son cours et laissait découvrir la péninsule armoricaine; au nord-ouest, l'Océan septentrional jusqu'à l'embouchure du Rhin; au nord, le Rhin; du nord-est au sud-est, ce même fleuve jusqu'à sa jonction avec le Mein, puis une ligne qui rejoignait la Saala, redescendait ensuite les montagnes de Bohême, suivait le Danube jusqu'au Lech, remontait le Lech jusqu'à sa source, et se dirigeait ensuite vers le lac de Constance et le Rhin. L'Armorique, soumise un instant par Clovis, avait reconquis son indépendance sous le nom de *Bretagne*. Entre la Loire et l'Océan, s'étendait l'*Aquitaine*, tantôt indépendante, tantôt tributaire sous des ducs. Entre

la mer, le Rhône, les Cévennes et les Pyrénées, se trouvait la *Septimanie*, ancienne possession des Wisigoths, que les Arabes d'Espagne avaient conquise. Pepin, dans le cours de son règne (752-768) enleva aux Goths la Septimanie, au duc Waïfre l'Aquitaine tout entière, de sorte que la France avait pour limites au sud les Pyrénées, à l'ouest l'Océan Atlantique. Les victoires que remporta le prince Carlovingien sur différentes tribus germaniques, affermirent les frontières orientales, et forcèrent les *Frisons* et les *Bavarois* à se reconnaître, comme auparavant, tributaires des rois de France.

§ 2. Charlemagne ajouta de vastes états aux conquêtes de son père. A l'ouest, la *Bretagne* reconnut ses lois. Au midi, ses expéditions au delà des Pyrénées, lui donnaient une partie de l'Espagne jusqu'à l'Ebre, selon les uns, mais seulement de la Sègre à la mer, selon d'autres. L'anéantissement de la domination lombarde en 774, valut à la France toute l'Italie jusqu'à Gaëte et le Liris qui limitaient le duché de Bénévent, soumis à Charlemagne comme tributaire, mais non pas comme conquête. Les îles Baléares, la Corse et la Sardaigne avaient suivi le sort des pays voisins. Tout le littoral de l'Adriatique, depuis l'*Aternum* (*Pescara*) jusqu'à Spalatro, moins Venise et quelques autres villes, obéissaient aussi au vainqueur des Lombards. Le traité avec l'empereur d'Orient, Nicéphore, assigna pour limites aux deux empires la Bosna dans tout son cours, la Save depuis sa jonction avec la Bosna, puis, quelques lieues après, une ligne qui s'élevait perpendiculairement jusqu'à la Drave, la Drave elle-même, enfin le Danube jusqu'à la Theiss. La conquête de la Bavière, et les victoires sur les Huns ou Avares, reculèrent les possessions françaises du Lech à la Theiss depuis son embouchure jusque près de sa source. Enfin l'occupation de la Saxe après trente années de guerre, reporta la frontière septentrio-

nale à l'Eyder et à l'Elbe jusqu'à la Saala. En outre, plusieurs tribus germaniques au delà de l'Elbe, avaient été attaquées et à demi soumises, soit comme alliées, soit comme tributaires. C'étaient les Obotrites, les Wiltzes, les Sorabes ou Serbes, les Czèches, les Moraves et les Slaves.

Charlemagne essaya d'établir dans son vaste empire une administration régulière, et il aurait pu sans doute réussir, s'il avait trouvé des successeurs pour continuer son ouvrage. Nous ne parlerons pas ici de la séparation en royaumes, qui n'eut rien de stable, puisque la mort de Charles et de Pepin laissait toutes les provinces, excepté l'Italie, aux mains de Louis le Débonnaire. Les grandes divisions de l'empire s'appelaient *légations;* elles étaient administrées par les *missi dominici*, chargés d'une autorité temporaire, et passant successivement de l'une à l'autre au gré du monarque. La légation se subdivisait en *comtés*, et chaque comté avait sous lui des *vicairies;* il faut y ajouter quelques *duchés* et *baronies*, titres si ordinaires sous les Mérovingiens, et les *marches*, établies sur les frontières pour les protéger et renfermant plusieurs comtés. Chacune de ces subdivisions obéissait à un délégué du prince, agent local et résident, dont l'autorité, toute révocable qu'on l'ait supposée, n'était cependant pas temporaire comme celle des *missi.* Nommons encore les *bourgs* (*pagi*) et les *résidences royales* (*villæ*), qui devinrent avec le temps des villes, et qui se changèrent en *comtés* ou qui donnèrent naissance aux *communes.*

On peut admettre, avec les Bénédictins, que des légations se formèrent les provinces, au milieu de la dissolution de l'empire carlovingien. Cependant, même sous le règne de Charlemagne, on voit déjà les noms de plusieurs d'entre elles, noms qui reproduisent pour l'ordinaire celui des anciens ou des nouveaux habitants. Ainsi l'on trouve du nord-est au nord l'*Avarie* ou *Hunnie*, entre l'Ens et la Theiss,

dont la marche d'Autriche faisait partie ; la *Carinthie,* ville principale : *Villach* ; la *Bavière*, villes princ. : *Ratisbonne*, *Augsbourg* et *Salzbourg ;* l'*Allémannie* ou *Alamanie*, villes princ. : *Constance* et *Coire ;* l'*Alsace,* démembrement de l'Austrasie, ville princ. : *Strasbourg;* la *Saxe*, entre l'Ems, l'Elbe et l'Eyder, où l'on trouvait les *Westphaliens*, les *Ostphaliens,* les *Angariens,* les *Nordalbins* et les *Cisalbins*, villes princ. : *Eresbourg*, *Mersbourg*, *Paderborn*, *Buckholz;* la *Frise*, qui touche et s'unit à la Saxe ; enfin l'*Austrasie*, qui comprenait, entre la Moselle, le Rhin, le Mein et le Rednitz, le duché de France, villes princ. : *Aix-la-Chapelle,* séjour ordinaire de Charlemagne, *Nimègue*, *Héristal*, *Trèves*, *Mayence*, *Thionville* et *Worms*.

Entre l'Océan, la Meuse et la Loire s'étendait la *Neustrie*, dont faisait partie la marche de Bretagne, villes princ. : *Paris*, *St-Omer* (*Sithiu*), *Boulogne*, *Soissons, Laon, Attigny, Verberie, Chierzy, Tours*. A l'est de la Neustrie, la *Bourgogne*, qui comprenait la *Provence* et l'*Helvétie,* avait pour villes princ. : *Lyon* et *Genève*.

L'*Aquitaine*, bornée par la Loire, l'Océan, la Garonne et les Cévennes, était divisée en quinze contrées, savoir : le *Poitou*, cap. *Poitiers ;* le *Berry*, cap. *Bourges ;* la *Saintonge*, cap. *Saintes ;* l'*Angoumois*, cap. *Angoulême ;* l'*Auvergne*, cap. *Clermont ;* le *Limosin*, cap. *Limoges ;* le *Velay*, cap. *le Puy ;* le *Périgord*, cap. *Périgueux ;* le *Bordelais*, cap. *Bordeaux ;* l'*Agénois*, cap. *Agen ;* le *Quercy*, cap. *Cahors ;* le *Rouergue*, cap. *Rhodez ;* le *Gévaudan*, cap. *Javols ;* l'*Albigeois*, cap. *Alby;* et le *Toulousain*, cap. *Toulouse*.

De l'Aquitaine relevaient en quelque sorte 1° la *Septimanie*, villes princ. : *Nîmes*, *Béziers*, *Carcassonne*, *Narbonne ;* 2° la *Gascogne*, au pied des Pyrénées, où l'on trouvait le *Bigorre*, le *Béarn* et la *Basse-Navarre ;* 3° les *marches espagnoles*, divisées en marche de *Gascogne* et en marche de *Gothie* ou

de *Septimanie*, villes princ. : *Barcelone*, *Tarragone*, *Tortone*, *Pampelune*.

Au delà des Alpes s'étendait l'*Italie*, à laquelle se rattachaient le *Frioul*, l'*Istrie*, la *Liburnie* ou *Croatie*, et la *Dalmatie*.

### III. GÉOGRAPHIE POLITIQUE DE LA FRANCE À L'ÉPOQUE DE SA RIVALITÉ AVEC L'ANGLETERRE.

L'empire carlovingien se fondit en sept royaumes, dont la durée fut plus ou moins longue, et en une multitude de fiefs dont les possesseurs prétendirent tous à une indépendance absolue. Dès la fin du dixième siècle, on compte cinquante-cinq comtés, duchés, vicomtés, seigneuries. Le nombre s'en accrut encore avec le temps, et la France entière était morcelée. Parmi ces différents seigneurs, les uns eurent dans l'origine ou acquirent soit par force, soit par des alliances, une puissance souvent égale à la royauté : ce sont les grands vassaux; les autres ou demeurèrent dans la dépendance absolue des premiers, sous le nom de vassaux et d'arrière-vassaux, ou gravitèrent du moins autour d'eux, sans rien oser d'important par eux-mêmes. Deux maisons surtout, celle des rois de France, et les Plantagenêts, parvenus au trône d'Angleterre en la personne de Henri II, tendaient à envahir de proche en proche toutes les provinces. Les crimes de Jean Sans-Terre avaient déjà fait perdre aux Anglais de vastes domaines : cependant il restait à ses successeurs presque tous les pays entre la Loire et l'Océan, quand la rivalité de Philippe de Valois et d'Edouard III mit en feu la France et l'Angleterre.

La formation successive des grands fiefs, avait partagé la France en un certain nombre de provinces. Les unes appartenaient à la couronne, les autres aux Anglais, d'autres enfin aux grands vassaux; et parmi ceux-ci, quelques-uns les possédaient à titre d'héritage; mais plusieurs, issus du sang royal,

les tenaient comme apanage avec les mêmes droi
toutefois que les anciens possesseurs.

Les provinces qui appartenaient au domai
royal, sont : la *Picardie*, la *Champagne*, , l'*Ile-d*
*France*, l'*Orléanais*, la *Normandie*, le *Maine*, l'*An*
*jou*, le *Poitou*, la *Touraine*, le *Berry*, le *Lyonnai*
le *Languedoc*; celles qui obéissaient aux rois d'An
gleterre, sont : la *Guyenne*, la *Gascogne*, le *Pér*
*gord*, le *Limosin*, l'*Agénois*, le *Quercy*, l'*Angoumois*
la *Saintonge*, et enfin le *Ponthieu*, enclave de l
Picardie. Humbert II allait céder à la couronne l
*Dauphiné* (1343), et le roi de Majorque, vendr
(1349) à Philippe de Valois la seigneurie de *Mont*
*pellier*. La Flandre, villes princ. : *Bruges*, *Gand*
*Mons-en-Puelle*, *Cassel*, *Valenciennes*, *Cambray*
avait pour comte Louis de Nevers, qui possédai
aussi le *Nivernais*. Le *Bourbonnais* et la *March*
formaient l'apanage des princes qui étaient issus du
sixième fils de saint Louis. La *Bourgogne* n'étai
point sortie de la famille de Robert, frère de Henri Ier,
laquelle possédait encore l'*Artois*, l'*Auvergne* et l
*Franche-Comté*. Le duché de *Bretagne* allait être
disputé entre Jean de Montfort et Charles de Blois,
qui descendaient des anciens ducs en ligne collaté-
rale. Enfin le roi de Navarre, issu de Louis, comte
d'Evreux, troisième fils de Philippe le Hardi, possé-
dait au midi le *Béarn*, au nord le comté d'*Evreux* et
quelques autres domaines.

Le traité de Brétigny (1360), sanctionnant les
conquêtes d'Edouard III, le relevait de tout hommage
pour les provinces qu'il avait reçues de ses pères,
et ajoutait à ses possessions le *Poitou*, le comté de
*Foix*, de nombreux domaines dans le midi, et dans
le nord *Calais* et quelques dépendances.

A la mort de Charles V, les Anglais ne possédaient
plus que *Cherbourg*, *Brest*, *Mortagne*, *Bordeaux* et
*Bayonne*. Les victoires de Henri V enlevèrent à
Charles VI l'*Ile-de-France*, la *Normandie*, la *Cham-*
*pagne*, la *Picardie* et le *Bordelais*; mais Charles VII

conquit ce que son prédécesseur avait perdu, et s provinces anglaises rentrèrent à jamais sous la domination de la couronne. Le comte de *Foix*, qui ait joué jusqu'alors l'indépendance, dut se soumettre au vasselage. En donnant le *Berry*, l'*Anjou* la *Bourgogne* en apanage à ses trois autres fils, an avait failli ressusciter la féodalité expirante. duc de Berry mourut sans enfants. La maison Anjou et celle de Bourgogne n'existèrent pas ngtemps. A la mort de Charles le Téméraire, uis XI acquit une partie de la *Picardie*, de l'*Artois* la *Bourgogne*. Après Réné d'Anjou, le *Maine*, *Anjou*, et surtout la *Provence*, détachée de la ance depuis plusieurs siècles, reconnurent l'autoé royale.

. GÉOGRAPHIE POLITIQUE DE LA FRANCE A LA MORT DE LOUIS XIV.

Louis XII avait rattaché la *Bretagne* à la couronne r son mariage avec Anne, unique héritière du duché. ançois Ier avait eu le *Bourbonnais*, la *Marche* et *uvergne* par la condamnation du connétable de urbon. Henri IV donna à la France le *Béarn* et le nté de *Foix*. Louis XIII conquit l'*Artois* et le *ussillon*; Louis XIV, la *Flandre*, la *Franchemté* et l'*Alsace*, et ce prince hérita aussi du *Niveris*. Si l'on ajoute à ces provinces la *Lorraine*, que traités donnèrent à Louis XV, on aura les nte-deux gouvernements dans lesquels se divisait iennement la France.

A la mort de Louis XIV, la France était bornée nord par la mer du Nord, le Pas-de-Calais et Manche; à l'ouest, par l'Océan Atlantique; au l, par les Pyrénées et la Méditerranée; à l'est les Alpes, le Rhône, le Jura, le Rhin, et sud-est au nord-ouest, par une ligne tirée de Bét à Dunkerque, ligne qui laisserait à droite l'Al-

sace appartenant à la France, et la Lorraine ayan
ses ducs particuliers.

Des trente-et-une provinces ou gouvernements sept se trouvaient au nord, treize au milieu, d'oc cident en orient, et onze vers le midi.

§ 1. Gouvernements du nord.

1. La *Flandre française*, comprenant une partie du Hainaut et du Cambrésis, villes principales *Lille*, *Valenciennes*, *Denain*, *Cambray*.

2. L'*Artois*, au nord-est, cap. *Arras*.

3. La *Picardie*, au sud-ouest de l'Artois, ville princ. : *Amiens*, *St-Quentin*, *Calais*, et *Abbeville* capitale du *Ponthieu*.

4. La *Normandie*, au sud-ouest de la Picardie villes princ. : *Rouen*, *Evreux*, *Bayeux*, *Caen* *Dieppe*, *Alençon*.

5. L'*Ile-de-France*, au sud de la Picardie, ville princip. : *Beauvais*, *Laon*, *Soissons*, *Pontoise*, *Melun*.

6. La *Champagne*, à l'est de l'Ile-de-France, ville princ. : *Reims*, *Meaux*, *Mézières*, *Sens*, *Langres*.

7. L'*Alsace*, au nord-est, villes princ. : *Strasbourg*, *Colmar*.

§ 2. Gouvernements du milieu.

1. La *Bretagne*, à l'extrémité ouest, villes princ. *Nantes*, *Brest*, *Vannes*, *Rennes*, *St-Malo*.

2. Le *Maine*, à l'est de la Bretagne, villes princ. *Le Mans*, *Mayenne*, *Laval*.

3. L'*Anjou*, au sud du Maine, cap. *Angers*.

4. La *Touraine*, à l'est de l'Anjou, villes princ. *Tours*, *Amboise*.

5. L'*Orléanais*, au nord-est de la Touraine villes princ. : *Orléans*, *Chartres*, *Blois*.

6. Le *Berry*, au sud de l'Orléanais, villes princ. *Bourges*, *Sancerre*.

7. Le *Nivernais*, à l'est du Berry, cap. *Never*

8. La *Bourgogne*, à l'est du Nivernais, villes princ. : *Dijon, Mâcon, Auxerre, Autun, Châtillon, Bourg-en-Bresse.*

9. La *Franche-Comté*, à l'est de la Bourgogne, villes princ. : *Besançon, Dôle, Vesoul, Salins.*

10. Le *Poitou*, au sud de l'Anjou et de la Touraine, cap. *Poitiers.*

11. L'*Aunis*, au sud-ouest du Poitou, cap. *La Rochelle.*

12. La *Marche*, à l'est du Poitou. cap. *Guéret.*

13. Le *Bourbonnais*, au sud du Nivernais, cap. *Moulins.*

§ 3. Gouvernements du midi.

1. La *Saintonge*, au sud du Poitou, villes princ. : *Saintes, Angoulême.*

2. Le *Limosin*, à l'est de la Saintonge, villes princ. : *Limoges, Tulle, Turenne.*

3. L'*Auvergne*, au sud du Bourbonnais, cap. *Clermont.*

4. Le *Lyonnais*, à l'est de l'Auvergne, cap. *Lyon.*

5. Le *Dauphiné*, au sud-est du Lyonnais, villes princ. : *Grenoble, Vienne, Valence, Embrun.*

6. La *Guyenne*, au sud de la Saintonge et du Limosin, villes princ. : *Bordeaux, Périgueux, Agen, Cahors, Auch, Bayonne.*

7. Le *Béarn*, à l'extrémité sud-ouest, cap. *Pau.*

8. Le *Comté de Foix*, au sud de la Guyenne, cap. *Foix.*

9. Le *Roussillon*, qui touche à la Méditerranée, cap. *Perpignan.*

10. Le *Languedoc*, au sud, villes princip. : *Toulouse, Albi, Montauban, Carcassonne, Narbonne, Montpellier, Lodève, Nîmes.*

11. La *Provence*, à l'extrémité sud-est, villes princ. : *Arles, Aix, Marseille, Toulon.*

Il faut joindre à ces provinces, sept petits gou-

vernements qui ne se composaient presque que d'une ville.

1. *Paris*, enclavé dans l'Ile-de-France, capitale du royaume.
2. *Dunkerque*, en Flandre.
3. *Boulogne*, en Picardie.
4. *Le Hâvre*, dans la Normandie.
5. *Saumur*, entre l'Anjou et le Poitou.
6. *Metz* et *Verdun*, } enclavés dans la Lorraine.
7. *Toul*, }

Douze parlements rendaient la justice. Ils résidaient à Paris, à Toulouse, à Rouen, à Grenoble, à Aix, à Rennes, à Pau, à Metz et à Douay.

# SUJETS DE RÉDACTION

## SUR L'HISTOIRE DE FRANCE.

---

1. De la Gaule, depuis les temps anciens jusqu'à l'expédition de Jules César.

2. Expédition de Jules César.

3. Depuis la mort de Jules César jusqu'à Vespasien inclusivement.

4. Depuis Vespasien exclusivement jusqu'à l'an 406.

5. Mœurs, coutumes, gouvernement, religion des Gaulois.

6. Géographie politique de la Gaule, l'an 50 avant Jésus-Christ.

7. Divisions de la Gaule sous les Romains.

8. Etat de la Gaule lors de l'invasion des Barbares (406).

9. Mœurs, coutumes, religion, géographie politique des peuples germains qui ont envahi la Gaule.

10. Pharamond, Clodion, Mérovée, Chilpéric. — Opinions diverses sur ces quatre princes.

11. Règne de Clovis.

12. Depuis la mort de Clovis jusqu'à celle de Clotaire Ier.

13. Rivalité et crimes de Frédégonde et de Brunehaut.

14. Depuis Clotaire II jusqu'à la victoire de Testry.

15. Rois fainéants. — Pepin d'Héristal, Charles Martel.

16. Indiquer les différents partages des provinces de France sous les Mérovingiens.

17. De l'Aquitaine sous les Mérovingiens, sous Pepin le Bref et sous Charlemagne.

18. De l'Italie sous Pepin et sous Charlemagne.

19. Règne de Charlemagne, ses conquêtes.

20. Etendue et divisions de l'empire d'Occident.

21. Des sciences, des arts et des lettres sous les Mérovingiens et sous Charlemagne.

22. Gouvernement et institutions de Charlemagne. — Capitulaires.

23. Règne de Louis le Débonnaire.

24. Règne de Charles le Chauve.

25. Louis le Bègue, Louis III et Carloman, Charles le Gros.

26. Depuis la déposition de Charles le Gros jusqu'à la mort de Louis V.

27. Invasion des Normands. — Traité de St-Clair-sur-Epte.

28. Etablissement de la féodalité.

29. Des causes qui ont amené la chute des Mérovingiens et des Carlovingiens. — Rapports et différences.

30. Etat de l'Eglise sous les deux premières races.

31. Règne de Hugues Capet, de Robert, de Henri Ier.

32. Règne de Philippe Ier.

33. Louis le Gros. — Etablissement des communes.

34. Règne de Louis VII.

35. Règne de Philippe Auguste.

36. Géographie politique de la France à l'époque de la guerre avec Jean Sans-Terre, et à la mort de Philippe Auguste.

37. Depuis la mort de Philippe Auguste jusqu'à la septième croisade.

38. Guerre des Albigeois.

39. Règne de saint Louis depuis l'expédition d'Egypte inclusivement.

40. Guerres des Français, sous Philippe le Hardi, en Italie et en Espagne.

41. Règne de Philippe le Bel.

42. De l'Eglise en France, depuis Hugues Capet jusqu'au pontificat de Clément V.

43. Règne de Louis X, de Philippe V, de Charles le Bel.

44. Etat politique de la France à l'avénement de Philippe de Valois.

45. Règne de Philippe de Valois.
46. Règne de Jean. — Conquêtes des Anglais.
47. Gouvernement de Charles V.
48. De Charles VI jusqu'à la guerre avec l'Angleterre.
49. De la France, depuis la guerre contre Henri V jusqu'au siége d'Orléans.
50. Règne de Charles VII depuis le siége d'Orléans inclusivement. — Réformes et institutions de ce prince.
51. De l'Eglise en France, depuis Clément V jusqu'au concordat de François Ier. — Pragmatique-sanction.
52. Règne de Louis XI jusqu'à la mort de Charles le Téméraire.
53. Depuis la mort de Charles le Téméraire jusqu'à la majorité de Charles VIII.
54. Tableau des acquisitions diverses de la couronne depuis Hugues Capet.
55. Expédition d'Italie. — Ses causes, ses résultats.
56. Règne de Louis XII jusqu'au traité de Cambrai.
57. Depuis le traité de Cambrai jusqu'à l'avénement de Charles-Quint à l'empire.
58. Lutte de François Ier et de Charles-Quint.
59. Règne de Henri II.
60. Des Calvinistes jusqu'à la mort de François II.
61. Règne de Charles IX.
62. Henri III. — La Ligue.
63. Règne de Henri IV jusqu'au traité de Vervins.
64. Depuis le traité de Vervins jusqu'au ministère de Richelieu.
65. Louis XIII et Richelieu.
66. Guerre de trente ans sous Louis XIII et sous Louis XIV jusqu'au traité des Pyrénées.
67. De la Fronde.
68. Depuis la paix des Pyrénées jusqu'au traité de Riswich.
69. Depuis le traité de Riswich jusqu'au traité de Nimègue.

70. Guerre de la succession d'Espagne.

71. Administration intérieure de Louis XIV.

72. Géographie politique de la France à la mort de Louis XIV.

73. Des sciences, des arts et des lettres sous François Ier.

74. Des sciences, des arts et des lettres, depuis François Ier jusqu'à Louis XIV exclusivement.

75. Des sciences, des arts et des lettres sous Louis XIV.

76. Guerre de la succession d'Autriche.

77. Guerre de sept ans.

78. Administration intérieure de Louis XV.

79. Règne de Louis XVI jusqu'à la convocation des états-généraux.

80. De l'Eglise en France depuis Henri IV.

81. Histoire des parlements.

82. Des états-généraux en France.

83. Des sciences, des arts et des lettres depuis Louis XIV jusqu'en 1789.

84. Causes de la Révolution française.

---

# TABLE

## CHRONOLOGIQUE

# POUR L'HISTOIRE DE FRANCE.

## GAULOIS.



## FRANCS.

### PREMIÈRE RACE, DITE DES MÉROVINGIENS.

## DEUXIÈME RACE, DITE DES CARLOVINGIENS.



## TROISIÈME RACE, DITE DES CAPÉTIENS.

### PREMIÈRE BRANCHE, DITE DES CAPETS.

CINQUIÈME BRANCHE, DITE DES BOURBONS.



RÉVOLUTION.



RESTAURATION.



SIXIÈME BRANCHE, DITE D'ORLÉANS.

# TABLE
# DES CHAPITRES.

FIN.

